

Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL

Avec la collaboration de  
Jacques BEAUCHEMIN et Pierre PLANTE

(1988)

# Restons traditionnels et progressifs

Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,  
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi  
Courriel: [Brunet\\_diane@hotmail.com](mailto:Brunet_diane@hotmail.com)

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir de :

Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL  
avec la collaboration de Jacques BEAUCHEMIN et Pierre PLANTE

**Restons traditionnels et progressifs.  
Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime  
Duplessis au Québec.**

Montréal: Les Éditions du Boréal, 1988, 399 pp.

Messieurs Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin nous ont respectivement accordé leur autorisation de diffuser l'ensemble de leurs travaux, respectivement le 11 juillet 2004, le 5 janvier 2005 et le 14 juillet 2004.



Courriels : [bourque.gilles@uqam.ca](mailto:bourque.gilles@uqam.ca)  
[duchastel.jules@uqam.ca](mailto:duchastel.jules@uqam.ca)  
[beauchemin.jacques@uqam.ca](mailto:beauchemin.jacques@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 11 mai 2012 2012 à Chicoutimi,  
Ville de Saguenay, Québec.



Gilles BOURQUE et Jules DUCHASTEL  
avec la collaboration de Jacques BEAUCHEMIN et Pierre PLANTE

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.



Montréal: Les Éditions du Boréal, 1988, 399 pp.

[6]

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention de la *Fédération canadienne des sciences sociales*, dont les fonds proviennent du *Conseil de recherches en sciences humaines du Canada*.

[6]

Données de catalogage avant publication (Canada)

Bourque, Gilles, 1942- . Restons traditionnels et progressifs  
ISBN 2-89052-227-X

- I. Budget - Québec (Province) - Discours parlementaire - Terminologie.
  2. Québec (Province) - 1936-1960.
  3. Québec (Province) - Politique et gouvernement - 1936-1960.
  4. Sociolinguistique.
- I. Duchastel, Jules, 1943-            II. Titre.

# Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#)

[Avant-propos](#)

## **PREMIÈRE PARTIE**

### **Chapitre 1. Le discours politique**

[De l'histoire traditionnelle à l'histoire sociale](#)

[Un procès politique généralisé](#)

L'État moderne et le discours

Le discours politique et la production de la société

Les caractéristiques du discours politique

[La représentation dans la forme libérale de l'État](#)

Un procès d'institutionnalisation politique

La dualité de la représentation

Traditionalisme et modernisme

[La forme du régime, la forme de l'État et le discours politique](#)

Bloc au pouvoir et blocs sociaux

Le régime fédéral et le passage à l'État keynésien

### **Chapitre 2. La méthode**

[Les choix méthodologiques](#)

Une approche empirique constructiviste

Une méthode d'analyse du discours

Une méthodologie assistée par ordinateur

[L'étude des textes](#)

Les corpus

La description du texte

L'exploration des textes

La comparaison des textes

[Illustration de la méthode](#)

## DEUXIÈME PARTIE

### **Chapitre 3. Un survol général du corpus**

#### Distribution générale des catégories

#### Occurrences simples et occurrences syntaxiquement marquées

- Les catégories économiques
- Les catégories politiques
- Les catégories de l'univers institutionnel
- Les catégories de l'univers social
- Les catégories de l'univers des valeurs

### **Chapitre 4. Le bloc social duplessiste**

#### Les alliances

- La classe d'appui
- Les classes dominantes
- La petite bourgeoisie

#### L'Église, le parti, la famille

- L'Église
- Le parti
- La famille

#### Un bloc social national

- Une communauté nationale culturelle
- Une communauté spatialisée

#### Des femmes et des jeunes

### **Chapitre 5. L'univers politique**

#### Sphère privée et sphère publique

- La sphère publique
- La sphère privée

#### Le discours politique et la forme de régime

- Le domaine constitutionnel
- Les valeurs bourgeoises et le domaine constitutionnel
- Les valeurs traditionnelles et le domaine constitutionnel
- L'opinion publique et le conflit
- La soumission du traditionalisme au modernisme

#### Une communauté nationale culturelle dans un univers démocratique bourgeois

- Un univers multiforme
- Un univers national dichotomique
- Le traditionalisme dans le modernisme

#### La forme de l'État

#### Le discours duplessiste d'après-guerre



## **Chapitre 6. L'univers économique**

[Un ordonnancement capitaliste](#)  
[Un bloc social régional](#)  
[Un univers d'industrialisation](#)  
[Du marché à l'industrie](#)  
[L'économie et les valeurs](#)

## **Chapitre 7. L'espace de valorisation**

[Deux espaces disjoints](#)  
[L'imbroglio](#)  
[Des valeurs et de la société](#)  
    Le contrôle social  
    La disciplinarisation  
    Les valeurs existentielles  
[Circularité et bloc social](#)  
[Un enchaînement de contradictions à dominante](#)  
[Un progrès contrôlé](#)

# **TROISIÈME PARTIE**

## **Chapitre 8. Le système de la référence**

[De quoi parle-t-on ?](#)  
[Qui parle ?](#)  
[Qui parle de quoi ?](#)  
    Les deux solitudes et les autres  
    La référence journalistique  
    Le clergé  
    L'histoire et la mémoire collective  
    Les intellectuels et les parlementaires

## **Chapitre 9. Les chaînes nominales et adjectivales**

[Les constellations](#)  
[Le système des relations](#)

**Chapitre 10. La détermination et le propos**

Trames dominantes

Les valeurs

Une institutionnalisation traditionnelle

Une pratique de communautarisation

Trames inversées

**Chapitre 11. Conditions de production et discours**

La porosité du discours

Le discours du budget et l'économie-monde

Le discours du budget et la littérature économique

Discours et transformations économique-sociales

L'ouverture à la société de consommation

Sur l'effet des pratiques non discursives

Le renversement du monde

Conclusion

Annexes

## Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#)

- [Tableau 1.](#) Lexique : occurrences simples des mots catégorisés sous l'étiquette « tradition », par zone
- [Tableau 2.](#) Exemple de résultats standard : « tradition » en position de thème
- [Tableau 3.](#) Exemple de protocole de traitement des résultats : covoisinage de « tradition » (MOD 5)
- [Tableau 4.](#) Importance relative des familles de catégories au total et par zone
- [Tableau 5.](#) Occurrences générales et indices de thématization et de détermination des catégories des diverses familles
- [Tableau 6.](#) La fréquence absolue et l'indice de thématization de quelques mots indexés sous la catégorie classe
- [Tableau 7.](#) Le covoisinage et le propos de agriculture dans l'univers institutionnel dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 8.](#) Le covoisinage de « cultivateur » et « ouvrier » dans les univers économique, institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 9.](#) Liste des principaux mots indexés sous la catégorie classes en fréquence et en thématization dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 10.](#) Familles de professions et leur fréquence par zone
- [Tableau 11.](#) Le covoisinage de professions dans les univers institutionnel et des valeurs pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 12.](#) L'importance relative des catégories Église et clergé dans l'univers institutionnel
- [Tableau 13.](#) Le covoisinage de Église et clergé dans l'univers institutionnel pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 14.](#) Le covoisinage de Église et clergé dans l'univers social pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 15.](#) Le covoisinage de institutions politiques dans les univers institutionnel et économique pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 16.](#) Le covoisinage de parti dans les univers économique, politique et institutionnel pour l'Union nationale et le Parti libéral

- [Tableau 17.](#) Le covoisinage de parti dans les univers social et des valeurs pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 18.](#) Le covoisinage de famille dans les univers économique, politique et institutionnel pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 19.](#) Le covoisinage de famille dans les univers social et des valeurs pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 20.](#) Le covoisinage de communauté dans diverses catégories liées à l'univers traditionnel
- [Tableau 21.](#) Le covoisinage de « race » dans diverses catégories liées à l'univers traditionnel dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 22.](#) Le covoisinage de espace dans diverses catégories liées à l'univers traditionnel dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 23.](#) Le propos de public dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 24.](#) Le covoisinage de démocratie dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 25.](#) Le covoisinage de organisation dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 26.](#) Le covoisinage de opinion publique dans les catégories liées à l'univers traditionnel
- [Tableau 27.](#) Le covoisinage de domaine constitutionnel dans les univers des valeurs et des institutions dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 28.](#) Le covoisinage, le propos et la détermination de droit dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 29.](#) Le covoisinage de justice dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 30.](#) Le covoisinage de égalité dans les univers social, institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 31.](#) Le covoisinage de religion dans les univers social, institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 32.](#) Le covoisinage de opinion publique dans les univers social, institutionnel et politique dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 33.](#) Le covoisinage et le propos de « peuple » dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 34.](#) Le covoisinage de domaine social dans les univers institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale

- [Tableau 35.](#) Notions principales liées à la temporalité
- [Tableau 36.](#) Le covoisinage de industries et de ressources naturelles dans l'univers institutionnel pour l'Union nationale et le Parti libéral
- [Tableau 37.](#) Le covoisinage de Église et clergé dans l'univers économique dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 38.](#) Le covoisinage de social et sexe dans l'univers économique dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 39.](#) Le covoisinage de industrie, ressources naturelles et de finance dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 40.](#) Le covoisinage de progrès dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 41.](#) Le covoisinage de tradition et de religion dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 42.](#) Le covoisinage de subversion et de collaboration dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 43.](#) Le covoisinage de ordre-hiérarchie, collaboration et stabilité dans l'univers institutionnel dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 44.](#) Le covoisinage de ordre-hiérarchie et collaboration dans l'univers social dans le discours de l'Union nationale
- [Tableau 45.](#) Le covoisinage de quelques valeurs disciplinaires avec les catégories liées à l'univers traditionnel
- [Tableau 46.](#) La référence : sources et sujets
- [Tableau 47.](#) La référence : périodicité des sources
- [Tableau 48.](#) La référence : sujets et périodicité
- [Tableau 49.](#) La référence : origines et sujets
- [Tableau 50.](#) Origine nationale des sources portant sur l'économie et les relations fédérales-provinciales
- [Tableau 51.](#) Journaux et revues cités
- [Tableau 52.](#) Journaux et revues les plus souvent cités par thèmes
- [Tableau 53.](#) La référence à la presse par thèmes
- [Tableau 54.](#) La référence aux sources cléricales par thèmes
- [Tableau 55.](#) La référence aux personnages historiques par thèmes
- [Tableau 56.](#) La référence aux intellectuels par thèmes
- [Tableau 57.](#) La référence parlementaire par thèmes

- [Tableau 58.](#) Les vingt mots les plus fréquemment associés à d'autres mots par la conjonction « et »
- [Tableau 59.](#) L'importance relative des divers sous-ensembles de valeurs dans la détermination et le propos de certaines valeurs centrales
- [Tableau 60.](#) L'importance relative des divers sous-ensembles de valeurs dans la détermination et le propos de certaines catégories du bloc social
- [Tableau 61.](#) L'importance relative des institutions bourgeoises et traditionnelles dans la détermination et le propos de certaines catégories
- [Tableau 62.](#) L'importance relative de la communauté et des classes dans la détermination et le propos de certaines catégories
- [Tableau 63.](#) Part en pourcentage des secteurs manufacturiers selon la valeur brute de la production
- [Tableau 64.](#) Principaux indicateurs économiques, Québec, 1946-1961 (taux moyen annuel)
- [Tableau 65.](#) Taux de croissance des différents secteurs manufacturiers 1949-1959 en pourcentage
- [Tableau 66.](#) Revenu personnel disponible par habitant, en dollars (dollars courants)
- [Tableau 67.](#) Taux de croissance sur la période précédente, en pourcentage
- [Tableau 68.](#) Nombre de commerces de détail et valeur des ventes selon le chiffre d'affaires, 1930-1961
- [Tableau 69.](#) Industrie de la construction : données nominales, valeurs de production ('000\$, \$ courants)
- [Tableau 70.](#) Taux de croissance de la valeur nette de production dans chaque secteur (Québec, Ontario, Canada), en % (dollars courants)
- [Tableau 71.](#) Investissements par rapport au produit national brut, Québec, 1946-1968
- [Tableau 72.](#) Emploi dans les industries de transformation par région, 1949-1960
- [Tableau 73.](#) Commerces de détail dans certains comtés en 1930 (en dollars courants)
- [Tableau 74.](#) Commerces de détail dans certains comtés en 1960 (en dollars courants)

## En annexe

[Tableau I.](#) Les catégories en fréquence, en détermination et en thématisation

[Tableau II.](#) La fréquence des catégories par zone dans le discours du budget

[Tableau III.](#) La fréquence des catégories thématisées au total et par zone dans le discours du budget

[Tableau IV.](#) La fréquence des catégories déterminées au total et par zone dans le discours du budget

## Liste des schémas

[Retour à la table des matières](#)

- [Schéma 1.](#) Phrase décrite par CBSF, la grille sociologique et GDSF extraite du discours sur le budget de 1952 (p. 36)
- [Schéma 2.](#) Graphe des valeurs en fonction de leur thématization et de leur détermination.
- [Schéma 3.](#) Interrelations entre mots ou catégories de la sphère publique, de la sphère privée et de l'espace traditionnel.
- [Schéma 4.](#) Valeurs bourgeoises et Traditionalisme.
- [Schéma 5.](#) Soumission du traditionalisme au libéralisme.
- [Schéma 6.](#) Interrelations entre sous-univers de valeurs.
- [Schéma 7.](#) Les valeurs de contrôle social, l'espace économique et le bloc social.
- [Schéma 8.](#) Les valeurs disciplinaires, la force de travail et le bloc social.
- [Schéma 9.](#) Les valeurs existentielles, la force de travail et le bloc social.
- [Schéma 10.](#) L'espace libéral et l'espace traditionnel dans la référence.
- [Schéma 11.](#) Constellation « Tradition »
- [Schéma 12.](#) Constellation « Liberté »
- [Schéma 13.](#) Relations entre constellations
- [Schéma 14.](#) Constellation « Droit ».
- [Schéma 15.](#) Constellation « Respect ».
- [Schéma 16.](#) Constellation « Stabilité »



**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

## QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

« Monsieur l'Orateur », déclare solennellement Onésime Gagnon dans son discours du budget du mois de février 1950, « Monsieur l'Orateur, restons traditionnels et progressifs ». On sera tenté de voir dans la conjugaison contradictoire de ces deux qualificatifs une simple formule imputable au style fleuri du ministre des Finances de l'époque. En fait, la formule imprègne tout le discours politique d'un régime qu'on a tôt fait de réduire à quelques images d'Épinal : Duplessis et l'Union nationale vus comme les promoteurs d'une sorte de Moyen Âge et l'histoire du Québec d'après-guerre comme une période de « Grande Noirceur ».

La réalité, on s'en doute, est beaucoup plus complexe que celle qu'ont bien voulu dépeindre les hérauts de la Révolution tranquille. C'est ce que ce livre montre de façon irréfutable. Se fondant sur d'importants travaux de recherche et sur une méthodologie d'analyse du discours assistée par ordinateur, les auteurs proposent une nouvelle interprétation du duplessisme. Celui-ci entendant certes « rester traditionnel » en s'appuyant sur la classe agricole, la « race canadienne-française et catholique », le parti, l'Église et la famille. Mais son discours était également moderne et parlait d'industrie, de science et de technologie, de richesses naturelles et de finance, d'investissement et de travail salarié. Le progrès, le développement, la rationalité étaient désormais liés à la promotion de l'industrialisation et aux effets qu'elle allait provoquer sur la structure sociale.

Les auteurs sont professeurs au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Gilles Bourque a publié plusieurs travaux dans les domaines de la sociologie politique, de la question nationale et de la sociologie historique du Québec, dont [\*Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840, L'État capitaliste et la question nationale\*](#) et [\*Socialisme et indépendance\*](#). Jules Duchastel est spécialisé dans les domaines de la culture et des idéologies, de l'analyse du discours et des politiques sociales. Auteur de plusieurs études, il a entre autres signé [\*Marcel Rioux. Entre l'utopie et la raison\*](#). Il est à l'origine de la création du Centre d'analyse de textes par ordinateur de l'Université du Québec à Montréal.

[7]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

## REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage comme l'ensemble de la recherche dont il n'est que le premier résultat n'aurait pas été possibles sans le soutien de plusieurs institutions et d'une importante équipe de travail.

Nous tenons donc à remercier le CRSH et le FCAR qui ont subventionné nos travaux ainsi que le Décanat des études avancées et de la recherche de l'Université du Québec à Montréal qui nous a régulièrement appuyés soit sous la forme d'un apport financier d'appoint, soit en mettant cordialement ses services à notre disposition. Soulignons enfin la qualité du soutien que nous ont offert le Service de l'informatique et le Centre d'analyse de textes par ordinateur de la même institution.

Nous sommes aussi redevables aux nombreuses personnes qui ont participé à un moment ou à un autre à des travaux qui prenaient parfois l'allure d'une folle entreprise. Nous remercions particulièrement Pierre Plante, auteur du logiciel DÉREDEC et du progiciel GDSF (Grammaire de surface du français) qui nous a régulièrement guidé dans la mise au point de nos procédures informatisées, ainsi que Jacques Beauchemin qui, en plus de superviser les différentes et nombreuses étapes de la recherche, a participé à la révision critique du manuscrit. Nous tenons aussi à souligner l'importance et la qualité de la contribution de Mario Desautels qui participe à nos travaux depuis leurs débuts.

Plusieurs personnes sont intervenues à différents moments de la recherche (constitution du corpus, codification grammaticale, codification sociologique, application des algorithmes, première mise en forme des résultats, analyse du contexte socio-historique...). Nous remercions de leur précieuse collaboration Annie Autonès, Robert Baril, André Bélanger, Yves Bélanger, Marie Cayouette, Charlotte Cyr, Monique Desève, Marie-Maude Dufour, Germain Dulac, Monique Gauvin, [8] Luc Laflamme, Diane Lessard, Daphnée Morin, Gilles Nadeau, Sylvie Pallascio-Morin, Chantal Turcotte et Denis Veillette.

Nous remercions également Danielle Laberge qui a eu la patience de relire le manuscrit et de nous donner son avis en matière de méthodologie. Nos remerciements vont enfin à Marie-Marthe Cousineau, Joanne Néron et Bruno Théorêt qui ont grandement aidé à la dernière étape de la révision.

En plus d'avoir participé au travail lié à chacune des étapes de la recherche, les signataires de ce livre sont entièrement responsables de sa conception générale ainsi que de la problématique, de la méthodologie, de l'analyse des données et de la rédaction du présent ouvrage.

G. B. et J. D.

[9]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

# AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Le présent ouvrage expose les premiers résultats d'une recherche beaucoup plus vaste sur le discours politique émanant des institutions québécoises sous le régime Duplessis. Nous y proposons une lecture inhabituelle des discours du budget prononcés au cours de la période. Nous serons d'abord et avant tout attentifs aux formes de la représentation à l'œuvre dans les énoncés budgétaires de l'Union nationale, plutôt qu'aux aspects directement reliés à l'élaboration de la politique économique. Cette perspective nous permettra de montrer comment, loin de se restreindre à des dimensions purement techniques et fonctionnelles, les discours du ministre des Finances participent au processus général de production de la représentation que la société se donne d'elle-même.

Les discours du budget ne représentent que la première pièce d'un corpus constitué de plusieurs sous-unités qui elles-mêmes feront l'objet de publications ultérieures. Ces sous-corpus sont accessibles sur bande magnétique et, en sus du texte lui-même, comprennent diverses formes de description linguistique et sociologique. C'est dire que chercheurs ou étudiants pourront y œuvrer parallèlement à nos propres efforts, pour y explorer des pistes différentes.

Le choix des discours du budget tient aussi bien à l'importance qu'ils occupent dans la production de la société qu'au défi méthodologique de saisir le travail politique d'un discours de prime abord plus technique. Le discours du budget est ainsi

devenu le coup d'envoi de notre recherche. Il nous a permis de mettre au point notre système de catégories et d'hypothèses. Il nous a incité à formuler une problématique générale portant sur le discours politique et la forme libérale [10] de l'État au sein de la société québécoise. Il nous a enfin amenés à développer une méthodologie assistée par ordinateur permettant l'analyse de grands ensembles textuels. Dans une prochaine publication, nous envisagerons la totalité de notre corpus et tenterons de rendre compte de la spécialisation relative des divers domaines de discours politique de l'époque (du discours du budget aux mandements des évêques en passant par le discours patronal).

La première partie de l'ouvrage présente la problématique et la méthodologie qui guident l'ensemble de notre recherche. Les deuxième et troisième parties sont consacrées à l'étude des énoncés budgétaires de l'Union nationale de 1936 à 1960 qui s'appuie sur une approche d'analyse du discours assistée par ordinateur. Le lecteur pourra donc trouver différents points d'intérêt et varier ainsi sa stratégie de lecture. Le chapitre initial, bien que théorique, demeure essentiel à la bonne compréhension de notre démarche. La méthodologie est d'abord présentée dans ses dimensions les plus générales, puis détaillée pour une compréhension plus technique. Les chapitres d'analyse s'appuient sur une démonstration qui se veut rigoureuse, mais peuvent se lire sans que l'on porte toute son attention aux éléments de méthode. Nous avons inséré tableaux et schémas qui permettent de visualiser le cheminement de la démonstration. Le lecteur peut, par contre, choisir de les ignorer. Enfin, des citations des discours du budget sont rapportées afin de rendre plus vivant ce corpus que nous avons décortiqué à l'aide de notre lourd appareil méthodologique. Elles n'y sont pas pour prouver, mais pour illustrer.

Même si le présent volume forme un tout qui peut être lu sans que soient considérés les résultats de l'ensemble de la recherche, il importe donc de conférer leur juste dimension aux thèses qui y sont avancées. Leur validité ne peut se mesurer qu'en rapport au corpus particulier à partir duquel elles ont été élaborées. Si nous employons fréquemment l'expression générale de « discours duplessiste », on se gardera de considérer les interprétations proposées comme des thèses générales et globales sur l'ensemble du discours politique dominant durant la période étudiée. Seule la prise en considération de la totalité des données permettra de proposer une analyse extensive du travail du discours politique duplessiste et de

préciser la place particulière du discours du budget dans l'ensemble des pratiques discursives de l'Union nationale.

Malgré ces réserves, on n'en pourra pas moins constater combien le discours politique à l'œuvre dans les énoncés budgétaires de [11] l'époque apparaît comme une réalité complexe qui ne se laisse appréhender par aucune des images réductionnistes proposées par les hérauts de la Révolution tranquille. Tout entier dynamisés par le projet de rester « traditionnels et progressifs », les discours du budget duplessistes profilent, au contraire, un monde qui ne saurait être réduit à celui de la « grande noirceur » sans faire obstacle à la compréhension de sa complexité et de son efficacité dans la transformation du Québec de cette époque.

[13]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

# Première partie

[Retour à la table des matières](#)



[15]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

**PREMIÈRE PARTIE**

# Chapitre 1

---

## Le discours politique

[Retour à la table des matières](#)

Pour les intellectuels de notre génération, écrire sur le duplessisme représente sans doute une sorte de défi, tant l'objet a été jusqu'à tout récemment encore entaché de la représentation presque entièrement négative construite par les hérauts de la Révolution tranquille. On ne sut longtemps traiter de la période sans fonder son projet sur la volonté d'illustrer une histoire fonctionnant par définition en eaux troubles ou, à l'inverse, sur celle d'une défense inconditionnelle du régime de l'Union nationale. On s'acharna en des débats d'arrière-garde sur la vérité du visage d'un homme dont la taille, grande et petite, varia au fil des discours et des contre-discours. Cette sorte d'hypothèque étant en grande partie levée, il est dorénavant possible de consulter une littérature de plus en plus éloignée de la démarche pamphlétaire, en même temps que de proposer des analyses de la période s'inspirant des règles élémentaires de la pratique sociologique.

## DE L'HISTOIRE TRADITIONNELLE À L'HISTOIRE SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

Les études sur le duplessisme et sur la période qu'il couvre témoignent des transformations que l'historiographie et l'ensemble des sciences sociales ont connues durant les années soixante. On peut y distinguer deux pratiques historiennes qui correspondent à deux phases bien distinctes de l'écriture québécoise dans le domaine de l'histoire sociale. De l'une à l'autre, on observe ce mouvement de distanciation par rapport à l'objet que nous avons évoqué plus haut.

Soulignons d'abord les ouvrages présentant l'ensemble des traits de ce que Fernand Braudel a appelé l'histoire traditionnelle <sup>1</sup>. L'analyse [16] du duplessisme y est centrée sur la scène politique au sens restreint, celle du Parlement et des partis politiques. Dans une perspective événementielle, ces ouvrages s'intéressent avant tout aux faits et gestes des personnages politiques et principalement, bien sûr, à ceux du grand ou du petit homme qu'aurait été Maurice Duplessis. Les uns, les plus systématiques et les plus académiques, tels ceux de Rumilly et de Black, se portent à la défense du régime <sup>2</sup>; les autres, de style journalistique, insistent principalement sur les aspects autocratiques et réactionnaires du personnage central de la chronique <sup>3</sup>. La plupart demeurent ainsi redevables de la polémique qui s'est développée à la fin des années cinquante et au début des années soixante à propos de la « véritable nature » du régime de l'Union nationale. Certains travaux, ceux de Quinn et de Saint-Aubin par exemple <sup>4</sup>, échappent au moins partiellement à cette quête de la justesse des faits et gestes des acteurs, tout en se situant dans le même courant historiographique.

---

<sup>1</sup> Fernand Braudel, *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1979.

<sup>2</sup> Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973 ; *Quinze années de réalisations*, Montréal, 1956. Conrad Black, *Duplessis*, Montréal, Éd. de l'Homme, 1977.

<sup>3</sup> Pierre Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éd. de l'Homme, 1960. Leslie Roberts, *Une biographie politique de Maurice Duplessis*, Montréal, Éd. du Jour, 1972.

<sup>4</sup> Herbert Quinn, *The Union Nationale*, Toronto, University of Toronto Press, 1974. Bernard Saint-Aubin, *Duplessis et son époque*, Montréal, Éd. La Presse, 1959.

Il faudra attendre les années soixante-dix pour voir apparaître des travaux se démarquant aussi bien de l'histoire traditionnelle que de la polémique propre aux années soixante. Ils développeront une nouvelle pratique historique, à laquelle Fernand Braudel a donné le nom d'histoire sociale <sup>5</sup>, en conférant à ce terme l'acception la plus large s'étendant à toutes les sciences sociales. Tout un ensemble d'articles et de livres ont alors tenté de replacer Duplessis, le duplessisme et la scène politique québécoise dans la réalité plus englobante et multiforme des rapports sociaux. Rappelons les travaux s'inspirant de différents courants du marxisme, les uns centrés sur la dynamique de la lutte des classes <sup>6</sup> les autres s'inscrivant dans la tradition de l'économie politique <sup>7</sup>. D'autres ont été consacrés à l'analyse des idéologies. De filiations théoriques diverses, bien que dominées par la problématique de Fernand Dumont, ces études se sont intéressées à des aspects particuliers des débats idéologiques de la période : analyses de revues, de journaux, ou de la pensée de tel ou tel idéologue et de tel ou tel homme politique <sup>8</sup>. On doit cependant souligner l'absence de travaux sur le discours et sur les idéologies de l'ensemble de la période et qui auraient essayé de cerner, sous l'un ou l'autre de ses aspects, la représentation dominante sous le duplessisme. Voilà ce que nous tenterons de faire à propos du discours politique.

---

<sup>5</sup> Fernand Braudel, *op. cit.*

<sup>6</sup> Hélène David, « L'état des rapports de classes au Québec de 1945 à 1967 », *Sociologie et société*, VII : I, 1975. Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal-Paris, P.S.I.-E.D.V., 1979. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>7</sup> Gérard Boismenu, *Le Duplessisme*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981. Dorval Brunelle, *La désillusion tranquille*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Yves Bélanger, Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise : développement historique et dynamique contemporaine*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987. Jocelyn Létourneau, « Le Québec face aux contraintes de la concurrence internationale : le lourd héritage des années 1945-1960 », intervention au colloque *Pouvoir politique et économie mondiale* (laboratoire d'études politiques et administratives, Département de science politique, Université Laval), tenu à Québec les 27 et 28 septembre 1984.

<sup>8</sup> Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, Tomes I, II, III, 1981. [Livres disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977. André-J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises : le grand tournant de 1934-1936*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Richard Desrosiers, *L'idéologie de Maurice Duplessis*, mémoire de maîtrise en sciences politiques, Université de Montréal, 1969. Victor Teboul, *Le Jour*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983.

C'est ainsi sous le signe de la pluralité théorique et méthodologique que s'est développée cette deuxième phase de l'analyse du duplessisme durant laquelle l'événement, le personnage et la pratique politicienne ont cédé la place à des phénomènes structuraux plus larges. [17] Examinant le duplessisme et la société traditionnelle à la lumière d'une pluralité de problématiques<sup>9</sup>, les travaux de la deuxième phase ont permis de faire ressortir l'importance analytique d'un ensemble de phénomènes. Soulignons, à ce propos, les aspects régressistes d'une stratégie économique dépendante et anti-ouvrière dans le cadre du développement de la continentalisation ; l'importance des transformations de la forme de l'État et des contradictions qu'elles génèrent au sein de la forme de régime fédérale ; le poids relatif des institutions précapitalistes et principalement celui de l'Eglise dans l'ensemble des rapports sociaux ; et, enfin, la tendance à la reproduction du traditionalisme dans la représentation de la société québécoise. Voilà certains des aspects de l'analyse qui ont servi de toile de fond ou de points de repères à notre étude du discours politique duplessiste.

Tout en cherchant à replacer aussi bien le discours que le politique dans l'ensemble des déterminations et des pratiques sociales, nous ne prétendons nullement proposer une analyse globale de la période. Même dans le cadre de la sociologie historique, plus attentive aux articulations nécessaires entre les différents aspects des pratiques sociales, il importe de reconnaître les limites nécessairement restreintes qu'impose le choix d'un objet de recherche centre sur un aspect particulier de la réalité sociale. Trop souvent, en effet, l'intention de replacer le discours ou l'idéologie dans l'ensemble de ses déterminations sociales pousse à gommer la spécificité du travail discursif en se satisfaisant d'une simple mise en rapport des pratiques discursives et non discursives, somme toute à s'arrêter là précisément où la véritable analyse devrait commencer. Nous y reviendrons au dernier chapitre de cet ouvrage. Qu'il nous suffise ici d'indiquer notre « parti pris » méthodologique.

---

<sup>9</sup> Gilles Bourque et Anne Legaré, *Le Québec, la question nationale*, Paris, Maspero, 1979. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Fernand Dumont, *La vigile du Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971. Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle optique, 1978. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983. Marcel Rioux, *La question du Québec*, Paris, Seghers, 1969. Guy Rocher, *Le Québec en mutation*, Montréal, Hurtubise HMH, 1973. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Jean-Jacques Simard, *La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Prenant le discours au sérieux, nous nous sommes d'abord et avant tout attachés à sa dynamique interne de même qu'à l'analyse de la spécificité de son travail. Bien sûr, ce parti pris ne nous a pas conduits à exclure du processus de la recherche les conditions sociales d'énonciation, mais à considérer plutôt leur analyse comme des points d'ancrage élémentaires (au sens propre) sous la figure de points de départ, les conditions sociales de la production du discours (les appareils, les classes, les structures économiques et politiques) ou de points d'arrivée, les conditions sociales de la réception (le mode de vie, la socialité, etc.).

Il nous a paru tout aussi illusoire de tenter de rendre compte de l'ensemble de la représentation durant cette période de l'histoire du Québec que de prétendre saisir la totalité du duplessisme. Nous [18] nous sommes donc penchés sur un aspect, certes central, mais non moins partiel, de la représentation dominante durant la période : le discours politique. Malgré cette autre limite, le champ de recherche n'en présente pas moins des dimensions redoutables.

Nous proposons de dépasser l'acception que le sens commun donne à la notion de discours politique, et de la définir comme l'une des formes centrales de la représentation dans l'État moderne <sup>10</sup>. La problématique qui guide la construction de notre objet et de notre corpus définit de la sorte un domaine de préoccupation très vaste qu'il nous faut circonscrire pour rendre pleinement intelligibles nos analyses.

---

<sup>10</sup> Des concepts fort différents ont été employés pour définir l'État démocratique surgissant au sein des sociétés occidentales dans le passage du féodalisme au capitalisme. Dans la littérature actuelle le concept d'État moderne tend à s'imposer. Il vise à mettre en rapport la formation de l'État avec le phénomène plus englobant de la modernité. C'est celui que nous avons convenu d'employer bien que nous ne récusions pas et que nous employions à l'occasion ceux d'État démocratique bourgeois et d'État capitaliste. Le premier pose le rapport entre l'État et la classe dominante au sein des sociétés modernes, le second renvoie au mode de production dominant de la formation sociale. Il importe cependant, dans tous les cas, que les qualificatifs moderne, démocratique, bourgeois et capitaliste ne donnent pas lieu à une lecture mécaniste faisant de l'État un simple reflet de la représentation moderne, du pouvoir de classe ou de l'économie. Nous tentons au contraire de montrer, dans cette section, comment l'État moderne contribue aussi, sur ses propres bases, à la production de la société.

## UN PROCÈS POLITIQUE GÉNÉRALISÉ

[Retour à la table des matières](#)

Qu'entendons-nous par discours politique ? La question paraît toute simple puisqu'elle renvoie d'abord à l'évidence empirique d'une définition issue de sens commun, fondée sur les représentations dominantes au sein de la société démocratique. Le discours politique apparaît, de ce point de vue, comme l'ensemble des énoncés émanant des acteurs et des institutions reliés au système de la représentation : les partis, le Parlement, les médias. Selon cette première acception, c'est l'appareil d'origine qui sanctionne le caractère politique de tel ou tel discours. Seraient ainsi évacuées toutes les formes d'énonciation émanant d'autres appareils : de l'Église, des syndicats, des associations patronales... Il importe de dépasser cette définition spontanée, non seulement parce qu'elle apparaît trop restrictive, mais surtout parce qu'elle est directement soumise à la représentation que la société démocratique bourgeoise se donne d'elle-même. Fondé sur la production-séparation de deux sphères, privée et publique, l'État moderne ne définit comme politiques que les pratiques reliées aux appareils correspondant à l'institutionnalisation de la sphère publique. Cette autoreprésentation de la sphère publique a des effets idéologiques déterminants dont le moindre n'est pas d'assujettir la représentation du politique à la forme même du procès d'institutionnalisation permettant la mise en place et la reproduction des appareils politiques de l'État moderne.

La question, toute simple sur le terrain du sens commun, devient ainsi beaucoup plus complexe. Pour y répondre, il nous faudra faire éclater les cadres trop étroits de la représentation socialement sanctionnée. Afin d'y parvenir nous avons d'abord interrogé la tradition de l'analyse du discours qui s'est développée en France au cours des années soixante-dix <sup>11</sup>. Ces analyses ont très largement porté sur des [19] corpus politiques, sur des discours de personnages ou de partis politiques. Mais, particulièrement attentive aux développements théoriques et méthodologiques dans le domaine de l'analyse du discours elle-même, cette tradition a très

---

<sup>11</sup> Voir, entre autres, Michel Pêcheux, *L'analyse automatique du discours*, Paris, Dunod, 1969 ; *Les vérités de la Palice*, Paris, Maspero, 1975. Jean-Jacques Courtine, « Analyse des discours politique », *Langages*, no 52, juin 1981. Régine Robin, *Histoire et linguistique*, Paris, Armand Colin, 1973.

peu réfléchi à la spécificité des corpus sur lesquels elle se penchait. Au contraire, la recherche ne semble avoir porté à cet égard que sur des « beaux morceaux » considérés comme politiques du seul fait qu'ils émanaient de la scène politique. Plus attentifs à la particularité de notre objet, les aspects politiques de la discursivité duplessiste, nous avons voulu cerner davantage la spécificité de cette forme discursive. Pour le faire, nous nous sommes interrogés sur les rapports entre le discours politique et l'État moderne.

### *L'État moderne et le discours*

La mise en rapport du discours politique et du procès d'affirmation et de reproduction de l'État moderne constitue le fondement sur lequel repose l'élaboration d'une théorie de cette forme particulière de la discursivité. La formation d'une sphère politique autonome et séparée de l'économie apparaît dès le départ comme le corollaire essentiel du développement de la forme du discours qui la spécifie. On ne saurait en effet parler de discours politique au sens fort sous la féodalité et dans l'État précapitaliste où le politique ne s'est pas encore constitué comme instance autonome. S'il y existe une discursivité sur le pouvoir, elle se présente sous la forme englobante de la célébration du souverain résumant dans sa personne la totalité des pouvoirs sociaux. Dans l'État absolutiste par exemple, il faudra parler d'un récit sur les origines, par définition divines, des pouvoirs d'un souverain représenté comme la source indifférenciée et absolue de tous les rapports hiérarchiques. C'est donc en confondant discours sur le pouvoir d'État et discours politique que certains, Georges Balandier par exemple, considèrent ce dernier comme une forme discursive transhistorique apparaissant dans toutes les sociétés où existe un État <sup>12</sup>. L'apparition du discours politique suppose au contraire la formation d'un espace séparé au sein duquel le pouvoir est discuté. La discussion du pouvoir et la production d'appareils spécialisés constituent le fondement même de toutes les formes possibles de la discursivité politique.

L'État moderne se constitue comme une institution séparée, différenciée et en quelque sorte limitée au sein de l'ensemble des rapports sociaux. Le politique de-

---

<sup>12</sup> Georges Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1978.

vient ainsi le lieu d'un ensemble de pratiques définies et spécialisées se démarquant de l'espace de l'économie et ultimement de celui de la culture. La segmentation du corps [20] social en une pluralité de pratiques relativement autonomes s'inscrit dans le procès plus large d'affirmation du mode de production capitaliste et de l'ensemble des luttes et des rapports de forces qui s'y rattachent. Nous n'indiquerons ici que les axes fondamentaux de l'analyse.

L'étude de la constitution d'un espace politique séparé, institutionnalisé et autonome renvoie à au moins quatre des caractéristiques principales du mode de production capitaliste. La formation d'une force de travail « libérée » de tous liens extra-économiques de type précapitalistes, séparée de ses moyens de production et forcée de vendre sa force de travail constitue la base essentielle de la création d'un espace économique autonome et d'une redéfinition du politique en des lieux séparés <sup>13</sup>. La division sociale et technique du travail, accélérée par le capitalisme, pose en même temps les limites de l'autonomie de l'économie capitaliste et de sa capacité d'autorégulation. En segmentant « à l'infini » les rapports sociaux et en modulant des rapports d'inégalité, la domination du travail intellectuel sur le travail manuel se superposant aux rapports d'exploitation fondés sur la plus-value, le mode de production capitaliste appelle la formation d'un espace politique produisant l'homogénéité nécessaire au fonctionnement de la société et reproduisant les rapports de pouvoir caractéristiques de ce mode de production (domination bourgeoise, domination du travail intellectuel) <sup>14</sup>. La détermination à la concurrence produit un double effet homologue <sup>15</sup>. La lutte entre les capitaux nécessite l'apparition d'un espace sépare produisant les règles essentielles aux pratiques concurrentielles, en même temps que la tendance à la création de bases sociales d'accumulation, modelant ainsi l'espace politique capitaliste et contribuant à y induire la formation d'États nationaux centralisés <sup>16</sup>. L'universalisation de la marchandise,

<sup>13</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Éditions sociales, Paris, 1969. Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Paris, Anthropos, 1967.

<sup>14</sup> Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir et le socialisme*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1981.

<sup>15</sup> Alain Lipietz, *Le capital et son espace*, Paris, Maspero, 1977. Gilles Bourque, « Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse » dans Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal Express, 1980. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>16</sup> Gilles Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1977. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]



enfin, produit une homogénéisation des pratiques sociales fondée sur la forme contractuelle qui exige une sanction extra-économique et contribue à fonder la domination de l'idéologie juridique dans l'espace politique <sup>17</sup>.

Ce n'était là que les lignes directrices de la réflexion. Mais l'étude la plus exhaustive des caractéristiques de l'économie capitaliste et des déterminations qu'elle impulse dans l'espace politique démocratique bourgeois n'épuiserait pas l'analyse des particularités de l'État moderne. Il nous faudra donc aborder l'étude de l'espace politique dans sa spécificité, car d'elle seule peut surgir une théorie pleinement articulée de l'État démocratique, de même que de cette forme discursive historiquement déterminée qu'est le discours politique.

[21]

Resserrons maintenant notre réflexion autour de cet espace particulier, matérialisé dans des appareils spécifiques, qu'est l'État démocratique bourgeois de manière à poser les éléments essentiels d'une théorie du discours politique. Sous cet angle, le caractère démocratique de l'État moderne constitue le point nodal de l'analyse. Trop attentif à saisir les limites inhérentes à l'exercice de la démocratie dans l'État bourgeois, le marxisme, du moins ses courants dominants, a longtemps hypothéqué ses réflexions sur l'État capitaliste et sa capacité de produire une théorie adéquate de l'espace politique bourgeois. Bien que ces limites soient réelles (et structurelles), le développement d'un point de vue défensif empêche le marxisme orthodoxe de saisir des éléments pourtant essentiels à la compréhension de la société moderne <sup>18</sup>. L'instauration de la démocratie constitue pourtant le point de départ essentiel de l'analyse. Sa mise en place et sa reproduction doivent être envisagées dans une perspective « positive », ce qui ne veut certes pas dire non critique.

Dans toute son extension, comme dans la particularité des appareils qu'elle met en place, la démocratie représentative démarque l'État moderne de tous les types d'États précapitalistes, jusque et y compris les formes de la démocratie de l'Antiquité. La démocratie bourgeoise se présente sous les traits d'une démocratie

---

<sup>17</sup> Voir les thèses développées par Marx sur le fétichisme de la marchandise dans *Le Capital*, op. cit., tome I. Pierre Philippe Rey, *Les alliances de classes*, Paris, Maspero, 1973 ; Gilles Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, op. cit., Étienne Balibar, *Cinq études sur le matérialisme historique*, Paris, Maspero, 1974.

<sup>18</sup> Claude Lefort, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981.

formellement ouverte, englobant tendanciellement la totalité des agents d'une formation sociale. À l'encontre des démocraties de l'Antiquité, l'État représentatif n'exclut *potentiellement* du processus démocratique aucune classe (les esclaves), aucun sexe (les femmes), aucune minorité.

La démocratie représentative bourgeoise se déploie ainsi dans un espace social entièrement ouvert au sein duquel le pouvoir politique et, par extension, tous les pouvoirs sont susceptibles d'être discutés. La politisation des rapports sociaux constitue en quelque sorte l'acte fondateur de la société moderne. C'est ce que Habermas a saisi sous le concept de publicité critique en insistant sur cette particularité d'une société politique au sein de laquelle le pouvoir est discuté entre des individus rationnels pleinement libres de jeter un regard critique sur la légitimité comme sur l'exercice des règles politiques instituées <sup>19</sup>. Déliée des formes traditionnelles de la représentation mythique ou religieuse trouvant l'ultime fondement de la socialité dans l'au-delà, la société est dorénavant représentée comme se produisant elle-même <sup>20</sup>.

La discussion d'un pouvoir émanant de la société elle-même devient ainsi le lieu central de la production de la socialité moderne <sup>21</sup>. En même temps que cette discussion envahit potentiellement tous les [22] lieux de pouvoir, politisant progressivement l'ensemble des rapports sociaux, elle ne saurait s'affirmer et se développer sans la production d'un lieu séparé, l'État et le politique, distinct de l'économie. En ce sens, la société moderne se donne d'abord comme société politique et le politique apparaît comme le lieu matériel et symbolique où se condensent les rapports sociaux dorénavant conçus comme des rapports de forces <sup>22</sup>. Ainsi, le politique constitue le principe d'unité de la formation sociale capitaliste. Bien que déterminée par l'affirmation et le développement élargi des rapports de production et des rapports sociaux économiques capitalistes, la production d'une instance séparée, l'État et le politique, constitue la condition même de la production et de la reproduction de la société moderne.

Il importe de ne pas confondre ici le mouvement de production-séparation de deux espaces, l'économique et le politique, représenté sous la forme plus générale

<sup>19</sup> Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris, Payot, 1978.

<sup>20</sup> Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.

<sup>21</sup> Claude Lefort, *Les formes de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1978.

<sup>22</sup> Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968.

de la segmentation du privé et du public, avec le procès de politisation des rapports sociaux qui les constitue dans leur spécificité et les traverse de part en part. Si la distinction du privé et du public permet de poser des appareils particuliers (le gouvernement, l'administration, le Parlement...) et une forme discursive qui lui est rattachée (le discours politique), si la même distinction paraît préserver la sphère privée de l'invasion intempestive de la sphère publique, on ne saurait conclure à une sorte de limitation ou à une quelconque spécialisation d'un procès de politisation se restreignant à la sphère publique. Car c'est l'entière de la société moderne et de son organisation qui est soumise à l'acte fondateur de politisation. Si la séparation du privé et du public pose des limites au développement et à l'invasion du pouvoir politique, il importe de souligner que l'établissement de ces limites est elle-même inscrite au cœur même du procès de politisation et constitue l'un des aspects fondamentaux de la discussion et du débat politiques. En somme, la séparation du privé et du public et les débats sans cesse repris sur les limites respectives des deux sphères constituent la forme particulière de la politisation dans la société bourgeoise et non pas une sorte de circonscription limitative de présumés aspects politiques de cette société <sup>23</sup>. La société bourgeoise est, pourrait-on dire, entièrement politique, puisque l'ensemble de son organisation et de sa segmentation, ainsi que la totalité de ses pouvoirs sont soumis aux débats démocratiques.

Les particularités de la politisation des rapports sociaux sous les différentes formes de l'État démocratique bourgeois (libéral et keynésien ou régulateur) ne correspondent ni à des degrés ni à un quelconque [23] mouvement d'extension. L'État keynésien et le développement tentaculaire de ses appareils ne peuvent donc pas être présentés comme un approfondissement de la politisation ni son affaiblissement actuel comme une dépolitisation des sociétés bourgeoises. La plus ou moins grande extension des fonctions régulatrices de l'État et le déplacement des limites entre le privé et le public qui l'accompagne n'induisent pas une plus ou moins forte politisation de la société moderne. Au contraire, le déplacement des limites respectives des espaces privés et publics n'a pas pour effet de modifier les caractéristiques fondamentales de la société politique moderne. Ces limites consti-

---

<sup>23</sup> Voir Jules Duchastel et Jacques Bonin, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones*, chap. VIII « La vie privée et la vie publique », Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973.

tuent l'enjeu des rapports de forces et le centre des débats politiques, la plus grande extension de l'espace privé constituant l'indice d'une dominance relative moins contestée des positions bourgeoises et, à l'inverse, le plus grand déploiement de l'espace public représentant l'indice d'une affirmation plus large des intérêts des classes et groupes sociaux dominés et de la nécessité de compromis de la part des couches et des fractions de classes dominantes (dans l'État keynésien, par exemple). Si, dans l'un et l'autre cas, les positions varient et les rapports de forces se transforment, ils ne le font que dans le cadre plus général de la politisation constituant la société moderne.

La séparation du privé et du public définit la nature même de la société politique bourgeoise. En même temps qu'elle permet la formation d'un espace politique différencié et, à partir d'elle, la politisation potentielle de l'ensemble des rapports sociaux, elle soumet cet espace à des limites indépassables. Mais, comme on l'a déjà dit, la fixation de limites entre le privé et le public est sans cesse soumise aux débats démocratiques. Ce n'est finalement qu'en transgressant lui-même ses propres principes de constitution comme société démocratique que l'État moderne fera intervenir son appareil répressif pour préserver l'espace privé, lieu essentiel à la protection de la propriété (privée) et à la reproduction des rapports de production capitalistes. Il est en ce sens tout aussi illusoire et inconséquent de proclamer ou de déplorer la disparition potentielle de l'espace privé, que de prétendre qu'une forme de l'État moderne puisse être plus politique qu'une autre. Dans le premier cas, on élude la question des barrières structurelles imposées au développement de la démocratie par les rapports de production, limites matérialisées dans les appareils répressifs de l'État moderne ; dans le second, on soumet l'analyse à une sorte de fétichisme de l'État en confondant l'extension des appareils d'État avec l'approfondissement de la politisation et de la démocratisation.

[24]

Dans le procès d'affirmation des rapports de production et plus largement des rapports sociaux économiques capitalistes, se développe donc un autre procès qui s'y rapporte structurellement tout en menaçant constamment de le faire éclater, celui de la formation et de la reproduction de la société moderne comme société politique soumise à la politisation potentiellement illimitée de l'ensemble des rapports sociaux. C'est dans le mouvement de production-séparation des espaces économique et politique, sous la forme de la segmentation des sphères privée et

publique, que sont posées les conditions de la formation de l'État démocratique bourgeois. L'espace politique devient ainsi le lieu de production de l'unité de la formation sociale capitaliste. Il condense, d'une part, l'ensemble des rapports de forces sous l'effet d'une politisation des rapports sociaux au sein desquels la société est représentée comme se produisant elle-même. Il assure, d'autre part, les conditions de la reproduction des rapports de production par la limitation répressive du développement des pleines potentialités de la démocratie.

C'est ainsi, à partir de l'espace politique, que se structure l'État moderne et s'organise un procès de politisation des rapports sociaux à la fois illimité dans ses potentialités et circonscrit dans sa capacité effective de réalisation de la démocratie. La société bourgeoise, à travers la mise en place d'appareils (d'État) et la production d'une forme discursive particulière (le discours politique), peut être saisie comme le résultat d'un procès d'institutionnalisation politique tendanciellement généralisé à tous les acteurs et se soumettant progressivement tous les pouvoirs. L'histoire du suffrage universel montre comment des couches sociales de plus en plus nombreuses ont été englobées dans la démocratie représentative. Elle illustre, dans ce sens, la réalisation progressive des conditions minimales de l'universalité de la politisation sous sa forme représentative. Le droit de vote s'est peu à peu étendu à des catégories de plus en plus larges de la population au fur et à mesure que disparaissaient les critères limitant son exercice (la fortune, le sexe, la race, la culture, l'ethnie ou la nationalité). De la même façon, le procès d'institutionnalisation politique se soumet progressivement tous les pouvoirs. Si, dans la société moderne, tous les pouvoirs sociaux ne se rapportent pas à l'espace politique stricto sensu, ils n'en sont pas moins soumis à la politisation sous les formes et dans les appareils de l'État moderne. Ici peuvent être saisies aussi bien la potentialité d'ouverture démocratique de l'État moderne que sa capacité d'absorption et d'inscription des luttes [25] sociales dans son espace politique. L'histoire des luttes syndicales et populaires ou celle du mouvement féministe montrent comment l'État moderne accueille la politisation de tous les pouvoirs tout en les soumettant à sa logique propre au sein d'un réseau d'appareils bureaucratique et de réglementations technocratique.

## *Le discours politique et la production de la société*

Nous tenterons maintenant de faire ressortir comment le discours politique participe à la formation de l'unité de la société moderne. Nous insisterons sur les trois aspects principaux de cette contribution du discours à la production de la société : la production de l'espace, de la communauté et des rapports de forces.

*La représentation de l'espace.* L'État moderne se donne comme un espace politique centralisé et national. Aussi son rapport au territoire apparaît-il sous le double aspect contradictoire de l'ouverture et de la fermeture. La centralisation politique produit, en effet, une pleine ouverture interne de la formation sociale puisque sont abolies toutes les entraves à la libre circulation intérieure des individus, des marchandises et des échanges symboliques. La loi et le droit, de même que l'ensemble des appareils établissent un système de règles qui homogénéise les pratiques sur la totalité du territoire. La conquête des frontières qui a marqué l'histoire de la première phase du développement de nombreux pays capitalistes, par exemple les États-Unis, symbolise cette sorte d'impérialisme interne détruisant sur son passage toutes les formes sociales précapitalistes et occupant pleinement un espace devenu homogène sous l'application de règles et de pratiques uniformes. Ce que l'on appelle la formation du marché intérieur renvoie bien sûr à un ensemble de déterminations économiques comme la reproduction élargie du capital, la constitution d'une base d'accumulation et le fonctionnement de la concurrence, qui contribuent de façon décisive à l'homogénéisation du territoire fondée sur les rapports de domination de la nature que l'on sait. Ces déterminations économiques appellent l'intervention unificatrice de l'État qui impose un ensemble de mesures et de règles bien connues : l'abolition des barrières douanières intérieures, l'unification de la monnaie et des poids et mesures, la fixation des règles de la concurrence, etc. <sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> Dorval Brunelle, *La raison du capital*, Montréal, Hurtubise HMH, 1980. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Nous insisterons ici davantage sur la politisation du rapport au territoire qui particularise la société moderne. Le territoire aussi bien [26] que l'environnement ne sont plus, comme à l'apogée du féodalisme en Occident, définis dans leur commune appartenance à la chrétienté<sup>25</sup>. Le territoire n'est plus ouvert presque à l'infini, suivant la ligne unidimensionnelle d'une multiplicité de pouvoirs et de terres se rejoignant dans l'espace de la chrétienté. Il se donne maintenant sous le double signe de la fermeture par rapport à un extérieur multiforme et de la pleine ouverture intérieure. Il faudra dès lors parler d'une socialisation du territoire. Tout comme la société est dorénavant représentée comme se produisant elle-même, c'est d'ici-bas que l'espace est dorénavant à circonscrire. En ce sens, la définition du territoire fait partie du procès général d'institutionnalisation politique dont nous avons parlé. La délimitation de l'espace est un aspect constitutif de l'auto-production de la société. La socialisation du territoire s'effectue sur le mode de la nationalisation et de la naturalisation.

Le territoire moderne est soumis à la nationalisation de l'ensemble des rapports sociaux qui caractérisent l'État moderne. Nous reviendrons sur cette question dans la prochaine section. Qu'il suffise d'insister ici sur ce rapport intime qui s'établit entre l'espace et la communauté nationale. Bien que chaque parcelle du territoire national soit susceptible d'être soumise aux règles de la propriété privée (marché de la terre), il s'établit un rapport de propriété symbolique entre la nation et son territoire. La commune appartenance à un même État pose la communauté nationale comme l'ultime propriétaire du territoire, puisque c'est elle qui, en dernière analyse, fixe les règles de son appropriation à travers le processus démocratique. Ce rapport de propriété symbolique s'appuie ultimement sur le rapport de possession de l'espace et de la nature en général qui apparaît avec le mode de production capitaliste. L'environnement est dorénavant un objet que l'on domine, que l'on transforme et que l'on contrôle.

La naturalisation de l'espace constitue le deuxième aspect de la socialisation du territoire. Le procès d'institutionnalisation politique produit une acclimatation de l'« espèce » au territoire, de cette espèce particulière qu'est une communauté

---

<sup>25</sup> Fernand Braudel, *Civilisation matérielle et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 1967. Georges Duby, *Les trois ordres : l'imaginaire du féodalisme*, Paris, Gallimard, 1978. François Chatelet, *La naissance de l'histoire*, Paris, Union Générale d'Éditions 10-18, 1975. Aaron J. Gourevitch, *Les catégories de la culture médiévale*, Paris, Gallimard, 1983.

nationale spécifique, de telle sorte que cet espace-là paraisse appartenir de façon naturelle à cette nation-là. La recherche effrénée de frontières dites naturelles a longtemps hanté la géographie. On assiste de la sorte à une double naturalisation : celle de l'espace lui-même, qui devrait porter les marques physiques de sa fermeture, et celle de la nation, qui seule pourrait occuper et posséder légitimement ce milieu naturel. Un projet séparatiste peut être ainsi représenté comme une sorte d'amputation ou, à tout le [27] moins, comme un rejet contre nature d'une portion de territoire qui fait pourtant partie du patrimoine <sup>26</sup>.

L'établissement des frontières de l'État national produit donc une chaîne d'espaces distincts et fermés permettant de différencier une série de communautés nationales se particularisant par la possession exclusive d'un territoire jalousement défini. Mais il ne s'agit là que de la tendance générale à l'homogénéité produite par la politisation du territoire. La pleine ouverture intérieure est sans cesse à reproduire, car elle constitue un aspect fondamental des rapports de forces au sein de la formation sociale capitaliste. L'espace intérieur est en effet perpétuellement menacé d'éclatement, des portions plus ou moins importantes du territoire pouvant à tout moment servir de point d'appui à des représentations différenciées alimentant diverses formes de régionalisme et de contre-nationalisme <sup>27</sup>. La représentation de l'espace intérieur apparaît ainsi elle-même comme un débat politique toujours recommencé et dont l'analyse renvoie à la question de la production de la communauté nationale, à la particularité des rapports de forces au sein de l'État moderne, ainsi qu'aux différentes formes de régime politique. Nous y reviendrons.

***La représentation de la communauté.*** La représentation de l'espace à laquelle contribue de façon majeure le discours politique est intimement liée à la production de cette nouvelle forme de communauté qui apparaît dans le développement du mode de production capitaliste et de l'État moderne, la nation. La théorie de la nation a donné lieu ces dernières années à une somme si imposante de travaux qu'il serait illusoire de tenter de proposer ici un état relativement complet de la

<sup>26</sup> Voir par exemple comment les défenseurs du fédéralisme canadien, lors de la tenue du référendum québécois en 1980, présentaient les montagnes Rocheuses comme une possession des Canadiens français dont ceux-ci seraient aliénés s'ils favorisaient la thèse de la souveraineté-association.

<sup>27</sup> Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Roch Denis, Jules Duchastel, Lizette Jalbert et Daniel Salée, *Espace régional et nation*, Montréal, Boréal Express, 1983.



question <sup>28</sup>. Aussi nous contenterons-nous d'indiquer comment le discours politique constitue le lieu privilégié où s'élabore la représentation de la nouvelle forme de la communauté.

Encore une fois, il faudra inscrire la production de la communauté nationale dans le procès d'institutionnalisation politique qui confère son unité à la formation sociale moderne. La production de la nation représente sans doute le point névralgique de ce procès, puisque c'est sur elle qu'est fondée l'homogénéité sociétale essentielle au fonctionnement de l'ensemble des appareils d'État et ultimement de toutes les pratiques économiques et culturelles. La nation assure la légitimation du pouvoir politique et sert de point de repère à la politisation potentielle de tous les pouvoirs sociaux.

[28]

L'ensemble des institutions politiques de l'État moderne fonctionnent à la nation <sup>29</sup>. Le droit, la loi et la démocratie représentative s'appuient sur une légitimité nationale et ils ne peuvent s'exercer sans s'y rapporter. Les appareils de l'État moderne produisent un double effet d'individualisation et de centralisation de la représentation au sein de la formation sociale. Le droit et la loi créent des individus libres et égaux auxquels est appliquée une réglementation uniforme. Tous les individus se rapportent ainsi dans l'égalité au même système de règles, unique et universel, dont la légitimité ne saurait provenir que de la communauté qui les rassemble.

La communauté nationale est bien sûr produite matériellement à travers un ensemble de pratiques symboliques, économiques, politiques et idéologiques qui traversent l'ensemble des appareils sociaux : du suffrage universel à l'école, des sports à la littérature, du code linguistique au contrat. L'apparition de la nation est en même temps liée au développement des rapports de production capitalistes et aux aspects de ces rapports sociaux économiques que nous avons évoqués plus haut : la nécessité de la constitution d'une base sociale et culturelle d'accumula-

<sup>28</sup> Fernand Dumont, « Mouvements nationaux et régionaux aujourd'hui », *Cahiers internationaux de sociologie*, LXVI, 1979. Gilles Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, op. cit. Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, op. cit. Jacques Mascotto et Pierre-Yves Soucy, *Démocratie et nation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1980. Michel Freitag, *Une théorie pour la nation*, texte ronéotypé, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal.

<sup>29</sup> Gilles Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, op. cit.

tion, le fonctionnement de la concurrence et du marché. Si la représentation d'une communauté homogène est aussi rendue possible par l'existence du rapport salarial à l'intérieur duquel l'extorsion du surtravail apparaît comme un échange égal entre individus égaux, la nation se présente d'abord comme une communauté politique et se rapporte avant tout au procès d'institutionnalisation particulier de la société moderne.

Discours de légitimation, le discours politique contribue donc de façon décisive à la représentation de la nation, puisqu'il doit produire et reproduire sans cesse la communauté qui lui sert de point d'appui. Discours d'oppression, du moins dans le soutien qu'il apporte à la formation et à la reproduction de l'État centralisé, le discours politique tend à refouler la représentation de communautés nationales différentes en assimilant sous une même nation toutes les anciennes formes de communautarisme. Discours polémique, le discours national peut, à l'inverse, constituer le fondement de la remise en question de la légitimité de l'État centralisé.

***La représentation des rapports de forces.*** Bien qu'il produise une tendance à l'homogénéisation des rapports sociaux à travers la représentation de la communauté nationale, le discours politique ne se réduit pas à cette dimension unanimiste. La société moderne et le [29] procès d'institutionnalisation politique qui la caractérise représentent également la communauté comme le résultat d'un ensemble de rapports de forces. Dans la société moderne, l'homogénéité de la nation résulte de la conjugaison d'intérêts et de forces plus ou moins antagonistes<sup>30</sup>. Si l'appartenance à la communauté nationale permet de poser une « homogénéité de base » fondant la légitimité de l'ensemble des pratiques de socialisation (en l'espèce des pratiques de nationalisation), c'est en servant en quelque sorte d'horizon à une multiplicité de rapports sociaux présentés comme des rapports de forces.

La communauté nationale se présente ainsi comme une société divisée au sein de laquelle le pouvoir est discuté et disputé par un ensemble de groupes d'intérêt, de classes, de sexes et de catégories sociales. Alors que dans les sociétés précapitalistes la stratification sociale se donne comme le résultat d'une volonté transcen-

---

<sup>30</sup> Claude Lefort, *Les formes de l'histoire*, op. cit. Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir et le socialisme*, op. cit.

dante qui ne saurait être en conséquence ni contestée ni contestable, la division sociale moderne génère, représente et reproduit l'antagonisme. En ce sens, l'existence et la reconnaissance des rapports de forces sont constitutifs de la production et de la reproduction de la société bourgeoise. Nous revenons ainsi au cœur du procès d'institutionnalisation (politique) fondé sur la discussion potentielle de tous les pouvoirs.

Le discours politique opère à un double niveau dans ce travail de représentation des rapports de forces. Il pose d'abord la division sociale en dévoilant la multiplicité des intérêts, des groupes, des classes, des positions politiques et idéologiques. La classe ouvrière, les femmes, la bourgeoisie, les écologistes ou les socialistes sont accueillis non seulement comme des groupes différents, mais aussi et surtout comme des ensembles aux intérêts potentiellement antagonistes. C'est cette ouverture à la potentialité de tous les antagonismes qui caractérise à ce premier niveau le discours politique. Mais il faut aussi montrer comment, à travers cette même représentation des rapports de forces, il contribue à produire l'unité de la formation sociale.

Le travail du discours politique ne saurait se réduire à la simple nomenclature d'intérêts divergents sans risquer de produire l'éclatement de l'ensemble social. Son efficace consiste ainsi non seulement à poser des antagonismes, mais aussi à représenter les conditions de la conjugaison des forces sociales. Si le discours politique représente une société segmentée par les intérêts et les groupes, il produit en même temps une stratégie de leur mise en rapport qui permet à la société de se reproduire. À ce second niveau, les antagonismes, quelle [30] que soit leur profondeur, n'apparaissent plus irréductibles. Les rapports entre les forces sociales se présentent alors sur le mode de la complémentarité, en même temps que ces dernières sont fusionnées dans la communauté nationale.

Se réorganisant inlassablement selon l'évolution de la conjoncture, le discours se donne ainsi comme un discours d'alliances entre des forces sociales aux intérêts composites, divergents et potentiellement antagonistes. Ce travail de figuration des alliances entre les forces sociales implique que le discours politique contribue à la représentation du bloc social au sein de la société moderne. Nous entendons par bloc social une alliance particulière entre des forces sociales dominantes et des forces sociales dominées qui assure la reproduction de la société moderne dans une conjoncture déterminée. La reconfiguration incessante des blocs sociaux

constitue l'un des aspects fondamentaux du procès d'institutionnalisation politique au sein de la formation sociale capitaliste. Elle embrasse la totalité de la socialité, se rapporte à tous les pouvoirs et touche aussi bien les rapports de classes, de sexes et de générations, que les conditions de la production et de la reproduction des appareils sociaux. Le procès de constitution des blocs sociaux dépasse donc largement le seul domaine du discours politique. Nous indiquerons d'abord les principaux aspects de la configuration des blocs sociaux dans la société moderne ce qui, par la suite, nous permettra de saisir la contribution du discours politique.

Les alliances de classes constituent l'un des aspects fondamentaux de la formation des blocs sociaux. C'est à partir du rapport entre les classes dominantes et les classes dominées que s'articule, sans s'y réduire, l'ensemble des éléments caractéristiques d'un bloc social particulier. Il faut à cet égard distinguer bloc social et bloc au pouvoir, ce dernier concept ne visant que les rapports entre les différentes fractions des classes dominantes<sup>31</sup>. L'analyse du bloc social tendra à faire ressortir comment les rapports et les alliances entre les classes dominantes elles-mêmes (bloc au pouvoir) sont déterminés par les rapports que chacune de ces dernières (classe ou fraction) peut entretenir avec les classes dominées. Nous définirons en conséquence le bloc social comme une alliance-hégémonisation entre les forces sociales dominantes et les forces sociales dominées qui produit et s'appuie sur une définition-représentation différentielle de l'espace, de la communauté et des rapports de forces dans le cadre d'une région ou d'un État.

[31]

En ce sens, la détermination de la classe appui représente l'un des aspects essentiels de notre recherche. La classe appui est celle qui, parmi les classes et les autres forces sociales dominées, constitue la base à partir de laquelle s'organise directement ou indirectement l'ensemble des rapports de domination au sein du bloc social. C'est à partir de la constitution d'une ou de plusieurs classes appuis que s'articulent les rapports de forces entre les différentes fractions des classes dominantes, que sont assurées les places relatives des classes, couches et catégories sociales reliées plus ou moins directement à l'exercice du pouvoir (petite bourgeoisie traditionnelle, nouvelle petite bourgeoisie, bureaucratie, clergé, etc.)

---

<sup>31</sup> Pour le concept de bloc au pouvoir, voir Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, *op. cit.*

et que, enfin, sont produites les conditions nécessaires à la reproduction et à la transformation des appareils sociaux (famille, Église, fonctionnariat, etc.). Il importe donc de distinguer l'appui électoral que peut donner telle ou telle classe dominée à tel ou tel parti et l'ensemble du processus politique qui permet de constituer une force sociale en classe appui <sup>32</sup>. L'analyse du bloc social permet enfin de repérer les forces sociales politiquement marginalisées qui sont tendanciellement exclues de l'exercice du pouvoir (par exemple, la nouvelle petite bourgeoisie sous le duplessisme), ou qui subissent systématiquement un ensemble de pressions désorganisatrices soit sur le plan corporatif, soit sur le plan politique (ainsi l'anti-syndicalisme duplessiste et les campagnes des milieux cléricaux et politiques contre le Parti communiste et le CCF dans l'après-guerre ; ainsi le sexisme de la pratique politique duplessiste <sup>33</sup> ).

La constitution du bloc social dépasse donc la seule réalité des alliances de classes puisqu'elle englobe un ensemble d'autres phénomènes sociaux, particulièrement les rapports entre les sexes, les classes d'âge et les communautés. Elle est intimement liée à la promotion d'un complexe institutionnel qui permet d'assurer la reproduction de l'ensemble des alliances qui le spécifient (ainsi l'Église et la famille élargie dans un bloc social rural).

Même si la formation des blocs sociaux ne se réduit pas au seul aspect de la représentation, le discours politique n'en constitue pas moins un élément essentiel de la production des rapports de forces dans la société capitaliste. S'inscrivant dans un processus englobant un ensemble de pratiques discursives et non discursives, le discours politique contribue de façon décisive à la représentation des alliances et des multiples formes de la socialité qu'implique l'articulation du bloc social. Afin d'éviter l'ambiguïté, il importe cependant de préciser [32] cet aspect particulier du travail du discours politique.

---

<sup>32</sup> Dans leur critique des thèses de Gilles Bourque et d'Anne Legaré considérant la paysannerie comme la classe appui au sein du bloc social duplessiste (*Le Québec, la question nationale, op. cit.*) McRoberts et Posgate (*Développement et modernisation du Québec, op. cit.*) se méprennent manifestement sur le sens que les auteurs attribuent au concept. Il faut certes distinguer l'appui électoral d'une classe du phénomène social global qu'implique la constitution d'une classe dominée en classe appui.

<sup>33</sup> Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois : le 20e siècle*, tome I, 1898-1940, et Jean Hamelin, *Histoire du catholicisme québécois : le 20e siècle*, tome II, de 1940 à nos jours, Montréal, Boréal Express, 1984.

Le discours politique trace une configuration de l'ensemble sociétal qui participe à la production des alliances entre des forces sociales dominantes et certaines forces sociales dominées, alliances qui auront pour effet d'affaiblir politiquement certaines fractions des classes dominantes au sein du bloc au pouvoir et de marginaliser politiquement certaines classes intermédiaires, certaines forces sociales et certaines classes dominées. Cette forme discursive, qu'il ne faut pas confondre avec une idéologie théorique (nous y reviendrons dans la prochaine section), ne propose pas directement et explicitement une « théorie » pleinement articulée des rapports de forces et des alliances entre les forces sociales. Elle procède au contraire de façon cumulative et relativement éclectique, multipliant les traces d'un travail de représentation des rapports sociaux à partir desquels, de segments en segments, du plus explicite au moins explicite, se profilent les principaux traits d'un bloc social particulier.

L'analyse devra reconstruire et réorganiser ce qui, au fil du discours, se donne dans la segmentation. Elle procédera dès lors du plus clair au moins explicite. Ainsi pourra-t-on repérer relativement facilement la promotion de la classe appui qui constitue sans aucun doute le socle à partir duquel le discours politique organise la représentation des rapports de forces. Il sera de la même façon relativement simple de déceler la fraction dominante au sein du bloc au pouvoir à travers le déploiement de la stratégie économique (ainsi le capital monopoliste américain sous le duplessisme). Mais la recherche devra rapidement s'engager dans des espaces discursifs moins « évidents » et parfois même en apparence contradictoires. On portera dès lors attention à la promotion de certaines institutions, à la défense d'une communauté particulière, à l'identification d'un territoire spécifique. C'est donc en additionnant et en conjuguant un ensemble de traces éparses dans le discours qu'on pourra reconstruire la représentation des rapports de forces et comprendre un travail discursif qui ne se laisse jamais saisir dans sa globalité, ni par l'analyste, ni par les récepteurs, mais qui n'en contribue pas moins à produire une organisation particulière des rapports de domination au sein d'une formation sociale, sur un plan régional ou « national ».

La représentation de l'espace, de la communauté et des rapports de forces constitue donc l'aspect fondamental du travail du discours politique dans sa contribution à la production de la société. C'est du moins sur ces trois aspects que nous insisterons, tout en sachant que [33] d'autres formes discursives et d'autres

particularités du travail du discours politique mériteraient une attention équivalente.

### *Les caractéristiques du discours politique*

Le discours politique se donne d'abord comme un *discours public*<sup>34</sup>. Fondé sur la production-séparation des sphères privée et publique, il s'adresse à un ensemble d'individus réunis en communauté et aptes à discuter du pouvoir. Il est donc intimement relié au développement de la démocratie représentative, en même temps qu'il pose lui-même ses propres balises, celles d'une discursivité liée à une politisation des rapports sociaux recentrant inlassablement la discussion potentielle de tous les pouvoirs dans les limites d'un espace public séparé. Si la séparation du privé et du public est dans son essence un acte politique sans cesse soumis aux débats démocratiques, la reproduction nécessaire de cette segmentation essentielle à la société moderne n'en produit pas moins l'identification de deux formes discursives différenciées : l'une, le discours politique, liée avant tout à la sphère publique ; l'autre, le discours culturel, axée sur la représentation des pratiques individualisées de la quotidienneté et rattachée à la reproduction de la sphère privée. Il ne faut pas confondre ici le lieu d'où émane le discours avec la forme de la discursivité qui s'y déploie. Une intervention émanant d'un appareil de la sphère privée, par exemple l'Église ou une association patronale, peut très souvent prendre la forme d'un discours politique en ce qu'elle porte sur la discussion du pouvoir (et fréquemment d'ailleurs sur les limites respectives du privé et du public). De la même façon, un discours émanant d'un membre du personnel politique peut très souvent se donner, au moins à un premier niveau, comme un discours culturel : ainsi l'étalage dans les médias des vertus familialistes de tel ou tel leader. Il n'y a donc pas de coupure absolue entre ces deux formes discursives selon la source d'où elles émanent, et il n'existe pas davantage de frontière parfaitement nette entre elles, sinon la prédominance politique dans l'une et culturelle dans l'autre. La séparation du privé et du public étant dans son essence un acte politique, les

---

<sup>34</sup> À propos des caractéristiques du discours politique, voir Nicos Poulantzas, *L'État, le pouvoir et le socialisme*, op. cit., et Pierre Ansart, *Les idéologies politiques*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1974.

deux formes discursives demeurent intimement liées en même temps qu'inlassablement hantées par la discussion sur les limites respectives des deux sphères.

Le discours politique se présente aussi comme un *discours de masse* en ce qu'il s'adresse sans distinction à l'ensemble des individus citoyens de la formation sociale. Cette caractéristique a guidé la [34] détermination de notre corpus. Dans son essence, le discours politique n'atteint jamais le degré de formalisation d'une idéologie théorique<sup>35</sup>. On confond trop souvent l'analyse du discours politique avec ce que plusieurs appellent l'idéologie ou la philosophie politique. Dans cette dernière perspective, la démarche de la recherche consiste à repérer dans des publications spécialisées les « beaux morceaux » produits par de grands idéologues, présentés comme des définisseurs de situations. L'analyste croit ainsi trouver dans son entière pureté (la « pureté » équivalant ici au degré de formalisation) ce que le commun ne reçoit que sur un mode dégradé. Bien que l'étude des idéologies théoriques ne soit pas dénuée d'intérêt, elle ne représente qu'un aspect secondaire de la recherche sur le discours politique. Il importe, en effet, de souligner ici que la distance séparant une idéologie théorique d'un discours de masse ne se réduit nullement à l'écart entre deux niveaux de formalisation, mais implique au contraire l'ensemble des conditions de production et d'énonciation de ces deux types de production. Nous avancerons même que le discours politique dominant au sein d'une formation sociale n'est jamais identifiable, même dans ses présumés fondements, aux idéologies théoriques produites par les idéologues. Ainsi, le discours politique est essentiellement un discours *stratégique* recomposant sur ses propres bases un ensemble de représentations et d'idéologies disparates et souvent antagonistes. En ce sens, un discours politique dominant n'est jamais identifiable à une idéologie théorique particulière. Il n'est jamais « purement » nationaliste ou « purement » libéral ou « purement » traditionaliste... On retrouve précisément là le secret aussi bien de sa capacité de susciter l'adhésion que son aptitude à former une représentation pluridimensionnelle, hantée par la contradiction et susceptible de contribuer à la production de la société.

Ces considérations conduisent à cette autre caractéristique qui fait du discours politique un *discours polémique*. Fondé sur la discussion du pouvoir, un discours politique particulier se pose et s'organise par définition en fonction de la copré-

---

<sup>35</sup> Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969. Dominique Lecourt, *Pour une critique de l'épistémologie*, Paris, Maspero, 1972.



sence d'un ensemble de discours concurrents. La force d'un discours politique réside ainsi dans sa capacité d'assimiler et de retraduire en ses propres termes la multiplicité des représentations émanant des sources les plus diverses.

La polémique incessante au sein de laquelle s'organise cette forme discursive implique que le discours politique n'apparaisse jamais comme un discours parfaitement homogène et définitivement formalisé, Il se présente plutôt sous la forme d'un discours ouvert, parcellisé et segmenté. Discours ouvert, le discours politique ne se tient jamais [35] en des lieux parfaitement circonscrits puisqu'il est toujours susceptible d'aborder de nouvelles questions (par exemple les rapports entre les hommes et les femmes, l'écologie...) répondant ainsi au mouvement de politisation potentiel de tous les pouvoirs qui caractérise le procès d'institutionnalisation de la société moderne. *Discours parcellisé*, il est le plus souvent insaisissable dans sa globalité puisqu'il varie en fonction des clientèles et des contre-discours. Ainsi pourra-t-on s'épuiser à tenter de démontrer que le discours politique ment en additionnant et en comparant un à un tous ses glissements. On adoptera un point de vue plus favorable à l'analyse en montrant comment un discours politique tente perpétuellement de reformuler un ensemble de représentations contradictoires et que cet acharnement le conduit à produire un langage multidimensionnel toujours menacé d'éclatement sous l'évidence de la contradiction.

*Discours segmenté*, le discours politique varie aussi en fonction de la source. Son degré de généralité différera d'un appareil à l'autre : le discours du trône se révèle à l'évidence plus globalisant que les interventions d'un parti au cours d'une campagne électorale. Mais l'analyse de cette segmentation du discours politique est plus intéressante quand on étudie sa variation en fonction de la force sociale émettrice. On conviendra facilement que le discours politique varie si l'on compare les interventions du patronat, du clergé, des syndicats et des partis politiques. Ses variations sont bien sûr réelles, mais, et c'est là la difficulté, elles font en même temps partie de l'analyse du discours politique comme forme discursive englobante. Le problème est complexe puisqu'il renvoie à des questions aussi fondamentales que celles de « l'autonomie relative du politique » et des positions de classes (et de forces sociales) dans la production du discours politique. Pour faire court, disons que l'analyse d'un discours politique particulier de telle ou telle pé-

riode de l'histoire d'une formation sociale, doit rendre compte de la segmentation discursive qui le caractérise sans pour autant s'arrêter là.

La difficulté est classique : on recherche les discours émanant des différentes forces sociales d'une période donnée et on s'applique par la suite à démontrer avec plus ou moins de nuances que le discours politique dominant est celui de telle ou telle fraction de la bourgeoisie. Nous soutenons, au contraire, que le discours politique dominant au sein d'une formation sociale capitaliste n'est jamais au sens strict celui [36] émanant de la bourgeoisie. Nous distinguons plutôt ce que l'on pourrait appeler, à la rigueur, le discours bourgeois dominant du discours de la bourgeoisie. Le discours politique dominant au sein de la société moderne n'émane pas des officines de l'une ou de l'autre fraction de la bourgeoisie, mais se développe en un lieu relativement autonome, celui de l'espace politique, à travers une polémique incessante où les représentations des différentes forces sociales sont retraduites et réorganisées de telle sorte que le discours qui finit par s'imposer n'est jamais réductible à l'une de ces dernières, fût-elle la bourgeoisie. Bien sûr, l'analyse de la segmentation permettra de repérer dans le discours dominant les traces de la représentation des différentes forces sociales et, au sein de la société capitaliste, la dominance ultime de la représentation bourgeoise. Mais, en même temps, la comparaison entre les positions politiques émanant de chacune des forces sociales avec le discours politique dominant permettra tout autant de saisir comment celui-ci n'est pas la simple addition de déterminations situées en dehors de lui.

Le discours politique se présente aussi sous les traits d'un *discours transformationniste*. Lieu de représentation d'une société se produisant elle-même, il est essentiellement orienté vers la définition d'un type particulier d'action et d'interventions axées sur la transformation de l'ensemble sociétal. Il se donne comme une discussion sur les mesures à prendre et les stratégies à adopter pour parfaire l'organisation d'une société en constante transformation. Le discours politique moderne demeure perpétuellement hanté par cette nécessité de produire une société dans le cadre d'une conjoncture sans cesse mouvante. Créer, reproduire et, dans une période de crise, réorganiser la société en fonction de la marche nécessaire du progrès, telle est l'obsession d'une forme discursive productiviste au sens large.

Comme toutes les formations discursives, le discours politique produit enfin un *savoir*. Ce savoir est multiforme, mais il demeure centré sur la gestion des rap-

ports sociaux. Des procédés bureaucratiques aux statistiques et aux techniques de sondage, le discours politique dominant dans la société moderne produit un ensemble de savoir-faire sur les rapports de pouvoirs et les stratégies à adopter dans la reproduction des formes multiples de la domination sociale. On ne saurait dès lors l'analyser sans rompre avec toutes les problématiques renvoyant l'idéologie dans les sphères éthérées de l'irréel et de la fausse conscience.

[37]

## LA REPRÉSENTATION DANS LA FORME LIBÉRALE DE L'ÉTAT

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse du discours politique duplessiste renvoie notamment à l'étude de la socialité dans la société bourgeoise durant la longue période historique dominée par la forme libérale de l'État <sup>36</sup>. L'histoire du Québec depuis les rébellions de 1837-1838 (et même depuis 1791) jusqu'à la fin des années 1950 est marquée par la lente mise en place de l'État démocratique (1848-1867), par l'affirmation de sa forme libérale (1867-1940) et enfin par le déclin de cette dernière sous la pression de la l'affirmation progressive de la forme keynésienne de l'État (1940-1980). L'analyse de l'histoire du Québec pose donc le problème de l'articulation contradictoire des formes caractéristiques de la représentation et de la socialité dans les sociétés modernes et les sociétés traditionnelles. La question n'est certes pas nouvelle, mais la plupart des travaux qui abordent le problème ne le font le plus souvent que de façon essentiellement descriptive (en décrivant, par exemple, le poids du clergé et de l'idéologie religieuse au sein de la société québécoise), quand ils ne s'appuient pas sur des bases directement et étroitement idéologiques (on pense aux débats sur ce prétendu antidémocratisme quasi congénital des Canadiens français) <sup>37</sup>. De notre point de vue, les travaux les plus intéressants à ce propos

---

<sup>36</sup> Nous employons le terme de socialité pour identifier les modalités et les dispositifs qui contribuent à un mode particulier de socialisation, d'organisation et d'institutionnalisation de la société. La socialité renvoie au processus, le social aux structures ainsi produites.

<sup>37</sup> Pierre Elliott Trudeau, *Le Fédéralisme et la société canadienne-française*, Paris, Robert Laffont, 1968.

portent sur l'analyse du poids relatif du libéralisme durant cette période de l'histoire du Québec, problème sur lequel nous reviendrons au chapitre cinq. Il nous importe surtout de souligner ici que l'analyse du duplessisme suppose une réflexion sur les formes complexes de la socialité dans la forme libérale de l'État. C'est pourquoi nous proposerons ici les éléments essentiels de la problématique qui a guidé notre analyse.

Au moment de sa pleine affirmation, l'État moderne prend ce qu'on a appelé une forme libérale. Cette affirmation de l'État moderne s'inscrit dans le procès plus large de développement du mode de production capitaliste à son stade concurrentiel et s'appuie sur un ensemble d'alliances de classes dont la nature varie selon les formations sociales, mais qui implique invariablement des classes relevant du mode de production capitaliste (principalement la bourgeoisie) et des forces sociales rattachées à la reproduction de formes et de modes de production précapitalistes (aristocratie, paysannerie, etc.). La société bourgeoise s'y donne alors, et la situation perdurera à des degrés variables jusqu'à l'éclatement de la forme libérale de l'État, comme un ensemble extrêmement complexe fusionnant des formes sociales [38] apparemment antagoniques. Paradoxalement, la science sociale qui s'est développée dans le mouvement d'affirmation de la société moderne s'est en général très peu attardée à expliquer et à comprendre la complexité d'un processus se reproduisant pourtant sur une si longue période. La transposition des théories évolutionnistes en sociologie a permis, il est vrai, d'aborder le problème, mais dans une perspective étroitement reliée à l'idéologie bourgeoise elle-même et posant l'ensemble des formes de la socialité précapitalistes comme des réalités passéistes appelées à disparaître dans un avenir plus ou moins rapproché <sup>38</sup>. Ce sont, non moins paradoxalement, l'analyse du mouvement de décolonisation et les problèmes suscités par le colonialisme qui ont imposé la prise au sérieux du problème de l'articulation de formes sociétales aussi différentes que celles relevant des sociétés modernes et des sociétés traditionnelles <sup>39</sup>. Le questionnement suscité par la réalité coloniale a été pour ainsi dire réimporté dans les sociétés occidentales en pleine mutation, de la forme libérale à la forme keynésienne de l'État. On a dès lors redécouvert, il est vrai, une sociographie abondante portant

<sup>38</sup> Paul Claval, *Les mythes fondateurs des sciences sociales*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1980.

<sup>39</sup> Voir entre autres Georges Balandier, *Anthropologie politique*, *op. cit.*

principalement sur les sociétés régionales et les nations minoritaires qui avait jusque-là été considérée comme un genre relativement mineur. Au Québec, on pense, par exemple, à l'ensemble des travaux décrivant les changements au sein de la société paysanne (folk society), de Gérin, à Hughes et à Marcel Rioux <sup>40</sup>.

Si l'on fait un rapide survol de la littérature des vingt dernières années portant plus ou moins directement sur l'articulation de mondes relativement antinomiques qui caractérisait la société moderne dans sa phase libérale, on retrouvera trois perspectives. La première, s'inspirant de l'anthropologie économique, a centré ses réflexions sur l'articulation des modes et des formes de production et la conservation-dissolution de la petite production parcellaire dans l'agriculture <sup>41</sup> ; la deuxième, relevant de la sociologie politique, a étudié les régimes de notables et la reproduction d'appareils précapitalistes dans la société régionale <sup>42</sup> ; la troisième enfin, d'inspiration culturaliste, s'est penchée sur l'histoire des idéologies <sup>43</sup>. Cette dernière cependant, d'un certain point de vue la plus proche de nos préoccupations, s'est le plus souvent limitée au champ de la culture et a négligé de considérer l'impact déterminant de la formation et de la reproduction de la société bourgeoise comme société politique sur l'ensemble des représentations dans l'État libéral. Seuls, à notre connaissance, les travaux de Louis Quéré, du moins dans la sociographie portant sur la société régionale, [39] ont abordé la question dans la perspective que nous privilégions bien qu'en mettant en œuvre une problématique différente empruntant aux théories de la communication <sup>44</sup>.

---

<sup>40</sup> Voir à ce propos Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne-française*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971.

<sup>41</sup> Voir entre autres Gilles Bourque et Anne Legaré, *Le Québec, la question nationale*, *op. cit.* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>42</sup> Renaud Dulong, *Les régions, l'État et la société locale*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1978.

<sup>43</sup> Voir entre autres Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français*, *op. cit.* [Livres disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>44</sup> Louis Quéré, *Des miroirs équivoques*, Paris, Aubier Montaigne, 1982. Voir aussi Jürgen Habermas, *Raison et légitimité*, Paris, Payot, 1978. et Daniel Bell, *Les contradictions culturelles du capitalisme*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1979.

### *Un procès d'institutionnalisation politique*

Le procès d'institutionnalisation politique dont nous avons parlé, qui se matérialise dans la production-séparation des sphères privée et publique, bouleverse et réarticule l'ensemble des formes de la socialité des sociétés précapitalistes. La société moderne génère une nouvelle forme de la représentation sociétale et articule un complexe d'appareils qui posent l'État au sens large et la sphère publique au sens restreint comme une instance assurant l'unité de la formation sociale. Certes, de nombreux appareils précapitalistes subsistent et se reproduisent dans la société moderne, mais ils sont dorénavant soumis au procès de reproduction de la société libérale et au procès d'institutionnalisation politique qui la caractérise. Quelle que soit l'influence des appareils et des forces sociales prémodernes dans la forme libérale de l'État, on ne saurait donc perdre de vue que ces derniers s'inscrivent dorénavant dans un procès de production de la société dont la dynamique les domine, leur échappe en grande partie et tend progressivement à les marginaliser. Il ne s'agit pas ici de nier que ces appareils et ces forces sociales continuent le plus souvent d'influer de façon significative sur la socialité, mais de reconnaître que la politisation des rapports sociaux qui s'impose dans l'État libéral les soumet au procès de reproduction de la société moderne. On peut facilement le vérifier en constatant que les instances précapitalistes sont pour ainsi dire refoulées dans la sphère privée où, nonobstant leur importance, les pratiques qu'elles engendrent sont soumises à un procès d'ensemble qui les dépasse. N'en donnons que deux exemples. Quelle que soit la place tenue par les appareils d'inspiration prémoderne dans la socialisation (école, bien-être social, culture) et peu importe le degré de contrôle détenu par les forces sociales prébourgeoises sur la société (par exemple l'Église au Québec), l'ensemble de leur efficacité demeure dorénavant soumis aux rapports respectifs et aux limites relatives des sphères le privé et le publique. Aussi les forces sociales prémodernes doivent-elles développer des alliances et articuler un discours, dans leur essence politique, axés sur la reproduction des limites respectives de ces sphères. Elles participent ainsi malgré et contre elles à l'affirmation d'une société qui se représente comme se produisant elle-même [40] et qui rompt avec toute forme de discours posant la socialité comme une incarnation de

l'au-delà. On peut le constater avec les alliances que les forces sociales précapitalistes sont dorénavant condamnées à contracter. Elles s'allient, en effet, aux forces bourgeoises dominantes du capitalisme pour défendre la sphère privée contre l'envahissement de la sphère publique. Leurs alliances comme leur discours sont donc, sous cet aspect, essentiellement et directement politiques, puisqu'ils s'inscrivent dans le procès d'institutionnalisation d'une société politique qui se caractérise précisément par un débat sans cesse reproduit sur les limites respectives des deux sphères qui la constituent.

Cette insertion dominée des instances précapitalistes dans un procès dont la dynamique leur échappe, ce sera notre deuxième exemple, se répercute même au niveau de la socialisation qu'elles exercent et des formes de la socialité qu'elles proposent. Quel que soit le degré d'antinomie entre la socialité à dominante traditionaliste et religieuse produite par les appareils prémodernes et la socialité libérale et démocratique caractérisant l'institutionnalisation bourgeoise, l'efficace des instances précapitalistes s'inscrit dorénavant dans les limites de la production de l'individu libéral. Les aspects religieux caractéristiques des instances précapitalistes n'apparaissent dorénavant (du moins tendanciellement) qu'à titre de traits culturels particuliers susceptibles de caractériser l'individu libéral dans la société politique. L'appartenance religieuse qui constituait le cœur même de la définition et de la représentation des agents et des communautés dans la société précapitaliste ne devient, à terme, qu'un trait culturel parmi d'autres de l'individu citoyen au sein de la société politique.

Ces quelques remarques illustrent la complexité des formes de la socialité dans l'État libéral. Si nous avons insisté ici sur la dominance du procès d'institutionnalisation politique et par conséquent sur celle de l'ensemble des forces reliées à la production de la société moderne, nous n'avons nullement l'intention de nier l'importance et la prégnance des effets des appareils et des forces sociales prémodernes. Au contraire, l'analyse de l'État libéral doit prendre en compte la complexité même des processus sociaux et la reproduction significative de la socialité précapitaliste à l'intérieur de cette forme de l'État. On évitera ainsi le piège d'un réductionnisme posant ces deux formes de la socialité comme deux entités séparées, absolument antinomiques et se développant en parfaite extériorité. Ce point de vue nous semble essentiel principalement dans l'étude d'une société régionale et nationale comme celle du Québec, où l'importance de la place tenue par [41] le

clergé risque de faire perdre de vue des tendances fondamentales inhérentes à un procès d'institutionnalisation qui ressort malgré tout de la mise en place de l'État moderne dans sa forme libérale. À trop vouloir faire ressortir la particularité de l'idéologisation clérico-nationaliste au Québec avant la Révolution tranquille, on finit par oublier que, même avant 1960, ladite société canadienne-française participait d'un État démocratique de forme libérale. Cet oubli a, à notre sens, des effets néfastes sur l'analyse puisqu'il conduit à surestimer la force des instances précapitalistes en leur conférant une sorte d'omnipuissance dans une perspective naturaliste et personneliste suivant laquelle le capitalisme et la démocratie seraient des vertus du Canada anglais et le traditionalisme et l'autoritarisme des tares du Canada français.

L'importance relative des appareils et des forces sociales précapitalistes dans la production des rapports sociaux peut varier de façon significative. Ainsi, on a assisté au Québec, au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, à une résistance acharnée pour contrer la soumission des instances traditionalistes au procès d'institutionnalisation de la société moderne. C'est par l'intermédiaire de l'ultramontanisme prônant la dominance de l'Église sur l'État que le traditionalisme a voulu contrer les effets néfastes de l'implantation de l'État démocratique bourgeois sur la société traditionnelle<sup>45</sup>. Cette lutte d'arrière-garde a dû cependant rapidement faire place à une sorte de compromis historique posant les conditions de la coexistence pacifique des deux formes de la socialité sous la dominance effective de l'État libéral. Le clergé et les forces du traditionalisme acceptèrent d'être pour ainsi dire cantonnés dans la sphère privée où elles purent assumer le contrôle des principaux appareils liés à la reproduction sociale (l'école, le domaine social, les appareils culturels). L'Église se fera alors la championne de la défense de la sphère privée contre l'envahissement de la sphère publique, trouvant d'ailleurs par le fait même un allié sûr auprès des fractions bourgeoises liées le plus souvent au capitalisme concurrentiel.

Bien des auteurs ont dès lors parlé de l'apolitisme de la pensée canadienne-française<sup>46</sup>. Cet apolitisme fondé sur la crainte de l'État constituait une forme de

<sup>45</sup> Nadia Fahmy Eid, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec : une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XX siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

<sup>46</sup> André-J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises, le grand tournant de 1934-1936*, *op. cit.* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] Michel Brunet, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-



représentation articulée à la défense et à la reproduction des appareils et des forces sociales précapitalistes. Il représentait, somme toute, un discours sur les limites relatives des sphères privée et publique et s'intégrait malgré tout, envers et contre lui, au procès d'institutionnalisation politique de la société moderne. [42] Il ne s'agissait plus de contrer ce procès en posant la dominance de l'Église sur l'État comme le faisait l'ultramontanisme, mais d'accepter la société bourgeoise (et dans les faits sa dominance) en cherchant à limiter son extension. Il importe de souligner ici que cette forme de coexistence s'intégrait de façon relativement harmonieuse dans la reproduction de l'État libéral qui pouvait tolérer la conservation de formes de socialité prémodernes dans le cadre général de son procès d'institutionnalisation politique. On sous-estime, par contre, l'effet corrosif de cette coexistence du modernisme et du traditionalisme sur la représentation et les appareils prémodernes. Bien qu'elles soient difficiles à saisir, les pratiques de la société politique, par exemple la discussion du pouvoir, tendent à contaminer les rapports d'autorité au sein des appareils précapitalistes. On pense par exemple aux rapports entre les fidèles et le clergé. L'indépendance relative des paroissiens et la discussion du pouvoir du curé maintes fois soulignées dans différents types d'études constituent un indice parmi d'autres d'un travail de sape qui s'exerçait, alors même que l'omnipotence de l'Église semblait s'imposer sans contestation<sup>47</sup>. L'érosion accélérée du pouvoir clérical à partir de 1960 a d'ailleurs montré comment était fragile l'efficace du traditionalisme sur les pratiques sociales.

Au Québec comme ailleurs, cette coexistence relativement harmonieuse s'est transformée en affrontement ouvert dès les premiers signes du passage de l'État libéral à l'État keynésien. L'implantation de celui-ci, fondée sur une redéfinition des limites respectives du privé et du public, impliquait en même temps la destruction de l'espace de reproduction des instances traditionalistes et la remise en question des pouvoirs des forces sociales prémodernes. Ce que l'on saisit parfois comme une progression de la politisation des rapports sociaux dans l'État keynésien n'est très souvent que cette remise en question de la reproduction des formes sociales précapitalistes dans la sphère privée. Aussi verra-t-on les forces

---

étatisme et le messianisme » dans Michel Brunet, *La présence anglaise et les Canadiens, une étude sur l'histoire de la pensée des deux Canadas*, Montréal, Beauchemin, 1964.

<sup>47</sup> Marcel Rioux, *Belle-anse*, monographie, Musée national du Canada ; « Notes sur le développement socio-culturel au Canada français », dans *Contribution à l'étude des sciences de l'homme*, 1959. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

sociales liées au traditionalisme se livrer à la défense acharnée de la forme libérale de l'État, seule forme de l'État moderne permettant la reproduction de certains aspects de la société traditionnelle.

L'objet de notre recherche porte précisément sur cette dernière phase de l'État moderne dans sa forme libérale, au moment où s'affirme une nouvelle stratégie politique remettant en question les limites jusque-là posées entre le privé et le public. Le discours politique dominant au sein duquel la représentation traditionnelle se reproduisait [43] et prenait une place significative sera dès lors entièrement traversé par les rapports conflictuels entre le modernisme et le traditionalisme.

### *La dualité de la représentation*

La plupart des États modernes dans leur forme libérale seront donc caractérisés, le plus souvent dans certaines régions de la formation sociale, par la combinaison de deux formes de représentations fondamentalement antithétiques. Le discours politique dominant sera alors traversé par une dialectique traditionalo-moderniste qu'il tendra à reproduire sous la dominance de la représentation bourgeoise.

Le discours moderniste (essentiellement un discours politique) y représente la société comme une entité se produisant elle-même. Cette société apparaît ainsi en perpétuel processus d'autotransformation et tout entière soumise à l'idéologie du progrès. Si l'idée de progrès se mesure d'abord à l'aune du développement économique, elle envahit l'ensemble de la représentation de la socialité. Centrée en même temps sur la production d'un individu citoyen libre et égal, la représentation moderne promeut la potentialité de la mobilité ascendante de l'ensemble des agents de la formation sociale.

La représentation traditionnelle pose, au contraire, un monde entièrement produit en dehors de lui. C'est dans la religion que la société trouve son principe d'unité. Ce monde essentiellement axé sur la reproduction du passé est représenté comme un ensemble hiérarchique au sein duquel les agents tiennent une place définie et immuable.

L'analyse du discours politique dans la forme libérale de l'État devra donc presque invariablement rendre compte de la combinaison de ces deux types de représentation. On ne saurait certes produire une théorie générale de cette articulation puisque les relations entre le traditionalisme et le modernisme sont déterminées par la conjoncture des rapports de forces au sein de chaque formation sociale. Nous poserons cependant qu'en dernière analyse, et quelles que soient l'importance et l'extension de la représentation traditionnelle, le discours politique, dominé par la représentation moderne, impose la discussion du pouvoir sous la forme d'un débat sur les limites relatives des sphères publique et privée.

On peut de la même façon avancer que la représentation traditionnelle se réarticule dans le discours politique en s'y soumettant de [44] manière à contribuer à son efficacité. Ainsi, la représentation traditionnelle sera-t-elle intégrée dans le travail d'un discours contribuant à la production de l'espace, de la communauté et des rapports de forces. Sous la forme libérale de l'État québécois et canadien, par exemple, la représentation à dominante traditionaliste d'une communauté nationale culturelle, la nation ou la « race » canadienne-française et catholique, posée dans son rapport prédominant à l'espace canadien contribue, malgré les multiples contradictions que l'on connaît, à la production d'un espace et (à défaut d'une communauté nationale canadienne) de rapports communautaires pancanadiens. De la même façon, la représentation traditionaliste intervient de façon décisive dans la production des rapports de forces quand, souvent sur des bases régionales, la paysannerie est constituée en classe appui par le discours politique.

### *Traditionalisme et modernisme*

Dans notre analyse du discours politique duplessiste nous utiliserons fréquemment les concepts de société moderne et de société traditionnelle, de même que ceux de modernisme et de traditionalisme. Nous les définirons donc au moins sommairement en nous appuyant sur l'ensemble des considérations que nous avons faites jusqu'ici.

Nous entendons par société moderne une société dominée économiquement par les rapports de production capitalistes et qui se représente et s'organise comme

une société politique trouvant son unité dans la politisation potentielle de l'ensemble des rapports sociaux. Nous définirons par ailleurs le modernisme comme un type de représentation du monde structurant une multiplicité d'idéologies plus ou moins antagonistes à partir d'une même matrice. Cette matrice pose le progrès et la rationalité dans l'ordre du faire, l'individu et les groupes en conflit dans l'ordre de l'être, ainsi que la nation comme communauté politique dans l'ordre de la mutualité.

Le modernisme, malgré son unité, demeure une réalité plurivoque qui prend des aspects différents selon les phases et les stades du mode de production capitaliste, la transformation de la lutte entre les forces sociales et les formes de l'État moderne. Dans l'État libéral, le modernisme se présente sous les traits d'une idéologie juridique dominée par le droit civil (et naturel), d'une représentation de l'idée de progrès principalement axée sur le développement économique et enfin d'un projet d'individualisation-disciplinarisation fondé sur la [45] responsabilisation des acteurs. Dans l'État keynésien, le modernisme se caractérise par une socialisation des idées de progrès, de droit et de justice, ainsi que par une idéologie du besoin centrée sur la consommation et la justice redistributive.

La définition de la société traditionnelle et du traditionalisme pose plus de problèmes. Dans la littérature sociologique, ces concepts tendent à amalgamer un ensemble de réalités historiques fort diverses, des sociétés primitives aux sociétés occidentales du Moyen Âge et aux sociétés paysannes des régions moins développées des États modernes. Ils n'en demeurent pas moins précieux dans l'analyse d'une situation historique donnée, à condition bien sûr que l'on définisse plus clairement dans quel sens et en fonction de quelle réalité sociale particulière ils sont employés.

Dans le cas du Québec, nous entendrons par société traditionnelle ces aspects de la réalité sociale et communautaire caractérisés par la reproduction de la petite production parcellaire dans l'agriculture et l'importance relative de forces sociales et d'institutions prémodernes (l'Église, la famille élargie). La société traditionnelle ne peut être considérée comme une organisation sociale pleinement articulée puisque, dans le cas qui nous occupe, elle ne peut se reproduire que dans les limites fixées par l'État moderne et le développement du capitalisme. Nous définirons enfin le traditionalisme comme une représentation du monde trouvant son unité dans l'interprétation religieuse d'une socialité axée sur la reproduction du passé et

de la tradition et proposant une conception hiérarchique et autoritariste de rapports sociaux organisés sur la base de l'agriculture et de la ruralité.

Notre analyse du duplessisme tentera ainsi de rendre compte d'un discours qui fusionne et fait fonctionner en même temps les idées antithétiques de progrès et de tradition. C'est en rapportant ce discours au déclin de la forme libérale de l'État au Canada qu'il nous sera possible, entre autres déterminations, de trouver certaines des conditions d'énonciation essentielles à la compréhension d'un discours apparemment si contradictoire.

## LA FORME DU RÉGIME, LA FORME DE L'ÉTAT ET LE DISCOURS POLITIQUE.

[Retour à la table des matières](#)

Le dualisme traditionalo-moderniste que nous venons d'évoquer et qui caractérise presque invariablement le discours politique dominant dans la forme libérale de l'État se déploie dans des conjonctures et [46] au sein de structures politiques spécifiques qui détermineront de façon décisive aussi bien l'importance de l'extension relative des deux types de représentation que la nature de leurs rapports dans le discours. L'analyse du discours devra ainsi tenir compte des conditions d'énonciation que constitue la particularité des rapports de forces à l'intérieur d'une formation sociale qui se matérialise dans les structures politiques propres à chaque État démocratique, aussi bien celles de la forme du régime politique que celles de la forme de l'État <sup>48</sup>. On sait qu'historiquement les aspects traditionalistes du discours politique ce sont le plus souvent et le plus largement déployés

---

<sup>48</sup> Dans la littérature actuelle on retrouve un nombre impressionnant de concepts différents pour caractériser les formes de l'État moderne : État libéral, protecteur, providence, keynésien, régulateur, interventionniste, non interventionniste et nous en passons. C'est sans doute l'indice d'un problème et surtout du sous-développement relatif de la théorie de l'État. Si nous adoptons ici les notions relativement classiques d'État libéral et d'État keynésien, nous n'en sommes pas moins conscients qu'il ne s'agit là que de notions heuristiques qui devraient être éventuellement remplacées par des concepts plus appropriés. L'État moderne n'a jamais été au sens strict ni libéral ni keynésien. De telles notions présentent le grand désavantage de partir du discours économique pour fonder une conceptualisation sociologique et politique qui devrait se déployer sur ses propres bases.

dans les espaces régionaux des différents États capitalistes. Le discours que nous analyserons se définit d'ailleurs lui-même comme un discours politique provincial tout en se rapportant aussi bien à l'espace politique québécois qu'à l'espace politique canadien. Le discours politique duplessiste, comme un grand nombre de discours traditionalo-modernistes, apparaît donc dès l'abord comme un discours à la fois spécialisé, en tant qu'il émane d'appareils particuliers au sein des structures politiques, et spatialisé, puisqu'aussi bien les appareils auxquels il se rapporte de façon privilégiée que son travail discursif tracent les contours d'un espace régional.

L'analyse du discours politique duplessiste pose ainsi la question de l'insertion du Québec dans l'État canadien et, avec elle, les questions régionale et nationale, de même que celles de la forme du régime et de la forme de l'État au sein d'une formation sociale capitaliste.

### ***Bloc au pouvoir et blocs sociaux***

Nous avons souligné ailleurs la particularité du processus d'alliance et de domination-hégémonisation de classes au Canada qui tend à la structuration des blocs sociaux au niveau régional<sup>49</sup>. Nous avons alors insisté sur le fait que la formation de l'État canadien, issue d'un compromis, résulte de la constitution d'un seul bloc au pouvoir scellant l'alliance entre les forces sociales dominantes dans les colonies préexistantes, la formation d'un bloc social pancanadien n'ayant pu être réalisée. Mais l'État canadien s'étant constitué, les rapports entre le bloc au pouvoir et les blocs sociaux varieront selon les phases du développement de l'histoire canadienne, et l'aiguïsement des contradictions générées par la forme du régime fédéral s'accroîtra avec la transformation de la forme de l'État.

Durant la phase libérale, caractérisée par la séparation classique entre la sphère publique (société politique) et la sphère privée (société [47] Civile), l'État canadien s'accommoda relativement facilement de la forme de régime fédérale. Même si la crise de la fin du dix-neuvième siècle donne lieu à des affrontements

---

<sup>49</sup> Gilles Bourque et Jules Duchastel, « L'État canadien et les blocs sociaux », publié dans Gérard Boismenu *et al.*, *Espace régional et nation*, *op. cit.*

fédéraux-provinciaux, lorsque, à la suite des tentatives de centralisation fédérale, Mercier, premier ministre du Québec, convoque la première conférence interprovinciale, et même si, jusqu'aux années trente, ce même gouvernement tente à plusieurs reprises d'augmenter ses pouvoirs aux dépens des provinces, les affrontements constitutionnels canadiens portent principalement sur des questions économiques, sans toucher fondamentalement au partage des pouvoirs lié au procès de légitimation. Le fédéral est même remarquablement attentiste dans ce domaine, comme le montrent les luttes sur la question des écoles séparées dans les provinces du Canada à dominante anglophones, luttes qui commencèrent à provoquer le repli de la représentation nationale canadienne-française dans « l'enclave » québécoise.

Au cours de cette phase, la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne a pu se satisfaire relativement d'une situation qui faisait du Canada un amalgame mal intégré de sociétés régionales caractérisées par des alliances de classes spécifiques. On peut même avancer la thèse que les alliances entre les classes dominantes et les classes dominées se sont essentiellement structurées à travers la constitution de blocs sociaux régionaux. Ainsi, l'hégémonie de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne a-t-elle été médiatisée par l'hégémonie des forces sociales dominantes au plan régional, sa domination passant essentiellement par les alliances qu'elle réalisait au sein du bloc au pouvoir canadien avec les forces dominantes au plan régional. Cela n'est pas sans rapport avec le poids encore relativement important de la paysannerie, de l'ensemble de la petite production marchande, de la bourgeoisie non monopoliste, ainsi qu'avec le développement fortement différencié et inégal du capitalisme dans les régions canadiennes.

### *Le régime fédéral et le passage à l'État keynésien*

Le passage à l'État keynésien a bouleversé pendant l'univers politique canadien. La forme du régime a permis le déploiement de nombreuses résistances émanant des sociétés régionales. On aurait toutefois tort de penser que l'adoption des mesures keynésiennes a résulté d'un mouvement univoque de centralisation entièrement venu d'Ottawa. Plusieurs mesures keynésiennes ont, en effet, été prises au [48] niveau provincial, avant même qu'elles ne soient adoptées au niveau

fédéral <sup>50</sup>. Le contraire aurait même été étonnant, compte tenu de l'éclatement de la structure politique canadienne. Si, en effet, nous avançons la thèse que, durant la phase libérale, les blocs sociaux se sont structurés au plan régional et compte tenu du poids politique important de la classe ouvrière dans l'adoption de ces mesures, on comprendra que certaines provinces aient été à l'avant-garde en ce domaine, celles précisément où le mouvement ouvrier était le plus développé (dans l'Ouest, par exemple). Il n'en reste pas moins que le passage à l'État keynésien n'avait de sens qu'en s'appuyant sur une centralité émanant d'Ottawa, ce qui n'a pas manqué d'être fait dans un mouvement qui n'a cependant atteint sa maturité qu'au cours des années soixante.

Le passage à l'État keynésien impliquait l'adoption d'un ensemble de mesures qui remettaient en question le partage des pouvoirs au sein de la fédération canadienne. Énumérons les principales : une centralisation plus poussée de la politique économique (création d'une banque centrale, gestion centralisée des mécanismes de régulation du marché), une centralisation-harmonisation de l'intervention de l'État dans le rapport salarial et dans la reproduction de la force de travail (code du travail, assurance-chômage, assurance-santé, bien-être social), une harmonisation des appareils directement reliés à la légitimation (télécommunications, médias, école). L'adoption de telles mesures nécessitait des transformations importantes dans les rapports politiques.

Il importait, en effet, que soient dissous les blocs sociaux régionaux ou, à tout le moins, qu'ils deviennent des spécialisations-adaptations d'un bloc social se définissant dorénavant au plan national pancanadien. Tel était en toute logique le programme qui, on le sait, ne pourra s'appliquer que fort partiellement et au risque même de faire éclater l'État canadien. Pour que l'affirmation de l'État keynésien se fasse sans susciter la crise du régime qu'il a provoquée dans les années soixante-dix, il aurait été nécessaire que se conjuguent un ensemble de transformations sociales d'une telle importance qu'elles auraient liquidé presque par magie aussi bien la question régionale que la question nationale.

Notre analyse porte précisément sur la dernière phase de la reproduction de la forme libérale de l'État au cours de laquelle s'enclenche le processus de la mise en

---

<sup>50</sup> Nicole Morf, *Fédéralisme et État keynésien au Canada*, mémoire de maîtrise, Département de sciences politiques, Université du Québec à Montréal, 1982.



place de l'État keynésien au Canada. Nous tenterons de faire ressortir comment s'opère le travail d'un discours politique régional et national encore dominé par la [49] dialectique traditionalo-moderniste, mais au sein duquel s'opèrent un ensemble de déplacements significatifs, à la faveur d'une lutte marquée en même temps par une tentative de reconduction de la place et de l'importance des forces sociales et de la représentation traditionaliste ainsi que par une ouverture empressée aux conditions économiques déterminant l'apparition de la société de consommation.

[51]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

**PREMIÈRE PARTIE**

## Chapitre 2

---

### La méthode

[Retour à la table des matières](#)

Toute analyse de discours ne saurait faire l'économie d'un exposé de la méthode qui l'oriente. Cette exigence s'impose d'autant plus que nous nous proposons justement d'étudier la dynamique interne du discours et d'analyser la spécificité de son travail dans la production de la société. Mais ce premier objectif se double d'un second : approfondir les possibilités mêmes de l'analyse du discours. Bien qu'il ne représente qu'une facette de la réalité sociale, le discours ne doit pas être réduit à un simple reflet des autres pratiques ; il contribue à produire la société. Il est donc nécessaire de s'arrêter aussi bien sur les techniques qui permettent de rendre compte du discours, que sur l'articulation méthodologique de ces techniques à des exigences théoriques portant sur la nature de l'efficacité de celui-ci.

## LES CHOIX MÉTHODOLOGIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Nos choix méthodologiques soulèvent trois ordres de problèmes. À un niveau très général, il faudra s'interroger sur la question épistémologique du rapport à l'empirie. Ainsi, notre approche empirique-constructiviste fera l'objet des développements de la prochaine section. La seconde question, traitée dans la partie suivante, concerne nos rapports aux traditions méthodologiques de l'analyse de contenu et de l'analyse du discours. La troisième section porte sur l'importance qu'a pu prendre l'informatique dans notre démarche.

[52]

### *Une approche empirique constructiviste*

Jean-Claude Gardin <sup>51</sup> a jadis posé le véritable dilemme de l'analyse de contenu. Si la totalité de ce type d'analyse consiste à produire des résultats (R) par l'application d'une méthode (M) à un texte (T), on peut douter de la validité des résultats. Ne retrouve-t-on pas nécessairement dans les données ce que la grille de lecture y a projeté ? Le point de vue radical de Gardin peut certes être critiqué en ce qu'il présuppose qu'il puisse exister une telle chose qu'une méthodologie relativement indépendante de la théorie qui la met en œuvre et capable de produire en elle-même la découverte scientifique. Or, on ne peut sortir de la dialectique nécessaire entre la construction d'hypothèses sur le réel et les modalités de leur vérification. En d'autres mots, les textes ne peuvent parler d'eux-mêmes indépendamment d'un système quelconque de décodage qui devra répondre aux exigences de la construction théorique.

Mais, Gardin n'en met pas moins le doigt sur le problème essentiel de la nature de cette dialectique. Un système rigoureux de catégories appuyé sur des hypothèses fermes et appliqué méthodologiquement à un corpus permettra de vérifier

---

<sup>51</sup> Jean-Claude Gardin, *Les analyses de discours*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1974.

l'existence plus ou moins importante de ces catégories et d'en tirer des conclusions. Mais deux inconvénients découlent d'une telle approche : le texte sera « traduit » dans certaines catégories et non dans d'autres, en même temps qu'on n'accédera qu'à l'information sur l'importance relative de ces catégories dans les divers sous-ensembles du corpus. Pour reprendre des concepts chers à la linguistique computationnelle, nous avons affaire là à une approche descendante (du construit théorique vers le texte) et déterministe (autorisant peu de retours en arrière).

À l'extrême opposé de cette façon de faire, on pourrait adopter une attitude impressionniste, laissant le texte « parler de lui-même » et les beaux morceaux du discours se recomposer dans un nouvel univers de sens proche de l'intuition théorique. L'approche serait alors totalement ascendante (du texte vers la reconstruction théorique) et non déterministe (autorisant autant de retours en arrière qu'il en faut pour raffiner le modèle d'interprétation). Sans parler de son spontanéisme, qui laisse toute sa place à l'implicite, une telle méthodologie relève davantage de l'analyse littéraire que de la sociologie.

L'objectif premier que nous poursuivons ici est d'accroître les possibilités d'investigation et de découverte, autant à propos du contenu du discours qu'à celui de son fonctionnement. Nous adoptons en conséquence une approche que nous qualifierons d'empirique constructiviste <sup>52</sup> [53] située entre les deux conceptions limites qu'on vient de rappeler, et dont la première caractéristique est de permettre aussi bien la « descendance » que l'« ascendance ». Une démarche descendante rigoureuse nécessiterait une théorie forte du discours capable de formaliser des hypothèses a priori et sur le contenu et sur le fonctionnement discursifs. Mais une telle perspective ne pourrait s'appliquer qu'à des sous-ensembles empiriques limités et à des corpus fortement homogènes. Ce qui n'est pas encore permis à la linguistique, dont l'objet a été judicieusement délimité, saurait difficilement s'avérer possible dans le domaine de l'analyse du discours. En d'autres mots, il n'existe pas de telles théories capables de structurer à l'avance un champ expérimental. Une

---

<sup>52</sup> En adoptant le terme de constructivisme, nous ne visons pas à nous inscrire à l'intérieur d'un courant théorique ou philosophique prédéfini. Ce vocable a désigné un mouvement esthétique dans les années vingt qui a caractérisé une nouvelle approche de la sculpture. Il a aussi été utilisé dans la théorie didactique de Piaget. Il est actuellement utilisé en théorie de la connaissance et de l'apprentissage (voir, par exemple, Ernst Von Glasersfeld de l'Université Georgia). Nous nous contentons de nous y référer en ce qu'il suggère que tout objet de pensée est la résultante d'un processus interactif de construction.

stratégie descendante demeurerait donc essentiellement partielle et peu productive au chapitre de la découverte. Une approche ascendante pure renoncerait, à l'inverse, à toute préconstruction explicite. Nous proposons plutôt de définir des domaines larges d'investigation tout en adoptant une attitude ouverte au texte. Nous ne nous contenterons pas seulement de vérifier des hypothèses définies a priori, mais nous tenterons de développer celles-ci au contact de nouvelles données, en un mouvement d'aller-retour entre les hypothèses et les explorations textuelles.

Le deuxième trait de notre méthode renvoie à un présupposé non déterministe. En linguistique computationnelle <sup>53</sup> la notion de déterminisme signifie que tout choix posé à un certain point de l'analyse est irréversible. Cette question renvoie à la capacité d'une méthodologie de demeurer ouverte. Nous verrons plus bas que les choix que nous avons effectués faisaient en sorte que cette ouverture demeure et que des retours en arrière puissent aisément être effectués : conservation du texte intégral et possibilité illimitée d'y retourner ; grille de catégories orientée vers le regroupement empirique d'éléments dans un même domaine sémantique, plutôt que vers l'apposition d'attributs à des mots ; mise au point d'un système permettant autant de retours en arrière que nécessaires, sous la forme de nouvelles explorations des mêmes éléments regroupés en vertu de principes différents.

La dernière caractéristique de notre approche est, comme son nom l'indique, son constructivisme. Ce terme a une valeur générale qui renvoie nécessairement aux deux traits précédents en même temps qu'à l'idée d'un procès de travail résultant de l'application d'une méthode. En d'autres mots, le constructivisme impose cette nécessité élémentaire, mais souvent méconnue, que la recherche empirique produise de nouvelles connaissances et ne soit pas la simple vérification [54] d'un ensemble préconstruit d'hypothèses plus ou moins formalisées. Ces nouvelles connaissances doivent ainsi ressortir de la confrontation de la problématique aux résultats obtenus à chaque étape de la recherche et à la reconstruction progressive des hypothèses et des « modèles » initiaux.

Quelle est maintenant l'incidence d'une méthode ainsi caractérisée sur la constitution du corpus ? Pour répondre à cette question, reprenons deux caractéristiques du discours politique que nous avons identifiées précédemment et qui ont

---

<sup>53</sup> Voir Jean-Yves Morin, « Théorie syntaxique et théorie du passage : quelques réflexions », *Revue québécoise de linguistique*, 14 : 2, 1985 ; M. Marcus, *A Theory of Syntactic Recognition for Natural Language*, MIT Press, 1980.

des conséquences décisives au plan des choix méthodologiques. Le discours politique, avons-nous soutenu, est un discours de masse. Cela n'implique pas simplement qu'il ne revêt pas le caractère construit d'une philosophie politique, mais présuppose en même temps qu'il est produit à divers interstices du social. Il se loge dans la discussion publique et peut à cet égard se manifester dans des espaces différenciés. Il y a donc a priori multiplicité d'énonciateurs et multiplicité de récepteurs. La seconde caractéristique renvoie à l'aspect polémique de tout discours politique. Discours de masse, celui-ci joue de la multiplicité des représentations. Il doit être en mesure d'assimiler et de retraduire cette multiplicité. Il ne peut donc être homogène et parfaitement cohérent. Il est traversé de plusieurs discours. Jean-Jacques Courtine <sup>54</sup> parle à ce propos d'intertextualité. Le discours répond toujours à d'autres discours. Nous ajouterions que le discours politique est essentiellement plurivocal. Il ne produit des effets qu'au terme d'un long travail dialogique. Discours ouvert, il est susceptible d'accueillir toute nouvelle question et de se manifester dans une multitude de lieux. Discours parcellisé, il ne vise pas toujours à dégager une cohérence globale, mais s'attarde à des questions particulières. Discours segmenté, il surgit de divers appareils « politiques » ou « non politiques » et met à contribution autant de locuteurs différents.

Ces remarques étant faites, voyons plus précisément en quoi ces choix théoriques et méthodologiques ont pu influencer sur la constitution de notre corpus. Il serait trivial de rappeler que les corpus ne se donnent jamais d'eux-mêmes et que, faute d'en arrêter les principes de construction, ils seront constitués selon un arbitraire quelconque. Dans notre cas, trois éléments ont contribué à fixer ces principes : la théorie du discours politique, l'hypothèse socio-historique principale portant sur la production d'un bloc social particulier et, enfin, les caractéristiques de notre méthodologie.

[55]

La théorie du discours que nous adoptons comporte quelques principes généraux qui délimitent l'espace de constitution du corpus. En sont évidemment exclus les discours théoriques, philosophiques ou doctrinaires. L'espace qui nous importe est celui de la discussion démocratique, telle qu'elle se manifeste dans des discours de masse adressés à une multiplicité de destinataires et produit d'une diver-

---

<sup>54</sup> Jean-Jacques Courtine, « Analyse du discours politique », *Langages*, *op. cit.*

sité d'énonciateurs. Notre corpus couvre bien plus par conséquent que ce qui est communément considéré comme des discours politiques. Selon leur origine, ces discours prennent diverses formes, mais ils interviennent invariablement sur la scène publique et agissent sur le procès de production et de transformation de la société. Par définition polémiques, ils sont aussi multiples autant du point de vue de leur visée (le plus souvent partielle) que du point de vue de leur source. Il importait donc de retenir les discours émanant d'appareils différents, appareils placés sous l'hégémonie de certains groupes, fractions ou classes sociales. Intervenant de façon significative dans le procès de représentation de la société, ils doivent également produire une unité relative de la représentation de l'espace, de la communauté et des rapports sociaux. Nous avons donc retenu ceux qui contribuent à produire cette unité en configurant les alliances de classes, mais aussi les contre-discours proposant éventuellement une alternative à la constitution du bloc social.

La construction empirique du corpus tient compte de ces principes généraux, mais se rapporte plus particulièrement à nos hypothèses théoriques sur le sens à donner au régime duplessiste. Ainsi, l'identification des appareils, des classes et des forces sociales d'où émergent ces discours relève avant tout de notre analyse socio-historique de la période. L'ensemble de ces principes de construction a donné empiriquement un corpus global comprenant deux grands ensembles. Le premier se rapporte directement aux institutions politiques. Il s'agit des discours du budget et du trône, des discours législatifs, électoraux et constitutionnels. Le second, « parapolitique » comprend un ensemble de discours émanant de la société civile. Nous avons retenu les discours des institutions religieuses (les mandements des évêques et les journaux d'action catholique), ainsi que les discours des organisations patronales, ouvrières et agricoles.

Nous nous sommes ainsi donné les moyens, dans le premier ensemble, de saisir la dynamique interne des diverses formes du discours des institutions politiques. En effet, nous pouvons directement [56] rendre compte de leur caractère polémique, puisque nous disposons des interventions des différents partis politiques, ou encore des divers paliers de gouvernement. Par ailleurs, le recours au discours parapolitique permet d'élargir la saisie de la discursivité politique à l'ensemble des forces sociales qui contribuent, par leur alliance ou leur opposition, à la constitution d'un bloc social dépassant largement l'espace exigü de la représentation politique institutionnellement sanctionnée.

Dans sa globalité, le corpus permet ainsi de rendre compte des grandes hypothèses issues de notre problématique, tout en correspondant dans sa particularité aux principales caractéristiques du discours politique. Mais il est clair que sans une méthodologie ouverte, supportée par les possibilités offertes par l'informatique, un tel corpus n'aurait pu être constitué. Son ampleur (près de 5000 pages) aurait découragé toute entreprise de description et d'exploration systématiques et exhaustives des textes. Le caractère partiel ou spécialisé des divers discours et l'absence de morceaux choisis pour leur densité sémantico-idéologique risquaient de la même façon d'invalider l'analyse thématique traditionnelle, précisément fondée sur la recherche de segments textuels denses. Notre méthodologie, si elle n'est pas au fondement de la constitution du corpus, autorise tout au moins les principes de sa construction. C'est ainsi que tant l'approche globale qui caractérise cette méthodologie que les caractéristiques des techniques qui en découlent ont orienté le choix des principes guidant la construction du corpus.

Le premier élément de cette approche favorise la prise en compte systématique des données empiriques dans l'administration de la preuve et le processus de la découverte. Ce préjugé favorable à l'empirie nécessite un mouvement d'aller-retour entre les hypothèses générales et les données. L'existence de programmes informatiques capables de décrire systématiquement des données textuelles, puis d'explorer ces descriptions, permettait d'espérer l'identification de régularités textuelles sujettes à interprétation. Le second élément de notre approche est le non-déterminisme qui se traduit techniquement par la grande souplesse d'un système capable d'explorer les divers états de description des corpus et d'effectuer des allers-retours sur des données susceptibles d'être déconstruites et reconstruites selon des principes variables. De manière générale, c'est cet aspect constructiviste de la méthode qui permet de tirer parti d'un aussi vaste corpus construit sur la base d'une faible prédétermination en termes de contenu.

[57]

En résumé, l'élaboration des règles de constitution du corpus répond aux nécessités de notre recherche : nous faisons un certain nombre d'hypothèses sur la constitution d'un bloc social spécifique au Québec dans le contexte de la transition vers le capitalisme avancé ; nous nous intéressons donc au travail particulier du discours politique dans ce processus, travail que ne nous pouvons appréhender qu'à la condition d'étudier les discours d'appareils qui s'articulent à la discussion



publique ; méthodologiquement, nous devons nous donner les moyens d'interroger ces discours dans leur spécificité interne et dans leurs rapports.

Passons maintenant à l'incidence de la méthode sur la construction d'une grille de catégories. Nous reviendrons plus loin sur la présentation complète de la grille de catégories sociologiques qui a été projetée sur les textes. Pour le moment, restons-en au principe général de la construction de celle-ci et du rapport qu'elle entretient avec notre méthodologie. On peut poser dès le départ la question du statut théorique d'une grille de catégories. Il serait éminemment souhaitable que l'on disposât d'une sémantique générale du discours politique. Nous aurions alors une clé pour la construction d'une grille de catégories sociologiques permettant de lire adéquatement les textes politiques. L'état de la recherche dans le domaine des sémantiques universelles (par exemple, la logique des prédicats ou encore la dépendance conceptuelle) montre toute la difficulté d'identifier des réseaux structurés de signification pouvant répondre à des règles de formation définies une fois pour toutes. Par voie de conséquence, il est encore moins probable, dans le domaine plus large des idéologies, que l'on puisse arriver à construire une telle sémantique. Aussi, il n'est pas question d'élaborer ici une grille parfaitement cohérente théoriquement et apte à épuiser le contenu du discours politique. Notre démarche a été, dans un premier temps, empirique sans pour autant ignorer les hypothèses que nous formulions à propos du duplessisme. Nous voulions, en effet, éviter de projeter sur les discours un filet dont les mailles étaient par trop définies à l'avance. Avant tout, nous désirions circonscrire la diversité du discours en tentant de rapporter des groupes de formes lexicales à des domaines sémantiques larges. Il s'agissait en somme de permettre l'exploration, de manière regroupée, des ensembles de vocables pouvant se rapporter à un même principe de classement. Nous pouvions ainsi regrouper dans une même exploration divers mots renvoyant à des réalités se rapportant [58] à un domaine large comme ceux, par exemple, de l'agriculture, des partis, ou encore de la communauté. Par ailleurs, puisque notre méthode autorisait des retours en arrière, les catégories attribuées à des mots pouvaient être ignorées et les mots explorés pour eux-mêmes.

En somme, notre grille ne visait pas à réduire le champ des interrogations du texte, mais permettait des descriptions et des explorations de domaines sémantiques plus larges que le mot. Elle a donc été construite en prenant en considération à la fois le contenu même des discours analysés et les principaux éléments de ce

que nous pouvons définir comme les domaines de réalisation du discours politique, axés sur la production-transformation de la société. Empiriquement, nous avons élaboré une grille qui retenait les principales catégories économiques, politiques, institutionnelles, sociales et relevant des valeurs, telles que nous avons pu les repérer dans des lectures préliminaires du corpus. Ce travail a d'ailleurs été complété par l'application systématique de cette grille à des corpus témoins. Théoriquement, nous avons tenu compte des principales hypothèses concernant le duplessisme afin de nous assurer de leur validation éventuelle. La grille sociologique a ainsi connu plusieurs versions successives, dénotant ce travail de va-et-vient entre les exigences théoriques de notre recherche et la nécessité de retraduire le texte dans un système de catégories le plus exhaustif possible.

Cette approche ascendante-descendante et non déterministe permet de valider ou d'invalider nos hypothèses (approche descendante), mais assure également la révélation du texte dans la perspective la plus ouverte possible (approche ascendante). Nous pensons pouvoir ainsi, par l'application de modèles d'exploration définis à partir de catégories générales, faire surgir des régularités que nous n'avions pas nécessairement prévues et découvrir ce qui n'avait pas été projeté à l'avance sur les textes. D'un point de vue non déterministe, il faut rappeler que les catégories sont associées aux mots, mais ne s'y substituent pas. Il est donc possible à tout moment de retrouver les mots eux-mêmes et éventuellement de les regrouper selon d'autres principes. La grille ne prédétermine donc pas de façon définitive le sens donné à des mots. On explore les textes à partir des catégories ou des mots. Certains mots peuvent d'ailleurs être catégorisés de manière différente selon le contexte de leur énonciation. L'exploration d'une catégorie renvoie à certaines occurrences seulement d'un même mot. Par ailleurs, on peut commander l'exploration de toutes les [59] occurrences d'un même mot en les reliant ou non à une catégorie donnée. Le système laisse donc toute la souplesse à la lecture du texte.

### *Une méthode d'analyse du discours*

On ne peut se référer au contenu ou au discours sans rencontrer deux traditions d'analyse des textes assez éloignées l'une de l'autre. La première est avant tout intéressée à identifier le contenu de la communication, afin d'en inférer des

conclusions soit sur les conditions de l'énonciation, soit sur les conditions de la réception. Elle présuppose que le sens est donné dans le contenu et qu'il est interprétable directement en aval ou en amont de la communication. La seconde tradition, davantage marquée par les travaux de la linguistique, se préoccupe de la production du sens dans le discours. Pour elle, il n'y a donc pas de contenu indépendamment du fonctionnement de la langue. On cherche dès lors à repérer les modalités de ce fonctionnement. Dans les faits, ces deux traditions se sont développées dans des contextes institutionnels et disciplinaires fort différents et se sont présentées comme étant irréconciliables. La première plaide pour l'efficacité de son approche à produire de l'information sur le contenu de la communication quelle qu'en soit la forme, la seconde condamne la naïveté théorique de la première et met plutôt en avant la nécessité de saisir, sur des ensembles restreints, les mécanismes de la production du sens. Sans négliger la différence fondamentale de ces points de vue, nous pensons que les deux ordres de questionnement sont légitimes et qu'il faut en conséquence les tenir l'un et l'autre pour essentiels.

Dans notre propre approche, nous avons retenu de la tradition de l'analyse de contenu l'idée que le repérage systématique d'unités sémantiques s'imposait comme moyen de révéler les éléments constitutifs du travail idéologique. Toute lecture du texte consiste d'ailleurs à recueillir des éléments formant des sous-ensembles que le lecteur juge significatifs à partir du point de vue qu'il a adopté. La critique littéraire, l'exégèse religieuse ou le commentaire de texte procèdent tous de cette manière. Mais l'analyse de contenu a ceci de particulier qu'elle a rendu explicite ses procédures d'identification et de rétention de l'information contenue dans les textes. Ces procédures peuvent cependant varier considérablement d'une méthode à l'autre. Ainsi, les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives se différencieront [60] selon la plus ou moins grande rigueur de leurs procédures et la taille des unités faisant l'objet de l'analyse. Nous reviendrons plus loin sur la question, mais soulignons pour l'instant que nous avons emprunté à l'analyse de contenu le souci de repérer de la manière la plus efficace et la plus rigoureuse possible le contenu des textes analysés.

De la tradition de l'analyse du discours, nous avons retenu des préoccupations plus théoriques. Tout d'abord la nécessité de penser le statut du discours. Contrairement à l'analyse de contenu qui présuppose soit que le sens est dans un rapport biunivoque avec le mot, soit qu'il se trouve dans un au-delà du discours, l'analyse

du discours pose comme hypothèse générale que le sens est la conséquence d'un travail discursif. Il faut donc rechercher dans le discours lui-même, appréhendé comme processus complexe, l'origine du sens. Un deuxième souci théorique concerne la construction des corpus. Si le discours est un processus dynamique, il ne peut se donner à lire indépendamment d'une reconstitution des éléments pertinents du procès qui le met en œuvre. Les discours ne sont jamais là indépendamment d'un choix qui doit être réfléchi. Le corpus doit donc être défini à partir du statut des différents discours dans le processus social qui fait l'objet de l'observation <sup>55</sup>. Le troisième ordre d'interrogation se rapporte aux modalités diverses d'identification et de saisie du travail discursif. L'analyse du discours tente justement de repérer les divers dispositifs ou mécanismes qui donnent lieu à la production de sens.

Mais revenons un instant à l'analyse de contenu et à deux problèmes qu'elle nous a posés, l'un de nature théorique, l'autre d'ordre méthodologique. L'idée implicite de l'analyse de contenu selon laquelle les mots contiennent en eux-mêmes leur propre signification contribue à disqualifier le concept d'idéologie dans son acception large, puisque cette dernière ne se donne pas à lire directement et ne constitue nullement un simple reflet de la réalité. La tradition de l'analyse de contenu a pris pour acquis que la signification des mots tenait du sens commun et que leur simple mise en relation avec l'émetteur suffisait à l'interprétation. Cette tradition origine des études empiriques de la communication qui visaient à identifier des contenus subversifs attribuables à des groupes politiques marginaux ou à des puissances ennemies. Elles présupposaient que le repérage de certains mots et le comptage de leur fréquence suffisaient à rendre compte des idées ou des positions représentatives de ces groupes. Elles avaient en cela tort et raison. Les mots sont en effet des traces incontournables qui révèlent le travail idéologique à l'œuvre dans tout discours. Mais, [61] d'une part, si leur récurrence peut apparaître significative à certains égards, puisqu'elle dénote l'importance relative qu'ils occupent dans l'espace du discours, c'est quelquefois la rareté même de certaines notions qui sera davantage révélatrice parce qu'elle renvoie au non-dit ou à ce qui doit être dit avec circonspection. Les mots sont, d'autre part et par nature, à la fois

---

<sup>55</sup> Nous avons souligné dans le premier chapitre le peu de cas que la tradition de l'analyse du discours a fait d'une définition explicite du discours politique. Nous notons en effet que le questionnement sur la constitution du corpus est venu assez tard dans ce courant. Voir J.J. Courtine, *op. cit.*

polysémiques et polémiques. Ils doivent, en conséquence, être lus en contexte d'énonciation, afin d'en circonscrire les possibilités sémantiques puisqu'ils sont toujours utilisés dans le cadre d'une interaction discursive.

La naïveté qu'on vient de relever est propre avant tout à la tradition de l'analyse quantitative. L'analyse qualitative de contenu renvoie, quant à elle, à une position théorique que l'on peut rapporter au courant subjectiviste. Celle-ci ne présuppose pas que le sens se trouve tout entier contenu dans le mot, mais qu'il préexiste dans la subjectivité du sujet énonciateur. Le mot réalise en quelque sorte l'idée du locuteur. Il est donc la trace d'une idée qui se trouve dans la subjectivité individuelle ou collective. Ce point de vue théorique n'est toutefois pas beaucoup plus argumenté que dans le cas de l'analyse quantitative et l'on ne trouve guère dans la littérature en analyse thématique de développements concernant le problème de la production du sens. Comme dans le cas de l'analyse quantitative, le problème n'est pas explicitement formulé et l'on se situe dans le même univers de présuppositions. Que le sens soit dans le mot ou dans l'idée, on ne se pose le problème ni de sa nature ni de sa capacité signifiante.

L'examen des méthodes d'analyse de contenu nous a d'autre part permis d'approfondir les questions liées aux procédures méthodologiques. Encore une fois, la confrontation des méthodes quantitatives et des méthodes qualitatives fait ressortir le dilemme méthodologique posé aux chercheurs : choisir la précision et la rigueur ou l'extension et la compréhension. L'approche quantitative a l'immense avantage de définir avec une très grande précision l'ensemble des procédures qui seront appliquées à un texte. Cela permet non seulement la reproductibilité de l'expérience par quiconque maîtrise les techniques, mais surtout la possibilité de la validation. Cette précision variera cependant selon la nature des diverses opérations. L'identification des unités de codage ou les procédures de décompte peuvent être aisément reproduites, alors que l'attribution de codes ou de catégories à des unités risque plus facilement de varier d'un chercheur à l'autre. Les méthodes autorisent enfin l'application des procédures à de larges ensembles textuels. Ce qui permet d'éviter la trop forte prédétermination [62] résultant de la sélection d'ensembles textuels restreints qui risquent d'être choisis en fonction de leur seule capacité signifiante.

L'analyse thématique se caractérise le plus souvent, au contraire, par des procédures beaucoup moins rigoureusement définies. Les modalités qui ont conduit à

la définition des unités de codage, à leur repérage dans les textes sont souvent imprécises. La « qualité » est malheureusement trop souvent invoquée pour contourner l'obligation élémentaire de définir ses procédures rigoureusement. Alors que les méthodes quantitatives favorisent une approche plus empirique dans l'exploration des corpus, l'analyse qualitative se situe davantage du côté de la prédétermination théorique de la lecture des textes. Les thèmes sont en effet prédéfinis et recherchés en tant que tels et les hypothèses de lecture guident presque unilatéralement l'application des procédures. L'analyse thématique de contenu représente avec le plus d'acuité le modèle critiqué par Gardin. Elle consiste essentiellement à rechercher dans les textes les éléments qui sont définis en amont. Elle ne peut trop souvent que confirmer ou infirmer l'existence de ces éléments. Elle se donne peu de chances de découvrir d'autres données pertinentes ou encore de contredire les hypothèses de départ par la vérification de contre-hypothèses. Nous ne voulons pas laisser entendre que les analyses thématiques sont par nécessité condamnées à l'invalidité, mais qu'elles valent ce que vaut le chercheur et les hypothèses qu'il est en mesure d'élaborer.

L'analyse thématique n'en permet pas moins de sortir de l'exiguïté de l'analyse quantitative. Reposant en général sur l'étude de textes relativement courts et sémantiquement chargés, elle évite de s'enfermer dans des procédures qui, aussi rigoureuses qu'elles soient, limitent la lecture à l'accumulation d'indices de fréquence. Le texte sert en quelque sorte d'appui à l'élaboration d'hypothèses interprétatives de la société. En somme, il s'agit d'une démarche très proche de celle que nous conduisons à tout moment dans le travail intellectuel, c'est-à-dire l'application de procédures herméneutiques à la production conceptuelle.

La tradition plus récente de l'analyse du discours qui s'est développée en France à la fin des années soixante regroupe, de son côté, un certain nombre d'approches méthodologiques assez différentes et d'origine disciplinaire variable<sup>56</sup>. Michel Pêcheux<sup>57</sup> les qualifiait de paralinguistiques, non seulement parce qu'elles

<sup>56</sup> Dominique Maingueneau, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Paris, Hachette, 1976.

<sup>57</sup> « À côté des méthodes précédemment décrites, qui sont non linguistiques en tant qu'elles évitent le niveau spécifique du signe, et relèvent de méthodologies psychologiques ou sociologiques, il en existe d'autres d'apparition plus récente, qui, au contraire, se réfèrent ouvertement à la linguistique moderne, et apportent une autre réponse à la question du sens contenu dans un texte », Michel Pêcheux, *Analyse automatique du discours*, op. cit., p. 5.

prennent naissance dans l'environnement de la linguistique, mais surtout parce qu'elles adoptent le postulat quasi linguistique que la production de sens ne [63] peut être comprise indépendamment du fonctionnement de la langue. Maingueneau regroupe sous l'analyse du discours aussi bien ce qu'il est convenu d'appeler l'école française d'analyse du discours, que l'analyse de l'énonciation, l'analyse pragmatique, l'analyse actantielle et toutes les analyses d'inspiration structuraliste. Les procédures ne sont certes pas les mêmes dans chaque cas, mais la visée commune est d'identifier les diverses modalités du fonctionnement discursif en tant qu'il produit du sens, en même temps qu'il est partie d'un processus de communication plus large. La tradition d'analyse du discours proprement dite, telle qu'elle a été, entre autres, formalisée par Michel Pêcheux, se distingue des autres perspectives par cette volonté de développer un cadre théorique permettant d'intégrer le travail proprement discursif au procès socio-historique de signification.

On retrouve là le premier ordre de réflexion que cette tradition nous a permis de conduire. On pouvait identifier deux lacunes dans l'analyse de contenu, soit la double absence d'une théorie du fonctionnement discursif et du rapport entre le discours et l'ordre symbolique. Dans le premier cas, le travail de description de la surface textuelle est réduit à sa plus simple expression par le repérage de mots et de leur contexte ou, dans le cas de l'analyse thématique, par la sélection de segments significatifs en dehors de toute considération sur les règles de leur structuration. Dans le second cas, il y a discontinuité entre le texte et l'ordre de la signification. L'analyse de contenu décrypte un contenu du texte pour en inférer des conclusions sur la situation de communication. Elle ne propose aucune hypothèse sur les modalités de la relation entre le discours et les autres ordres de réalité, que celle-ci soit symbolique ou matérielle. Comme nous l'avons suggéré plus haut, le discours est pris comme le reflet d'une autre réalité. On ne connaît cependant rien de ce qui l'article à cette dernière.

Au contraire, l'analyse du discours a inspiré le développement de notre problématique du discours politique. Nous saisissons le discours comme réalité matérielle ayant ses propres règles de fonctionnement contribuant concrètement à la production et à la transformation des rapports sociaux. C'est à l'identification de ces règles que s'adonne l'analyse du discours lorsqu'elle tente d'élaborer des modalités de lecture qui tiennent compte des divers niveaux de fonctionnement de la langue. Qu'il s'agisse de la structuration syntaxique, morphologique, lexicale,

pragmatique ou sémantique, nous avons affaire à des lieux du travail discursif aboutissant à la production du sens dans des [64] contextes socio-historiques. Il est évidemment impossible de tenir compte de l'ensemble de ces niveaux. On peut cependant chercher à approfondir certaines de ces descriptions textuelles afin de repérer progressivement les mécanismes du discours. C'est donc à ce deuxième ordre de réflexion que l'analyse du discours nous a conduits. Nous avons ainsi choisi de décrire la syntaxe du texte, sans ignorer que la production du sens ne se limite pas au seul fonctionnement syntaxique.

Nous avons enfin essayé de combler une lacune caractéristique de l'analyse du discours. Celle-ci s'est en effet contentée d'étudier des corpus réduits et à haute densité sémantique, en raison même d'une approche axée sur un travail complexe de description textuelle. On s'est donc orienté vers les beaux morceaux avec le résultat, entre autres, que de nombreuses procédures développées dans un tel cadre restreint demeurent difficilement applicables dans l'analyse de vastes ensembles textuels. De plus, l'intérêt socio-historique porté à la fonction politique du discours a conduit les chercheurs à retenir des discours se donnant eux-mêmes comme des discours politiques, sans souci de réfléchir aux critères théoriques pouvant les définir. Le résultat de cette double restriction au plan de la construction des corpus a réduit substantiellement la valeur démonstrative de telles recherches. C'est pour obvier à ces difficultés que nous avons élaboré notre définition du discours politique et que nous avons tenté d'explicitier les principes de construction de nos corpus.

Michaïl Bakhtine a critiqué, à son époque, deux philosophies du langage qui perdurent étrangement dans les conceptions contemporaines dont il est ici question. Il s'opposait à deux écoles apparemment antagonistes : le subjectivisme, qui trouvait l'explication de la langue dans la conscience des acteurs, et l'objectivisme, manifeste dans la linguistique moderne naissante, qui considérait la langue elle-même comme un système immanent. À la conscience, il opposait l'idéologie et à la langue, l'interaction verbale. Il suggérait trois règles pour dépasser ces conceptions restreintes du langage : « 1. Ne pas séparer l'idéologie de la réalité matérielle du signe (en la plaçant dans le champ de la conscience ou toute sphère fuyante et indéfinissable). 2. Ne pas couper le signe des formes concrètes de la communication sociale (étant entendu que le signe fait partie d'un système de communication sociale organisé et n'a pas d'existence en dehors de ce système, sinon comme ob-



jet physique). 3. Ne pas couper la communication et ses formes de leur base matérielle (l'infrastructure) <sup>58</sup>. »

[65]

Ces principes demeurent étonnamment valables aujourd'hui. La critique de Bakhtine s'applique aux traditions évoquées ci-haut. En analyse de contenu, l'analyse thématique se rapporte tout entière au courant subjectiviste puisqu'elle renvoie le plus souvent le sens dans un au-delà du discours, dans le règne des idées. L'analyse quantitative, quant à elle, semble dans un premier temps relever de la perspective objectiviste. dans la mesure où le sens est présumé entièrement contenu dans les mots. Mais le quantitativisme se rapporte ultimement au subjectivisme puisqu'il est également présumé que les mots reflètent un au-delà de la pensée. Répétons-le cependant, la tradition de l'analyse de contenu a très peu théorisé l'ensemble de ces questions et c'est avant tout par défaut qu'elle se retrouve du côté du subjectivisme. Au contraire, l'analyse du discours n'a pas fait l'économie d'une réflexion théorique sur ces questions. Son postulat de base pose la nécessité de rendre compte de la réalité matérielle de la langue dans le travail discursif. Cette tradition se situe ainsi dans une perspective objectiviste, mais elle pose en même temps, à l'encontre de la linguistique saussurienne, la nécessité de sortir des frontières de la langue afin d'étudier les conditions de l'énonciation. On pourrait donc affirmer que cette linguistique discursive échappe à la critique de Bakhtine, puisqu'elle tient aussi bien compte du travail de la langue comme système que du rapport que celle-ci entretient avec les autres ordres de la réalité. L'analyse du discours n'en est pas moins perpétuellement menacée de retomber dans l'objectivisme élémentaire critiqué par Bakhtine. Les efforts qu'elle déploie pour dépister avec le plus d'acuité possible le fonctionnement linguistique du discours la porte tout naturellement à se satisfaire de la seule analyse du travail de la langue et à négliger l'inscription sociale de cette dernière, risquant ainsi de renouer avec la perspective immanentiste.

Les réflexions de Bakhtine posent les principes fondamentaux d'une méthodologie qui veut analyser l'ordre du discours en le rapportant aux conditions de sa production et de sa réception. Nous en avons donc tiré une approche méthodolo-

---

<sup>58</sup> Mikhaïl Bakhtine, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris, Les éditions de Minuit, 1977 (1<sup>ère</sup> édition en russe, 1929), p. 41.

gique puisant aux diverses traditions évoquées plus haut. L'importance de notre corpus imposait une approche capable de traiter de grands ensembles textuels avec le plus de rigueur et de régularité possible. Nous avons donc choisi d'étudier le comportement des mots (les noms et les adjectifs) et de leur environnement, en soumettant le texte à une description formelle susceptible d'être explorée. Nous présumons par là qu'une partie du [66] travail de production du sens peut être repérée à travers la lecture systématique des structures syntaxiques qui organisent les mots du texte. Quant aux rapports que ces structures signifiantes entretiennent avec l'ensemble de la réalité sociale, nous mettons à l'œuvre des hypothèses de lecture qui se rapportent à notre théorie du discours politique et à l'analyse concomitante que nous avons pu faire de la réalité socio-historique entourant la formation discursive duplessiste. Ainsi espérons-nous produire une lecture du signe qui tienne compte au moins partiellement du système linguistique au sein duquel il s'insère, tout autant que de son rapport aux idéologies en tant qu'elles participent au procès de production et de transformation de la société.

### *Une méthodologie assistée par ordinateur*

Le corpus de notre recherche est relativement important. La problématique l'exige. Notre intention étant de repérer l'idéologie dans des discours de masse objets d'une large diffusion, nous nous trouvons forcément devant des ensembles discursifs relativement vastes. D'un autre côté, notre définition du discours politique et la particularité de notre objet commandent de retenir des formations discursives issues de plusieurs appareils « politiques » ou « parapolitiques ». Il nous faut donc multiplier le nombre de sous-corpus et augmenter d'autant la quantité totale de pages devant faire l'objet de l'analyse.

Le choix d'une méthode d'analyse conventionnelle nous aurait conduits à renoncer aux exigences méthodologiques que nous nous étions fixés. L'analyse thématique ne nous aurait permis qu'un rapide survol du corpus, avec un minimum de rigueur méthodologique. Nous aurions dû définir a priori un certain nombre de thèmes et ensuite en explorer le contexte d'émergence dans les divers sous-ensembles de notre corpus. Cette méthode n'aurait en somme permis que de confirmer ou d'infirmer des hypothèses posées au point de départ. Il nous aurait

été, d'autre part, impossible d'appliquer la plupart des techniques d'analyse de discours à des ensembles aussi importants, renonçant ainsi au dépistage de certains dispositifs produisant du sens dans le discours.

L'assistance de l'informatique s'est pour ainsi dire imposée d'elle-même. Il importe d'approfondir ici cette question, souvent encore source de malentendus. Ne craignons pas de l'écrire, le recours à l'informatique peut s'avérer pure mystification, tant et aussi long [67] temps que l'on ne précise pas les modalités de son usage. Si un vaste corpus et la volonté de l'explorer de manière rigoureuse, systématique et extensive nous a orientés vers l'informatique, c'est l'accessibilité à un système informatique particulier permettant des manipulations complexes des données qui a décisivement influencé notre choix.

Quelles étaient en effet nos exigences ? Il nous fallait traiter de grands ensembles textuels avec le plus de rigueur méthodologique possible. L'informatique a cette caractéristique qu'elle oblige à la définition rigoureuse de toutes les opérations appliquées aux données. On retrouve ainsi toujours la trace d'opérations qui peuvent faire l'objet de vérifications régulières. De telles procédures peuvent de plus être systématiquement reproduites sur l'ensemble des données. Au-delà de la première exigence liée à la taille de notre corpus, s'ajoutait donc l'obligation de développer des algorithmes capables de produire des descriptions élaborées des textes. Si nous voulions dépasser les analyses strictement lexicographiques, il nous fallait ajouter aux techniques de repérage et de comptage des mots d'autres procédures plus complexes, visant la description de diverses modalités de structuration de ces mots dans le discours. Il importait enfin de pouvoir procéder à l'exploration et à la comparaison systématiques des données décrites, à l'intérieur des sous-ensembles textuels (les discours du budget d'avant et d'après-guerre, par exemple), aussi bien qu'entre les divers corpus eux-mêmes (par exemple, le discours électoral et celui du mouvement ouvrier).

Il est important de souligner que l'informatique connaît une évolution extrêmement rapide. Lorsque nous avons commencé la recherche, au début des années quatre-vingt, nous ne pouvions espérer traiter nos données autrement qu'en recourant à un ordinateur de grande puissance (le DEC 10). Aujourd'hui, nous arrivons à traiter une partie de nos données sur micro-ordinateur. Cette évolution fulgurante des équipements informatiques est accompagnée d'une transformation tout aussi impressionnante des logiciels disponibles. Lorsqu'on parle donc du contexte de

l'utilisation de l'ordinateur dans le domaine de l'analyse de textes, il faut user de prudence. Il est tout de même utile de situer notre approche dans le contexte des dernières années.

L'informatique a longtemps été utilisée en analyse de textes de la même manière qu'on l'utilisait pour le traitement de tout genre de données en sciences humaines. En somme, il s'agissait de soumettre à des traitements statistiques des données textuelles transformées à [68] l'aide de codes. On ne traitait donc pas des textes directement, mais des codes numériques correspondant à des valeurs attribuées à des variables.

La véritable origine du traitement de données textuelles correspond aux premiers programmes d'indexation et de concordance. Bien que très inégalement performants, ces programmes sont destinés à dresser le lexique de textes et de prévoir des procédures capables de restituer des contextes d'apparition de ces mots, à partir de l'appel d'un mot ou d'une catégorie pouvant être associée à ce mot. Les procédures d'indexation elle-même consistent à attribuer à certains mots un rôle pivot dans les procédures ultérieures de repérage. L'ensemble de ces procédures présente un intérêt décisif comme outil de travail pour ceux qui doivent étudier particulièrement certains mots ou concepts. Dans la foulée de ces recherches, il faut mentionner l'analyse lexicographique qui s'appuie substantiellement sur les mêmes programmes informatiques. Il s'agit, dans ce cas, de dresser des lexiques ou sous-lexiques des corpus retenus, à partir de l'occurrence simple des mots dans le texte ou en fonction de mots qui covoisinent avec un ou des mots objets de l'intérêt du chercheur. On applique par la suite un ensemble de statistiques plus ou moins sophistiquées sur ces lexiques en s'assurant de pouvoir comparer des sous-ensembles entre eux.

L'informatique est encore utilisée dans le domaine de la recherche linguistique pure ou appliquée. La linguistique computationnelle tente de simuler à l'aide de programmes informatiques la structure grammaticale de la phrase, des processus d'acquisition du langage ou encore des processus cognitifs. Dans des domaines spécialisés, il y a eu, par exemple, plusieurs tentatives pour développer des systèmes de traduction automatique, systèmes qui effectuent des manipulations complexes de la langue. Il existe également de nombreuses recherches dans le domaine des langues naturelles dans le contexte large des développements en intelligence artificielle appliquée. Ces recherches portent sur les diverses procédures de

reconnaissance, d'analyse, voire même de synthèse des langues naturelles afin d'accroître l'intelligence des machines consacrées à des tâches diverses. Évidemment, ces travaux sont souvent à l'état embryonnaire si on les examine du point de vue des objectifs qu'ils se fixent. Nous ne les avons mentionnés que pour situer le contexte général de l'utilisation actuelle de l'informatique en analyse du discours.

[69]

Lorsque nous avons adopté la stratégie informatique pour l'analyse de nos données, nous l'avons fait avant tout d'un point de vue instrumental. Il s'agissait d'utiliser des outils performants, capables de décrire certaines structures discursives et de les explorer systématiquement. À l'usage, il nous est apparu que le recours à cette technologie avait des conséquences sur les modalités futures de notre travail d'analyse. Déjà l'analyse du discours favorise une certaine interdisciplinarité entre la linguistique, la sociologie et l'histoire. Dans la mesure où l'informatique est apte à traduire des préoccupations linguistiques ou paralinguistiques dans l'étude des textes, elle contribue également à ce projet multidisciplinaire. L'analyse de textes par ordinateur se présente donc comme une nouvelle pratique d'analyse mettant en contact toutes ces disciplines. La linguistique, particulièrement ce que nous pouvons dénommer la linguistique discursive <sup>59</sup>, contribue à développer des modèles de description des fonctionnements de la langue sur le plan de la syntaxe, de la morphologie, du lexique, de la sémantique ou encore de la pragmatique. En analyse de textes par ordinateur, cette linguistique doit recourir à des modèles de programmation qui relèvent de l'informatique. Celle-ci impose en quelque sorte des prescriptions d'écriture et favorise en même temps la formalisation des règles et des procédures de description linguistique. D'un autre côté, l'informatique ne peut contribuer au développement des machines d'exploration et de traitement des contenus qu'à partir des exigences de la sociologie qui, en retour, se doit de formaliser ses hypothèses pour les retraduire dans le langage informatique.

Si l'on dit que l'analyse de textes par ordinateur est une nouvelle pratique d'analyse, il ne faut pas pour autant croire qu'elle est en elle-même une unique méthode. C'est plutôt la conglomération de moyens disciplinaires divers pouvant être combinés à profit dans des stratégies données d'analyse. L'informatique ap-

---

<sup>59</sup> Nous nous référons ici aux travaux de la linguistique qui s'intéressent, au-delà de la phrase, aux structures et fonctionnements du discours.

porte sa rigueur dans la définition des procédures et dans leur application. Elle permet le traitement d'ensembles textuels plus importants, en donnant l'assurance de la constance des procédures. La linguistique discursive définit des hypothèses de description qui ont l'avantage d'être systématiquement appliquées et testées. La sociologie propose des corpus construits et des hypothèses devant guider les explorations et les comparaisons les plus significatives. C'est donc l'apport et les contraintes mutuels de ces diverses disciplines qui conduisent au développement de cette nouvelle pratique de l'analyse de textes par ordinateur.

[70]

Dans la pratique, le développement de notre méthodologie d'analyse de textes par ordinateur tient à la coexistence, dans un même cadre de travail, d'un système général de programmation et de l'expertise de plusieurs chercheurs spécialisés dans les diverses disciplines évoquées jusqu'à maintenant. Nous avons eu recours au système informatique Déredec. L'auteur du langage, Pierre Plante, le définit comme un « environnement de programmation permettant la simulation des modèles et la vérification des hypothèses linguistiques, l'analyse de contenu de textes ainsi que la mise au point de systèmes-experts en langage naturel <sup>60</sup> ». Ce logiciel a été développé à l'UQAM au cours des années soixante-dix et comprenait déjà au moment où nous avons commencé à l'utiliser l'essentiel de ses propriétés. Le Déredec est un logiciel général se rapprochant d'un langage de programmation qui peut donner lieu à l'écriture de programmes dessinés pour des fins précises. Il a ainsi donné naissance à plusieurs progiciels dont l'objectif était de décrire des textes de langue française d'un point de vue syntaxique. Comme nous le verrons plus loin, nous avons utilisé ces systèmes dans le cadre de nos analyses. Essentiellement, le Déredec comprend deux familles majeures de procédures permettant les manipulations du texte. La première se rapporte à des procédures d'automates qui produisent automatiquement des descriptions du texte, quelle que soit la nature de celles-ci. La seconde comprend des procédures algorithmiques qui rendent possible l'écriture de modèles d'exploration des textes ainsi décrits. D'un côté, il existe donc des moyens informatiques permettant la transcription de procédures particulières d'analyse du discours et, de l'autre, la possibilité d'explorer les textes

---

<sup>60</sup> Pierre Plante, « La structure des données et des algorithmes en Déredec », *Revue québécoise de linguistique*, 14 : 2, 1985.

selon les diverses caractéristiques générées par ces premières analyses. L'objectif demeure toujours d'obtenir des procédures automatisées au maximum.

Il y a beaucoup de confusion sur le rôle précis que peut prendre l'ordinateur dans la recherche. La simple évocation des possibilités offertes par les récents développements informatiques peut laisser croire que l'ensemble des objectifs souhaitables dans ce domaine seraient déjà atteints. L'analyse de textes par ordinateur n'en est qu'à ses débuts et le programme de recherche demeure très chargé. Il ne faut donc pas substituer à la réalité actuelle les objectifs futurs, bien que ceux-ci paraissent déjà réalistes. Mais, d'une manière encore plus mythique, il arrive que l'on prête à l'informatique des vertus théoriques ou pragmatiques qu'elle n'a pas. L'informatique ne peut remplacer ni la linguistique ni la sociologie. Elle n'est pas pour autant une [71] simple technique. Elle fonctionne à partir d'un ensemble de règles et de préceptes qui lui sont propres. En cela, il existe bel et bien une discipline informatique qui fixe des exigences et des limites à l'élaboration de modèles d'analyse. C'est de ce point de vue que nous disions que l'informatique détermine en un sens les modèles opératoires de recherche en sociologie. Mais, cette détermination est avant tout bénéfique en ce qu'elle oblige à une très grande rigueur dans la définition de ces modèles.

À la faveur de cette confusion entretenue à propos du rôle de l'informatique, on lui prête ou on lui conteste, ce qui revient au même, la capacité d'interpréter le texte. On a affaire là au sommet de la mystification qui peut entourer l'ordinateur. Il n'est pas besoin de réduire l'informatique au statut de technique pour contester un tel point de vue. Nous l'avons répété, l'informatique fonctionne à l'intérieur d'un paradigme logique ayant déjà défini ses principales lois. Mais, en aucun cas, ces lois s'adressent-elles aux problèmes de l'herméneutique. L'informatique, à l'image de la mathématique par exemple, supporte des disciplines comme la linguistique ou la sociologie dans l'élaboration de modèles opératoires de recherche. Elle contribue ainsi à la production de résultats qui demeurent interprétables à part entière. L'ordinateur interprétera des données le jour où nous posséderons des modèles de simulation de l'intelligence assez puissants et programmables. On voit d'ici l'ampleur scientifique d'un tel problème et cela donne toutes les raisons d'apaiser ceux qui auraient pu croire ou craindre que l'ordinateur ne se substitue à l'homme. Le recours à l'informatique est donc avant tout pour nous un moyen efficace d'atteindre des objectifs de description et d'exploration de nos corpus afin

d'autoriser des analyses qui relèvent finalement des potentialités interprétatives autorisées par les différents aspects de notre démarche sociologique.

## L'ÉTUDE DES TEXTES

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'aborder la question des procédures de cueillette, d'échantillonnage et d'édition qui ont été appliquées aux divers corpus, rappelons que nous n'avons retenu dans le présent ouvrage que le discours sur le budget. Ce discours présentait des difficultés particulières en même temps que des avantages. Si, en effet, sa nature partiellement technique nous fait craindre sa faible densité sémantico-idéologique, cela représente, en même temps, un test de l'efficacité de notre méthode et de [72] sa capacité à repérer du sens dans les discours les moins idéologiquement chargés. Par ailleurs, le caractère exhaustif du corpus (l'entièreté du discours sur le budget) appelait un minimum d'interventions sur les textes. Enfin, nous avons considéré l'importance en soi du discours sur le budget dans le cadre de l'institution parlementaire. Nous nous donnions, en effet, les moyens d'analyser une des plus importantes déclarations d'intention que le gouvernement est amené à faire dans l'exercice du pouvoir. Nous faisons le pari que ce discours ne nous instruirait pas seulement sur les objectifs économiques du gouvernement, mais tout autant sur les manifestations contradictoires de l'idéologie dans le processus de constitution du bloc social.

### *Les corpus*

Il est utile de présenter succinctement les principales procédures qui ont dû être mises en œuvre pour constituer matériellement nos différents corpus. Ces procédures se ramènent à la cueillette, à l'échantillonnage et à l'édition des textes, c'est-à-dire aux diverses modifications des textes originaux nécessaires à leur manipulation dans le processus de l'analyse.



La cueillette consiste avant tout à repérer et à recueillir des textes représentatifs provenant de diverses institutions politiques, religieuses ou corporatives. La nature de ces textes peut varier en fonction de l'institution. Certaines produisent directement des discours dont la fonction est de représenter officiellement les positions de l'appareil ; songeons au discours sur le budget, au discours du trône ou encore aux mandements des évêques. D'autres s'expriment à travers des médias, par exemple les divers journaux d'action catholique, syndicaux ou patronaux. Dans certains cas, les discours ont une forme orale et ne sont pas colligés de manière systématique, mais rapportés par les journaux. Nous renvoyons, par exemple, au discours entourant le processus législatif pour lequel il n'existe pas de compte rendu officiel au cours de la période étudiée. Nous nous en remettons alors au discours rapporté par les journalistes. Il en est de même pour le discours électoral. C'est donc une multiplicité de modalités discursives que nous avons recueillies.

Dans tous les cas, nous respectons d'abord la représentativité de ces discours, autant en synchronie qu'en diachronie. Sur le plan synchronique, nous nous assurons que le genre de texte retenu représente de manière adéquate l'institution émettrice. Faute de pouvoir [73] retenir des ensembles textuels aptes à rendre compte, avec toutes les nuances, de l'idéologie d'une institution, nous tentons d'arrêter un choix pour lequel le caractère de représentativité est le plus fort. Sur le plan diachronique, nous devons nous assurer que les discours choisis ont leur équivalent à travers le temps. Nous devons vérifier que telle ou telle institution s'exprime pendant toute la durée de la période étudiée, afin de permettre ainsi l'analyse longitudinale des corpus (en eux-mêmes et les uns par rapport aux autres). Ce problème s'est davantage posé pour les institutions les moins structurées. Les institutions politiques et l'Église perpétuent à travers le temps des formes équivalentes d'intervention. Les organisations patronales, ouvrières ou agricoles n'ont souvent pas la même constance.

La seconde procédure, complémentaire de la première, renvoie aux diverses modalités d'échantillonnage que nous avons retenues en fonction de la nature des textes et de leur importance numérique. Certains corpus sont constitués d'un nombre relativement restreint de discours dont la taille est également limitée. C'est le cas des discours du trône et du budget qui inaugurent chaque session législative. Il est alors indiqué de retenir la totalité de ces discours. Par ailleurs, certains corpus

sont composés de textes de nature variée, ayant une importance variable et trop volumineux pour qu'il soit possible de retenir l'ensemble. Les journaux syndicaux ou patronaux sont de ceux-là. Il faut alors identifier les unités les plus représentatives, comportant la plus forte probabilité de persister, sous cette forme, à travers le temps, et déterminer la périodicité qui sera considérée. Par exemple, nous avons retenu les éditoriaux, ou ce qui en tenait lieu, dans les journaux se rattachant à divers appareils ou groupes sociaux, à des intervalles réguliers.

Les principes qui ont guidé notre choix des différents corpus sont les mêmes que ceux retenus pour déterminer les procédures d'échantillonnage. Nous reviendrons sur les procédures appliquées à chaque corpus dans les publications correspondantes. Qu'il nous suffise d'indiquer pour le moment la direction dans laquelle nous avons travaillé. Sur le plan synchronique, nous nous sommes assurés de la plus grande représentativité des unités examinées par rapport au fonctionnement idéologique de chaque appareil. Ce principe général nous a conduits à la constitution de corpus de nature fort diverse. Par exemple, nous avons retenu les éditoriaux dans le cas des journaux syndicaux ou d'action catholique, alors que c'est le titre principal d'un quotidien qui nous a fait choisir les discours rapportés de la scène [74] électorale. Dans le cas des éditoriaux, nous pensons qu'ils représentent le lieu de prédilection du discours de type militant dans des appareils comme les syndicats ou les mouvements d'action catholique. Le reportage est, quant à lui, la seule façon de retracer le discours parlé des candidats à une élection et le titre principal nous permet de sélectionner l'événement qui a le plus attiré l'attention. Dans le cas du discours constitutionnel, nous avons retenu les discours prononcés par le premier ministre canadien et les premiers ministres de certaines provinces aux conférences constitutionnelles. En résumé, nous avons tenté de satisfaire au critère de la représentativité aussi bien au plan qualitatif, en identifiant les sous-ensembles les plus significatifs de corpus globaux, qu'au plan quantitatif, en retenant un nombre suffisant de pages pour ne pas laisser échapper la substance de ces textes.

Du point de vue diachronique, nous avons sélectionné des unités à des intervalles réguliers, en nous assurant de couvrir pour chaque sous-corpus l'ensemble de la période étudiée. La périodicité retenue varie en fonction de l'importance quantitative de chacune des unités et de la particularité de chacun des sous-corpus. Ainsi, la périodicité du discours sur le budget dépend de la régularité des

sessions législatives, alors que celle des discours constitutionnels dépend de la convocation des conférences elles-mêmes. Là où nous pouvons découper les périodes en fonction d'une unique mesure, nous le faisons. C'est le cas, par exemple, des mandements des évêques ou des éditoriaux qui sont régulièrement répartis dans le temps.

La troisième procédure dont il faut dire un mot touche aux opérations nécessaires à la préparation des documents avant de les saisir sur support magnétique. L'informatique ne nous oblige en rien, sur le plan technique, à modifier le texte d'origine. Mais, pour diverses raisons liées à la manipulation future de ces textes, soit leur description, leur exploration ou leur analyse, nous avons choisi d'apporter certaines modifications aux textes originaux. Ces dernières ont revêtu plus ou moins d'importance en fonction des difficultés que les textes pouvaient représenter. Ainsi, les textes du budget ont été amputés des tableaux statistiques et des titres et intertitres. Dans le premier cas, nous ne voyions pas l'intérêt de traiter des tableaux chiffrés avec des méthodes destinées à décrire du texte. Dans le second cas, nous ne voulions pas accroître la redondance en reproduisant des titres qui sont en général ignorés lors de la diffusion du discours. Dans des cas plus complexes, par exemple les discours rapportés par les journalistes, nous avons établi des procédures visant à redonner au discours son [75] caractère direct. Ainsi, ces discours ont été épurés des interventions journalistiques. Ce choix méthodologique, que nous commenterons ailleurs, présentait l'avantage de restituer, avec plus ou moins de bonheur, le discours d'origine à partir duquel nous pouvions espérer procéder à des inférences. C'est aussi à cette étape que nous avons procédé à la liaison d'expressions composées de plusieurs mots (locutions sémantiques). Cette procédure consiste à marquer ces expressions de telle sorte qu'elles apparaissent comme des mots uniques. Nous évitions ainsi de gonfler artificiellement les occurrences de certaines catégories et de fausser des relations de dépendance contextuelle dans la description des séquences du texte. Les noms propres ou les noms de compagnie ou de parti appartiennent à ces expressions, ainsi que des locutions courantes comme « chemin de fer ».

En ce qui concerne le discours du budget, qui seul nous occupe dans les pages qui suivent, le corpus comprend les discours prononcés par les ministres des Finances de 1934 à 1960 et édités par l'imprimeur de la province de Québec. Ils sont découpés en sept zones représentant autant de législatures, à l'exception de la

première qui ne comprend que les derniers discours du régime libéral précédant l'arrivée de Duplessis au pouvoir. Les procédures d'échantillonnage sont donc nulles et les procédures d'édition ont consisté à la suppression des tableaux statistiques, des titres et intertitres et à l'édition des mots liés dans des locutions.

### *La description du texte*

Pour chacun des corpus, nous obtenons une image informatique représentant le texte tel qu'il a pu être échantillonné, segmenté et édité. Le texte informatisé est composé de phrases complètes équivalentes à celles du texte original. L'information textuelle est donc entièrement conservée, sous réserve des modifications qui ont contribué à l'établissement du corpus lui-même.

Les méthodes plus traditionnelles de traitement de cette information nous auraient permis de compter les occurrences des mots et leur covoisinage. Nous aurions pu ainsi établir des lexiques de fréquence et appliquer diverses statistiques pour comparer les sous-ensembles textuels. Les moyens logistiques dont nous disposons permettent de dépasser ce type de traitement et d'explorer non seulement les mots, mais les mots et les phrases tels que décrits.

Nous avons retenu deux niveaux de description. Le premier se rapporte à la syntaxe. Il permet d'identifier la position de chaque mot [76] dans la phrase et d'établir un certain nombre de relations de dépendance contextuelle entre ces mots. Le second concerne l'univers sémantique du texte du point de vue sociologique. Voici les diverses procédures qui ont été appliquées pour obtenir ces descriptions.

***Catégorisation grammaticale.*** La première étape consiste à attribuer à chaque mot d'un texte une catégorie syntaxique de base du français. Le nombre de catégories retenues est de dix-huit qui correspondent en gros aux catégories grammaticales traditionnelles : les noms, les pronoms, les divers temps des verbes, les adjectifs, les prépositions, les déterminations et l'ensemble des signes de ponctuation. L'objectif est de permettre dans une étape ultérieure de procéder à une description de la structure de surface de toutes les phrases des corpus.

Techniquement, cette catégorisation a été effectuée à l'aide d'un algorithme de catégorisation de base syntaxique du Français (CBSF)<sup>61</sup> qui a lui-même connu une évolution au cours de la période de traitement de nos données. Les procédures visent avant tout l'attribution automatique de catégories au plus grand nombre de mots possible. Au début de la recherche, cette attribution se faisait à l'aide d'un dictionnaire de formes lexicales comportant une catégorie syntaxique correspondante, déterminée indépendamment du contexte. Ce dictionnaire était apparié au texte devant recevoir la catégorisation. Cet algorithme s'est complexifié depuis en un ensemble de règles morphologiques, permettant le dépistage de plusieurs suffixes du français et l'attribution d'une catégorie aux mots qui les renferment. Un dictionnaire d'exceptions à ces règles complète la catégorisation automatique. Dans tous les cas, les meilleurs résultats obtenus oscillent entre 80% et 85% des mots recevant une catégorie de manière totalement automatique. Un certain nombre d'autres mots reçoivent des catégories temporaires, la forme « le » par exemple dont on ne peut être assuré qu'il s'agit d'un pronom ou d'un article. Ces catégories seront désambiguïsées lors de l'application des premières procédures d'analyse syntaxiques. Enfin, dans tous les cas où aucune catégorie ne pouvait être appliquée hors contexte, nous avons procédé à une attribution manuelle. Nous avons eu recours à un programme interactif qui fait dérouler le texte et s'arrête aux mots n'ayant pas reçu de catégorie. Il est dès lors facile de décider de la catégorie appropriée. Nous verrons plus bas en quoi l'attribution de catégories syntaxiques permet l'application d'un progiciel de description des structures syntaxiques de la phrase.

[77]

***Catégorisation sociologique.*** Le caractère automatique des procédures est ici considérablement réduit. Il est en effet très difficile d'attribuer hors contexte une catégorie sémantique à un mot donné, bien que cela soit possible pour certains mots comme « agriculteur » ou « finance ». Ces mots ont été compilés dans un dictionnaire qui, appliqué à un texte, permet de déterminer automatiquement leur

---

<sup>61</sup> Le progiciel CBSF, dans sa version la plus récente, a été développé par Lucie Dumas dans le cadre des travaux du Centre d'analyse de textes par ordinateur de l'UQAM.

catégorie sociologique dans une proportion ne dépassant pas 15%. Tous les autres mots doivent recevoir leur catégorie dans un processus interactif, similaire à celui de la catégorisation syntaxique en contexte. La procédure a nécessité cependant une concertation entre les chercheurs de manière à assurer l'uniformité de l'attribution des catégories. Ce travail comporte une dimension théorique, en ce qu'il exige une même compréhension de la problématique, et une dimension empirique, dans la mesure où chaque codeur doit expérimenter concrètement les difficultés particulières liées à la catégorisation de certains mots. C'est pourquoi la catégorisation a fait l'objet, tout au long de la recherche, de rigoureuses procédures de contrôle et de révision.

Après avoir effectué des prétests sur des sous-ensembles du corpus du discours sur le budget, nous avons choisi de ne retenir que les noms, les adjectifs et les participes passés aux fins de la catégorisation. Cette décision repose sur le fait qu'une catégorisation portant sur toutes les formes eût été coûteuse sans pour autant donner de résultats significatifs. D'une part, les formes fonctionnelles ne sauraient trouver place dans un système de catégories sociologiques. Elles sont, en quelque sorte, des opérateurs de la langue et ne nous renseignent que très peu sur le contenu idéologique. D'autre part, les formes verbales comportent des caractéristiques propres qui auraient nécessité l'établissement d'une deuxième grille de catégorisation. Nous avons, en effet, imaginé à l'étape du prétest une grille des verbes comportant deux classes d'opposition : la première distingue les verbes d'action des verbes d'état, la deuxième, les verbes à caractère technique ou, au contraire, de nature plus évaluative. Cette grille nous permettait d'obtenir des résultats intéressants sur le plan de la comparaison de divers sous-ensembles textuels, mais nous éloignait trop de nos objectifs spécifiques de recherche. Mentionnons en terminant qu'un certain nombre de noms, d'adjectifs ou de participes passés ne correspondant à aucune de nos catégories sociologiques n'ont pas été catégorisés.

Notre grille de catégories sociologiques consiste en une série de domaines sémantico-idéologiques qui correspondent aussi bien à des dimensions socio-historiques qui sont mises à l'œuvre dans notre [78] problématique qu'à des dimensions fondamentales du discours en société. La grille n'est pas exhaustive et on aurait pu imaginer d'autres ensembles sémantiques correspondant à une manière différente de saisir le discours. Ainsi, il est clair qu'elle dépend aussi bien de

notre cadre conceptuel que du travail empirique de prélecture qui nous a permis de tester sa capacité de saisir le contenu. Mais une fois la grille établie, peu de noms ou d'adjectifs ne recevant pas de catégorie ont subsisté.

Les domaines sémantico-idéologiques peuvent être regroupés en un nombre limité de familles de catégories et, à l'intérieur de chaque famille, il est aussi possible de définir des sous-ensembles correspondant à des critères théoriques de classement. Parmi les six familles, trois renvoient à des domaines socialement constitués ou, si l'on préfère, à des sphères institutionnalisées. La première de ces familles touche à tout ce qui relève de l'économie. Le discours sur le budget comportait, comme on pouvait s'y attendre, de nombreuses références au domaine général de l'économie. Dans cette première famille, nous avons donc défini un certain nombre de catégories générales pouvant être attribuées à des expressions reliées aux finances, au budget, au marché et à l'économie en général. Un deuxième sous-ensemble se rapporte à des notions économiques de nature plus conceptuelle : par exemple, le capitalisme, le corporatisme ou le socialisme. Un autre groupe de catégories fait référence à la réalité du développement régional. C'est le cas, entre autres, de l'agriculture, des ressources naturelles et des transports et communications. Un dernier ensemble est formé par des notions reliées au phénomène général de l'industrialisation : par exemple, les industries, les sciences et les technologies et le travail salarié.

La deuxième famille de catégories se rapporte à la question de l'État. Il peut s'agir des institutions générales de l'État, comme la constitution, le système électoral ou l'armée, mais aussi de catégories conceptuelles corollaires de l'État, tel le droit ou le pouvoir, ou encore de notions qui se rapportent aux acteurs qui œuvrent dans les appareils, ainsi les élus-représentants ou les fonctionnaires.

La troisième famille regroupe des catégories associées à des institutions sociales. Dans un premier groupe, on retrouve des institutions à caractère général comme les diverses manifestations de l'opinion publique, les partis politiques ou l'éducation. Les autres institutions peuvent être regroupées, étant donnée la particularité de notre corpus, sous deux chapitres qui ne sont pas nécessairement mutuellement [79] exclusifs : les institutions traditionnelles, comme l'Église ou la famille, et les institutions posant plus directement le problème de l'interventionnisme de l'État, comme le domaine social et la santé.

La quatrième famille, que nous avons nommée univers social, diffère en ceci que ses catégories ne correspondent pas, à proprement parler, à des sphères institutionnalisées, mais qu'elles renvoient à des dimensions anthropologiques fondamentales. Ces dernières apparaissent dans tout discours social et traversent l'épaisseur de toutes les institutions spécialisées. Un premier sous-ensemble se rapporte aux dimensions spatiales et temporelles de l'existence. Un deuxième se réfère aux dimensions de nature démographique caractérisant les populations, par exemple l'âge ou le sexe. Un troisième regroupe des dimensions fondamentales de l'identité, comme l'appartenance à une communauté ou à une langue et les signes de distinction de classe ou de profession.

Les valeurs forment la cinquième famille de catégories, qui ont été réparties en cinq sous-ensembles. Il faut mentionner que ces sous-ensembles ont été constitués après coup, à la suite du repérage systématique d'un grand nombre de valeurs qui apparaissent dans les divers discours à l'étude. Il ne s'agit donc pas d'une construction théorique ayant la prétention de proposer, de quelque manière que ce soit, une taxinomie des valeurs dans la société capitaliste avancée. Par contre, il nous a semblé utile de produire des regroupements à partir d'une recension relativement exhaustive des différentes valeurs mises en œuvre dans le discours, aux fins de rendre utilisable ces données dans nos analyses. Un premier groupe se rapporte aux valeurs traditionnelles, telles la religion et la tradition. L'ensemble suivant délimite des valeurs typiques de la société bourgeoise. Certaines de ces valeurs sont associées au fonctionnement de l'État bourgeois. Ce sont la démocratie, le privé, le public et la légitimité. D'autres ont un caractère plus général tels le progrès, la propriété, la liberté, l'égalité, la rationalité ou la nature. Un troisième groupe est composé de ce que nous appelons des valeurs existentielles, comme le bonheur, l'espérance et l'amour. Le quatrième sous-ensemble renvoie à la discipline personnelle. On y retrouve la valeur du travail, la fidélité, la dignité, la vertu... Enfin, le contrôle social caractérise le dernier groupe. Il y est question d'ordre, de subversion, de collaboration et de stabilité.

Une dernière famille de catégories a été conçue en fonction de notions qui n'ont pas directement une valeur sociologique, mais qui [80] représentent des éléments essentiels à la modulation du discours. Nous pourrions dire que ces catégories appartiennent davantage à une sémantique générale ou encore à une mode de valorisation du discours. Nous les appellerons catégories évaluatives dans



l'analyse. Comme pour les valeurs, les catégories ont été retenues empiriquement. Le long processus de la mise au point de notre grille nous a permis d'identifier un grand nombre de notions couramment employées. Nous avons opéré a posteriori une classification de ces expressions dans des sous-ensembles que nous ne ferons qu'énumérer ici, quitte à ce que le lecteur soit témoin de leur utilisation dans l'analyse à venir. Les groupes sont : les qualités des choses, par exemple, la nécessité, l'importance, l'objectivité ou l'évidence ; les états d'une chose, tels la conservation, l'accroissement ou la complexité ; les qualités attribuables à des personnes, comme la force, la confiance, la beauté ou le courage ; les états d'esprit, ainsi les sentiments, le désir, le bon sens ou la crainte ; des états d'être, comme la paix, la fête ou le malheur ; enfin des opérateurs conceptuels, comme la théorie, la pratique ou les fonctions.

**Grammaire du texte.** Toutes les formes du texte ayant reçu une catégorie syntaxique de base du français, nous sommes à même d'appliquer un programme dont l'objectif est la description grammaticale des textes. Cette grammaire de surface du français (GDSF) a été conçue et développée par Pierre Plante (1979, 1980, 1983)<sup>62</sup>. Elle permet de décrire les structures syntaxiques de surface des phrases écrites en français courant. De façon générale, elle pratique une segmentation de la phrase en ses principaux constituants syntagmatiques et réussit à ce niveau à séparer les propositions indépendantes, principales et coordonnées. Elle permet d'obtenir un graphe arborescent où les principaux mots de la phrase sont restructurés selon les relations privilégiées qui les unissent. Elle peut dépister pour toute phrase française le thème et le propos (*Focus-Comment*), deux types de compléments verbaux (les directs et les circonstanciels), et plusieurs types de déterminants nominaux. Cette description peut être obtenue de façon automatique pour toutes les phrases d'un texte.

Nous aurons l'occasion de préciser plus loin que nous avons privilégié, dans le cadre de nos explorations de textes, les relations thèmes-propos et de détermination nominale. La grammaire de surface identifie pour toute phrase le groupe no-

---

<sup>62</sup> Pierre Plante, *GDSF, Une grammaire de surface du français*, service de l'informatique de l'UQAM, version octobre 1983.

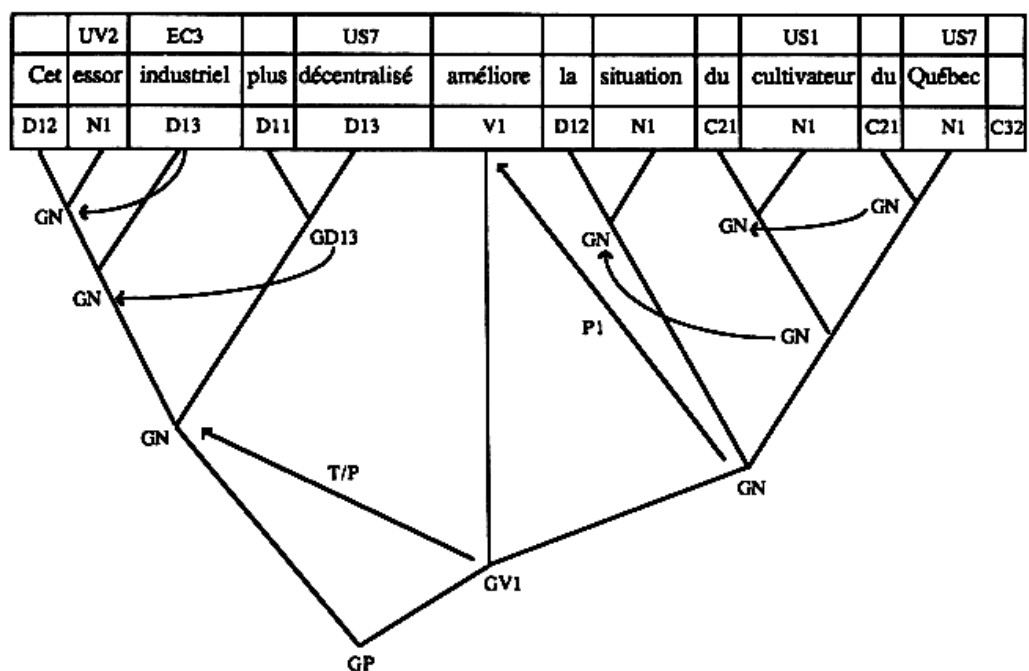
minal et, selon les cas, le groupe propositionnel qui contient le thème de la phrase.  
Si ce thème

[81]

### Schéma 1

*Phrase décrite par CBSF, la grille sociologique et GDSF, extraite du discours sur le budget de 1952 (p. 36).*

[Retour à la table des matières](#)



#### Catégories syntaxiques

- C 21 Prépositions faibles
- C 32 Ponctuations fortes
- D 11 Déterminants verbaux
- D 12 Déterminants nominaux
- D 13 Déterminants adjectivaux
- N 1 Noms communs

#### Catégories syntagmatiques

- GD 11 Groupes déterminants
- GN Groupes nominaux
- GP Groupes propositionnels
- GV 1 Groupes verbaux

#### Relations de dépendance contextuelle

- D Relations de détermination
- P 1 Relations de complément
- T/P Relations thème/propos

#### Catégories sociologiques

- EC 3 Industries
- US 1 Classes
- US 7 Espace
- UV 2 Progrès

est très souvent le sujet grammatical de la phrase, ce n'est pas toujours le cas. Dans la perspective de Halliday <sup>63</sup>, le thème est ce qui est posé au point de départ d'une phrase et correspond à la raison d'être de cette phrase. Le propos est le développement de la phrase entourant le thème. De la même manière, la grammaire identifie les relations de détermination, identifiant les groupes nominaux recevant la détermination, aussi bien que les éléments déterminants (adjectifs, groupes nominaux ou groupes propositionnels). En somme, après avoir procédé à toute cette description, nous obtenons une structure arborescente [82] pour chaque phrase dans laquelle les groupes nominaux, les groupes verbaux et les groupes propositionnels sont identifiés et les diverses relations de dépendance contextuelle indiquées. De plus, pour chaque mot de la phrase, nous avons la catégorie grammaticale et, pour les noms, les adjectifs et les participes passés, la catégorie sociologique correspondante. Le schéma 1 illustre, à partir de l'exemple d'une phrase, l'ensemble de cette description.

### *L'exploration des textes*

En appliquant cette grammaire à tous nos textes, l'objectif était de complexifier les diverses explorations de manière à permettre de retracer certains fonctionnements discursifs. Habituellement, l'analyse automatique du contenu aboutit à des lexiques de mots ou de catégories regroupant des ensembles propres à telles ou telles parties du corpus. Ces lexiques peuvent alors être comparés entre eux. Toute description, qu'elle soit sociologique ou syntaxique, conduira en plus à la production de lexiques qualifiés, c'est-à-dire relatifs à une propriété donnée. Ainsi, on peut imaginer des lexiques de mots dont la propriété commune serait d'avoir reçu une ou plusieurs catégories sociologiques. De la même façon, les propriétés

---

<sup>63</sup> Dominique Maingueneau rapporte ainsi la thèse de M.A.K. Halliday : « Le linguiste anglais M.A.K. Halliday, après beaucoup d'autres, insiste sur l'existence de deux composantes dans la phrase, le *thème* et le *rhème* ; le thème est, en quelque sorte, le « sujet psychologique », c'est-à-dire l'élément sur lequel s'accroche le reste de la phrase, l'élément essentiel, mis en valeur le plus souvent par sa position initiale. Dans la plupart des cas, le thème coïncide avec le sujet grammatical et le rhème avec ce qui en est dit. » Dominique Maingueneau, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, op. cit., page 114. Voir aussi M. A. K. Halliday, « Notes on Transitivity and Theme », *Journal of Linguistics*, III-1, III-2, IV-2, 1967-1968.

généérées par la grammaire pourront être retenues comme critère de constitution de lexiques. Ainsi, nous pourrions obtenir le lexique de tous les mots thématiques, ou le lexique de l'ensemble des déterminants d'un mot donné, ou encore le lexique de tout ensemble de mots comportant une quelconque propriété ou appartenant à un syntagme donné. Les possibilités d'exploration sont ainsi très étendues.

**Les modèles.** L'exploration des textes consiste à repérer l'information que l'on recherche et à la compiler de sorte qu'elle puisse être étudiée et faire l'objet de comparaisons. La fouille de certains mots dans des textes ou encore du contexte de ces mots est une pratique connue. Le Déredec permet, au-delà de ce repérage élémentaire, d'identifier les mots ou les syntagmes qui ont fait l'objet d'une description préalable. Lorsque ces mots ou ces syntagmes sont repérés, ils peuvent être regroupés dans des lexiques.

Il est possible de définir un grand nombre de ces modèles d'exploration <sup>64</sup> en faisant varier le type d'élément qu'on veut repérer (mots, catégories, groupes de mots...) et la nature de la contrainte attachée à cette fouille (une propriété quelconque définie par les descriptions préalablement obtenues). Parmi les six modèles d'exploration [83] que nous avons défini, le premier, MOD 1, permet d'établir l'importance quantitative des différents mots ou catégories dans les textes. Ce modèle permet aussi bien de connaître le nombre d'occurrences d'un mot donné dans divers sous-ensembles du corpus que d'établir le lexique de tous les mots, ou des seuls mots regroupés sous une catégorie. Il dresse donc des listes de fréquences lexicales et il offre la possibilité de faire des fouilles indifféremment à partir des mots eux-mêmes ou à partir des catégories qui lui ont été accolées. Nous avons nommé ce premier patron de fouille modèle d'occurrence simple.

Deux autres modèles d'occurrence sont plus complexes, en ce qu'ils se réfèrent aux caractérisations syntaxiques des phrases du texte. L'un, MOD 8, permet de dresser les lexiques qualifiés des mots ou des catégories occupant la position de

---

<sup>64</sup> Dans la version 1.0, datée de juin 1984, du « logiciel de traitement linguistique, d'analyse de contenu des textes et de mise au point de systèmes-experts en langage naturel, Déredec », Pierre Plante définit ainsi les modèles d'exploration : « Ces modèles sont des patrons de fouille et de dépistage (*pattern-matching*) arbitrairement complexes qui ont pour fonction de rassembler sous des registres ou des fichiers des éléments terminaux ou non terminaux (des sections entières d'un arbre) des EXFAD (structures de rétention des données) » (p. 17-18).

thème dans la phrase décrite. Ces lexiques permettent ainsi d'évaluer l'importance de la thématization de tout mot donné. Par exemple, le mot « taxe » a une importance moyenne en termes d'occurrence simple, alors qu'il n'est pratiquement jamais thématized dans le discours du budget. La thématization étant définie comme la mise en évidence de certains mots dans la phrase, il nous est permis d'interpréter une thématization faible accompagnant une occurrence moyennement forte comme témoignant aussi bien de l'importance de ce mot dans le discours que de son caractère relativement subordonné dans le fil de l'argument.

L'autre modèle, MOD 6, dresse le lexique des mots ou catégories qui reçoivent une détermination. Il sélectionne, parmi toutes les occurrences d'un mot ou d'une catégorie, les occasions où ces mots reçoivent une détermination quelle qu'en soit la nature. Si l'on parle du « chef » indépendamment de toute détermination, cela peut signifier qu'un certain consensus social existe autour de la définition de ce mot. Certains mots peuvent recevoir beaucoup de déterminations parce qu'ils ont un rôle fonctionnel dans le discours. Ce serait le cas du mot « essor » qui doit presque nécessairement être défini dans un discours sur le budget (l'essor du Québec, l'essor de l'agriculture...). D'autres mots peuvent indifféremment être déterminés ou non. On fera alors l'hypothèse qu'un certain travail de sémantisation est à l'œuvre sur ce mot.

À ces trois modèles d'exploration des occurrences correspondent trois modèles de cooccurrence. Ces modèles repèrent les mots qui apparaissent dans le voisinage des lexèmes ou des catégories qui font l'objet de la fouille. Les mots du voisinage seront eux-mêmes [84] regroupés dans des lexiques pouvant faire l'objet du même traitement analytique que tout autre lexique. Le plus simple de ces modèles, MOD 5, fonctionne sur le principe de l'appartenance commune d'un ensemble de mots à un même espace. On retrouve ici l'équivalent des techniques lexicographiques de cooccurrence. Le chercheur a le choix, à l'aide de celles-ci, de déterminer l'amplitude désirée d'un segment textuel considéré comme le contexte d'un lexème et dans lequel on retiendra les mots formant ce contexte. Les limites de ce segment correspondront à un nombre choisi de mots situés en amont et en aval du lexème, objet de la fouille, ou encore aux extrémités mêmes de la phrase le contenant.

Notre modèle a ceci de particulier que le critère servant à déterminer le segment textuel est de nature grammaticale. Il ramène tous les mots appartenant au

même groupe propositionnel qui domine, dans l'arbre syntagmatique, le groupe verbal ou nominal où se trouve le mot objet de la fouille. Ce modèle peut ramener la phrase entière, mais il exclut certains groupes propositionnels, lorsque ceux-ci n'ont pas de rapport immédiat avec le syntagme contenant le mot en fonction duquel s'effectue la recherche.

Les deux autres modèles de cooccurrence dépendent des relations de dépendance contextuelle que nous avons privilégiées. L'un, MOD 3, construira les lexiques des mots qui appartiennent au propos associé au groupe syntagmatique contenant un thème donné. Par exemple, nous pouvons établir la liste des mots qui font partie de ce qui est dit à propos de certains lexèmes appartenant à la catégorie « communauté », précisément lorsque ces lexèmes sont en position de thème dans la phrase. L'autre, MOD 4, établira les lexiques des mots déterminant les lexèmes qui reçoivent cette détermination. L'ensemble de ces modèles illustre la souplesse du logiciel utilisé pour produire des explorations qui tiennent compte des caractéristiques grammaticales et sociologiques d'un texte.

***Traitement de l'information.*** En raison même des possibilités qui nous étaient offertes de multiplier à l'infini les explorations de notre corpus, nous avons dû établir une stratégie générale de fouille et de procédure visant à faciliter l'exécution des modèles « à l'entrée » et le traitement de l'information « à la sortie ». L'analyse du discours sur le budget comportant un caractère expérimental, nous avons exécuté un très grand nombre d'explorations. Sans adopter une attitude empiriste qui [85] aurait consisté à épuiser toutes les possibilités logiques de fouille, nous avons tout de même exploré le comportement d'un très grand nombre de catégories, selon un scénario allant du général au particulier. Nous avons obtenu, au point de départ, les lexiques généraux de toutes les catégories et de tous les mots que celles-ci recouvrent pour l'ensemble du corpus du budget, et pour chacune des périodes (zones) qui découpent le corpus global. Nous avons, de même, obtenu le lexique de ces catégories ou de ces mots lorsque ceux-ci occupaient une position de thème et un dernier lexique lorsque ceux-ci recevaient une détermination.

En plus de donner un aperçu général du corpus, ces opérations ont permis d'établir trois mesures. La première, désignée sous le nom de coefficient général

de participation, estime l'importance relative de l'ensemble des mots et des catégories pour chaque zone retenue et pour le corpus entier. Tout en donnant une image très générale de l'importance relative de chaque période, ce coefficient permet de fixer la base à partir de laquelle la distribution de tout mot ou de toute catégorie dans les divers sous-ensembles du corpus peut être évaluée. La deuxième mesure est l'indice de thématization calculé pour tous les mots et catégories, pour chaque zone et pour l'ensemble du corpus. Cet indice est obtenu en rapportant le nombre des occurrences thématisées au nombre des occurrences simples. Enfin, l'indice de détermination pour tous les mots et toutes les catégories, par zone et pour l'ensemble, représente la troisième mesure générale : le rapport entre le nombre d'occurrences de l'unité en tant qu'elle reçoit une détermination et le nombre d'occurrences totales sert à établir cet indice.

Par la suite, nous avons procédé à des fouilles systématiques par familles de catégories. Nous avons exploré presque toutes les catégories, en prenant soin, d'une part, de regrouper certaines d'entre elles dans les sous-ensembles définis plus haut, et, d'autre part, de poursuivre l'exploration de certains mots privilégiés recouverts par ces catégories. Cela veut dire, par exemple, que nous avons regroupé certaines catégories appartenant au sous-ensemble « développement industriel » dans des fouilles uniques et que nous avons redoublé ces explorations en procédant à des fouilles de mots particulièrement significatifs dans cet univers sémantique, tels « industrie » ou « travail salarié ».

Cette stratégie globale d'exploration commandait que nous disposions de procédures extrêmement souples facilitant la définition des [86] modèles. Cette procédure « à l'entrée » (appelée STENUI) consiste en un programme menu offrant diverses options pour définir les paramètres de fouille.

La procédure « à la sortie » consiste en un protocole de traitement de l'information recueillie à l'aide des modèles d'exploration. Comme nous l'avons dit plus haut, les modèles rapportent toujours des lexiques, quels que soient les paramètres retenus. Ces lexiques sont des listes alphabétiques d'un ou de plusieurs mots ou catégories. Ils comportent une ou plusieurs colonnes, correspondant aux zones qui ont été définies selon le principe de découpage du corpus retenu au moment de l'exploration. De plus, six coefficients sont automatiquement calculés pour chacune des colonnes de la matrice lexicale. La lecture de ces données, par trop complexe, a nécessité la programmation d'un protocole de réduction de l'information,

afin qu'elle puisse être facilement interprétable à un premier niveau, quitte à ce que nous retournions aux données brutes dans un deuxième temps.

### *La comparaison des textes*

L'intérêt particulier de l'analyse de textes ressort de la comparaison. Nous pouvons décrire le « comportement » de nos textes pris un à un, mais la richesse de l'analyse découle avant tout de la mise en rapport de ces descriptions.

Deux facteurs sont intervenus dans le choix du type de comparaisons faites dans cet ouvrage : un corpus à locuteur unique et les méthodes statistiques. Le discours du budget est, par définition, réservé au parti au pouvoir. Il en découle que durant une législature, il provient d'une source unique et ne peut être immédiatement comparé à un discours équivalent<sup>65</sup>. Au cours de la période à l'étude (1934-1960), deux périodes sont libérales, les cinq autres unionistes. Il est dès lors très difficile de départager le poids relatif des facteurs allégeance et durée dans l'explication de la variation interdiscursive. Aussi avons-nous été très prudents devant ce genre de comparaison. Nous avons souvent préféré étudier la variation temporelle du seul discours unioniste. De ce point de vue, comme nous le verrons plus bas, nous avons pondéré les coefficients afin de tenir compte de la taille inégale des discours de chaque période.

L'autre facteur tient au type d'appareillage statistique utilisé. Nous avons déjà présenté, dans les pages précédentes, les diverses modalités de description appliquées aux textes et les divers modèles d'exploration de ces descriptions. Nous avons également appliqué des [87] coefficients et des indices aux divers résultats ainsi obtenus afin de mesurer l'écart entre les divers sous-ensembles du texte. Bien que ces mesures aient pu contribuer à étayer nos analyses comparatives des sous-ensembles textuels, nous n'avons pas eu recours dans ce premier ouvrage à un système de traitement statistique très développé, consacrant l'essentiel de nos efforts au problème de la description discursive. On peut affirmer que la lexicographie se distingue de notre démarche par le développement d'un appareil com-

---

<sup>65</sup> À moins bien sûr de référer à la réponse au discours du budget, ce que nous avons convenu de ne pas faire, compte tenu du caractère beaucoup moins formalisé des interventions de l'opposition à ce propos.



plexe de statistiques, mais appliqué à des matrices de données qui n'ont pas reçu de description. Nous prévoyons dans l'avenir faire concourir les deux démarches dans un traitement plus complet de l'information textuelle.

*La mesure appliquée aux textes.* Revenons maintenant à nos principaux coefficients. Une première famille de coefficients, nommés coefficients de participation <sup>66</sup> indique l'importance relative d'un ou de plusieurs mots ou catégories appartenant à un sous-ensemble textuel par rapport à l'ensemble de ces mots ou catégories dans le texte entier. Les coefficients nous informent, par exemple, sur le poids relatif d'une même catégorie dans chacune des législatures de la période duplessiste. Le coefficient de participation brut est calculé dans l'absolu et ne tient pas compte de l'importance inégale de tel ou tel sous-ensemble par rapport au corpus global. Par exemple, la zone de 1937 à 1939 est quantitativement moins importante que celle de 1945-1948. Voilà pourquoi nous avons retenu un second coefficient pondéré qui tient compte de l'importance relative des divers sous-ensembles. Ainsi le coefficient brut pourra indiquer que telle catégorie a une grande importance numérique dans telle législature, alors que le coefficient pondéré montrera que la valeur relative de cette catégorie est atténuée en raison de la faiblesse numérique globale de ce discours par rapport aux autres.

---

<sup>66</sup> Coefficient de participation (C.P) :

$$C.P. = \frac{\text{Nbre occurrences colonne}}{\text{nombre total d'occurrences}} \times 100$$

Coefficient de participation pondéré par une constante (C.P.P.C.) :

$$C. P. P. C. = \frac{C.P \text{ observé} - C.P. \text{ attendu}}{C.P. \text{ attendu}} \times 100$$

Deux autres familles de coefficients sont aussi disponibles : il s'agit des coefficients d'originalité et d'intégration <sup>67</sup>, calculés en termes absolus ou relativement à la participation. Nous n'avons pas fait abondamment usage de ces derniers, aussi n'en donnerons-nous qu'un aperçu sommaire. Dans le premier cas, il s'agit d'une mesure qui tient compte de la rareté d'une expression donnée dans un sous-ensemble par rapport aux autres sous-ensembles du corpus. Plus un sous-ensemble comporte de mots rares, plus le coefficient sera élevé. La version relative de ce coefficient s'appuie sur l'importance de chaque zone du point de vue de sa participation au corpus global. Ce [88] coefficient tient compte de l'écart entre l'originalité et la participation mesuré pour une même zone. Dans le cas du coefficient d'intégration, c'est la logique inverse qui s'applique. Plus une zone comportera de mots semblables à ceux qui existent dans d'autres zones, plus le coefficient sera élevé. La forme relative de ce coefficient est pondérée par le coefficient de participation attribuable à cette zone.

***Cheminement de la démonstration.*** La mise en œuvre de la méthodologie qu'on vient d'exposer a favorisé abondamment les mouvements d'aller-retour dans l'exploration des données. Le mode de démonstration a suivi le même chemin. Faute de résultats synthétiques qui auraient pu provenir d'un traitement statistique complexe, nous avons procédé par accumulation d'éléments de démonstration. L'interprétation des indices ou coefficients, ou encore des rangs occupés par telle ou telle catégorie dans tel ou tel lexique généré par tel ou tel modèle n'a souvent

---

<sup>67</sup> Coefficient d'intégration intertextuelle (C.I.I.T.) :

$$C.I. I.T. = \frac{\text{Nbre d'éléments partagés colonne}}{\text{Nbre d'éléments partagés total}} \times 100$$

Coefficient pondéré d'intégration sur la participation (C.P.I.P.) :

$$C. P. I. P. = \frac{C.I.I.T. - C.P.}{C.P.} \times 100$$

Coefficient d'originalité (C.O.) :

$$C.O. = \frac{\text{Nbre d'éléments non partagés colonne}}{\text{Nbre d'éléments non partagés total}} \times 100$$

Coefficient pondéré d'originalité sur la participation (C.P.O.P.) :

$$C.P.O.P. = \frac{C.O. - C.P.}{C.P.} \times 100$$

que peu de valeur probante à elle seule. La force de la démonstration apparaît donc à travers un processus d'addition de ces résultats allant dans un même sens.

Il faut souligner la quantité impressionnante de résultats obtenus par l'application de nos modèles d'exploration. Ces résultats ont fait l'objet d'un traitement et d'un examen exhaustifs. Nous ne pouvions retenir, bien sûr, que quelques-unes de ces données pour étayer notre démonstration. Nous avons d'abord choisi d'effectuer un traitement très général des données globales, tirant parti des coefficients généraux de participation, des indices de thématization et de détermination. Dans toute la deuxième partie, avant tout orientée vers l'analyse de contenu, nous avons privilégié les modèles d'occurrence et le modèle de cooccurrence large (MOD 5). C'est dire que nous avons peu insisté sur la syntaxe. Lorsque nous y utilisons les modèles rapportant la cooccurrence dans le propos ou dans la détermination, c'est davantage dans le but de confirmer la démonstration déjà amorcée. Nous parlons ainsi d'effet de renforcement, les divers modèles de cooccurrence allant dans la même direction. Nous faisons également appel aux coefficients de participation particulièrement dans les sections consacrées à l'étude du discours économique et de la valorisation. Nous ne déployons pleinement les résultats de la description syntaxique que dans la troisième partie. Il faut cependant comprendre que subsiste un nombre considérable de résultats supportant notre démonstration dont il aurait été difficile de rendre compte de façon exhaustive.

[89]

Ainsi, nous pensons pouvoir parler du caractère cumulatif de notre démarche dans l'interprétation des données. L'approche mixte ascendante-descendante favorise ce mode de démonstration puisqu'elle combine des explorations motivées par des hypothèses et d'autres qui proviennent du processus de la découverte empirique. Sans trop abuser du terme, nous pourrions parler d'une interprétation qualitative de données mixtes. Nous disposons de lexiques interprétables au niveau sémantique ; ces lexiques sont constitués à partir d'une double description du texte ; enfin, ils fournissent des indications chiffrées, elles-mêmes retraduites dans des indices et des coefficients.

Nous ne saurions trop insister en terminant sur le caractère essentiellement différent d'une lecture de données et d'une lecture de texte. Les descriptions produites sur le texte, leur exploration systématique et la masse d'information qui en

résulte représentent un autre texte qui n'est plus immédiatement celui du départ. C'est ce texte transformé, ne répondant plus aux mêmes règles de formation, qui est l'objet d'analyse. Les deux modalités de lecture nous apprennent des choses différentes d'une même source. On fera l'expérience de cette différence en comparant l'information qui ressort de nos analyses à celle qui est directement présente dans l'appareil de citations dont nous avons truffé l'ouvrage. Ces citations n'ont été retenues qu'aux seules fins d'illustrer notre démarche et de rendre la lecture du texte moins aride. Elles ne devraient donc pas être confondues avec la logique de nos données.

## ILLUSTRATION DE LA MÉTHODE

[Retour à la table des matières](#)

Au moment de rendre compte de l'analyse des données, il nous est apparu que nous ne pourrions reproduire que la pointe de l'iceberg que représente la masse des résultats générés dans la recherche. Nos analyses viennent en quelque sorte livrer des grandes conclusions. Afin de permettre au lecteur de se faire une idée de la nature et de la complexité des données, nous présentons ci-après quelques exemples de résultats obtenus.

Comme nous l'avons dit, nous n'obtenons en dernière analyse que des lexiques qui résultent de l'application des divers modèles d'exploration. Ces lexiques sont ou ne sont pas qualifiés par la syntaxe, c'est-à-dire qu'ils sont constitués à partir d'une fouille qui tient ou ne tient pas compte du comportement syntaxique des mots. C'est le [90] chercheur qui détermine la nature de la fouille et, en bout de piste, le résultat consiste en une liste de mots ou de catégories avec leur fréquence et leur distribution par zones temporelles. C'est sur ces listes que des opérations mathématiques sont appliquées afin de mesurer les variations.

Le tableau 1 présente un lexique non-exhaustif, constitué des mots catégorisés sous l'étiquette « tradition ». On obtient ainsi l'importance relative de chaque mot ayant reçu cette catégorie dans l'ensemble des discours du budget et l'intensité de la présence de chacun dans les diverses zones que nous avons retenues.

L'examen de ce tableau permet d'apporter quelques précisions à ce qui a déjà été dit. D'abord, en ce qui concerne la catégorisation, on peut observer concrètement le résultat de l'application de la grille sur ce corpus. On note en un premier temps la forte redondance de certaines notions alors que d'autres mots se trouvent très peu représentés. Ici toutes les formes des mots « ancêtre », « coutume », « héritage », « patrimoine », « survivance » et « tradition » représentent 76,26% des occurrences de la catégorie *tradition*. Soulignons que l'emploi de l'étiquette « tradition » pour désigner cet ensemble sémantique découle du caractère générique de ce terme. Il faut admettre cependant que ces choix demeurent arbitraires. Nous avons toujours tenté de retenir la dénomination la plus socialement déterminée ou la plus générale du point de vue sémantique. On observe ici, sur le plan empirique, que les formes découlant du vocable « tradition » expliquent à elles seules 33,8% de toutes les occurrences de la catégorie.

Attardons-nous pour terminer sur la présence de mots qui pourraient laisser le lecteur perplexe. Ainsi le mot « passé » ne devrait-il pas être catégorisé sous temporalité plutôt que sous tradition ? Il faut rappeler que la catégorisation sociologique se faisait en contexte et que le mot « passé » peut très bien être utilisé sous l'enseigne du traditionalisme, par exemple dans l'expression « notre maître le passé ».

La lecture du tableau 1 suggère une seconde observation. On peut y lire en abscisse les diverses zones temporelles que nous avons retenues. Il s'agit des législatures. Le découpage nous permet d'une part de distinguer les périodes durant lesquelles les libéraux étaient au pouvoir (34-36, 40-44) des autres zones unionistes <sup>68</sup>. Cela nous permet d'autre part de considérer des variations longitudinales tout au long de la période. Il faut comprendre qu'en tout temps il nous est loisible de générer des lexiques avec un autre principe de découpage ou, tout simplement, en supprimant certaines zones. Nous avons ainsi

---

<sup>68</sup> Soulignons que le discours du budget de 1936 est un discours libéral.

[91]

**Tableau 1**

*Lexique : occurrences simples des mots catégorisés  
sous l'étiquette « tradition », par zone*

[Retour à la table des matières](#)

Expressions	Total	34-36	37-39	40-44	45-48	49-52	53-56	57-60
Ancêtres	17	-	-	-	3	5	6	3
Attachements	1	-	-	-	-	-	16	-
Commémoratives	1	-	-	-	-	1	-	-
Conservés	1	-	-	-	-	-	1	-
Conservateur	1	-	-	-	1	-	-	-
Coutume	6	1	1	2	-	1	-	1
Coutumes	12	-	-	-	9	1	-	2
Coutumière	1	1	-	-	-	-	-	-
Descendants	3	-	-	-	1	-	1	1
Destinées	1	-	-	-	-	1	-	-
Devanciers	1	-	-	-	-	-	-	1
Folklore	2	-	-	-	-	1	-	1
Garde	1	-	-	-	-	1	-	-
Hérité	1	-	-	-	-	-	1	3
Héritage	10	-	-	-	7	-	2	1
Héritiers	3	-	-	-	3	-	-	-
Habitudes	-	-	-	-	-	-	1	-
Légendaire	1	-	-	-	-	-	-	1
Légende	2	-	-	-	-	-	2	-
Légué	2	-	-	-	2	-	-	-
Léguée	1	-	-	-	-	-	1	-
Leçons	1	-	-	-	-	-	-	1
Lignée	2	-	-	-	-	1	-	1
Mémoire	3	-	-	-	3	-	-	-
Mémorable	2	-	1	-	1	-	-	-
Mœurs	1	-	-	-	1	-	-	-
Morts	1	-	-	-	1	-	-	-
Origines	1	-	-	-	-	-	1	-
Pères	1	-	-	-	1	-	-	-
Passé	5	-	-	1	2	-	2	-
Patrimoine	13	-	1	-	2	5	-	5
Séculaire	1	-	-	-	-	-	-	1
Souche	1	-	-	-	-	1	-	-
Sources	1	-	-	-	-	-	1	-
Souvenir	4	-	-	-	-	-	4	-
Souvenirs	1	-	-	1	-	-	-	-
Survivance	21	-	-	-	5	7	6	3
Traces	1	-	-	-	1	-	-	-
Tradition	11	-	-	1	4	3	2	1
Traditionnel	2	-	-	-	-	-	1	1
Traditionnelle	5	-	-	2	1	1	-	1
Traditionnelles	1	-	-	-	-	-	-	1
Traditionnels	2	-	-	-	-	1	1	-

---

Traditions	46	1	1	-	10	10	18	6
Usage	1	-	-	1	-	-5	-	-
Voix	1	-	-	1	-	-	-	-
<i>Total</i>	198	3	4	8	59	40	52	32

---

[92]

**Tableau 2**  
*Exemple de résultats standard :*  
*« tradition » en position de thème*

[Retour à la table des matières](#)

**Menu**

Quel MOD ? : MOD 8.

Quelle expression ? : « UV14 » (étiquette de Tradition).

Liste des fichiers ?

Liste des constantes ? : 1.48, 1.97, 2.94, 30.54, 20.69, 25.62, 15.76.

Seulement des catégories ? : Non.

Une seule catégorie ? : Oui.

Restriction de catégorie ? : Non.

Troncature ? : Non.

*Indice de redondance*

Rubriques	Total	34-36	37-39	40-44	45-48	49-52	53-56	57-60
Types différents								
Occurrences totales								
Indice de redondance	43,8 %	-	-	-	30,9 %	26,7 %	22,9 %	30,0 %

*Coefficients : Types*

Zones	CIIT	CP	CO	CPIP	CPOP	CPPC
34-36	-	-	-	-	-	-100,00
37-39	-	-	-	-	-	-100,00
40-44	-	-	-	-	-	-100,00
45-48	20,00	33,33	36,71	-40,00	10,13	36,28
49-52	21,50	27,27	27,22	0,83	-0,21	50,84
53-56	25,00	21,21	20,25	17,86	-4,52	4,96
57-60	27,50	18,18	15,82	51,25	-12,97	-10,04



Zones	<i>Coefficients : Occurrences</i>					
	CIIT	CP	CO	CPIP	CPOP	CPPC
34-36	-	-	-	-	-	-100,00
37-39	-	-	-	-	-	-100,00
40-44	-	-	-	-	-	-100,00
45-48	25,69	36,96	40,93	-30,47	10,76	51,09
49-52	27,08	26,09	25,74	3,82	1,35	44,29
53-56	22,22	17,39	15,69	27,78	9,80	- 13,95
57-60	25,00	19,57	17,65	27,78	9,80	-3,19

[93]

**Tableau 2 (suite)**

<b>Expressions</b>	<b>Total</b>	<b>34-36</b>	<b>37-39</b>	<b>40-44</b>	<b>45-48</b>	<b>49-52</b>	<b>53-56</b>	<b>57-60</b>
Ancêtres	8	-	-	-	3	3	1	1
Commémoratives	1	-	-	-	3	3	1	1
Coutumes	6	-	-	-	4	-	-	2
Descendants	1	-	-	-	1	-	-	-
Destinées	1	-	-	-	-	1	-	-
Héritage	1	-	-	-	1	-	-	-
Héritiers	1	-	-	-	1	-	-	-
Légende	1	-	-	-	-	-	1	-
Légué	1	-	-	-	1	-	-	-
Mémoire	1	-	-	-	1	-	-	-
Origines	1	-	-	-	-	-	1	-
Patrimoine	3	-	-	-	-	3	-	-
Sources	1	-	-	-	-	-	1	-
Survivance	6	-	-	-	-	1	3	2
Tradition	4	-	-	-	3	1	-	-
Traditionnelle	1	-	-	-	-	1	-	-
Traditionnelles	1	-	-	-	-	-	-	-
Traditions	5	-	-	-	-	1	1	3
Voix	1	-	-	-	1	-	-	-
<i>Total</i>	45	-	-	-	16	12	8	9

Légende : Co : Coefficient d'originalité  
 CP : Coefficient de participation  
 CPIP : Coefficient pondéré d'intégration sur la participation  
 CPOP : Coefficient pondéré d'originalité sur la participation  
 CPPC : Coefficient de participation pondéré par une constante  
 CIIT : Coefficient d'intégration intertextuelle

souvent considéré diverses périodisations pour l'analyse du discours unioniste : la période d'avant-guerre, l'immédiat après-guerre, l'apogée (49-56) et la fin de régime.

Le tableau 2 reproduit de manière synthétique les résultats standard qui sont disponibles à la suite de l'application d'un modèle d'exploration. Ici, nous avons retenu l'exemple de l'application d'un MOD 8, c'est-à-dire un modèle cherchant toutes les occurrences de la catégorie « tradition » en position de thème dans les phrases. De telles fouilles de résultats sont générées par tous nos autres modèles.

[94]

On y retrouve d'abord un rappel de chaque choix que nous avons effectué lorsque la procédure d'exécution des modèles (appelée STENUI) nous proposait un menu à choix multiples. La première question au menu porte sur le nom du modèle (existant par ailleurs dans une banque de modèles). Ici, nous avons répondu MOD 8. La deuxième question concerne le patron de la fouille ou, si l'on veut, l'unité qui sera l'objet de la fouille. Cette unité peut être une catégorie, un groupe de catégories, un mot, un groupe de mots ou toute combinaison d'unités. Ici, nous avons donné l'étiquette de la catégorie « tradition », soit « UV14 ». La question concernant la liste des constantes concerne très spécifiquement le coefficient de participation pondéré. La base de pondération variera en fonction du modèle. Ici, nous donnons les valeurs du coefficient de participation obtenu lors de l'application du modèle d'occurrence simple (MOI) 1). En effet, il nous intéressera de connaître l'importance relative de chaque zone sur le plan de la thématization en la rapportant à l'importance relative de toutes les occurrences de la catégorie. La question suivante (liste des fichiers ?) porte sur la ou les parties du corpus qui doivent faire l'objet de l'exploration. Veut-on des résultats sur l'ensemble ou à partir d'une ou de plusieurs zones définies préalablement ?

Il faut ensuite décider si les lexiques rapportés ne comprendront que les catégories ou également la liste des mots que celles-ci rassemblent. La présence des mots offrent évidemment plus de matière à interprétation, mais elle a également une incidence sur les coefficients d'originalité et d'intégration. Que l'on choisisse les catégories seules ou les mots et les catégories, le coefficient de participation demeure le même puisque, en nombre, les catégories ne font que doubler les

mots ceux-ci recevant nécessairement une catégorie. Par contre, l'originalité ou l'intégration tenant à la variation des unités, la présence des mots augmente le raffinement de la mesure. Soulignons, en terminant, que dans le cas des modèles d'occurrence d'une catégorie unique, le choix des mots s'impose, puisque autrement le lexique ne comprendrait qu'une valeur, celle de la catégorie recherchée. Dans les modèles de cooccurrence, on choisit selon les besoins de la démonstration l'une ou l'autre option.

La question « une seule catégorie ? » permet de rechercher la cooccurrence d'une catégorie particulière, après la formulation d'une hypothèse. La question « restriction de catégorie ? » permet au contraire d'exclure des résultats certaines catégories. Ainsi, en mode de cooccurrence, [95] on peut vouloir exclure des résultats la catégorie objet de la fouille qui, selon le modèle, aurait tendance à se ramener elle-même, contaminant ainsi les résultats. La dernière question autorise de faire des fouilles sur des expressions tronquées ou, si l'on veut, sur le lemme de certains mots. Si l'on demande « nation » en position tronquée, on obtiendra tous les mots commençant par cette forme, tels nation, national, nationalisme, nationalisation...

La feuille de résultats donne également un indice de redondance qui découle du rapport entre le nombre de formes lexicales différentes (*types*) et le nombre d'occurrences totales (*Tokens*). Cet indice donne un aperçu de la richesse ou de la variété du vocabulaire. Cette mesure est disponible pour chacune des zones et pour l'ensemble. On obtient par la suite les divers coefficients selon qu'on les calcule en fonction des types ou des occurrences. Lorsqu'un coefficient est fondé sur le calcul des types, chaque forme différente compte, dans tous les cas, pour une seule unité. Au contraire, lorsqu'on tient compte des occurrences, chaque occurrence de chaque forme est comptabilisée. Pour notre part, nous avons toujours utilisé les coefficients basés sur les occurrences.

On obtient enfin le lexique des mots et des catégories avec leur distribution de fréquence. C'est sur ce lexique que les calculs mentionnés ci-haut ont été effectués. On comprendra que ces lexiques peuvent varier considérablement en taille selon le modèle. Dans le cas des modèles de cooccurrence large, ils pourront atteindre des centaines de formes. Dans le tableau 2, on observera que le lexique est un sous-ensemble du lexique du tableau 1. En effet, le modèle demande ici la liste des mots ayant reçu la catégorie « tradition », tout en étant en position thématisée.

La comparaison des deux lexiques permet d'obtenir un indice de thématization, c'est-à-dire le rapport du nombre de fois que la catégorie est en position de thème sur l'ensemble de ses occurrences.

La complexité de ces résultats est donc considérable. Voilà pourquoi nous avons imaginé un protocole automatique de réduction de ces données. Le tableau 3 résume le format de ce protocole à propos d'un modèle de cooccurrence large (MOD 5) en regard de la catégorie « tradition ». Le lexique produit par ce modèle ramène tous les mots associés dans le groupe propositionnel qui domine le groupe nominal ou verbal dans lequel se trouve la catégorie « tradition ». Essentiellement, le protocole synthétise deux ordres d'information. D'abord, il ramène la valeur numérique des coefficients à cinq valeurs

[96]

**Tableau 3**  
*Exemple de protocole de traitement des résultats :  
 covoisinage de « tradition » (MOD 5)*

[Retour à la table des matières](#)

Coefficients	<i>Rang et importance des coefficients par zone</i>													
	34-36		37-39		40-44		45-48		49-52		53-56		57-60	
	R	I	R	I	R	I	R	I	R	I	R	I	R	I
CPPC	7	--	6	--	4	-	3	+	2	+	1	+	5	-
CPIP	2	++	1	++	3	+	6	-	5	=	7	-	4	+
CPOP	6	-	7	-	5	-	2	=	3	=	1	+	4	-

Rubrique	<i>Importance relative de chaque famille de catégories (ici exemple :  « Univers social ») et de chaque zone pour chaque famille dans le covoisinage de « tradition »</i>									
	total	34-36	37-39	40-44	45-48	49-52	53-56	57-60		
HO	30%/100%	2,9	6,4	7,5	16,3	19,6	31,6	15,5		
Occurrence	342	3	10	15	80	78	112	44		
% obs.	35,6	0,9	2,9	4,4	23,4	22,8	32,7	12,9		
CPPC	18,7	6,9	54,7	41,3	43,5	16,3	3,5	-16,8		

[97]

*Lexique des dix premières catégories « Univers social » d'accompagnement de « tradition », au total et par zone*

Catégorie	HO	total		34-36		37-39		40-44		45-48		49-52		53-56		57-60	
		R	N	R	N	R	N	R	N	R	N	R	N	R	N	R	N
Temporalité	1	1	96		-	1	5	1	12	2	19	2	17	2	28	1	15
Espace	2	2	95	1	2	2	3	3	1	1	2	1	22	1	38	2	9
Communauté	3	3	49	2	1		-	2	2	3	14	3	14	3	14	5	4
Conflit	6	4	27		-	3	1		-	4	10	5	5	5	6	3	5
Langue	9	5	23		-		-		-	5	8	4	7	4	7	7	1
Personnages	5	6	18		-		-		-	6	5	8	2	5	6	3	5
Âge	10	7	9		-	3	1		-	8	1		-	7	4	6	3
Population	7	8	8		-		-		-		-	6	4	7	4		-
Classes	4	9	7		-		-		-	8	1	9	1	9	2	7	1
Professions	8	10	5		-		-		-	8	1	9	1	9	2	7	1

[98]

ordonnées (- - , - , - , + , + +) et établit le rang de chaque zone eu égard à la valeur numérique des coefficients. Pour la participation, par exemple, on saura quelle zone arrive en tête et quelle est son importance.

La seconde opération consiste à réduire l'information concernant le lexique. Dans le cas des modèles d'occurrence, le protocole nous ramène dans l'ordre la liste des dix mots les plus fréquents dans l'ensemble du discours ainsi que la fréquence et l'ordre pour chaque zone. On peut ainsi analyser cette distribution générale et ses variations temporelles. Dans le cas des modèles de cooccurrence, nous obtenons pour chaque famille de catégories associée au patron de la fouille les renseignements suivants : l'importance relative de chaque famille de catégories et de chaque zone dans le voisinage du patron de fouille ; le lexique des dix premières catégories de chaque famille.

Le tableau 3 illustre ces résultats pour la famille des « univers social » (US). Il est entendu que les résultats globaux font également connaître les quatre autres familles de catégories. L'importance de chaque famille de catégories nous indique, dans l'exemple du tableau 3, l'importance de la coprésence de l'« univers social dans le voisinage de « tradition », en la comparant à l'importance habituelle de cet univers dans l'ensemble du corpus. Cette comparaison se traduit par un coefficient pondéré positif ou négatif. Ici, on comprend que les catégories de l'« univers social » augmentent de 18,7 % par rapport à leur valeur attendue. Le même tableau indique la répartition horizontale des catégories par zones. Cette répartition est comparée à la répartition théorique (c'est-à-dire la répartition dans l'ensemble du corpus) et donne un coefficient pondéré positif ou négatif.

Dans le cas des modèles de cooccurrence, on obtient cinq lexiques des principales catégories de chaque famille. Comme pour le lexique des mots, on obtient la fréquence et le rang pour l'ensemble et pour chaque zone. On obtient également le rang théorique des catégories d'une même famille dans l'ensemble du corpus. Cette dernière précision est importante, puisqu'elle nous a servi de base systématique de comparaison. Ainsi, dans l'analyse on trouvera souvent des tableaux composés de deux colonnes de données. La première énumère des catégories dans leur ordre d'importance pour l'ensemble du corpus. C'est ce que nous appelons l'hypothèse

zéro (HO). La seconde énumère dans l'ordre observé les catégories ramenées par le modèle. Cette comparaison permet de noter la présence, l'absence, le renforcement ou l'affaiblissement de certaines catégories dans des contextes donnés.



[99]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

# Deuxième partie

[Retour à la table des matières](#)

[101]

Le discours du budget ne parle d'économie qu'en lui adjugeant de multiples frontières. S'il la pose comme un objet différencié, particulier, presque palpable sur lequel un acteur extérieur, l'État, choisit d'intervenir ou de s'en abstenir, jamais cet objet ne sera laissé à lui-même. Le discours du budget se meut en des directions en apparence opposées : en même temps qu'il donne à la représentation marchande un mouvement accéléré de soumission des choses, des hommes et des femmes, il ne libère l'économie que pour l'assujettir à ce qu'il a posé comme étant en dehors d'elle. Le libre jeu de l'économie, le pouvoir polluant de la symbolique monétarisée ne se déploient qu'en des formes et selon des règles qui ne sont jamais absolument innocentes des stratégies sociales et politiques qui définissent le champ de leurs performances. Il s'agira ainsi de parler en même temps de tout autre chose. Ce discours apparemment impérialiste ne s'impose qu'en se soumettant lui-même à des impératifs qui le dépassent. Son impérialisme semble conditionné par les forces mêmes qu'il devra soumettre, car produire l'économie, c'est aussi produire la société.

On ne s'étonnera donc pas que le discours du budget se fasse le héraut du développement économique et du progrès, en même temps que de la société canadienne-française traditionnelle et catholique. Ce double discours n'apparaîtra paradoxal que si l'on se laisse entièrement subjugué par l'objet même qu'il devrait en principe promouvoir : le libre développement de l'économie capitaliste. Dans une telle perspective, on se surprendrait à rechercher les preuves de la duplicité des acteurs, ou plutôt de l'acteur, puisque l'on aura tôt fait de repérer le grand responsable : le chef lui-même. Nous adopterons un autre point de vue, un autre « principe » de lecture. Bien qu'il [102] définisse la politique économique de l'État provincial, le discours du budget sera considéré comme un discours politique à

part entière. Nous ne nous intéresserons que fort marginalement à ce qu'on appelle le plus souvent la politique économique au sens restreint. Outre le fait que cette analyse a été faite ailleurs, et fort bien <sup>69</sup>, il nous semble impérieux de prendre au sérieux le caractère directement et pleinement politique de ce discours. Pour nous, il s'agira de faire ressortir comment, entre 1934 et 1960, l'intervention du ministre des Finances est tout entière traversée par le procès de production de l'espace, de la communauté et des rapports de forces.

Nous commencerons par une esquisse des axes à partir desquels s'effectue le travail de production du sens. Nous proposons une lecture attentive aussi bien au caractère incontournable du contenu, démarche essentielle à la quête du sens dans son rapport à l'histoire, qu'à la particularité du fonctionnement de la langue, la production du sens étant tributaire de sa matérialité. L'ordre de l'exposition des résultats de notre lecture du discours du budget séparera ces deux aspects nécessairement concomitants, mais cette démarche, distincte du travail de la recherche durant lequel les deux plans se sont enchevêtrés, est essentielle à la compréhension de l'analyse.

Il s'agira donc d'indiquer d'abord les principales marques ressortant d'un balayage systématique du contenu du discours. Dans ce premier temps, nous procéderons à l'analyse de l'espace sémantique en recherchant les rapports entre des catégories sociologiques que nous avons apposées sur le texte. Nous nous attacherons à cerner les points de convergence dans l'univers discursif, nous tracerons les limites et les balises entre ses différents sous-ensembles, mais nous prendrons bien garde de sacrifier les contradictions qui hantent le texte à une quelconque logique de l'intelligibilité <sup>70</sup> surimposée par l'analyste. Notre quête de sens sera entièrement soumise et attentive au texte lui-même. Nous prendrons le texte au sérieux en tentant, au moins en un premier temps, de préserver notre lecture de tout a priori extérieur au discours analysé et fonctionnant comme une sorte de garant apte à l'expliquer mieux que lui-même.

---

<sup>69</sup> Gérard Boismenu, *Le Duplessisme*, *op. cit.* Voir aussi, Jocelyn Létourneau, *op. cit.*

<sup>70</sup> Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.

[103]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

## DEUXIÈME PARTIE

# Chapitre 3

---

## Un survol général du corpus

[Retour à la table des matières](#)

Nous jetterons d'abord un regard sur les données les plus générales. Il s'agira de reconnaître le terrain, de circonscrire l'espace des analyses ultérieures. De cette configuration préliminaire ne saurait certes surgir le plein déploiement de la discursivité, mais on pourra déjà entrevoir la complexité du discours duplessiste derrière la forme attendue de l'énoncé budgétaire dans un État démocratique bourgeois.

## DISTRIBUTION GÉNÉRALE DES CATÉGORIES

Le tableau I en annexe indique le nombre d'occurrences de chaque catégorie de notre grille, le nombre de fois qu'une catégorie est en position de thème (ce qui permet d'établir l'indice de thématisation de la catégorie), et, enfin, le nombre de fois qu'une catégorie reçoit une détermination (d'où provient l'indice de détermi-

nation). Ces données font l'objet d'un premier regroupement (voir le tableau 4) qui établit, au total et par zone, le pourcentage d'apparition des différentes familles de catégories et l'importance relative des zones pour l'ensemble de ces catégories. Au total, les catégories de l'univers social dominant, suivies, dans l'ordre, des catégories économiques, politiques, de valeurs et d'institutions. Les catégories évaluatives, provisoirement exclues de l'analyse, arrivent au dernier rang avec 6,8% des occurrences. Mentionnons toutefois que l'importance des catégories de l'univers social est fortement influencée par le poids

[104]

**Tableau 4**  
*Importance relative des familles de catégories  
au total et par zone*

[Retour à la table des matières](#)

	Catégories	Économi- ques	Politiques	Institu- tionnelles	Sociales	Valeurs	Autres
<b>Total</b>	100%	26,5	19,1	7,5	30,4	9,7	6,8
<b>34-36</b>	4,94	43,0	11,8	3,8	27,3	6,7	7,4
<b>37-39</b>	5,15	32,4	16,7	8,0	28,8	8,2	5,9
<b>40-44</b>	8,13	32,7	17,7	3,5	27,9	9,6	8,3
<b>45-48</b>	16,70	20,0	24,1	8,8	29,7	11,6	5,8
<b>49-52</b>	18,21	22,6	18,8	8,5	32,7	10,6	6,8
<b>53-56</b>	29,87	25,3	19,0	8,0	32,1	9,2	6,4
<b>57-60</b>	16,87	29,9	18,0	7,4	28,0	8,9	7,8

énorme des catégories *espace* et *temporalité* qui représentent 11 824 des 15 608 occurrences du sous-univers social (tableau en annexe). Si donc on les excluait de nos calculs, les catégories de l'univers social passeraient à l'avant-dernier rang des sous-ensembles, ne représentant plus que 3 784 des 51 385 mots catégorisés sociologiquement dans l'ensemble du corpus, soit 7,5%. Par conséquent, ce sont les catégories économiques qui occuperaient la première place.

La distinction des catégories *espace* et *temporalité* du reste de l'univers social nous paraît légitime, puisque leur forte présence (elles sont de loin les plus importantes du corpus), liée à la nature même du discours étudié, exige une interprétation particulière. Un discours du budget est par définition toujours daté, en même

temps qu'il renvoie presque nécessairement à l'espace, qu'il soit politique (le budget du gouvernement du Québec) ou économique (le développement de la Gaspésie). Les catégories espace et temporalité nécessitent dès lors une étude séparée sur laquelle nous reviendrons dans la suite de l'analyse. Leur importance renvoie à l'un des effets particuliers de la forme discursive que représente le discours du budget, soit la production d'une représentation du temps et de l'espace pleinement soumise au développement et à l'affirmation du capitalisme et de l'idéologie moderniste et bourgeoise.

Si donc l'on maintient cette distinction, on constatera que le sous-ensemble économique domine très largement dans l'ensemble du corpus. Mais cette dominance ne s'affirme pas de façon uniforme. On pourra le constater en comparant le pourcentage de chaque famille [105] de catégories au sein de chaque zone à leur répartition générale dans l'ensemble du corpus. On notera d'abord la nette dominance des catégories économiques jusqu'à la guerre et leur réaffirmation dans la zone 57-60. Dans tous ces cas, les catégories économiques se situent au-dessus du pourcentage général de cette famille. Cette dominance de la parole strictement économique dans les discours du budget contraste avec le comportement des zones 45-48, 49-52 et 53-56 où le pourcentage des catégories économiques tombe sous le pourcentage attendu. Les sous-ensembles politique, institutionnel et social sont, quant à eux, plus faibles dans l'avant-guerre et se renforcent dans l'après-guerre. Tout se passe comme si la définition de la politique économique de l'État mobilisait dorénavant l'ensemble de la représentation sociétale ; comme s'il y avait une plus grande interpénétration des discours économique et socio-politique. Faisons l'hypothèse que cet entrelacement n'est étranger ni à l'accélération de l'industrialisation du Québec dans l'après-guerre et aux transformations sociétales qu'elle suscite, ni aux luttes anti-keynésiennes d'un régime Duplessis devant occuper le terrain socio-politique et institutionnel que le fédéral cherche à envahir. Les catégories économiques qui perdent considérablement de leur importance dans l'immédiat après-guerre la regagnent pourtant petit à petit jusqu'en 1957-1960, moment où le modèle d'avant-guerre tend à se reproduire. Les catégories politiques y demeurent, par contre, plus importantes. N'assiste-t-on pas alors à un retour de l'importance de l'économique dans la construction prochaine d'un État de plus en plus interventionniste ?

Ajoutons encore deux observations. La première, en grande partie congruente avec nos dernières remarques, a trait au renforcement de l'univers des valeurs à partir de la guerre. Cette importance des valeurs témoigne elle aussi d'une discursivité moins technique qui mobilise tous les aspects de la représentation sociale. L'autre remarque tient à la particularité du discours libéral (1934-1936, 1940-1944). On notera la sous-représentation très significative des catégories institutionnelles dans ce discours. Ce comportement se différencie davantage si l'on observe le type d'institutions qui sont privilégiées par les discours libéral et unioniste (tableau II en annexe). Soulignons seulement ici que cette sous-représentation tient en grande partie à la faiblesse de certaines catégories spécifiques dans le discours libéral, en particulier *famille*, *Église* et *clergé*. C'est sans doute l'indice de pratiques discursives fort différentes relatives à la production des alliances et du bloc social. Si on tient compte du fait, comme il sera [106] indiqué dans la suite de l'analyse, que le discours libéral se caractérise dans d'autres domaines par la plus grande force de *domaine social* et *relations de travail*, on voit poindre deux représentations fort distinctes du bloc social : l'une, libérale, plus réceptive aux alliances propres à la société et à l'État keynésien, l'autre unioniste, beaucoup plus traditionaliste.

## OCCURRENCES SIMPLES ET OCCURRENCES SYNTAXIQUEMENT MARQUÉES

[Retour à la table des matières](#)

Nous avancerons maintenant d'un pas, en explorant d'un premier regard les populations des différents sous-ensembles de notre grille de catégories. On se référera dès lors aux tableaux présentant le comportement des catégories des différentes familles, dans l'ensemble du corpus et par zone, aussi bien du point de vue de leur occurrence simple que de leur occurrence thématifiée et déterminée (voir les tableaux I, II, III et IV en annexe). On ne saurait certes épuiser ici l'analyse de tels tableaux, aussi nous contenterons-nous d'en souligner les traits les plus généraux en ne travaillant provisoirement que sur les données de l'ensemble du corpus.

## *Les catégories économiques*

Pour y voir plus clair et pour les fins de certaines analyses, soulignons que nous avons effectué des regroupements dans chaque sous-ensemble de notre grille, sauf dans le cas des catégories évaluatives pour lesquelles cette démarche n'était pas pertinente. Ainsi avons-nous distingué, dans l'univers économique, les « catégories générales », sortes de catégories passe-partout ou fonctionnelles de tout discours du budget, les « catégories théoriques », les « catégories d'industrialisation », liées au développement industriel en général et, enfin, les catégories se rapportant davantage au développement économique régional. L'occurrence comparée de ces différents regroupements ne saurait étonner (voir le tableau 5). Les « catégories générales » dominant avec 8 125 occurrences, suivies des « catégories du développement régional » (3 540) et « d'industrialisation » (1 838) et enfin, des « catégories théoriques » (124 occurrences). Nous lisons un discours du budget utilisant les notions les plus usuelles dans une telle forme discursive (« catégories générales ») et émanant d'un gouvernement provincial au sein de la fédération canadienne (catégories du développement régional). À l'évidence il ne s'agit pas d'un discours théorique sur l'économie.

[107]

Si l'on scrute maintenant les sous-ensembles les plus susceptibles de faire avancer l'analyse, on constate la grande force de *ressources naturelles* et *agriculture* dans le « développement régional », importance principalement due aux discours unionistes, comme on le verra. Ces catégories définissent, bien sûr, les grands pôles de la politique économique de l'Union nationale. Le sous-ensemble des catégories liées à l'industrialisation est, quant à lui, largement dominé par *industrie* et *science et technologie* aux dépens de *travail salarié*, *chômage* et *compagnie*. Nous sommes manifestement face à une formation discursive développementiste et techniciste qui pose les conditions de la modernisation. Dans sa forme la plus générale, il s'agira moins de poser des acteurs et des situations sociales que de définir un espace institutionnel général dominé par le capitalisme. On parlera donc davantage de rapports techniques (*science et technologie*) que de rapports sociaux de production (*travail salarié* et *chômage*) ; on posera l'industrie comme



institution fondamentale du développement capitaliste, bien plus que l'on ne nommera les compagnies propriétaires.

L'analyse de la thématization démontre la pertinence de la prise en compte des positions syntaxiques des mots codés puisqu'elle bouleverse à plus d'un point de vue l'univers de l'occurrence simple. Ainsi pourra-t-on constater que les « catégories théoriques », bien que très marginales en termes d'occurrence, sont de loin proportionnellement les plus thématizadas. On constate ainsi que les rares fois où sont introduites des notions théoriques dans un discours « pratique » comme le discours du budget, celles-ci tendent à occuper une position de thème. Elles constituent dès lors le plus souvent le point focal de la phrase et donnent lieu à des énoncés « dogmatiques ». Au contraire, les « catégories générales », de loin les plus fortes du discours, sont proportionnellement moins thématizadas. Il ne faut cependant pas perdre de vue l'importance de leur occurrence qui leur assure malgré tout une présence significative dans le groupe thématizado. Les catégories du « développement régional » et de l'industrialisation quant à elles se situent près de la médiane. Il nous faudra nous livrer ici à une analyse plus fine, car le comportement de chacune de ces catégories varie de façon importante.

Des « catégories d'industrialisation », on notera l'indice élevé de *compagnie* et d'*industrie*. La thématization nous conduit donc à nuancer les affirmations faites plus haut. Si les notions afférentes à l'industrie sont beaucoup plus nombreuses que les noms de compagnies, [108] la thématization vient personnaliser la représentation de la mise en place du capitalisme en posant encore plus souvent la compagnie en position de thème que l'industrie. La force de ces deux catégories dans la thématization indique une mise en scène industrialisante du discours du budget résultant de l'importance accordée aussi bien à l'institution (l'industrie) qu'à l'acteur instituant (le nom de la compagnie).

Le même type d'effet pourra être observé dans les « catégories de développement régional ». La catégorie coopératisme se renforce ici sensiblement sous l'angle de la thématization. Sous la catégorie coopératisme sont massivement codées des notions renvoyant au mouvement coopératif québécois et à ses institutions. L'acteur instituant, la coopérative comme institution d'adaptation au développement du capitalisme, se renforce ainsi tout comme le fait la catégorie compagnie. En même temps donc que la thématization des catégories du développement régional identifie des cibles Pour le procès d'industrialisation, les ressources naturel-

les et l'agriculture, elle pose le mouvement et l'institution coopératifs comme acteurs instituants.

Une première analyse de l'univers de la détermination des catégories économiques révèle un comportement fort différent. Les « catégories générales » d'abord, les moins thématiques comme on l'a vu plus haut, sont au contraire parmi les plus déterminées. Massivement présentes dans l'ensemble du discours, même si elles le sont proportionnellement le moins en ce qui concerne la thématique, ces catégories peuvent être considérées comme des formes fonctionnelles du discours du budget, formes nécessaires à la structuration de l'univers de la représentation. Elles ne se suffisent cependant pas à elles-mêmes et demandent le plus souvent à être déterminées, c'est-à-dire spécifiées : le budget de 1945, le crédit agricole, la monnaie canadienne... Il en sera tout autrement de la plupart des catégories proportionnellement les plus thématiques qui tendront, au contraire, à se situer parmi les moins déterminées. Ces notions sont dès lors considérées comme faisant partie de l'univers commun de la représentation. Au sens strict, elles se tiennent toutes seules sans qu'il soit besoin de leur « ajouter du sens ». Il en ira ainsi des catégories théoriques, sauf *corporatisme* et *interventionnisme économique*. Mais ces exceptions ne sont guère significatives, car *corporatisme* n'a qu'une occurrence dans tout le corpus et *interventionnisme économique* doit presque par définition recevoir une détermination (détermination inhérente) : il faudra presque nécessairement préciser de quel interventionnisme l'on parle (l'interventionnisme [109] de l'État, économique...). Au contraire, des notions comme *capitalisme* et *socialisme* n'ont pas à être déterminées. Il en va de même pour les catégories du développement régional *ressources naturelles* et *agriculture* qui sont très peu déterminées. Il va ici presque de soi que ces deux catégories comme les catégories théoriques font partie de l'univers culturel acquis ou du moins présumé l'être par le discours. Il sera dès lors plus intéressant de scruter les « catégories d'industrialisation » puisque les deux catégories les plus thématiques de ces sous-ensembles, *industrie* et nom de *compagnie* sont en même temps les plus déterminées. On pourra ainsi considérer l'*industrie* et dans une moindre mesure *compagnie*, beaucoup moins fréquente, comme deux catégories fondamentales dans la production de la représentation puisqu'elles sont à la fois fortement thématiques et fortement déterminées. Le discours opère ici un double travail : en même temps qu'il fait de

ces deux catégories des thèmes du discours, il opère sur elles un travail de production du sens en les spécifiant régulièrement par le jeu de la détermination.

Ce premier survol des catégories économiques aura permis de constater le caractère fonctionnel du sous-ensemble des « catégories générales », la marginalité des catégories théoriques, en même temps que la très grande importance des catégories *industrie, compagnies, science et technologie, ressources naturelles et agriculture* parmi les sous-ensembles de « l'industrialisation » et du « développement régional ». À n'en pas douter le discours du budget duplessiste se donne au moins superficiellement comme discours industrialisant (structuré autour de la catégorie *industrie*) à dominante moderniste.

### *Les catégories politiques*

Peu de chose, sinon le dévoilement de résultats attendus, ressort d'une analyse générale des catégories politiques. Ainsi peut-on noter la très nette dominance, du point de vue de l'occurrence, du sous-ensemble de catégories afférentes aux institutions politiques. Soulignons aussi la grande faiblesse de la catégorie *personnel d'État*, parmi les catégories liées au personnel étatique au sens large. Le discours du budget d'un État keynésien ferait sans doute plus de place aux fonctionnaires.

L'analyse de la thématization fait cependant varier la faiblesse relative de la catégorie *personnel d'État* qui se renforce considérablement en passant du huitième au troisième rang. On constate à propos de la thématization des catégories politiques le même phénomène déjà [110] observé au sujet des catégories économiques. Alors que dans ce dernier cas la thématization mettait en scène une institution centrale, *l'industrie*, et une actrice privilégiée, la *compagnie*, c'est ici l'institution politique qui se profile, les *institutions politiques* et les deux acteurs principaux de l'État, *élus-représentants* et *personnel d'État*. Le discours institue aussi bien l'appareil que les acteurs qu'il produit.

[110]

**Tableau 5**  
*Occurrences générales et indices de thématisation  
 et de détermination des catégories des diverses familles*

[Retour à la table des matières](#)

Famille économique	Catégories	Occurrence générale	Indice de thématisation	Indice de détermination
I. Générale	Économie	2541	30,7	53,9
	Budget	3234	32,4	50,4
	Marché	969	26,2	39,0
	Sect. financier	1381	32,7	49,0
II. Théorique	Capitalisme	7	14,3	14,3
	Socialisme	15	53,3	13,3
	Petite propriété	5	40,0	20,0
	Corporatisme	1	100,0	100,0
III. Industrialisation	Interventionnisme	96	54,1	34,4
	Industrie	921	40,7	55,8
	Sc./technologie	462	30,3	37,7
	Travail salarié	217	22,6	38,7
	Chômage	60	33,3	13,3
IV. Développement régional	Compagnie	178	44,3	20,2
	Agriculture	868	35,8	20,1
	Pêcheries	137	34,0	34,0
	Ress. naturelles	1244	36,6	31,2
	Commerce	144	31,3	25,0
	Transp./communic.	454	30,5	41,4
	Travaux publics	595	28,2	32,9
Coopératisme	98	40,8	34,7	

Famille politique	Catégories	Occurrence générale	Indice de thématisation	Indice de détermination
I. Institutions politiques	État	1536	27,1	48,1
	Institutions politiques	3130	48,9	50,8
	Domaine constitutionnel	3105	39,4	26,0
II. Personnel étatique	Armée	184	25,0	32,6
	Personnel d'État	96	42,7	55,2
	Élus-représentants	771	48,2	33,6
III. Gestions des rapports sociaux	Droit	604	26,5	53,8
	Pouvoir	372	22,3	49,1

Famille institutionnelle	Catégories	Occurrence générale	Indice de thématisation	Indice de détermination
I. Institutions générales de l'État capitaliste	Opinion publique	633	23,4	56,9
	Parti politique	431	56,8	13,5
	Éducation	1104	28,1	38,2
	Système judic.	26	23,1	46,2
II. Interventionnisme	Médias, arts, culture	563	29,7	46,5
	Domaine social	186	253	31,2
	Relations de travail	85	37,6	40,0
	Santé	392	27,3	24,0
III. Institutions traditionnelles	Logement	95	30,5	44,2
	Famille	168	26,8	42,3
	Église	112	28,6	39,3
	Personnel religieux	81	29,6	34,6

Univers social	Catégories	Occurrence générale	Indice de thématisation	Indice de détermination
I. Rapports sociaux	Social	127	20,5	26,8
	Classes	587	33,4	40,5
	Communauté	717	37,2	33,8
	Langue	253	30,8	36,4
	conflits	505	23,4	48,9
II. Population	Sexe	108	36,1	44,4
	Âge	225	25,8	39,6
	Population	391	37,6	40,7
III. Espace-temps	Espace	4836	32,0	19,9
	Temporalité	6988	22,8	42,4
IV. Personnification	Personnages	557	54,0	232
	Professions	314	44,9	41,4

[112]

Tableau 5 (suite)

Famille des valeurs	Catégories	Occurrence générale	Indice de thématization	Indice de détermination
I. Traditionnelles	Religion	137	30,6	27,0
	Tradition	205	22,9	32,9
II. Bourgeoises générales	Progrès	733	22,4	56,3
	Propriété	52	21,1	30,8
	Autonomie-liberté	301	19,3	43,2
	Égalité	22	9,1	45,4
	Justice	163	16,6	31,3
	Rationalité	322	19,9	45,7
	Individualisme	184	26,1	42,9
	Nature-besoins	162	21,6	34,0
	Confort	26	11,5	38,5
III. Bourgeoises afférentes à l'État	Démocratie	78	26,9	26,9
	Privé	87	27,6	5,6
	Public	150	33,3	29,3
	Légitimité	29	24,1	13,8
IV. Existentielles Bonheur	151	13,2	15,2	
	Amour	130	22,3	36,2
	Espérance	60	13,3	18,3
V. Disciplinaires	Travail	42	31,0	35,7
	Responsabilité	374	19,5	38,0
	Fidélité	61	19,7	14,8
	Dignité	276	25,7	25,4
	Morale	189	19,6	41,3
	Vertu	205	22,4	36,6
VI. Contrôle	Ordre-hiérarchie	429	30,8	59,0
	Subversion	43	23,3	48,8
	Collaboration	140	22,9	53,6
	Stabilité	239	16,7	45,2

L'univers de la détermination des catégories politiques réserve peu de surprises. La forte détermination de *personnel d'État*, de *droit* et de *pouvoir* n'étonnera pas puisque, dans une telle forme discursive, on tend à préciser le ministère dont relèvent les fonctionnaires, le niveau de gouvernement dont il s'agit et le type de droit dont on parle. Ces catégories tiennent, du moins quant à la détermination, la même place que le sous-ensemble de catégories économiques générales. Elles se donnent comme des opératrices du discours, comme [113] des formes fonctionnelles réglant la mise en place de l'univers représenté.

On notera en dernier lieu la très grande force de la catégorie *institutions politiques* aux trois points de vue de l'occurrence simple, de la thématization et de la détermination : dans les deux premiers cas, elle occupe le premier rang, dans le dernier, le troisième rang. L'importance de la détermination de *institutions politiques*, déterminée plus d'une fois sur deux (50,8%), est très certainement liée à la nécessité de l'identification du palier politique dont on parle au sein du fédéralisme canadien. Ce comportement relativement attendu ne devrait pas faire perdre de vue cependant que *institutions politiques* demeure la seule catégorie politique à être l'objet d'un travail systématique à tous les niveaux de notre analyse. Tout comme les aspects strictement économiques du discours du budget instituent la prédominance de *l'industrie*, ses aspects politiques posent les *institutions politiques* comme appareil central des rapports politiques. Le discours accorde ainsi une place décisive aux deux appareils fondamentaux de l'État capitaliste.

### *Les catégories de l'univers institutionnel*

La représentation des institutions qui tiendra une place très importante dans la suite de l'analyse ne ressort pas facilement de la seule prise en considération des données générales. On observe trop de variations entre les différents niveaux d'analyse et des variations attribuables à trop de facteurs différents pour qu'on soit à même de faire ressortir des tendances le moins significatives. On remarquera, par exemple, la forte présence de parti en occurrence simple comme en thématization, mais sa très grande faiblesse en détermination. Cette sous-performance est attendue puisque le nom d'un parti, Union nationale ou Parti libéral, a rarement besoin d'être déterminé pour faire sens dans un univers politique donné. On tentera malgré tout de faire ressortir quelques éléments d'un comportement qui s'éclairera dans la suite de l'analyse.

On notera d'abord la force générale du sous-ensemble que nous avons appelé les institutions générales de l'État capitaliste. Viennent ensuite les catégories dites d'inspiration keynésienne ou interventionniste et, finalement, le sous-ensemble des institutions traditionnelles. Mais la thématization et même la détermination introduisent des variations qui invitent à la prudence. On notera le renforcement des sous-ensembles interventionniste et traditionnel, même si la thématization

[114] et la détermination demeurent dominées par des catégories dites générales de l'État capitaliste, soit *parti* dans le premier cas et *opinion publique, médias, arts, culture* et *système judiciaire* dans le deuxième. On constate, en effet, que *relations de travail* et *logement* améliorent sensiblement leur performance dans les deux cas, tout comme *clergé* et *Église* de façon importante en thématization, et *famille, Église* et *clergé*, de façon modeste en détermination.

Il est impossible de conclure sur des variations aussi importantes à ce stade de l'analyse, sinon en retenant ces transformations qui apparaissent dans la thématization et la détermination comme l'indice même d'un discours complexe produisant une représentation pluridimensionnelle d'un système institutionnel au sein duquel se côtoient des institutions traditionnelles et modernes. Il y a ici trace d'une double dialectique du moderne au traditionnel et du libéral au keynésien autour de trois pôles principaux : le *parti*, *l'opinion publique* et les *médias, arts, culture* ; les *relations de travail* et le *logement* ; la *famille*, le *clergé* et *l'Église*. On verra dans la suite de l'analyse comment sont reliés ces pôles et comment s'enchêâtrent ces univers.

Pourrons-nous, malgré notre difficulté à repérer des comportements homogènes, retenir une ou des catégories plus névralgiques dans le travail du discours, comme nous l'avons fait plus haut à propos des catégories économiques et politiques ? Au risque d'être téméraires, nous considérerons que *parti, opinion publique* et *médias, arts, culture* constituent des institutions centrales de la pratique discursive au même titre que *institutions politiques* et *industrie*, puisqu'elles s'affirment sur deux des trois plans de notre analyse.

### *Les catégories de l'univers social*

Du comportement des catégories de l'univers social, on induira principalement l'aspect personnificateur du discours, c'est-à-dire la configuration de l'univers social à partir de la mise en scène d'acteurs. En ce qui concerne l'occurrence simple, si l'on exclut *espace* et *temporalité* pour les mêmes raisons que précédemment, on notera la force de *communauté, classes* et *personnages* qui se situent respectivement aux troisième, quatrième et cinquième rangs. Ce travail du discours devient



encore plus manifeste sous l'angle de la thématisation, puisque les catégories liées à la représentation des acteurs sociaux sont parmi les plus fortes : *personnages* au premier rang, *professions* au deuxième, *communauté* au quatrième et *classes* au sixième. On notera ici le très [115] net renforcement de *personnages* et de *professions* aux dépens de *communauté* et de *classes*. La thématisation privilégie les acteurs individuels plutôt que les acteurs collectifs (la classe, la communauté). Il s'agit là de la première trace d'un travail de personnalisation-professionnalisation qui, on le verra, est typique de l'Union nationale et de la lutte pour la reproduction de l'État de notables.

À ce stade de l'analyse on ne peut certes tirer des conclusions de la détermination, sinon l'affaiblissement global des catégories personnificatrices dont nous venons de parler. Il s'agit bien sûr d'un comportement attendu, les acteurs étant rappelés le plus souvent à l'évidence de l'univers culturel des récepteurs du discours : la nation, le cultivateur, Maurice Duplessis, le médecin...

On peut résumer de cette façon les observations que nous avons faites jusqu'ici. Le discours pose deux repères fondamentaux : *l'industrie* et les *institutions politiques* ; il identifie des secteurs cibles : les *ressources naturelles* et *l'agriculture* ; il consacre enfin des acteurs privilégiés : la *compagnie*, la *coopérative*, les *élus représentants*, le *personnel d'État*, les *personnages*, les *professions*, la *communauté* et la *classe sociale*. On conviendra qu'il n'y a rien là d'inattendu. Il n'est pas étonnant qu'un discours définissant la politique économique d'un État capitaliste travaille à l'institutionnalisation de l'État et de l'industrie, à la représentation de la classe sociale et du fonctionariat, ainsi qu'à l'identification de certains pôles de développement (les ressources naturelles et l'agriculture). Retenons tout de même à ce stade de l'analyse et au risque de paraître trivial, que les discours du budget québécois entre 1934 et 1960, et donc les discours de l'Union nationale eux-mêmes, obéissent aux principales règles de la mise en scène caractéristique de cette production discursive particulière qu'est un discours du budget, forme discursive définissant la politique économique de l'État moderne. Si nous rencontrons ici l'évidence d'un comportement attendu, il nous semble fort important de retenir que cette évidence et ce comportement se disent aussi des discours de l'Union nationale. Il faudra donc nous en souvenir dans la suite de l'analyse.

Remarquons par ailleurs que le sous-ensemble de nos catégories réservé aux institutions ne présente pas la même homogénéité. Si la dominance soulignée des

catégories *parti, opinion publique et médias, arts, culture* rappelle les analyses de Jürgen Habermas sur la constitution de l'espace public et la publicité critique dans l'État démocratique bourgeois, les traces, moins visibles mais non moins significatives [116] laissées par les institutions traditionnelles (*famille, Église, clergé*) et les institutions plus typiques de l'État interventionniste (*relations de travail et logement*) ouvrent un univers plus complexe dont il nous faudra aussi rendre compte. Quel est donc le rapport entre l'apparente dominance de la représentation d'un État et d'une économie de type capitaliste à leur stade libéral et concurrentiel et la présence de ces spectres traditionnels et interventionnistes ? Un premier regard sur l'univers des valeurs démontrera la pertinence d'un tel questionnement auquel nous ne pouvons actuellement répondre.

### *Les catégories de l'univers des valeurs*

L'introduction des valeurs nous permettra d'avancer dans l'analyse de la complexité que nous a laissé soupçonner la configuration des catégories institutionnelles, tout en indiquant la pertinence de l'introduction de la syntaxe dans l'analyse de contenu.

Rappelons que nous avons procédé au regroupement de nos catégories en six sous-ensembles de valeurs : traditionnelles, bourgeoises dites générales, bourgeoises afférentes à l'État, existentielles, disciplinaires et enfin, de l'ordre du contrôle social. Ces regroupements nous ont permis de saisir des trames dans l'univers de la valorisation qui feront l'objet de longues considérations dans la suite de l'analyse. Aussi ne nous attacherons-nous ici qu'à quelques-unes des variations les plus visibles lorsque l'on tient compte de la position syntaxique la plus fréquente des différents sous-ensembles de valeurs.

Il s'agira d'abord de tenir compte de la plus ou moins grande thématization des valeurs, c'est-à-dire de leur propension relative à apparaître dans le groupe thématized (pourcentage de thématization élevé) ou, à l'inverse, dans le propos (pourcentage de thématization faible). Nous analyserons ensuite le degré de détermination des mêmes valeurs en considérant, comme dans le cas de la thématization, la mé-

diane comme le seuil de différenciation entre les valeurs fortes et les valeurs faibles (voir le schéma 2).

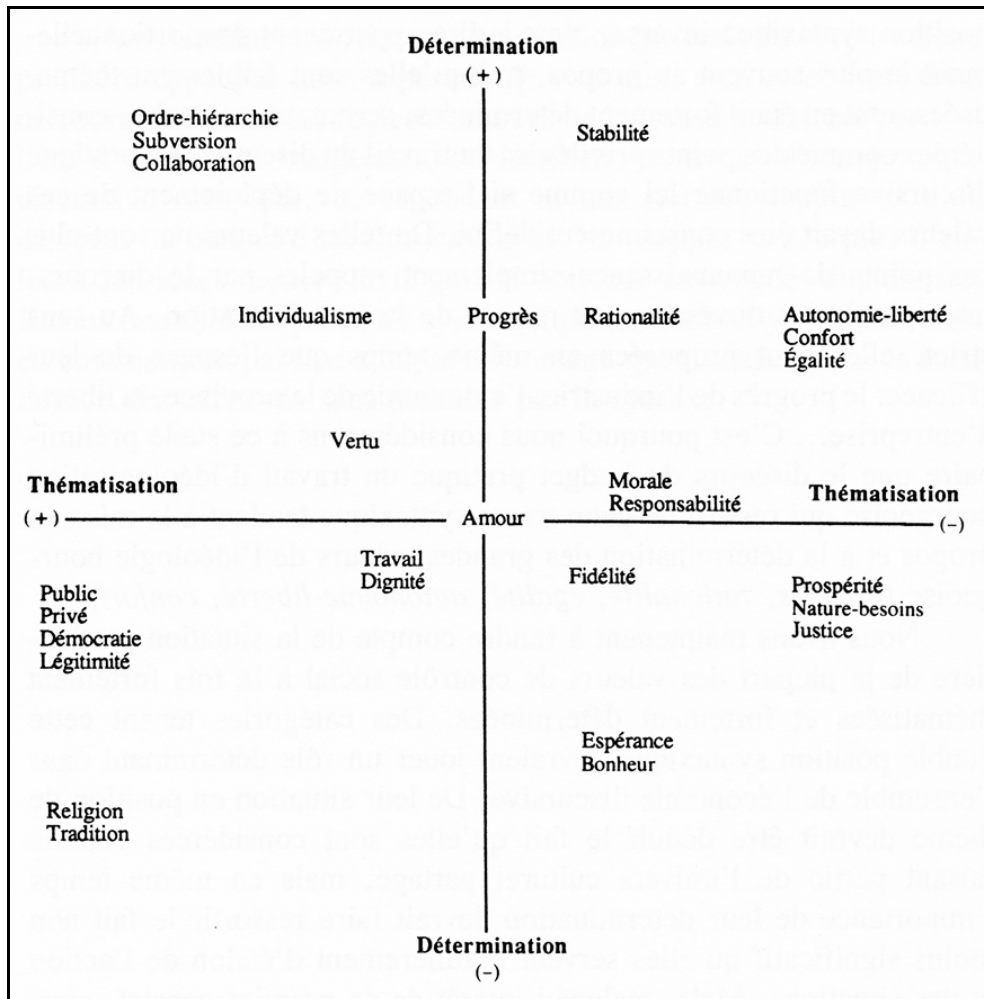
Pour ce faire, nous aurons besoin d'une théorie minimale des effets de sens de la double position syntaxique retenue. Le schéma 2 à double entrée identifie quatre positions possibles auxquelles nous attacherons dans chaque cas la signification suivante. Les valeurs appartenant proportionnellement le plus souvent au groupe thématisé tout en étant le moins souvent déterminées seront considérées comme des points de focalisation de l'univers discursif représenté, c'est-à-dire

[117]

### Schéma 2

*Grphe des valeurs en fonction de leur thématisation et de leur détermination*

[Retour à la table des matières](#)



comme des lieux universellement reconnus sans qu'il soit besoin de les définir davantage. Le discours fonctionne ici à l'évidence d'un univers de valorisation dont certains éléments sont partagés, antérieurs au discours lui-même et, à la limite, inquestionnables. Or, il est remarquable de constater que toutes les valeurs bourgeoises afférentes à l'État et toutes les valeurs traditionnelles de notre grille se retrouvent dans cette situation. Tout se passe comme si le discours posait l'évidence de sa participation concomitante à la société politique bourgeoise (société démocratique fonctionnant à la légitimation et à la séparation des sphères publique et privée) et à la société traditionnelle (société s'appuyant sur la tradition et fonctionnant selon un système de règles fondées sur le sacré). On considérera donc que le [118] discours du budget reconnaît cette conjonction du modernisme et du traditionalisme comme une sorte de situation antéposée, définie en dehors de lui et qu'il ne fait que reproduire. Les valeurs occupant la position syntaxique inverse, c'est-à-dire appartenant proportionnellement le plus souvent au propos, puisqu'elles sont faiblement thématiques, tout en étant fortement déterminées, seront, au contraire, considérées comme des points privilégiés du travail du discours. La pratique discursive fonctionne ici comme si l'espace de déploiement de ces valeurs devait être constamment défini. De telles valeurs ne sont plus ces points de reconnaissance simplement rappelés par le discours, mais plutôt des ouvertures au monde de la transformation. Au sens strict, elles sont proposées en même temps que l'espace de leur efficace : le progrès de l'industrie, l'autonomie de la province, la liberté d'entreprise... C'est pourquoi nous considérerons à ce stade préliminaire que le discours du budget pratique un travail d'idéologisation bourgeoise qui ressort de cette trame syntaxique tendant à la mise en propos et à la détermination des grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise (*progrès, rationalité, égalité, autonomie-liberté, confort*).

Nous avons maintenant à rendre compte de la situation particulière de la plupart des valeurs de contrôle social à la fois fortement thématiques et fortement déterminées. Des catégories tenant cette double position syntaxique devraient jouer un rôle déterminant dans l'ensemble de l'économie discursive. De leur situation en position de thème devrait être déduit le fait qu'elles sont considérées comme faisant partie de l'univers culturel partagé, mais en même temps l'importance de leur détermination devrait faire ressortir le fait non moins significatif qu'elles servent régulièrement d'étalon de l'action et des situations. Mais, malgré

l'intérêt de ce premier constat, nous ne pouvons encore établir le rapport que ces catégories entretiennent avec les valeurs bourgeoises générales du propos et les valeurs traditionnelles et afférentes à l'État du groupe thématique. On peut certes faire l'hypothèse qu'elles relient les deux univers en servant d'opératrices importantes dans le procès de la discursivité, hypothèse certes séduisante compte tenu des idées reçues sur l'autoritarisme duplessiste. Nous devons y revenir.

Des valeurs disciplinaires et existentielles qui tendent, les premières, à occuper des positions disparates, mais en général sous ou assez près de la médiane, et, les secondes, à être très peu thématiques et très peu déterminées, on considérera tout aussi provisoirement qu'elles ne jouent qu'un rôle dérivé dont on ne pourra ultérieurement [119] saisir la signification que de leurs rapports aux autres sous-ensembles de valeurs. C'est du moins la seule conclusion que l'on peut tirer de la situation syntaxique qu'elles occupent.

Nous terminerons ici cette présentation générale du corpus. Cette première approche nous a permis de voir que, sous le couvert d'un discours respectant les règles attendues de la forme discursive particulière d'un énoncé budgétaire, se dessinent les traces d'une pratique discursive complexe, ne répondant ni aux normes supposées d'un discours du budget d'un État capitaliste développé, ni non plus d'ailleurs aux idées reçues sur la grande noirceur du « règne » duplessiste.

Il nous faudra donc procéder systématiquement afin d'y voir plus clair en commençant par une analyse de contenu qui alimentera par la suite l'étude des effets de sens produits par la syntaxe.

[122]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

**DEUXIÈME PARTIE**

## Chapitre 4

---

# Le bloc social duplessiste

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons défini le discours politique comme un discours produisant la représentation de l'espace, de la communauté et des rapports de forces. Nous nous intéresserons d'abord à ce dernier aspect de la définition. Produire la représentation des rapports de forces doit ici s'entendre au sens fort. Cette interprétation du monde <sup>71</sup> se joue et se dénoue à une pluralité de niveaux et sur une multiplicité de dimensions que l'on ne peut réduire à l'un ou l'autre de ses aspects, fût-il considéré comme le plus important. Bien plus, la conjugaison des rapports de forces proposée par un discours politique particulier ne saurait être comprise pleinement sans qu'elle soit mise en rapport avec les autres aspects de la production discursive politique. Mais, puisqu'il faut commencer quelque part, nous nous limiterons provisoirement à une acception restreinte de cette réalité des rapports de forces, pratique qui ne nous en ouvrira pas moins un univers multidimensionnel.

---

<sup>71</sup> Fernand Dumont, *Les idéologies*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1974.

Poser des rapports entre des forces, c'est dans un premier temps établir les forces dans leurs différences. Le discours politique, forme discursive propre à l'État démocratique bourgeois, pose la différence sur fond de complémentarité ; il ne s'agira pas de fixer les acteurs dans leur différence et leur inégalité comme dans les discours précapitalistes, mais bien de reconnaître la diversité des rôles et des classes sur le mode de leur interchangeabilité potentielle dans le cadre de l'égalité formelle. Le discours ne divise que pour mieux rassembler dans le cadre de la société politique.

[122]

Tel est bien, du moins d'un point de vue général, le mode de fonctionnement du discours du budget au cours de la période étudiée. On identifie des classes (les cultivateurs, les ouvriers), des catégories sociales (le clergé, la bureaucratie...), des sexes (les hommes, les femmes), des générations (la vieillesse, la jeunesse), des professions (l'ingénieur, l'avocat)... bref, toute la panoplie des catégories usuelles de la stratification sociale. L'ensemble de ces catégories est représenté dans un univers de complémentarité. Ce fonctionnement à la complémentarité, il est vrai, ne s'appuie pas principalement sur la notion d'égalité (marginale dans le discours du budget) comme dans un discours politique « classique », mais bien davantage sur celle de collaboration. Si cette constatation, sur laquelle nous reviendrons dans une autre section, nous indique déjà une particularité des interventions budgétaires duplessistes, elle ne nous en permet pas moins de poser déjà que ce discours adopte les formes du discours politique démocratique bourgeois.

L'analyse de la conjugaison des forces, bien sûr, sera plus intéressante, parce que plus révélatrice de la particularité du discours étudié. Mais la lecture de cet ordonnancement des rapports de forces ne se donne pas d'elle-même, elle demande un décryptage qui tienne compte de la nature de la forme discursive étudiée. Est-il besoin de souligner que l'on ne trouvera nulle part dans un discours du budget des énoncés chevilles rassemblant l'essentiel du travail de représentation des rapports de forces.

Il nous faudra donc procéder par une série d'interrogations successives centrées sur un double questionnement. On tentera d'abord de repérer la nature des alliances entre les forces sociales pour chercher ensuite comment ces alliances s'appuient sur un complexe institutionnel défendu par le duplessisme.

## LES ALLIANCES

[Retour à la table des matières](#)

Le discours politique produit la représentation d'un bloc social historiquement déterminé. Rappelons que nous entendons par bloc social une alliance particulière entre certaines fractions des classes dominantes s'appuyant sur une ou des fractions des classes dominées. Or le discours politique s'attachera avec insistance à la production de la représentation de la classe appui, c'est-à-dire, de la classe dominée à partir de laquelle s'articule l'ensemble des alliances au bloc social. À [123] moins d'une situation de crise au sein du bloc au pouvoir (alliances entre les seules classes dominantes)<sup>72</sup>, le discours politique institutionnalisé restera au contraire relativement vague sur la nature précise des rapports entre les diverses fractions des classes dominantes : il faudra dès lors procéder à l'analyse de formes indirectes du discours qui, sans être précises, n'en fonctionnent pas moins comme des signaux qui peuvent être considérés eux-mêmes de plein droit comme producteurs d'alliances.

### *La classe appui*

Le discours duplessiste pose la classe agricole comme la classe appui d'un bloc social, nous le verrons plus loin, régional et national. L'aspect ruraliste du discours duplessiste est sans doute une des premières idées reçues sur le régime, mais peu de recherches systématiques ayant encore été faites sur cette période de l'histoire du Québec, il reste encore à évaluer toute la signification d'une telle constatation. Nous établirons d'abord la centralité des notions afférentes à l'agriculture et à la classe agricole dans le discours unioniste. L'examen des occurrences comparées de ces catégories nous permettra de fonder l'hypothèse selon laquelle la classe agricole est la classe appui. L'étude des contextes d'énonciation de ces notions fera par la suite ressortir le caractère dualiste d'un discours qui conju-

---

<sup>72</sup> Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, op. cit., et *Fascismes et dictatures*, Paris, Maspero, 1970.



gue traditionalisme et modernisme. L'analyse du travail de la notion de stabilité nous autorisera enfin à associer la classe agricole à un univers composite et à trouver ainsi un premier point de convergence dans le fil d'un discours apparemment contradictoire.

L'analyse des notions rassemblées sous la catégorie classes nous indique d'abord une nette prédominance de la référence à la classe agricole dans l'ensemble du discours unioniste (cultivateur, agriculteur, fermier, paysan, colon) (voir le tableau 6). Il est ainsi possible d'affirmer que le discours unioniste valorise d'abord, parmi les classes dominées, la classe agricole (le plus souvent nommé « cultivateurs »). Ainsi, comme nous le verrons plus loin, les notions afférentes à la classe agricole sont non seulement les plus fréquentes mais aussi davantage thématiques (33,5%) que celles se référant à la classe ouvrière<sup>73</sup> (25%) (voir le tableau 9). On peut cependant constater que le rapport du discours libéral à la classe agricole ne diffère pas de façon significative, du moins sur ce plan. Aussi bien dans la zone 34-36 que dans la zone 40-44, la référence à la paysannerie domine nettement l'univers discursif relié aux classes sociales. Bien sûr, la

[124]

**Tableau 6**

*La fréquence absolue et l'indice de thématisation de quelques mots indexés sous la catégorie classe*

[Retour à la table des matières](#)

Zone	Cultivateurs		Pêcheurs		Ouvriers		Bourgeois	
	Fréq.	Thé.%	Fréq.	Thé.%	Fréq.	Thé.%	Fréq.	Thé.%
34-36	21	61,9	3	0,0	8	25,0	6	33,3
37-39	16	30,7	2	50,0	5	14,3	-	-
40-44	12	25,0	2	0,0	3	66,6	3	0,0
45-48	42	33,3	10	40,0	31	29,0	6	33,3
49-52	33	39,4	-	-	23	43,5	11	45,4
53-56	43	34,9	18	72,2	36	22,2	32	46,9
57-60	18	33,3	4	50,0	11	9,1	13	30,8

<sup>73</sup> Le thème constitue le point focal de la phrase. Une phrase est donc conçue en fonction du mot qui est en position de thème.

faiblesse de la thématization des notions afférentes à la paysannerie dans la zone 40-44 suggère déjà l'existence de rapports différents des deux formations politiques à cette classe. Les seules données du discours du budget ne permettent cependant pas de faire ressortir avec netteté la particularité du discours libéral à ce propos, même si la suite de l'analyse fournira plusieurs indices d'une importante différence entre les pratiques libérale et unioniste concernant d'autres aspects de la représentation des rapports de forces et du bloc social. Restons-en donc au discours unioniste.

Dans le discours unioniste, la valorisation discursive de la paysannerie se poursuit dans l'après-guerre. Même si, à partir de 1945, l'écart favorisant les notions liées à la classe agricole s'atténue, l'importance particulière qui leur est accordée demeure significative. Retenons que les notions touchant la classe agricole étaient, dans l'avant-guerre, trois fois plus importantes que celles liées à la classe ouvrière. Dans l'après-guerre, ces notions sont environ une fois et demie plus importantes dans les zones 45-48, 57-60 et 49-52 et légèrement supérieures en 53-56. Cette prédominance de la paysannerie sur la classe ouvrière du point de vue de l'occurrence simple est d'ailleurs confirmée par la thématization où ces notions dominent dans toutes les zones de 1945 à 1960 sauf en 49-52. Malgré donc un écart moins spectaculaire entre les deux univers, l'importance particulière accordée à la classe agricole dans l'ensemble des discours unionistes demeure significative, puisque, même dans un contexte accéléré d'industrialisation, les énoncés budgétaires d'après-guerre continuent à lui accorder presque toujours la première place en occurrence comme en thématization.

[125]

**Tableau 7**  
*Le covoisinage et le propos de agriculture dans l'univers institutionnel  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Covoisinage Rang	observé Fréq.	Propos Rang	observé Fréq.
Budget	1	3	135	4	25
Économie	2	1	208	2	50
Finance	3	2	155	5	21
Ressources naturelles	4	4	115	6	17
Marché	5	5	111	3	34
Industrie	6	6	107	8	13
Agriculture	7	*	*	1	188
Travaux publics	8	7	57	9	5
Science-technologie	9	8	35	7	15
Transp. communications	10	9	25	-	-
Commerce	13	10	16	10	3

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

L'analyse du champ de la cooccurrence <sup>74</sup> des mots « cultivateur » et « ouvrier » (regroupés sous la catégorie classes), ainsi que de la catégorie *agriculture* (comme domaine d'activité), nous permettra de commencer à cerner comment s'organise l'univers du bloc social duplessiste qui pose la classe agricole comme une sorte de socle de tout l'univers social.

La cooccurrence de la catégorie agriculture (voir le tableau 7), permet par ailleurs d'observer que le discours du budget favorise la marchandisation (développement des marchés et du crédit) et la mécanisation de l'agriculture, c'est-à-dire l'univers de la soumission de l'agriculture au développement du capitalisme. Les catégories *économie*, *finance* et *commerce* accroissent leur fréquence dans le voi-

<sup>74</sup> Il s'agit d'examiner les catégories qui sont associées au mot ou à la catégorie sous étude dans un contexte déterminé. L'analyse porte donc : 1) sur les catégories apparaissant dans la même phrase, ou 2) sur les catégories contenues dans le propos, lorsque le mot ou la catégorie sous étude est en position de thème, ou 3) enfin, sur les déterminants du mot ou de la catégorie sous étude.

sinage d'agriculture. Le propos, lorsque la catégorie *agriculture* est thématisée se révèle encore plus significatif puisque *commerce* et *science-technologie* (la question de la mécanisation donc) augmentent leur fréquence relative. Nous avançons ainsi l'hypothèse que nous lisons un discours axé sur la conservation-dissolution de la petite production agricole. L'analyse longitudinale de la catégorie *agriculture* semble d'ailleurs témoigner de cette tendance à la dissolution et au passage à ce que Marx a appelé la subsomption réelle. Cette catégorie, déjà moins importante après qu'avant la guerre, décroît de façon marquée à partir de 1953 représentant dans l'ordre chronologique 15,62, 8,1, 3,4, 7,28, 7,45, 4,9 et 4,1% de l'ensemble des occurrences des catégories économiques.

[126]

### **Agriculture, modernisation et stabilité sociale <sup>75</sup>**

Au cours des dernières années, grâce à l'aide efficace apportée par mon collègue, le ministre de l'Agriculture, l'industrie agricole s'est mécanisée pour atteindre un stade de progrès inconnu jusqu'ici. S'ils ne peuvent compter sur une main-d'œuvre aussi abondante qu'autrefois, les cultivateurs peuvent néanmoins produire davantage. (1953, p. 29-30).

Si, avec le concours de l'État, nos campagnes sont ainsi graduellement transformées, moins de gens seront attirés par le mirage trompeur des villes ; ils ne viendront pas y chercher la réalisation de promesses irréalisables, pour alourdir nos problèmes sociaux, pour aggraver le chômage et la crise du logement. (1948, p. 45)

Le gouvernement de l'Union nationale, M. l'Orateur, a donné aux cultivateurs la liberté et la stabilité financières et leur a procuré les bienfaits de l'électricité. Il a intensifié le développement de la vie rurale en encourageant l'agriculture familiale. (1955, p. 32)

<sup>75</sup> Les citations apparaissant dans le texte sont des extraits du discours du budget retenus à de simples fins d'illustration de notre démarche. Insérées dans le texte afin d'en rendre la lecture moins aride et moins abstraite, elles ne reprennent pas exhaustivement les éléments de notre démonstration et ne sauraient être confondues avec la logique de l'analyse de nos données.

En effet, si le cultivateur peut se procurer un confort légitime sur sa terre, s'il peut jouir des progrès de la mécanique, si ses redevances municipales et scolaires ne sont pas écrasantes, il lui sera possible, grâce à son esprit de travail de s'assurer à la campagne, une vie gaie, intéressante et agréable. (1948, p. 45)

Le progrès de l'agriculture est la clé de voûte de la stabilité économique. Les cultivateurs du Québec sont les artisans les plus efficaces de la prospérité de la province. (1951, p. 26)

Il a enrichi notre vie rurale par sa législation concernant le crédit agricole, l'électrification rurale et contribué à l'embellissement et au progrès de nos campagnes. (1952, p. 37)

Sans négliger l'activité industrielle de plus en plus intense, le gouvernement, pour faire œuvre durable, doit accorder à l'industrie agricole une place de première importance, parce que le développement de cette industrie est un facteur de stabilité et de sécurité. (1951, p. 29)

En effet, l'industrie agricole de notre province augmente sa puissance de rendement, car elle suit de loin le mouvement de mécanisation des entreprises commerciales. Chaque année, le cultivateur du Québec consacre des sommes de plus en plus importantes à l'achat de tracteurs et d'appareils électriques destinés à suppléer au manque de main-d'œuvre agricole. (1955 p. 32)

[127]

Le voisinage des mots « cultivateur » et « ouvrier » permet de circonscrire davantage la particularité de l'univers au sein duquel baigne la classe agricole (voir le tableau 8). Alors que le mot « cultivateur » s'inscrit dans un monde en transition, celui d'« ouvrier » renvoie de plain-pied dans celui de l'industrialisation. Dans l'ordre de l'univers économique d'abord, la notion de « cultivateur » est liée principalement au développement du marché et à la modernisation : ainsi les catégories *finance*, *marché* et *science-technologie* se renforcent de façon significative. Au contraire, le mot « ouvrier » est accompagné du net renforcement des catégories *travail salarié*, *industrie*, *science-technologie* et *chômage*. Mais cette différence n'est véritablement significative que dans son rapport à l'univers des institutions et à celui des valeurs. Ainsi voit-on poindre dans le complexe institutionnel

lié aux « cultivateurs » les institutions *famille* et *parti*, de même que des catégories liées aux politiques sociales, alors que la notion d'« ouvrier » ne suscite le renforcement que des seules catégories liées à ces dernières : *relations de travail*, *logement* et *domaine social*. On notera de plus que, bien qu'elle s'affaiblisse, la catégorie *Église* n'en est pas moins présente dans le voisinage du mot « cultivateur », alors qu'elle est absente dans celui d'« ouvrier ». *Parti*, *famille* et *Église* semblent donc une particularité de l'univers institutionnel auquel est reliée la paysannerie. À l'inverse, le renforcement concomitant de *travail salarié*, *logement* et *domaine social* dans le voisinage de « cultivateur » montre précisément comment l'agriculture et l'agriculteur sont inscrits dans un monde plus vaste où s'affirme le développement des villes et du capitalisme. Dans l'après-guerre, le ministre des Finances proposera par exemple de résoudre le problème du logement dans les villes en gardant les fils d'agriculteurs « sur la terre ». L'agriculture et la classe agricole sont désormais posées dans le cadre d'un monde en pleine transformation.

L'analyse de la cooccurrence au plan des valeurs nous fera avancer dans cette recherche des particularités et de la complexité du monde de la paysannerie. Les notions de « cultivateur » et d'« ouvrier » appellent d'abord un ensemble de valeurs communes que nous nous contenterons provisoirement de souligner : *progress*, *rationalité*, *responsabilité* et *vertu*. Insistons plutôt sur l'apparition de valeurs spécifiques à chacune des deux notions. Avec le mot « ouvrier » on retrouve des notions liées aux catégories *collaboration*, *justice* et *vertu*, tandis que le mot « cultivateur » appelle *stabilité*, *confort*, *fidélité* et *travail*.

[128]

**Tableau 8**

*Le covoisinage de « cultivateur » et « ouvrier » dans les univers économique, institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Cultivateur		Ouvrier	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers économique</i>					
Budget	1	5	24	8	9
Économie	2	3	57	4	25
Finance	3	2	64	4	25
Ressources naturelles	4	7	14	7	13
Marché	5	4	35	5	20
Industrie	6	9	6	2	33
Agriculture	7	1	117	2	33
Travaux publics	8	8	7	9	6
Science-technologie	9	6	19	7	13
Transports communications	10	-	-	-	-
Travail salarié	11	10	4	1	45
Chômage	17	-	-	10	15
<i>Univers institutionnel</i>					
Éducation	1	1	11	4	9
Opinion publique	2	3	8	2	11
Culture	3	7	2	2	11
Parti	4	2	9	5	8
Santé	5	-	-	8	1
Domaine social	6	6	3	8	1
Famille	7	4	5	7	4
Église	8	8	1	-	-
Logement	9	4	5	6	5
Relations de travail	10	-	-	1	30

Sur un fond commun de valeurs liées au développement économique, au *progrès*, à la *rationalité* et à la disciplinarisation (*responsabilité* et *vertu*), la classe agricole et la classe ouvrière reçoivent ainsi un traitement significativement différencié. À la classe ouvrière, on lance un appel à la collaboration (la collaboration capital-travail, naturellement), en profilant l'idée de justice, à la condition expres-

se bien sûr qu'elle soit vertueuse et disciplinée (et accueille ainsi le capital étranger...). Les agriculteurs, au contraire, seront considérés comme des ferments de stabilité, parce qu'ils constituent une classe fidèle (aux traditions) et une classe travailleuse (et donc susceptible de donner des leçons). La paysannerie apparaît ainsi comme une classe réifiée dans l'univers du passé et de la répétition, mais en même

[129]

**Tableau 8 (suite)**

Catégorie	Ordre attendu	Cultivateur		Ouvrier	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers des valeurs</i>					
Progrès	1	1	17	1	14
Ordre-hiérarchie	2	-	-	3	5
Responsabilité	3	3	6	2	8
Rationalité	4	2	8	3	5
Autonomie-liberté	5	6	4	8	3
Dignité	6	-	-	8	3
Stabilité	7	4	5	-	-
Vertu	8	6	4	6	4
Tradition	8	-	-	-	-
Morale	10	-	-	-	-
Justice	12	-	-	3	5
Bonheur	14	6	4	-	-
Collaboration	16	-	-	6	4
Amour	18	-	-	8	3
Fidélité	21	6	4	-	-
Travail	25	4	5	-	-
Confort	27	6	4	-	-

temps plongée dans une réalité en pleine transformation. Voilà une première trace du caractère dichotomique et contradictoire de l'idéologie duplessiste sur lequel nous reviendrons abondamment. La classe agricole est ici posée comme une condition de *progrès*, mais à travers la *stabilité*. On semble lui attribuer un rôle charnière dans la production du changement dont elle devrait profiter en acquérant le confort. La catégorie *confort* est ainsi étroitement liée à la politique de



l'électrification rurale : l'électricité amènera le confort des villes à la campagne. Cette notion peu importante en nombre absolu n'en est pas moins décisive dans la promotion de la société de consommation et de la transformation du mode de vie dans les régions rurales.

La paysannerie tient donc une place manifestement importante au sein d'une société en pleine transformation. Il en ira de même de l'agriculture. Nous observons dans le covoisinage de cette notion que le discours unioniste fait place au tryptique *parti-famille-Église*. L'univers des valeurs liées à cette catégorie présente aussi des caractéristiques semblables à celles que nous avons rencontrées avec la notion de « cultivateur ». On constate la même importance des catégories liées [130] au développement économique (*progrès* et *rationalité*). De plus, tout comme dans le cas de « cultivateur », la *stabilité* se renforce de façon significative.

Ainsi, non seulement les cultivateurs comme classe, mais l'agriculture comme activité économique est-elle présentée comme un opérateur de stabilisation dans un monde en transformation.

L'agriculture et les agriculteurs jouent un rôle charnière dans le discours du-plessiste. Nous sommes littéralement à la croisée de deux mondes : celui de la société traditionnelle (*famille, parti, Église*) et celui de la société moderne (*progrès, rationalité, confort*). La notion de stabilité opère la jonction entre ces deux réalités apparemment si opposées. C'est sans doute là l'un des premiers fondements d'une pratique discursive mettant en œuvre le paradoxe et la contradiction. La stabilité héritée, celle de la société traditionnelle sert de garant au développement du marché et à l'industrialisation et de point d'appui pour la dissolution de la société dont elle est l'héritage.

### *Les classes dominantes*

Le discours du budget n'est pas le lieu d'une mise en place systématique et claire des rapports hiérarchiques entre les classes dominantes. C'est plutôt par la production de la classe appui et la défense d'un complexe institutionnel spécifique qu'il contribue à former le bloc social. Sur les rapports entre les classes, fractions ou catégories sociales dominantes, le discours reste flou. Aussi bien en ce qui

concerne les rapports sociaux qu'en ce qui touche les institutions, il procède par signaux sans doute reconnus par les acteurs, mais que l'analyste sera forcé de décoder en mettant en rapport un ensemble d'indices disparates disséminés dans le discours et dépassant largement la simple question des seuls rapports de classes. Aussi ne faudrait-il pas s'attendre à lire dans cette seule section réservée aux classes dominantes le dernier mot de la production discursive du bloc social.

Le discours est ici confus. Il s'agit peut-être de sa caractéristique principale. Il additionne les éléments d'une nomenclature : celle de professions que la sociologie classera traditionnellement dans la petite bourgeoisie, celle d'agents identifiables à la bourgeoisie... Mais nulle tentative d'articulation ne vient poser les rapports entre les éléments de la liste. Si la pratique discursive trace les frontières du sens en nommant ou en valorisant tel ou tel type d'agents, il ne produit de propositions sur les rapports hiérarchiques entre les classes dominantes [131] que par une sorte d'effet cumulatif renvoyant nécessairement à d'autres régions du discours.

Nous nous limiterons donc à relever des généralités, qui sont pourtant, notons-le, l'effet même d'un discours qui laisse des traces et tente de les effacer dans le même mouvement. C'est sans doute là ce qui pousse plusieurs analystes à déborder le discours, en lui substituant une analyse des conditions « réelles » devant l'expliquer mieux que lui-même. Et pourtant la prise au sérieux du texte dans le mouvement même de sa généralité nous permet de saisir des pratiques qui ne sont pas sans intérêt. Ainsi, au premier chef, cette dispersion remarquable des modes de désignation de la classe bourgeoise. Alors que les mots désignant les classes dominées sont relativement peu nombreux et que le discours privilégie nettement une notion centrale pour saisir les classes dominées (cultivateur, pêcheur, ouvrier), les notions reliées à la bourgeoisie (hommes d'affaires, entrepreneurs, patrons, promoteurs, banquiers, capitalistes, financiers, manufacturiers, marchands...) sont beaucoup plus nombreuses. Nous assistons à un effet inverse de massification des classes dominées et de personnification de la classe dominante. La paysannerie et la classe ouvrière sont saisies comme des masses monolithiques et indifférenciées alors que la bourgeoisie est davantage présentée comme un ensemble d'agents dynamiques identifiables à la spécificité de leur tâche. Nous tenons ainsi deux pôles du discours politique duplessiste : une dispersion-personnification de la classe dominante doublée d'une massification des classes dominées.

L'analyse de la thématisation nous permet cependant de montrer que la représentation des classes dominées est beaucoup moins homogène que ne le laisse entrevoir la seule prise en considération de l'occurrence simple (voir le tableau 9). On notera, en effet, que les notions afférentes à la classe ouvrière sont de très loin les moins thématisées (25%). Au contraire, si l'on additionne l'ensemble des notions liées à la petite production (classe agricole et pêcheurs), on voit que 38,2% d'entre elles sont thématisées, soit presque le même pourcentage atteint par les notions représentant la bourgeoisie (41,9%). On constatera ainsi que même si les notions afférentes à la paysannerie et à la petite production en général manifestent la même tendance à la massification que celles qui représentent la classe ouvrière, les premières, contrairement aux secondes, sont presque aussi souvent thématisées que les notions se référant à la bourgeoisie. Somme toute, le pêcheur, le cultivateur et le bourgeois sont régulièrement posés

[132]

**Tableau 9**

*Liste des principaux mots indexés sous la catégorie classes en fréquence et en thématisation dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Classes	Fréquence		Indice-Thème
	Absolue	Thème	
<b>Classe agricole</b>			
Cultivateur(s)	124	43	34,7
Agriculteur(s)		5	1
Fermier(s)		5	1
Paysan(e)(s)		5	2
Colon(s)	13	4	30,8
Total	152	51	33,5
<b>Pêcheur(s)</b>	34	20	58,8
<b>Classe ouvrière</b>			
Ouvrier(s)	95	27	28,4
Travailleur(s)	17	1	0,6
Total	112	28	25,0
<b>Bourgeoisie</b>			
Capital	5	1	20,0
Capitaliste(s)	7	3	42,9
Hommes d'affaires	12	4	33,3
Patron(s)	6	2	33,3
Banquier(s)	3	0	0,0
Industriel(s)	13	7	53,8
Manufacturiers	6	2	33,3
Financier(s)	10	7	70,0
Total	62	26	41,9

comme des acteurs, alors que la pratique discursive représente le plus souvent l'ouvrier comme un objet. La paysannerie apparaît encore une fois comme la classe appui. On pourra dès lors considérer que le discours duplessiste produit une dispersion-personnification de la classe dominante érigée en agent fondamental de la transformation sociale, une massification-magnification de la paysannerie considérée comme une base tout aussi fondamentale de l'édifice social et, enfin, une massification-objectivation de la classe ouvrière posée comme un simple instrument du développement capitaliste.

[133]

Des fractions de la bourgeoisie et de leurs rapports hiérarchiques nous apprendrons peu de chose dans le discours du budget, sinon en étant attentifs à certaines traces et à certains signaux. La nomenclature <sup>76</sup> des noms de compagnies nous permettra, par exemple, de constater une valorisation particulière du capital monopoliste américain : sous la catégorie compagnie apparaissant massivement dans l'après-guerre, nous avons dénombré 83 noms de compagnies (sur 127) liées aux richesses naturelles et très massivement au capital américain, contre seulement 24 au système bancaire et financier largement identifiable au capital canadien. Il ne faut pas être grand clerc pour y lire une trace de l'hégémonie à tout le moins économique du capital monopoliste américain au sein du bloc social duplessiste.

D'un capital non monopoliste régional que défendrait le régime et qui tenterait d'occuper le plus d'espace possible dans ses rapports dominés face aux différentes fractions du capital monopoliste <sup>77</sup> nous ne trouverons certes ni programme, ni proclamation. C'est plutôt dans la promotion systématique d'un espace économique régional que le discours duplessiste laisse entrevoir et signale des intérêts capitalistes locaux. Ne soulignons ici que quelques éléments d'une lecture qui restera à faire. La catégorie *industrie* est associée dans son voisinage aux catégories *ressources naturelles*, *agriculture* et *commerce*. Des intérêts commerciaux s'immisceraient-ils ici entre le capital hégémonique américain et la classe appui ? De même, dans les discours unionistes, principalement ceux d'après-guerre, la catégorie compagnie est significativement reliée aux catégories travaux publics et transports et communications. Le développement local constituerait-il un espace favorable à l'affirmation du capitalisme régional ?

---

<sup>76</sup> À partir des raisons sociales codées sous la catégorie *compagnie*, nous avons procédé, quand cela était possible, à un regroupement fondé sur le secteur d'activité et l'origine nationale.

<sup>77</sup> Gilles Bourque, « Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse », *op. cit.* [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

### **Industrialisation et capital étranger**

Nos compatriotes se dirigent en plus grand nombre vers le commerce et l'industrie. Partout surgissent de nouvelles usines alimentées par le capital étranger, attiré par l'excellent caractère de notre population, aussi bien que par la politique de stabilité progressive du gouvernement. (1952, p. 28)

Si l'on se rappelle que la catégorie *compagnie* est largement dominée par des raisons commerciales liées aux richesses naturelles et au capital américain, ne pourrait-on trouver dans ce rapport les [134] traces d'une alliance entre le capital régional et le capital monopoliste, le premier étant voué à l'exploitation des retombées (construction de routes, de ponts, commerce local, etc.) d'un développement prenant naissance ailleurs ? Cette hypothèse se renforce lorsque l'on constate que les catégories *travaux publics* et *transports et communications* s'appellent l'une l'autre de façon significative, en même temps qu'elles suscitent le renforcement des catégories *compagnie*, *agriculture* et *ressources naturelles*. Le discours de l'Union nationale, on le verra, est caractérisé par une valorisation discursive significative de l'espace régional. Cette valorisation peut être considérée comme la constitution d'un espace de développement d'intérêts locaux, certes non hégémoniques, mais non moins profilés dans le discours.

### ***La petite bourgeoisie***

Nous avons jusqu'ici pu faire ressortir clairement comment le discours duplesiste constitue la paysannerie en classe appui. Nous avons aussi repéré les marques de l'hégémonie du capital américain au sein d'un bloc social où des intérêts locaux semblent « négocier » une certaine place, locale et régionale. Qu'en est-il

de la petite bourgeoisie, classe maîtresse de toute une sociologie ? Le duplessisme, on le sait, serait le dernier défenseur de cette classe qui aurait dominé le Québec depuis plus d'un siècle. Le concept de petite bourgeoisie traditionnelle ou nouvelle est étrangère au discours, il n'est pas besoin de l'écrire ; il nous faudra donc scruter le comportement de la catégorie professions, espérant y retrouver des indices de la place faite aux petits-bourgeois (voir le tableau 10).

On peut rassembler sous trois strates les professions désignées dans les discours du budget de 1934 à 1960 : professions liées à l'économie de marché (ingénieurs, comptables...), professions traditionnelles (médecins, avocats ...), professions attachées à la reproduction (instituteurs, historiens, sociologues...). On n'étonnera personne en soulignant que les discours unioniste et libéral diffèrent sensiblement à l'égard de l'univers professionnel. Alors que les discours libéraux se réfèrent massivement aux professions liées à l'économie de marché, l'Union nationale n'évoque significativement cette catégorie qu'à partir de 1949.

L'univers professionnel des discours de l'Union nationale est cependant beaucoup moins monolithique et traditionnel que les idées reçues pourraient nous le laisser entendre. Cet univers est diversifié

[135]

**Tableau 10**  
*Familles de professions et leur fréquence par zone*

[Retour à la table des matières](#)

Familles	Total	34-36	37-39	40-44	45-48	49-53	53-56	57-60
Professions liées à l'économie de marché	105	4	5	8	4	22	45	17
Professions liées à l'univers traditionnel	45	0	2	1	13	11	13	5
Professions liées à la reproduction sociale	112	0	10	0	26	17	36	23

et, surtout, il se transforme significativement durant la période. Soulignons d'abord que la strate des professions traditionnelles n'a pas l'importance à laquelle on aurait pu s'attendre. Au contraire, ce sont les professions liées à la reproduction qui seules occupent une place significative durant toute la période : elles dominent en 37-39, 45-48, 57-60 et occupent le second rang de 1949 à 1956. Les professions traditionnelles n'occupent une place relativement significative que dans les zones 45-48 et 49-52 (respectivement 30,2% et 22% des occurrences). Il faudra revenir sur cette dernière indication, car c'est précisément au cours de la même période que les catégories liées à l'Église et au clergé apparaissent massivement, comme si le cléricisme ressortait davantage dans le discours économique duplessiste dans l'après-guerre que dans l'avant-guerre. Retenons seulement ici que les professions traditionnelles n'occupent qu'une place relativement marginale, sinon passagère, dans le discours de l'Union nationale. On passe, au contraire, de la dominance très nette des professions liées à la reproduction au début de la période à l'affirmation des professions liées à l'économie du marché qui dominent en 49-52 et 53-56 et sont significativement présentes en 57-60. Mais seule l'analyse de la cooccurrence permettra d'évaluer correctement cette constatation, car, soulignons-le, il n'est sans doute pas étonnant que les professions traditionnelles occupent peu de place dans le discours du budget, dans un État de type libéral n'intervenant de façon globale ni dans le domaine de la santé, ni dans la gestion de l'appareil scolaire.

L'analyse du voisinage de la catégorie *professions* nous évitera de nous engager sur une fausse piste et nous permettra d'avancer



[136]

**Tableau 11**  
*Le covoisinage de professions dans les univers institutionnel et des valeurs  
pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers institutionnel</i>					
Éducation	1	1	99	-	-
Opinion publique	2	2	58	1	3
Culture	3	3	46	-	-
Parti	4	5	11	-	-
Santé	5	5	11	-	-
Domaine social	6	-	-	-	-
Famille	7	5	11	-	-
Église	8	5	11	-	-
Logement	9	9	2	-	-
Relations de travail	10	9	2	2	1
Clergé	11	4	12	-	-
<i>Univers des valeurs</i>					
Progrès	1	1	30	2	1
Ordre-hiérarchie	2	2	26	-	-
Responsabilité	3	4	12	1	2
Rationalité	4	5	9	-	-
Autonomie-liberté	5	8	7	2	1
Dignité	6	5	9	-	-
Stabilité	7	7	8	-	-
Vertu	8	-	-	-	-
Tradition	9	8	7	-	-
Morale	10	-	-	-	-
Religion	17	8	7	-	-
Amour	18	3	13	2	1

dans notre analyse du bloc social duplessiste (voir le tableau 11). Soulignons d'abord une nette différence entre les discours libéraux et unionistes. Dans le discours libéral, les professions ne renvoient qu'à des institutions caractéristiques de

l'État moderne (*opinion publique et relations de travail*). Les discours de l'Union nationale se caractérisent, au contraire, par un renforcement significatif des institutions traditionnelles (*clergé, famille, Église*) et, en ce qui concerne les valeurs, par l'affirmation de la catégorie *religion* et la présence de *tradition*. Les professions, tout comme l'agriculture et les agriculteurs, appellent donc au moins partiellement un univers traditionnel.

[137]

### Sociologie et tradition

Les sociologues s'alarment en constatant l'essor prodigieux de l'industrialisation de la province et ils craignent que les fils de cultivateur délaissent la terre paternelle et se laissent attirer par le mirage des villes, mais ils devraient avoir l'esprit de justice de reconnaître qu'aucun gouvernement n'a fait davantage pour encourager l'agriculture. (1955, p. 32)

Même dans le discours du budget, l'Union nationale ne semble pas être le défenseur de la nouvelle petite bourgeoisie. Le professeur et le sociologue baignent dans un univers où figurent en même temps le curé, la famille et la tradition. Mais qu'en est-il des professions qui, nous l'avons souligné, dominent à partir de 1949 ? On ne s'étonnera pas d'apprendre que, sous l'Union nationale, ces professions sont fortement liées à *ressources naturelles*. C'est donc de l'ingénieur et du géologue dont on parle avec le plus de prédilection. Et nous voilà encore une fois en plein paradoxe : d'une part le médecin ou l'enseignant sanctifié par la religion, de l'autre l'ingénieur, héraut de la technique. Toujours le progrès, toujours la tradition...

Ainsi s'achève la toute première partie de notre esquisse du bloc social produit dans les discours du budget duplessiste. Nous avons vu se dessiner nettement une classe appui, la paysannerie, nous avons repéré les traces d'une fraction hégémonique vouée aux richesses naturelles, nous avons entrevu le profil d'un espace économique régional pouvant permettre l'éclosion d'intérêts locaux, nous avons

finalement rencontré une petite bourgeoisie écartelée entre l'univers traditionnel et le développement industriel. À la faveur de cette esquisse, nous avons vu maintes fois poindre l'univers des institutions et des valeurs traditionnelles. Notre tableau ne saurait donc être complet sans que l'on scrute les particularités de cette partie du continent unioniste.

## L'ÉGLISE, LE PARTI, LA FAMILLE

[Retour à la table des matières](#)

Il ne s'agira pas de dresser ici le tableau de l'ensemble de l'univers institutionnel du discours duplessiste, mais d'insister sur certains de ses aspects. On devra donc se garder de considérer les analyses de cette section comme le dernier mot de la question. Nous ne voulons [138] insister ici que sur ce qui différencie le discours duplessiste du discours libéral, considérant que la promotion de certains types d'institutions, même si elles ne sont pas les seules à être valorisées, s'inscrit à part entière dans le procès discursif de production du bloc social. Nous verrons que les discours libéraux sont presque exclusivement axés sur les institutions caractéristiques de l'État moderne dans sa forme libérale ou keynésienne, alors que le discours duplessiste se particularise par la défense de trois institutions manifestement productrices d'un bloc social traditionaliste (*l'Église*, le *parti* et la *famille*), même s'il fait en même temps bonne place aux institutions de l'État démocratique bourgeois.

### *L'Église*

Bien sûr, l'Église occupe une place privilégiée dans le discours de l'Union nationale. On notera d'abord une nette différence entre unionistes et libéraux (voir le tableau 12). Les catégories *Église* et *clergé* sont très faibles dans le discours libéral. Mais on devrait tout de suite noter que ces catégories n'ont pas la même importance dans l'ensemble des discours de l'Union nationale. Elles apparaissent principalement dans l'après-guerre (de 1945 à 1956) au moment même où, nous l'avons souligné plus haut, les professions traditionnelles sont le plus significati-

ves. Une différence remarquable donc entre les zones 37-39 et celles d'après-guerre ; c'est ainsi, paradoxalement, dans l'après-guerre et dans une période d'accélération du développement industriel, que le discours cléricale se déploie le plus significativement. On pourra dès lors formuler l'hypothèse que les aspects cléricales du discours du budget s'intègrent à la logique d'ensemble de la pratique discursive duplessiste, intervenant dans les stratégies sociales, politiques et économiques et faisant partie intégrante de la promotion d'un régime de notables.

Établissons d'abord comment se comportent les différents sous-ensembles de catégories (l'économie, l'État, les institutions, le social, les valeurs) dans le voisinage de *Église* et *clergé*. Dans les institutions d'abord, ces deux catégories favorisent l'affirmation de *famille*, un élément central, nous le verrons, du discours traditionnel (voir le tableau 13). Elles appellent aussi fortement la catégorie *éducation* ; il s'agit là évidemment de l'un des principaux champ d'intervention de l'Église dans les rapports sociaux. Notons de plus, même s'il le fait de façon marginale, que seul le discours unioniste met l'Église ou le

[139]

**Tableau 12**  
*L'importance relative des catégories Église et clergé  
dans l'univers institutionnel*

[Retour à la table des matières](#)

Zone	Église		Clergé	
	Fréq.	%	Fréq.	%
34-36	4	4,1	1	1,0
37-39	2	0,9	-	-
40-44	1	0,6	1	0,7
45-48	26	3,5	23	3,1
49-52	33	4,1	25	3,1
53-56	35	2,8	24	0,2
57-60	4	1,7	7	1,1
Total	112	2,9	81	2,1

clergé en rapport avec des catégories comme *santé, logement, relations de travail* et *domaine social* : même si cette dernière s'affaiblit légèrement, on peut certes lire dans l'exclusivité de ce rapport une des traces de la stratégie anti-keynésienne de l'Union nationale.

### **Clergé et progrès**

Heureusement, notre clergé réussit à maintenir et à développer un enseignement secondaire que Lord Durham lui-même dans son rapport ne pouvait s'empêcher d'admirer. (1947, p. 5)

À l'aurore du vingtième siècle, l'industrie transforme le visage de notre province. Les premiers conflits ouvriers nécessitent des interventions retentissantes : celles du cardinal Bégin et de Mgr Paul Bruchési, par ses conférences et ses sermons, Mgr L.-A. Paquet, l'un des maîtres de l'Université Laval, attire l'attention de ses auditoires sur les questions sociales qu'il expose avec une maîtrise non encore dépassée. (1952, p. 5)

Le progrès économique et social de notre province ne peut devenir une réalité vivante que si le capital, le travail et l'autorité civile aussi bien que l'autorité religieuse coopèrent loyalement dans l'élaboration d'une politique de concorde et de véritable fraternité. (1954, p. 32)

L'homme Duplessis qui, d'un geste hardi, sauve de la ruine l'éminente communauté des Sulpiciens et parachève la construction de l'Université de Montréal, va contribuer puissamment au progrès de l'éducation et de l'Université Laval. (1952, p. 6)

[140]

**Tableau 13**  
*Le covoisinage de Église et clergé dans l'univers institutionnel  
pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Église</i>					
Éducation	1	1	39	1	3
Opinion publique	2	4	15	-	-
Culture	3	3	21	-	-
Parti	4	-	-	-	-
Santé	5	5	5	-	-
Domaine social	6	7	2	-	-
Famille	7	6	4	-	-
Église	8	*	*	-	-
Logement	9	8	1	-	-
Relations de travail	10	8	1	-	-
Clergé	11	2	26	2	1
<i>Clergé</i>					
Éducation	1	1	47	1	1
Opinion publique	2	3	14	-	-
Culture	3	4	6	-	-
Parti	4	-	-	-	-
Santé	5	6	3	-	-
Domaine social	6	7	2	-	-
Famille	7	5	4	-	-
Église	8	2	19	1	1
Logement	9	8	1	-	-
Relations de travail	10	-	-	-	-
Système judiciaire	12	8	1	-	-

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

Les rapports aux catégories de l'univers social sont plus révélatrices. La catégorie *clergé* est fortement associée aux mots « classes » et « cultivateurs », ainsi qu'à la catégorie *social* (voir le tableau 14). Les aspects religieux du discours font donc partie intégrante de la production du bloc social ruraliste. Notons également le renforcement des catégories *personnages* sous *clergé* et de *professions* sous *Église*, faisant ressortir les éléments caractéristiques d'un discours de notables<sup>78</sup> axé sur la personnalisation-professionnalisation. Les catégories d'accompagnement d'ordre politique particulariseront peut-être encore davantage [141] l'Union nationale. On insistera d'abord sur l'importance que prend la catégorie *élus-représentants* avec *Église*.

Si l'on conjugue cette forte présence de *élus-représentants* avec l'apparition, soulignée plus haut, des catégories *personnages* et *professions* ainsi que du mot « région », nous voyons à nouveau s'ajouter tous les éléments caractéristiques d'un régime de notables dont nous avons déjà repéré la trace. On peut même lire dans le voisinage de *Église* et *clergé* la production d'une mémoire collective liée à ce bloc social en analysant les mots codés sous la catégorie *personnages* qui renvoient de façon significative à des personnages historiques canadiens-français (Lafontaine, Laurier, Étienne Parent, Taché...) <sup>79</sup>.

Invoquons aussi le fait que, sous l'Union nationale, comme nous le verrons dans une autre section, la catégorie *institutions politiques* est fortement liée à *personnages*, tandis que *élus-représentants* renvoie à la valeur de *dignité*, double trace (personnalisation-hiérarchisation) d'un régime de notables.

Cette constitution d'un bloc social régional mettant en place un régime de notables ressort encore plus clairement du fait que seuls les discours unionistes (en fait ceux d'après-guerre) mettent significativement en relation avec *Église* et *clergé* les catégories *institutions politiques* et *domaine constitutionnel*. De même, on notera une différence intéressante, si l'on prend en considération le fonctionnement de la catégorie *institutions politiques* elle-même. On verra que, sous les libéraux, la catégorie *institutions politiques* provoque le renforcement de *relations de*

<sup>78</sup> Renaud Dulong, *Les régions, l'État et la société locale*, op. cit.

<sup>79</sup> Nous avons dressé une liste des personnages apparaissant dans le discours du budget et les avons classés en fonction de leurs caractéristiques nationales et historiques.

*travail, domaine social, opinion publique et parti*. Les discours unionistes se profilent différemment puisque, si parti s'y renforce comme sous les libéraux, les deux autres éléments du triptyque, *Église* et *famille*, apparaissent alors qu'ils sont absents chez ces derniers (voir le tableau 15). Ce régime de notables s'instaure donc dans le cadre de la forme du régime fédéral tout en mettant en œuvre une pratique discursive non keynésienne. Nous y reviendrons.

L'univers économique lié aux catégories *Église* et *clergé* n'en sera pas moins significatif, même si les catégories demeurent peu nombreuses. Remarquons surtout, en plus de *transports et communications*, la présence significative d'*agriculture* et de *ressources naturelles* comme si l'Église était mise en rapport avec les grands axes de la politique économique à la base du bloc social duplessiste : la modernisation de l'agriculture et le développement des ressources naturelles sous l'égide du capital américain. Des valeurs apparaissant avec *Église* et *clergé*, on ne soulignera enfin que des choses attendues, tel le



[142]

**Tableau 14**  
*Le covoisinage de l'Église et clergé dans l'univers social  
pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Église</i>					
Temporalité	1	1	77	1	2
Espace	2	2	58	1	2
Communauté	3	3	26	-	-
Classes	4	8	5	-	-
Personnages	5	6	10	-	-
Conflits	6	8	65	-	-
Population	7	7	8	-	-
Professions	9	4	13	-	-
Langue	9	5	12	-	-
Âge	10	-	-	-	-
Social	11	8	5	-	-
<i>Clergé</i>					
Temporalité	1	1	41	1	2
Espace	2	2	39	2	1
Communauté	3	4	10	-	-
Classes	4	7	5	-	-
Personnages	5	3	34	-	-
Conflits	6	8	4	-	-
Population	7	-	-	-	-
Professions	8	8	4	-	-
Langue	9	5	8	-	-
Âge	10	-	-	-	-
Social	11	6	7	-	-
Sexe	12	8	4	-	-

renforcement de *religion, tradition, ordre-hiérarchie, dignité, vertu et morale*.

L'univers discursif que tracent les catégories religieuses fait une place importante à l'Église dans la constitution du bloc social duplessiste. De l'ombre qu'elle projette dans le domaine des institutions à la défense d'une stratégie non keynésienne, en passant par son rapport à la classe appui (cultivateurs), à la constitution

d'un État de notables (*personnage, profession, et élus-représentant*), de son intervention dans le domaine constitutionnel jusqu'à son insertion dans les grands aspects de la politique économique unioniste (*agriculture, ressources,*

[143]

**Tableau 15**

*Le covoisinage de institutions politiques dans les univers institutionnel et économique pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers institutionnel</i>					
Éducation	1	1	362	2	20
Opinion publique	2	3	160	1	32
Culture	3	6	67	7	2
Parti	4	2	199	3	18
Santé	5	4	158	6	5
Domaine social	6	5	78	5	6
Famille	7	7	49	-	-
Église	8	9	23	-	-
Logement	9	10	22	8	1
Relations de travail	10	8	31	4	10
<i>Univers économique</i>					
Budget	1	1	757	1	270
Économie	2	2	515	3	107
Finance	3	3	274	2	111
Ressources naturelles	4	4	253	6	16
Marché	5	6	217	5	43
Industrie	6	8	118	9	10
Agriculture	7	5	230	4	49
Travaux publics	8	7	213	7	13
Science-technologie	9	10	91	8	11
Transp. communication	10	9	107	10	8

*naturelles et transports et communications*), on peut clairement induire que l'Église constitue une force sociale déterminante dans le bloc social régional et ruraliste produit dans le discours duplessiste.

### *Le parti*

Nous traiterons ici du parti de l'Union nationale, bien sûr, que nous considérons comme une institution centrale dans la constitution du bloc social. Notons cependant que la catégorie *parti* ne ramène dans son voisinage que de façon très marginale (voir les tableaux 16 et 17) *Église* et *clergé*, comme si l'Église et le parti constituaient deux institutions spécialisées et relativement indépendantes dans la production d'un même bloc social.

[144]

**Tableau 16***Le covoisinage de parti dans les univers économique, politique et institutionnel pour l'Union nationale et le Parti libéral*[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers économique</i>					
Budget	1	1	112	1	14
Économie	2	2	77	2	5
Finance	3	3	56	4	4
Ressources naturelles	4	4	45	-	-
Marché	5	10	19	2	5
Industrie	6	8	22	-	-
Agriculture	7	5	43	-	-
Travaux publics	8	6	28	-	-
Science-technologie	9	7	25	-	-
Transp. communication	10	9	21	-	-
<i>Univers politique</i>					
Inst. politiques	1	1	237	1	20
Constitution	2	3	110	3	5
État	3	2	136	2	7
Élus-représentants	4	4	50	-	-
Droit	5	5	40	-	-
Pouvoir	6	6	23	4	2
Armée	7	8	2	-	-
Personnel d'État	8	7	6	-	-
<i>Univers institutionnel</i>					
Éducation	1	4	17	-	-
Opinion publique	2	1	35	1	1
Culture	3	3	18	-	-
Parti	4	*	*	*	*
Santé	5	6	14	-	-
Domaine social	6	7	13	-	-
Famille	7	5	15	-	-
Église	8	10	2	-	-
Logement	9	8	5	-	-
Relations de travail	10	2	21	-	-

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD) 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

La catégorie *parti* suscite le renforcement significatif *d'opinion publique*, au premier rang de l'univers institutionnel, et, *d'institutions politiques* qui, au premier rang comme d'habitude, n'en distance pas moins de façon beaucoup plus importante qu'attendue les autres catégo

[145]

**Tableau 17**  
*Le covoisinage de parti dans les univers social et des valeurs  
pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers social</i>					
Temporalité	1	1	376	1	29
Espace	2	2	151	2	7
Communauté	3	3	27	3	1
Classes	4	4	26	-	-
Personnages	5	6	21	3	1
Conflits	6	5	22	-	-
Population	7	8	16	-	-
Professions	8	9	12	-	-
Langue	9	10	5	-	-
<i>Univers des valeurs</i>					
Progrès	1	2	55	-	-
Ordre-hiérarchie	2	1	69	1	1
Responsabilité	3	-	-	-	-
Rationalité	4	4	26	-	-
Autonomie-liberté	5	7	17	-	-
Dignité	6	3	27	1	1
Stabilité	7	6	19	1	1
Vertu	8	5	20	1	1
Tradition	8	8	12	-	-
Morale	10	-	-	-	-
Collaboration	16	9	11	-	-
Démocratie	20	-	-	1	1
Espérance	22	-	-	1	1

ries de l'univers politique. Il ne fait donc aucun doute que le parti, même dans le discours unioniste, est posé comme un appareil directement relié aux grandes institutions de l'État démocratique (le gouvernement) et de l'espace public (l'opinion publique).

Alors que l'*Église* était principalement reliée dans l'univers politique au *domaine constitutionnel* laissant ainsi transparaître les luttes de juridictions liées au contrôle et à la reproduction des rapports sociaux, la pratique discursive unioniste inscrit résolument le *parti* dans la sphère politique. L'*Église* semble ainsi quadriller la société civile, alors que le parti paraît rattacher le bloc social à la société [146] politique. Mais, malgré la spécificité du travail de ces deux catégories, peut-on faire ressortir certains traits communs ?

Il nous faudra souligner d'abord le caractère extensif du champ de la cooccurrence de la catégorie parti. Dans le discours unioniste, parti est mis en rapport avec l'ensemble des catégories les plus importantes, alors que les discours libéraux ne le relient qu'à quelques-unes des catégories les plus générales des sous-ensembles. Le parti apparaît ainsi comme un élément beaucoup plus important du travail à l'œuvre dans la pratique discursive unioniste que dans celle du Parti libéral. Nous tenterons donc de repérer au moins quelques aspects de la particularité de la place qu'occupe la représentation du parti dans les discours de l'Union nationale. Nous insisterons principalement ici sur les éléments de covoisinage qui sont absents du discours libéral et qui nous permettront de faire ressortir une trame fort semblable à celle que nous avons découverte dans le sillage de la catégorie *Église*.

Insistons d'abord sur le fait que le parti entretient un rapport privilégié avec la classe appui : la catégorie *parti* se renforce, en effet, nettement avec le mot « cultivateur ». Mais il y a d'autres similitudes. Dans l'univers économique d'abord, on notera l'affirmation des catégories *agriculture* et *travaux publics*, ainsi que le maintien de *ressources naturelles*, trois éléments fondamentaux d'une politique économique régionale posant l'articulation du développement de l'agriculture et des ressources naturelles.

### Les vertus de l'Union nationale

Ces richesses n'ont jamais été aliénées par l'Union nationale. Louées à des conditions rigoureuses d'exploitation, elles restent toujours la propriété du peuple de la province. Leur développement profite à toutes les régions du Québec, aussi bien à la classe ouvrière qu'à la classe agricole. (1953, p. 28)

Le rapport de la Commission Tremblay vient donc à l'heure propice. Ne faut-il pas remercier le Chef du gouvernement de l'Union nationale d'avoir ainsi pensé à mieux documenter les hommes publics, les professeurs et la jeunesse étudiante, en confiant à une commission d'enquête la tâche d'écrire la synthèse des droits provinciaux inscrits en lettres ineffaçables dans la constitution canadienne ? (1945, p. 38)

La politique financière du gouvernement de l'Union nationale est avant tout une politique d'équilibre et de stabilité. (1948, p. 4).

[147]

Dans le domaine des institutions, on remarquera le renforcement concomitant de *opinion publique* et *relations de travail*, deux catégories reliées au modernisme, ainsi que de *famille* et secondairement de *clergé*, deux « instances » de la société traditionnelle. Nous n'insisterons provisoirement que sur les aspects traditionalistes puisque nous sommes ici essentiellement attentifs à la communauté du fonctionnement de *parti*, d'*Église* et ultérieurement de *famille*. Cette démarche nous permettra de reconnaître dans l'univers des valeurs trois catégories (*stabilité*, *ordre-hiérarchie* et *dignité*) qui se renforcent tout comme elles le faisaient dans le voisinage d'*Église*. Notons enfin que les catégories liées à la représentation d'un État de notables sont en bonne place puisque une se maintient (*élus-représentants*) et que deux ne perdent qu'un rang (*professions* et *personnages*). Si l'on tient compte de l'affirmation de la catégorie *dignité*, soulignée plus haut, nous

pouvons donc avancer que la représentation du parti contribue notamment à la promotion d'un État de notables dans le discours unioniste.

La même trame générale que nous avons repérée dans l'univers des catégories religieuses se dégage ici : contribution à la production de la classe appui, constitution d'un État de notables, rapport à un univers traditionnel centré sur la famille et à une politique économique régionale axée sur la promotion des ressources naturelles et de l'agriculture. Remarquons enfin la congruence de *parti* avec l'univers du mot « cultivateur ». Le parti, tout comme la classe agricole devient symbole de stabilité. Des cultivateurs à l'Église et au parti se profilent ainsi des maillons fondamentaux de notre esquisse.

### *La famille*

À partir de ces maillons pouvons-nous trouver ce que nous pourrions considérer comme un nœud, un point de convergence ? Notons d'abord que *famille* rapporte dans l'ensemble le même univers de catégories que *Église* et *parti*. *Famille* est cependant la catégorie du tryptique qui suscite de la façon la plus significative la coprésence des deux autres dans son voisinage. Elle pourrait donc apparaître comme un point de convergence de l'univers traditionnel, d'autant plus qu'elle ramène deux des valeurs les plus significatives qui apparaissent dans le voisinage des deux autres catégories : *religion* avec *Église*, et *stabilité* avec *parti*. Notons de plus qu'alors que *Église* et *clergé* se caractérisaient par le renforcement de *domaine constitutionnel* et *parti* par celui *d'institutions politiques*, *famille* conjugue pour ainsi dire les deux univers, comme si elle constituait une sorte de jonction entre



[148]

**Tableau 18**

*Le covoisinage de famille dans les univers économique, politique et institutionnel pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers économique</i>					
Budget	1	2	19	-	-
Économie	2	1	21	3	1
Finance	3	5	10	-	-
Ressources naturelles	4	4	11	-	-
Marché	5	8	5	-	-
Industrie	6	7	7	-	-
Agriculture	7	3	17	2	2
Travaux publics	8	6	8	-	-
Science-technologie	9	9	4	-	-
Transp. communication	10	-	-	-	-
Travail salarié	11	10	2	1	3
<i>Univers politique</i>					
Inst. Politiques	1	1	55	-	-
Constitution	2	2	38	1	2
État	3	3	30	2	1
Élus-représentants	4	4	13	2	1
Droit	5	5	12	-	-
Pouvoir	6	6	6	-	-
Armée	7	-	-	-	-
Personnel d'État	8	-	-	-	-
<i>Univers institutionnel</i>					
Éducation	1	2	36	1	1
Opinion publique	2	5	13	-	-
Culture	3	7	7	-	-
Parti	4	6	9	-	-
Santé	5	4	18	-	-
Domaine social	6	1	41	1	1
Famille	7	*	*	*	*
Église	8	9	4	-	-
Logement	9	3	20	-	-
Relations de travail	10	10	1	-	-
Clergé	11	7	7	-	-

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD) 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

la société politique (le parti) et la société civile (l'Église), à la frontière de la forme de régime et de la forme de l'État (voir les tableaux 18 [149] et 19). C'est dire que la catégorie famille reproduit un univers identique et semble constituer un point de convergence pour les catégories liées aux autres unités du tryptique.

En plus du lien étroit qu'elle entretient avec « cultivateur », famille attire des catégories reliées à l'univers économique régional (agriculture et travaux publics se renforcent, ressources naturelles se maintient). L'univers des institutions se caractérise par le même fonctionnement dichotomique repéré sous parti : domaine social, logement et santé se renforcent, alors que l'on note la présence de parti, clergé et Église. Tout laisse à penser que ce rapport privilégié entre des catégories liées à la reproduction de la force de travail et famille, à l'ombre des catégories parti, clergé, et Église est la marque d'un discours anti-keynésien. Nous pourrions le confirmer dans les chapitres ultérieurs. Il faut souligner également, sauf professions, la présence significative des catégories liées à la production discursive d'un État de notables : personnages et dignité se renforcent, élus-représentants se maintient. Rappelons enfin, en ce qui concerne les valeurs, l'affirmation concomitante déjà soulignée de stabilité et religion, de même que le renforcement de dignité.

Nous sommes donc maintenant en mesure d'indiquer les points d'ancrage du discours institutionnel traditionaliste duplessiste. Fondé sur une politique d'industrialisation centrée sur la double promotion de l'agriculture et des ressources naturelles (et avec elle des intérêts de la classe agricole et du capital monopoliste, principalement américain), le discours unioniste érige la paysannerie en classe appui (cultivateurs). Le parti, la famille et l'Église constituent des aspects fondamentaux de la production du bloc social duplessiste ; la famille semble constituer un maillon décisif du système institutionnel. Axé, au moins partiellement, sur la promotion d'institutions traditionnelles, ce bloc social favorise en même temps les intérêts d'un régime de notables et une politique centrée sur le développement régional.

## UN BLOC SOCIAL NATIONAL

[Retour à la table des matières](#)

L'esquisse du bloc social duplessiste ne saurait certainement être complétée sans que ne s'y dessinent les aspects nationaux que le discours réitère sans trêve. Après avoir insisté sur la nature des alliances propres au duplessisme, nous nous attacherons maintenant aux effets de la communautarisation et de la spatialisation qui se dégagent de la pratique discursive. La dénomination même du parti

[150]

**Tableau 19**  
*Le covoisinage de famille dans les univers social et des valeurs  
pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Univers social</i>					
Temporalité	1	1	109	1	4
Espace	2	2	69	3	1
Communauté	3	3	30	3	1
Classes	4	7	12	-	
Personnages	5	3	30	-	
Conflits	6	5	19	3	1
Population	7	8	10	3	1
Professions	8	-	-	-	-
Langue	9	9	7	-	-
Âge	10	5	19	3	1
Social	11	-	-	2	2
<i>Univers des valeurs</i>					
Progrès	1	1	12	-	-
Ordre-hiérarchie	2	6	8	-	-
Responsabilité	3	8	7	-	-
Rationalité	4	-	-	-	-
Autonomie-liberté	5	4	9	-	-
Dignité	6	1	12	-	-
Stabilité	7	6	8	1	3
Vertu	8	-	-	-	-
Tradition	8	6	8	-	-
Morale	10	-	-	-	-
Individualisme	11	4	8	1	3
Justice	12	8	7	-	-
Religion	17	3	11	-	-

(l'Union nationale) et l'importance bien connue de la notion d'autonomie évoquent déjà la place accordée par le duplessisme à ces deux pôles fondamentaux de la production de la société dans l'État démocratique bourgeois.

## *Une communauté nationale culturelle*

Bien qu'il s'inscrive dans le cadre de l'État libéral, le discours duplessiste trace les contours d'une communauté nationale fort particulière encore largement enserrée dans les instances de la société tradi

[151]

**Tableau 20**  
*Le covoisinage de communauté*  
*dans diverses catégories liées à l'univers traditionnel*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale Ordre observé	Parti libéral Ordre observé
<i>Univers social</i>			
Personnages	5	6	4
Langue	9	3	-
<i>Univers institutionnel</i>			
Culture	3	1	-
Famille	7	4	-
Église	8	5	-
<i>Univers des valeurs</i>			
Tradition	8	2	3
Religion	17	6	-

tionnelle. Nous nous attacherons d'abord ici à faire ressortir les traits de la configuration de la communauté tracés dans les discours unionistes. Le covoisinage de la catégorie communauté se distingue par des caractéristiques fort traditionnelles : la *langue*, les *personnages*, la *famille*, la *culture*, l'*Église*, la *tradition* et la *religion* (voir le tableau 20).

Remarquons de plus, ce que nous révélera à plus d'une reprise la suite de l'analyse, que toutes ces catégories tendent à s'appeler les unes les autres de telle

sorte que l'on puisse parler d'une véritable configuration communautaire propre au discours unioniste.

Définie en termes culturels, la communauté duplessiste s'affichera sous les traits de l'ethnicité. Le discours unioniste se caractérise, en effet, par l'emploi fréquent de la notion de race pour la dénomination de la communauté, appellation absente du discours libéral. Le covoisinage de la notion de race s'inscrit lui-même d'emblée dans l'univers traditionaliste (voir le tableau 21). Son voisinage se caractérise par le très net renforcement des principales catégories reliées à la représentation traditionnelle : l'*Église*, le *clergé*, la *famille*, la *religion*, le *domaine constitutionnel* et la catégorie typique d'un État de notables (*élus-représentants*) caractérisé par l'autoritarisme (*ordre-hiérarchie, dignité*).

[152]

### **La race canadienne-française et catholique**

Cette reconnaissance officielle de Rome est un hommage aux pionniers de l'enseignement chez nous, aux fondateurs de la Nouvelle-France, à tous nos religieux ainsi qu'à notre clergé, à toutes nos mères canadiennes-françaises qui font tant d'honneur à notre race, un hommage suprême à l'Église canadienne, à notre peuple foncièrement religieux, à notre patrie. (1951, p. 51)

Rien ne doit mourir car les Canadiens de langue française sont toujours attachés à leur histoire et à leur passé. Nos traditions et nos coutumes demeurent, notre langue est plus vivante, notre volonté de conserver nos droits et privilèges est plus tenace. (1960, p. 3)

La population a retrouvé dans la doctrine de son valeureux chef, les caractéristiques véritables des qualités de notre race. (1953, p. 34)

Il me paraît superflu d'insister de nouveau sur le fait que l'Acte confédératif est le résultat d'un pacte entre les quatre provinces constituantes et les deux races française et anglaise. (1954, p. 17)

Les Pères de la Confédération nous ont donné une formule précieuse du gouvernement. Cette formule nous a permis de passer de l'état de colonie à l'état de grande nation. Elle a permis aux deux grandes races qui habitent le pays de se développer librement suivant leurs traditions et leur culture. (1954, p. 24)

Le Chef de l'Union nationale, fils illustre de Trois-Rivières, garde vivantes dans son esprit ces émouvantes leçons de courage de nos ancêtres. Sa politique s'inspire de leurs gestes. Comme eux, il cultive un grand amour pour son pays et sa province. Si les frontières du Québec reculent, si la carte du nord de la province au lieu d'être marquée, comme il y a dix ans, de noms inconnus, compte autant de points de repère où s'exerce l'activité humaine, si demain le nombre de nos paroisses se multiplie pour agrandir l'influence de la religion et de la culture française, c'est grâce à sa politique, à son respect des traditions, à son désir ardent de bien servir. Seul un pays prospère peut être le théâtre de telles aventures ; seule une administration stable peut promouvoir une telle marche vers le progrès et vers l'avenir. (1954, p. 4)

Pourquoi ne pourrions-nous revivre les heures de gloire de 1864, alors que les Pères de la Confédération, oubliant leurs divergences de race, de religion et de tradition politique, nous ont donné le système fédératif et pour nous le Québec, assuré la pérennité de la langue et de la culture françaises. (1951, p. 8)

[153]

**Tableau 21**  
*Le covoisinage de « race » dans diverses catégories  
 liées à l'univers traditionnel dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale Ordre observé	Parti libéral Ordre observé
<i>Univers institutionnel</i>			
Famille	7	1	3
Église	8	1	3
Clergé	11	1	3
<i>Univers des valeurs</i>			
Ordre-hiérarchie	2	1	4
Dignité	6	2	3
Tradition	8	-	
Religion	17	1	3
<i>Univers politique</i>			
Constitution	2	1	6
Élus-représentants	4	2	3

En toute logique, le duplessisme, contrairement au discours libéral, se distingue en même temps par le foisonnement des notions spécifiques définissant des communautés particulières. Fondé sur l'affirmation du particularisme ethno-national, ce discours n'aura de cesse de reconnaître des communautés différentes définies principalement en termes linguistiques : les Canadiens français et les Canadiens anglais, bien sûr. Si l'on examine maintenant le voisinage de la notion « canadien-français » et l'ensemble de ses dérivés (de même d'ailleurs que ceux de « québécois ») on reconnaîtra le profil général du même univers traditionnel : la *culture*, l'*Église*, le *clergé*, la *famille*, la *communauté*, la *langue*, la *religion*, la *tradition* et, comme toujours, le *domaine constitutionnel*.

Une race canadienne-française et catholique donc soucieuse de la défense de ses institutions, qui, dans le cadre du régime fédéral, sera appelée à promouvoir la *collaboration*. Cette catégorie est, en effet, significativement liée aux mots « race », « canadien-français » et « québécois » : la collaboration entre les races et entre les classes, voilà le fin mot de la résolution des conflits sociaux.



## *Une communauté spatialisée*

Pour compléter notre première esquisse du bloc social et saisir à grands traits la spécificité du discours politique de l'Union nationale, [154]

### **Terre Québec, développement, tradition et discipline**

Je passe sous silence des développements fantastiques qui attendent la région du Nouveau-Québec. Le chemin de fer de Sept-Îles au Labrador terminé en 1953 permettra dès 1954, l'exploitation de plus de 10 000 000 de tonnes de minerai de fer utilisé pour la fabrication de l'acier. (1952, p. 34)

Il a compris que la fixation au sol constitue un élément essentiel à la formation d'une nation, et d'ailleurs, c'est la classe agricole qui a joué le rôle de premier plan dans la formation de la nation canadienne-française. (1955, p. 31)

Tous ces progrès, M. l'Orateur, soit dans le domaine agricole, soit dans le domaine industriel, soit dans le développement des ressources naturelles ont été réalisés, parce que le chef de l'Union nationale a permis à la population du Québec de s'inspirer des traditions de courage et d'intrépidité des Canadiens qui, au début de notre histoire, ont exploré tout le continent nord-américain pour découvrir de nouvelles terres et les imprégner du caractère français. (1952, p. 35)

Les chefs d'industrie savent que dans le Québec, ils peuvent compter sur une main-d'œuvre spécialisée, respectueuse des lois et soucieuse de ses engagements. Sans doute, des incidents regrettables peuvent survenir, ils sont encore plus nombreux à l'étranger. Quand la paix renaît, il est facile de constater que les ouvriers eux-mêmes ne sont pas souvent responsables des excès qui se commettent en leur nom par certains agitateurs de l'extérieur. (1953, p. 27)

passons aux effets de spatialisation à l'œuvre dans la pratique discursive duplessiste.

Le discours duplessiste développe une représentation de l'espace clairement associée à la figuration du bloc social traditionnel et national. L'occurrence simple des mots codés sous la catégorie *espace* indique déjà la particularité unioniste, puisque l'on y retrouve de façon beaucoup plus significative les notions suivantes : rural(es), région(s), local(aux), ville(s). Les aspects ruraliste et régional du duplessisme ressortent ici de façon significative. Les effets mêmes du débat constitutionnel apparaissent dans les discours d'après-guerre, puisque les noms des autres provinces reviennent systématiquement. On privilégie évidemment l'Ontario (82 occurrences), la province voisine étant invoquée aussi bien dans le cadre du débat constitutionnel que dans [155] une perspective économique comparative. On ne s'étonnera pas d'apprendre que Québec (707 occurrences) apparaît plus souvent que Canada (349), mais il sera plus intéressant de constater que les pays étrangers les plus cités sont les États-Unis (86), la France (32) et l'Australie (23). Les références à l'Australie portent sur le fédéralisme, et l'invocation de la France se rapporte le plus souvent à l'histoire et à la défense de la race canadienne-française et catholique, sinon évidemment à la guerre dans la période libérale de 1940-1944. Si l'apparition des États-Unis correspond souvent à la promotion des investissements dans le secteur des ressources naturelles, il ne faut pas négliger l'insertion de nos voisins du sud dans la promotion de l'autonomie provinciale. Le président Eisenhower est, en effet, fréquemment cité à la défense des pouvoirs régionaux. Soulignons enfin l'occurrence marginale (7) mais significative de Rome à partir de 1953, le pape étant lui-même invoqué à l'appui des autonomies locales. On constate déjà que la pratique de la spatialisation fait partie intégrante de la production du bloc social. L'analyse du voisinage de la catégorie *espace* le confirmera.

L'espace, dans les discours unionistes, est fortement lié aux *ressources naturelles* et l'on note dans l'après-guerre la décroissance de l'*agriculture*, au profit de l'industrialisation.

On notera le renforcement ou la présence attendue des catégories typiques du discours unioniste : *domaine constitutionnel, famille, Église, clergé, communauté,*

*langue, personnages, religion et tradition* (voir le tableau 22). Une pratique de spatialisation donc très nettement axée sur la production d'un bloc social ruraliste, traditionaliste, régional et national.

Le comportement des mots « Québec » et « Canada » renforce d'ailleurs la démonstration, puisqu'ils sont massivement liés à la question constitutionnelle. On retrouve aussi dans leur voisinage *culture, Église, clergé, communauté, langue, et personnages* (*parti et famille* ne s'affaiblissant que très légèrement). Une particularité cependant, mais fort significative : alors que *tradition* se renforce avec « Québec », il s'affaiblit nettement avec « Canada ». La catégorie *classes* n'échappe pas à cet effet de spatialisation, les mots « province » et « Québec » se renforçant de façon significative dans son sillage.

Le problème de la légitimité, si fondamental dans l'État démocratique bourgeois, se trouve aussi associé aux pratiques de spatialisation et de communautarisation propres au discours politique, en même temps qu'inscrit dans la dialectique contradictoire de la forme du

[156]

**Tableau 22**  
*Le covoisinage de espace dans diverses catégories  
 liées à l'univers traditionnel dans le discours de l'Union nationale*

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Univers institutionnel</i>			
Parti	4	5	84
Famille	7	7	45
Église	8	6	46
Clergé	11	8	43
<i>Univers social</i>			
Communauté	3	2	247
Personnages	5	3	238
Langue	9	8	92
<i>Univers des valeurs</i>			
Tradition	8	9	53
Religion	17	10	49
<i>Univers politique</i>			
Constitution	2	1	1215
<i>Univers économique</i>			
Ressources naturelles	4	3	595
Agriculture	7	8	206

régime fédéral canadien : *légitimité* est fortement liée au *domaine constitutionnel*, à « Québec » et aux catégories *communauté* et *langue*.

## DES FEMMES ET DES JEUNES

[Retour à la table des matières](#)

Le discours du budget ne réserve que la partie congrue aux femmes et aux jeunes. Des femmes, le ministre des Finances de l'Union nationale aurait sans doute soutenu qu'elles ne font pas partie intégrante de l'économie, sinon à son extrême marge comme des objets de « sollicitude ». Sous la catégorie sexe nous n'avons codé qu'en 14 occasions des notions représentant le sexe féminin, comparativement à 90 occurrences touchant le sexe masculin. On retrouve le plus d'occurrences portant sur les femmes sous la catégorie famille. Évidemment les « mè-

res » y règnent majestueusement puisqu'elles y apparaissent deux fois plus souvent que les « pères ». Mais il s'agira massivement des « mères nécessiteuses », comme on disait si joliment. [157] Les femmes se retrouvent donc parquées dans la famille et dans l'ordre de la nécessité. Elles n'affleurent dans l'économie représentée que dans la dépendance, lorsqu'il faut pallier l'insuffisance des pourvoyeurs.

### Des femmes et des jeunes à l'entraînement

On donne l'entraînement du service domestique aux filles de la ville dans Montréal et Québec. On donne aussi des cours d'art ménager, de service domestique, d'art culinaire, de puériculture, des cours pour le soins des malades et des vieillards, et des cours de service d'hôtelleries et de restaurants. (1938, p. 9)

Ces projets ont pour but de favoriser l'entraînement à des emplois rémunérateurs, des jeunes gens qui par suite de leur propre situation financière ou celle de leur famille, ne peuvent y parvenir sans les avantages qu'offre le gouvernement. (1938, p. 9.)

Dans plusieurs villes, les jeunes gens par suite des privations causées par la crise du chômage, ont été plongés dans un état de dépression morale ; pour les sortir de cette ambiance dangereuse, le gouvernement invite les garçons et les filles à prendre part aux classes de culture physique, de natation, de chant et de musique. (1938, p. 9)

Même si la jeunesse demeure une préoccupation relativement marginale, son importance n'en est pas moins plus grande que celle des femmes. La catégorie *âge* privilégie nettement la jeunesse aux dépens des personnes âgées, principalement dans la deuxième moitié des années cinquante. On s'en préoccupe, en cette période du *baby boom*, dans une perspective nettement démographique et professionnelle. On la relie principalement aux questions de la reproduction de la force de travail : *l'éducation*, *la famille*, *le domaine social*, *la santé* et *le logement*. Mais des fils d'agriculteurs à garder sur la terre, à l'éducation à transmettre, la jeunesse

demeure elle aussi davantage un objet du discours qu'un acteur autonome pouvant intervenir dans les rapports sociaux.

De la classe appui à la promotion du capital monopoliste, de la défense des institutions traditionnelles à la figuration d'une communauté nationale culturelle, de la promotion de l'espace provincial à l'exclusion des femmes de l'univers économique, telle est la première esquisse d'un bloc social ruraliste, traditionaliste, régional et national. Si cette [158] démarche nous a permis de faire ressortir la particularité du discours unioniste, celle qui correspond, du moins dans ses traits les plus généraux, aux idées reçues sur le régime, nous sommes loin d'avoir saisi la globalité de l'efficace d'une pratique discursive qui ne se réduit nullement à ses aspects les plus traditionnels. Nous nous aventurerons maintenant en dehors des sentiers les plus battus.

[159]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

## DEUXIÈME PARTIE

# Chapitre 5

---

## L'univers politique

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons insisté jusqu'ici sur l'aspect le plus traditionaliste du discours duplessiste, tout en attirant l'attention sur l'introduction de réalités en principe étrangères au traditionalisme (le progrès, la mécanisation...). Le tryptique parti-famille-Église lui-même sur lequel nous avons tellement insisté ne retient-il pas un élément, le parti, qui relève des institutions de l'État démocratique bourgeois ? Il nous faudra maintenant commencer à rendre compte de la dualité.

Le problème n'est certes pas nouveau ni dans l'analyse du Québec, ni dans celle de l'ensemble des États modernes. On se rappelle le célèbre débat portant sur la pertinence du concept de *folk-society* pour décrire la réalité québécoise<sup>80</sup>. On connaît les nombreuses études réalisées en France sur la résurgence des mouvements nationaux et régionaux insistant sur la dissolution de ce que Dulong a appelé les féodalités<sup>81</sup>. Mais ces travaux portent principalement sur une sociologie

---

<sup>80</sup> On peut suivre ce débat, qui remonte à Léon Gérin, dans Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne-française*, *op. cit.*

<sup>81</sup> Voir les nombreux travaux français sur cette question et entre autres, Renaud Dulong, *Les régions, l'État et la société locale*, *op. cit.* ; Louis Quéré, *Jeux interdits à la frontière*, Paris, Anthropos, 1978 ; Christian Gras, Georges Livet, *Régions et régionalisme en France*, Paris, Les Presses universitaires de France, 1977 ; CERAT, *Espace et politique en France*, la

politique des mouvements sociaux et s'intéressent principalement à l'articulation des institutions. Très peu d'études ont abordé, sinon de manière marginale, les aspects proprement discursifs de l'insertion de la société traditionnelle dans l'État démocratique bourgeois. Le problème est pourtant central.

Il nous semble en effet primordial de commencer à réfléchir aux particularités discursives de ce double déploiement libéralo-traditionaliste caractéristique de l'histoire des idéologies au Québec depuis le début du dix-neuvième siècle. Nous ne parlons pas ici de la simple [160] indication d'une dualité faite depuis longtemps<sup>82</sup>. Nous voulons plutôt poser la question de l'ordonnement, jamais achevé dans le discours, de deux formes de représentation et d'« interprétation du monde<sup>83</sup> », à première vue si contradictoires.

Dans le domaine des idéologies et du discours comme dans beaucoup d'autres, la science sociale québécoise a principalement réalisé jusqu'ici un travail de reconnaissance. Il fallait certes reconnaître le terrain avant de penser à l'arpenter et à le défricher. Ainsi a-t-on principalement insisté sur les particularités, démarche essentielle à la saisie première de l'objet. Nous pensons, par exemple, à la triade proposée par Marcel Rioux : trois types d'idéologies se seraient succédées au Québec depuis 1840 (les idéologies de conservation, de rattrapage et de développement)<sup>84</sup>. La formation de chacun des éléments de la triade est fondée sur une logique de l'intelligibilité qui efface les contradictions, dans le but évident de rendre compte de ce que Rioux considérait comme l'aspect principal des idéologies qu'il étudiait.

Des analyses plus ponctuelles ont, à vrai dire, commencé à poser le problème que nous soulevons, mais sans véritablement se démarquer de cette logique de l'intelligibilité, fondée cette fois sur une pratique de la négativité. À peine avait-on reconnu la dualité en question dans la réalité empirique du discours lui-même, qu'on s'empressait de la nier en mettant en œuvre une sociologie des intérêts versant presque dans le naturalisme. On pense bien sûr à l'œuvre remarquable à bien

---

*région dans la dynamique de la formation française*, Grenoble, Centre d'études politiques de Grenoble, 1977 ; Alain Lipietz, *Le capital et son espace*, *op. cit.*

<sup>82</sup> Voir récemment Victor Téboul, *Le Jour*, *op. cit.*

<sup>83</sup> Fernand Dumont, *Les idéologies*, *op. cit.* Voir aussi, « Mouvements nationaux et régionaux d'aujourd'hui », *op. cit.*

<sup>84</sup> Marcel Rioux, « Sur l'évolution des idéologies au Québec », *Revue de l'Institut de sociologie*, Bruxelles, 1968. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]



des points de vue de Fernand Ouellet sur la période 1760-1850 et sur le mouvement des Patriotes <sup>85</sup>. On connaît les données du débat. Ouellet, comme d'autres, reconnaît le déploiement d'un libéralisme politique relativement classique dans la pensée d'un Papineau. Mais il s'empresse de le nier en un double mouvement pour le moins problématique. Il reliera en un premier temps ce libéralisme aux intérêts étroits des Patriotes, c'est-à-dire à ceux de la petite bourgeoisie. Le libéralisme ne saurait être pris au sérieux, puisqu'il sert l'intérêt d'une force sociale : c'est un libéralisme de façade, il n'émane pas de la véritable « nature » des acteurs. Ainsi, le discours n'est-il pas réel ou, devrions-nous dire, sa réalité devient pure fiction, sinon pure manipulation. La sociologie des intérêts et le naturalisme constituent ainsi deux pôles qui forcent à sortir complètement du discours dans une démarche, assure-t-on, plus explicative, mais dont la pratique consiste malheureusement à effacer la réalité même de la pratique discursive. L'analyse de Ouellet renvoie dans un second temps, il est vrai, à d'autres aspects [161] du discours pris en lui-même. Mais l'approche reste la même. Il s'agira encore de nier le libéralisme en montrant cette fois que les Patriotes sont, par ailleurs, réactionnaires. Ici aussi le libéralisme n'est pas pris au sérieux puisque, nous dit-on, il entre en contradiction avec d'autres éléments du discours. Schématisons : le libéralisme n'est qu'accessoire puisqu'il s'appuie sur la volonté d'implanter au Bas-Canada une société semi-féodale (la fameuse question du régime seigneurial). Les aspects politiques libéraux sont encore une fois neutralisés par leur renvoi à d'autres éléments de l'univers discursif, ceux-là posés comme les plus réels ou les plus révélateurs du véritable projet des agents. Et nous revoilà encore en pleine sociologie des intérêts qui fonctionne comme garant : mais cette fois, il s'agissait d'éviter le libéralisme par la promotion du semi-féodalisme, l'un étant plus révélateur des intérêts que l'autre <sup>86</sup>.

On comprend maintenant sans doute mieux notre question : peut-on avancer dans l'analyse de l'histoire des idéologies au Québec en n'insistant que sur l'aspect considéré comme principal de la discursivité (le traditionalisme, avant 1960) ou en considérant comme des scories tout autre univers notionnel présent dans le

---

<sup>85</sup> Voir ses nombreux articles et travaux dont son œuvre majeure, *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966.

<sup>86</sup> Pour une analyse différente et portant sur la période historique de l'après-rébellion, voir Jean-Paul Bernard, *Les Rouges, libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au 19e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, Hurtubise HMH, 1984.

même discours ? Pourquoi ne pas prendre au sérieux, une fois pour toutes, la dualité caractéristique des idéologies québécoises depuis près de deux siècles ? Car ici, peut-être plus clairement qu'ailleurs, on ne saurait trouver d'univers idéologique pur se développant en un système homogène. André Vachet, s'appuyant sur son excellente étude sur l'idéologie libérale <sup>87</sup>, souligne qu'au Québec cette idéologie ne s'est jamais affirmée dans toutes ses dimensions <sup>88</sup>. Il n'y aurait jamais eu pleine mise en œuvre d'un libéralisme classique et conséquent. Nous serons, bien sûr, en accord avec Vachet à moins que l'on ne veuille déduire de cette thèse l'irréalité ou la duplicité de toute forme d'expression d'aspects significatifs du libéralisme dans les idéologies dominantes depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle. Mais revenons à notre objet.

Nous entendons maintenant souligner la présence plus que significative de l'ensemble des principales notions du libéralisme dans la formation discursive duplessiste. Nous dresserons une autre esquisse, en apparence disjointe de celle que nous avons dessinée jusqu'ici. Mais très rapidement nous en arriverons à la véritable question : quel est le statut, dans le discours lui-même, de ces nouvelles lignes qui apparaissent au tableau ? S'agit-il de fausses traces, de fausses pistes ouvertes çà et là pour embrouiller les mauvais esprits à la recherche des intérêts véritables suscitant le discours ? Sommes-nous en présence [162] d'un libéralisme du bout des lèvres, d'une sorte de discursivité plaquée, concession de surface à l'air ambiant ? En somme, quel est le statut du libéralisme dans le discours duplessiste ?

---

<sup>87</sup> André Vachet, *L'idéologie libérale*, Paris, Anthropos, 1970.

<sup>88</sup> *Idem*, « L'idéologie libérale et la pensée sociale au Québec », dans V. Lafrance et J.K. Farlow, *Philosophie au Québec*, Montréal, Bellarmin, 1976, p. 113 à 126.

## SPHÈRE PRIVÉE ET SPHÈRE PUBLIQUE

[Retour à la table des matières](#)

L'étude attentive des discours du budget et surtout pas trop pressée d'atteindre à la compréhension globaliste d'une quelconque essence nous permet de repérer la présence extensive des grandes notions de l'idéologie bourgeoise. On peut retracer de la sorte les grandes valeurs correspondant à la constitution-séparation des sphères privée et publique caractéristique de l'État démocratique. Pour les fins de la démonstration, nous partirons de deux sous-ensembles de catégories l'un afférant à la sphère publique et l'autre à la sphère privée. Ce classement ne saurait évidemment valoir qu'à titre indicatif puisque plusieurs de ces catégories touchent aux deux sphères. Appartiennent à la première, les catégories *démocratie*, *légitimité*, *public* et *opinion publique*, ainsi que les mots « confédération » et « constitution ». Du côté de la sphère privée, on repère les catégories *justice*, *privé*, *individualisme*, *autonomie-liberté*, *propriété* et *égalité*.

### *La sphère publique*

L'étude de la catégorie *public* ne laisse déjà aucun doute : la pratique discursive travaille à la constitution-séparation des sphères privée et publique. Elle est massivement liée, dans son voisinage, à la catégorie *privé*. L'univers public se constitue ainsi à travers son mouvement de séparation de l'univers privé. Nous sommes donc de plain-pied sur un autre continent que celui du traditionalisme parcouru dans un chapitre antérieur. L'univers public se caractérise, en effet, par le net renforcement des valeurs bourgeoises et l'exclusion quasi totale des valeurs traditionnelles (nous ne tiendrons pas compte ici de la présence de catégories comme *ordre-hiérarchie*, *responsabilité*, *moral* et *vertu* qui relèvent de l'analyse de l'autoritarisme duplessiste et qui sera abordée plus loin). Ainsi, lorsque *public* est thématiqué, sauf *ordre-hiérarchie*, nous ne rencontrons dans le propos que des valeurs bourgeoises : *autonomie-liberté*, *individualisme*, *nature*, *progrès* et *justice*

(voir le tableau 23). Par ailleurs, « public » n'est déterminée que par une seule et même valeur, le *progrès*.

[163]

**Tableau 23**  
*Le propos de public dans l'univers des valeurs  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
Progrès	1	4	3
Ordre-hiérarchie	2	1	6
Responsabilité	3	-	-
Rationalité	4	-	-
Autonomie-liberté	5	2	5
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Individualisme	11	3	4
Justice	12	5	2
Nature-besoins	13	5	2

L'analyse de la catégorie *institutions politiques*, nous fera avancer dans le même sens. En détermination, dans les discours unionistes comme dans les discours libéraux, les institutions politiques sont caractérisées par le net renforcement des grandes valeurs de la démocratie libérale : *démocratie*, *autonomie-liberté*, *justice* et *public*. Dans le même sens, la notion de *légitimité* ramène d'abord *autonomie-liberté* et *justice* dans le covoisinage.

La notion centrale de *démocratie* est, bien sûr, à l'œuvre dans le discours du budget. Elle mobilise elle aussi principalement les grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise attendues (*autonomie-liberté*, *justice*, *égalité*), en même temps qu'elle suscite le renforcement de *droit* parmi nos catégories politiques (voir le tableau 24).

Aucune valeur traditionnelle n'accompagne *démocratie*. Elle apparaît même comme une notion allant de soi, comme un a priori partagé et indiscutable, puis-

qu'elle ne reçoit que très peu de détermination par *autonomie-liberté*, *justice*, *progrès* et *rationalité*. Lorsqu'elle sera, malgré tout, déterminée, elle le sera encore une fois par les valeurs attendues : *autonomie-liberté* et *égalité*.

Les mots « confédération » et « constitution » ne nous feront pas dévier de notre trajectoire. Ils sont déterminés par *autonomie-liberté*, *justice*, *progrès* et *rationalité*. Soulignons cependant au passage la présence marginale de *tradition*.

La grande cohérence de l'univers catégoriel lié à la sphère publique atteint même la représentation de son mode de fonctionne

[164]

### **L'autonomie, le progrès et la démocratie**

Il est, en effet, bien difficile d'imaginer une société où les membres auraient un droit de contrôle sur les dépenses sans posséder le même droit sur les revenus, ou bien, posséderaient un contrôle sur les revenus sans avoir le même droit sur les dépenses. Cette société serait basée sur des principes antidémocratiques. (1946, p. 4-5)

La décentralisation, sauvegarde de la liberté, voilà l'heureuse formule politique qui oriente notre destin vers le progrès, qui nous a donné une place de premier plan dans le monde et qui nous permet aujourd'hui de retenir l'admiration des dirigeants industriels et financiers de pays aussi riches et aussi puissants que les États-Unis. (1950, p. 40)

Faudrait-il penser qu'elles ont, il y a cent ans, imaginé un système qui les paralyserait ? Les dispositions de l'Acte de 1867 sont trop claires pour permettre une telle théorie. Toutes les fonctions essentielles de la société sont abandonnées aux gouvernements provinciaux. C'est d'ailleurs pour permettre à l'électorat de mieux exercer son pouvoir de contrôle sur eux que les Pères de la Confédération leur ont laissé le champ de la taxation directe. (1960, p. 16)

La décentralisation, je le répète, repose sur la liberté. Aucun peuple du monde n'a pu accélérer sa marche vers le progrès sans accorder à ses fils l'autonomie et la liberté. L'empire romain a croulé parce que les Romains ont refusé d'accorder aux peuples conquis les libertés fondamentales. Le Canada, M. l'Orateur, continuera sa marche vers le progrès, si les provinces peuvent jouir librement des droits et privilèges garantis par la constitution canadienne, si les corporations municipales et les commissions scolaires peuvent honorer leurs responsabilités à l'égard de leurs contribuables. (1957, p. 40)

Pourquoi ne réussissons-nous pas à remporter une victoire définitive, alors que nous jouissons de tous les droits civils du citoyen libre, et que nous sommes protégés par une constitution fédérale à base démocratique. Aujourd'hui comme hier, il ne faut pas nous surprendre si certains des nôtres se laissent tenter par les honneurs, s'ils inventent des subtilités et des arguments fallacieux pour nous engager à céder même partiellement nos droits. (1957, p. 30)

ment. Ainsi la catégorie évaluative *organisation* est significativement liée à *institutions politiques*. Accompagnée d'un très net renforcement des valeurs bourgeoises, elle indique la promotion de pratiques aussi bien politiques qu'économiques caractérisées par le développement

[165]

**Tableau 24**  
*Le covoisinage de démocratie dans l'univers des valeurs  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
Progrès	1	6	3
Ordre-hiérarchie	2	2	7
Responsabilité	3	3	4
Rationalité	4	-	-
Autonomie-liberté	5	1	9
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	6	3
Tradition	8	-	-
Morale	10	6	3
Justice	12	3	4
Public	15	6	3
Subversion	24	3	4
Égalité	28	10	2

de la « rationalité par rapport à une fin », considérée par Weber comme le trait central de l'esprit du capitalisme (voir le tableau 25).

Nous avons dégagé jusqu'ici un univers fonctionnant de façon prédominante à l'idéologie bourgeoise. *Opinion publique*, catégorie primordiale pour saisir la production de l'espace public nous fera, une nouvelle fois qui ne sera certes pas la dernière, faire un détour pour nous ramener en des lieux déjà explorés (voir le tableau 26). Cette catégorie s'inscrit en effet dans un univers dichotomique, bourgeois et traditionnel. Nous retrouvons soudainement dans son voisinage la présen-

ce significative des catégories *parti, famille, Église et clergé* dans les discours unionistes, contrairement à la pratique discursive libérale. Nous voilà donc ramenés à notre point de départ, comme si le discours pratiquait la ruse ou comme s'il ne pouvait lui-même tenir en un lieu bien assuré de ses frontières. Nous y reviendrons.

Nous n'en aurons pas moins distingué un autre secteur de l'univers discursif duplessiste semblable celui-là à la discursivité libérale, celui d'un espace public fondé de façon relativement classique sur les grandes notions de l'idéologie bourgeoise (voir le schéma 3). En même temps que la très grande dominance des valeurs et institutions de l'État démocratique bourgeois, notons la marginalité du bloc social traditionaliste dont nous avons traité en première partie. L'analyse des catégories liées à l'espace privé permettra de trouver les premières pistes d'une possible mise en rapport des deux univers.

[166]

**Tableau 25**

*Le covoisinage de organisation dans l'univers des valeurs  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
Progrès	1	2	9
Ordre-hiérarchie	2	1	14
Responsabilité	3	6	7
Rationalité	4	4	8
Autonomie-liberté	5	4	8
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	10	4
Morale	10	-	-
Individualisme	11	7	6
Public	2	2	9
Privé	7	7	6
Démocratie	20	7	6



## *La sphère privée*

Le discours politique duplessiste pose l'existence d'un espace privé, lieu du libre développement des intérêts individuels et de ceux de l'ensemble des organisations et des associations non étatiques. C'est par ce biais que l'on retrouvera sans doute le premier point d'ancrage de la société traditionnelle dans la société bourgeoise, les institutions de la première trouvant en quelque sorte refuge dans la sphère privée et l'utilisant comme une sorte de bouclier contre l'expansion de la sphère publique. Le discours traditionnel rejoindra sans doute ici le discours libéral le plus classique. La promotion de l'un des aspects principaux des institutions démocratiques bourgeoises deviendra l'un des fleurons du discours traditionaliste lui-même. Si cette hypothèse à quelque validité, on devrait voir se déployer autour des catégories liées à la sphère privée un univers discursif dichotomique à la fois traditionaliste et libéral. Les traces de cette dichotomie déjà repérées autour de certaines catégories et notions de la sphère publique (*opinion publique* et « confédération-constitution ») devraient maintenant s'étendre à l'ensemble de la sphère privée.

On notera d'abord que les notions touchant la sphère privée sont accompagnées, dans leur voisinage, de la plupart des principales valeurs de l'idéologie bourgeoise déjà apparues au niveau de la sphère

[167]

**Tableau 26**  
*Le covoisinage de opinion publique  
dans les catégories liées à l'univers traditionnel*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
Opinion publique	2	*	*
Parti	4	3	25
Famille	7	8	7
Église	8	6	10
Clergé	11	5	12

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

publique. Ainsi l'apparition de *nature-besoins* avec *individualisme*, celle de *démocratie* avec *propriété* indiquent bien qu'on se trouve devant un discours fonctionnant de façon relativement cohérente à l'idéologie bourgeoise. Les catégories de la sphère privée sont accompagnées de valeurs que l'on pourrait sommairement relier à l'univers de l'idéologie politique bourgeoise (*autonomie-liberté, égalité, justice, démocratie, privé-public*) et à son univers économique (*progrès, rationalité, nature-besoins*), comme si le déploiement de la sphère publique et de la sphère privée ne s'appuyait que sur des valeurs les faisant fonctionner de façon concomitante. Le discours politique duplessiste, quoi qu'en disent les idées reçues, fonctionne ainsi aux grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise. En même temps, cependant, ce qui n'apparaissait que marginalement dans la sphère publique devient manifeste et s'élargit dans la sphère privée. Il apparaît dès lors clairement que le traditionalisme s'insère dans le modernisme principalement par l'intermédiaire de la sphère privée (le parti, la famille, l'Église, la tradition, la religion). L'analyse reste cependant encore trop générale ; sans trop forcer on pourrait l'appliquer à une multiplicité de situations historiques : de tel ou tel État régional de notables à telle ou telle forme de fascisme.

## LE DISCOURS POLITIQUE ET LA FORME DE RÉGIME

[Retour à la table des matières](#)

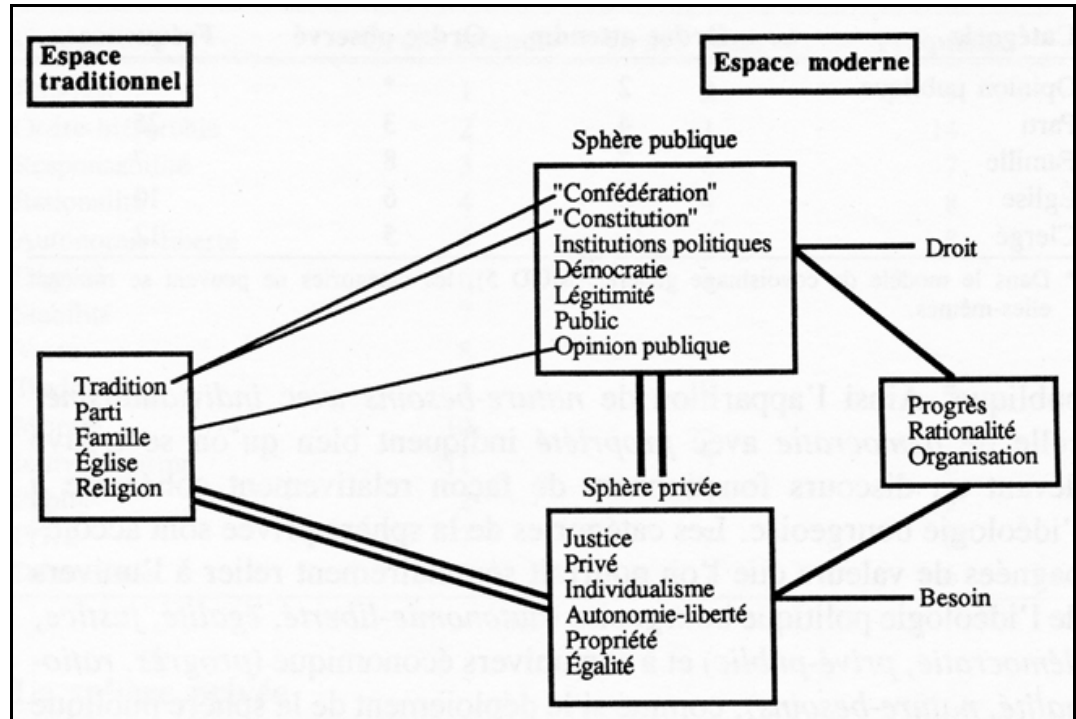
Le discours politique duplessiste pose l'existence des sphères privées et publiques caractéristiques de la société moderne et fonctionne aux grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise. Nous prendrons ce fait au sérieux sans chercher à le sous-estimer comme une simple convenance ou encore comme le résultat d'une quelconque duplicité des acteurs.

[168]

**Schéma 3**

*Interrelations entre mots ou catégories de la sphère publique, de la sphère privée et de l'espace traditionnel*

[Retour à la table des matières](#)



Seule une perspective « positive » nous permettra d'ouvrir l'analyse non seulement aux effets de cet autre continent de la discursivité duplessiste, mais aussi et peut-être surtout aux articulations des deux espaces, libéral et traditionaliste, dans le discours lui-même.

Cette recherche d'un point de convergence entre les deux univers nous a progressivement conduits au lieu du discours portant sur la forme de régime. Il nous est dès lors apparu que le duplessisme, en s'appuyant sur les grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise, crée, dans son discours sur la forme du régime, les conditions d'un déplacement axé sur la constitution d'un bloc social régional organisé autour de notions prémodernes.

Les réalités politiques canadiennes, on le sait, sont traversées par de multiples contradictions inscrites dans la forme du régime fédéral. La dialectique du moder-

nisme et du traditionalisme, cette querelle incessante entre les anciens et les modernes, s'inscrit ainsi dans la tension résultant du rattachement d'une société régionale et nationale encore largement prémoderne à un État démocratique libéral. Nous avons en conséquence été conduits à poser que l'analyse du discours politique au Québec renvoyait nécessairement et de façon [169] décisive à la forme du régime, puisque cette dernière crée les conditions et trace en grande partie les limites des alliances politiques au sein du bloc au pouvoir et des blocs sociaux. Le fonctionnement de l'ensemble de nos catégories politiques reproduit cette réalité complexe d'une réorganisation des rapports de forces toujours à produire. On constatera dès le départ que la notion même d'État ou *d'institutions politiques* ne s'entend pas d'elle-même. Elle devra être perpétuellement spécifiée : aussi sera-t-elle fortement déterminée par le *domaine consti*

### **L'autonomie, la famille et la tradition**

Aucun juriste ne met en doute la souveraineté des provinces dans le domaine qui leur est propre. Les provinces peuvent favoriser la famille, la profession, la paroisse, la municipalité selon le génie particulier de leurs habitants. Elles peuvent légiférer sur la propriété et le droit civil, conformément aux traditions et à la mentalité de la population. (1954, p. 17)

D'ailleurs, je le répète, le sens même d'une fédération est de permettre aux États fédérés d'organiser leur vie propre suivant leurs traditions et suivant les besoins de leur population. (1954, p. 21)

Ce problème essentiel à la survivance des gouvernements provinciaux n'est pas un problème personnel pour les membres de l'Union nationale. C'est un problème qui touche nos intérêts les plus chers, ceux de nos familles, ceux de nos associations professionnelles, ceux des générations futures et ceux de toutes les classes de la société. (1960, p. 15)

Toutes les collectivités, le pays, la province, la municipalité et la famille, ne doivent-elles pas pouvoir compter sur des revenus qui puissent assurer leur plein épanouissement ? Certes, la guerre idéologique entre les pays communistes et les pays démocratiques cause une tension nerveuse dans le monde contemporain. Les pays communistes comptent sur la désagrégation économique des pays démocratiques pour susciter des troubles sociaux. (1954, p. 9)

Les Pères de la Confédération ont voulu par la constitution de 1867, maintenir les provinces libres et souveraines dans un Canada grand et prospère. Ils ont voulu respecter les traditions locales, les aspirations des deux grandes races et à cette fin, ils ont confié à l'autorité fédérale certains pouvoirs bien définis, tout en conservant aux provinces les pouvoirs essentiels à leur vie économique, religieuse et culturelle. (1954, p. 16)

[170]

*tutionnel*, parce qu'il faudra bien indiquer de quel niveau de gouvernement l'on parle ou de quel partage des pouvoirs l'on se réclame. La réalité politique canadienne renvoie donc de façon systématique à la question constitutionnelle qui devient l'un des axes principaux de toutes les formes de discours politique. Aussi insisterons-nous d'abord sur les catégories et les notions directement reliées à l'univers fédératif.

### *Le domaine constitutionnel*

La catégorie domaine constitutionnel nous introduits dans un univers dichotomique (voir le tableau 27). Elle s'appuie principalement sur les valeurs bourgeoises parmi lesquelles on note le renforcement d'*autonomie-liberté*, *justice* et *public* dans le covoisinage et, dans le propos, celui de *droit* et *pouvoir*, pièces maîtresses du discours étatique bourgeois. Mais le domaine constitutionnel est accompagné en même temps de la présence significative des catégories de l'univers traditionnel : *parti*, *famille* et *Église* se maintiennent, alors que clergé et tradition se renforcent. Ainsi commençons-nous à repérer un lieu d'organisation de notre discours dichotomique traditionaliste et moderniste. La dualité discursive, présente partout, devient encore plus manifeste dans la détermination de domaine constitutionnel, où elle se concentre sur les notions d'autonomie et de tradition : la promotion de la tradition semble nécessairement liée à celle de l'autonomie.

Si nous ne retenons de la catégorie domaine constitutionnel que le couple notionnel « confédération-constitution », nous remarquerons d'abord que ces deux notions n'apparaissent de façon systématique dans le discours que dans l'après-guerre. Le domaine constitutionnel au sens strict n'envahit donc le discours économique duplessiste qu'après 1945 sous le double effet, sans doute, de l'accélération de l'industrialisation et des vellétés centralisatrices d'Ottawa qui posent la question des rapports de forces et plus largement celle de l'organisation des alliances au sein du bloc social.

On relèvera d'abord la présence de la catégorie tradition dans la détermination des notions « confédération-constitution ». Mais il sera plus intéressant de constater la présence dans le propos, lorsque ces notions sont thématiques, des catégories typiques de l'État démocratique nettement axées sur la question du partage des pouvoirs, (domaine constitutionnel, droit et pouvoir), et de la catégorie éducation. De même, dans le domaine des valeurs, sauf tradition, n'apparaissent que des valeurs bourgeoises dans la détermination, soit autonomie

[171]

**Tableau 27**

*Le covoisinage de domaine constitutionnel dans les univers des valeurs et des institutions dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Univers des valeurs</i>			
Progrès	1	1	199
Ordre-hiérarchie	2	2	127
Responsabilité	3	4	100
Rationalité	4	6	65
Autonomie-liberté	5	3	126
Dignité	6	5	81
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	9	56
Tradition	8	7	64
Morale	10	-	-
Justice	12	8	61
Public	15	10	43
<i>Univers institutionnel</i>			
Éducation	1	1	211
Opinion publique	2	2	158
Culture	3	3	117
Parti	4	4	94
Santé	5	5	65
Domaine social	6	6	49
Famille	7	7	30
Église	8	8	18
Logement	9	9	11
Relations de travail	10	-	-
Clergé	11	10	10

*liberté, justice, rationalité et progrès*. On pourra donc constater que ces notions fondamentales de l'État démocratique canadien, « confédération » et « constitution », sont très largement dominées par les notions typiques de l'idéologie bourgeoise et que la défense de l'univers traditionnel qui se profile derrière la défense de l'autonomie et la question du partage des pouvoirs s'associent nécessairement à la pratique d'un discours qui lui est en principe étranger.

Il en va de même du mot « fédéral » dans le propos duquel l'on retrouve les mêmes traces relativement marginales de l'univers traditionnel (religion), alors qu'il est principalement associé aux questions du droit et de pouvoir. On voit d'ailleurs se renforcer de façon [172] significative, dans son voisinage, les institutions liées au partage des pouvoirs : *éducation, santé, domaine social*.

Il nous faudra, pour poursuivre notre esquisse, aborder le fonctionnement des catégories *droit* et *pouvoir* qui, on vient de le voir, tiennent une place centrale dans l'univers constitutionnel. La catégorie *pouvoir* ne fera quant à elle que confirmer les analyses faites plus haut. Elle est massivement associée au *domaine constitutionnel* et s'accompagne du renforcement de *droit*. Elle est de même largement dominée dans son voisinage par des valeurs bourgeoises : *progrès, autonomie-liberté, rationalité, public, privé* et *justice*. Même si, encore une fois, on peut noter la présence marginale de *tradition* dans le voisinage, on soulignera encore une fois l'importance d'un comportement libéralo-démocratique, la notion de pouvoir étant avant tout posée dans son rapport à la constitution des sphères privée et publique.

La catégorie *droit* possède sans doute une extension plus large (voir le tableau 28). Elle est elle-même fortement dominée par le champ constitutionnel dans tous les aspects de la cooccurrence. Mais son univers est moins homogène que celui de la catégorie *pouvoir*. La dichotomie traditionalisme-modernisme y tient une plus large place : *tradition* et *religion* sont présents dans le voisinage et *tradition* occupe la deuxième place parmi les valeurs dans le propos. Les valeurs bourgeoises n'en continuent pas moins de dominer : *autonomie-liberté, progrès, justice* et *individualisme* apparaissant et dans le voisinage et dans le propos ; *progrès, public, propriété* et *privé* prenant place dans la détermination. Quoi de plus attendu encore une fois que ce surgissement de *propriété*, de *privé* et de *public* avec la notion de *droit* !

Double aspect donc : classicisme libéralo-démocratique du fonctionnement de la catégorie, mais en même temps renforcement du dualisme traditionalo-moderniste. Lorsque les catégories reliées à l'univers social seront associées au droit, on observera la consolidation simultanée des catégories liées aux *classes sociales* et au *communautarisme* (*nation* et *langue*), en même temps que celle de *conflits*. On en conclura donc que la catégorie *droit*, notion centrale de l'idéologie bourgeoise, fonctionne comme telle dans le discours du budget. Elle « gère » les



rapports socio-politiques dans leur ensemble (la classe, la langue, la communauté, le conflit, la propriété, la sphère publique, la sphère privée) tout en servant de pôle de référence au croisement des univers traditionnel et bourgeois (l'autonomie, le progrès, la justice, l'individualisme, la tradition, la religion). Et, on ne saurait [173]

**Tableau 28**

*Le covoisinage, le propos et la détermination de droit dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Covoisinage</i>			
Progrès	1	3	31
Ordre-hiérarchie	2	4	30
Responsabilité	3	6	25
Rationalité	4	-	-
Autonomie-liberté	5	1	36
Dignité	6	5	26
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	2	32
Tradition	8	7	14
Morale	10	-	-
Religion	17	8	10
<i>Propos</i>			
Progrès	1	2	6
Ordre-hiérarchie	2	-	-
Responsabilité	3	6	3
Rationalité	4	-	-
Autonomie-liberté	5	1	8
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	2	32
Tradition	8	2	6
Morale	10	-	-
Individualisme	11	5	4
Justice	12	4	5
<i>Détermination</i>			
Progrès	1	1	4
Ordre-hiérarchie	2	1	4
Responsabilité	3	-	-
Rationalité	4	-	-
Autonomie-liberté	5	-	-

---

Dignité	6	5	3
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Public	15	1	4
Privé	19	5	3
Propriété	23	1	4

---

trop insister, elle le fait principalement dans son rapport au domaine constitutionnel fédératif, celui de la forme du régime. On peut d'ores et déjà la considérer comme un point nodal du discours duplessiste.

[174]

Cette première étape de l'analyse de la forme du régime consacrée aux catégories politiques directement liées à la question constitutionnelle nous aura permis de faire ressortir avec netteté la présence d'un univers dualiste traditionnel et bourgeois. Nous l'avons repéré principalement autour des catégories *domaine constitutionnel* et *droit*. Mais on aura noté que ces deux catégories s'inscrivaient dans une chaîne discursive essentielle à leur fonctionnement (« confédération »-« constitution », « fédéral » et *pouvoir*) qui, bien que touchée marginalement par l'univers traditionnel, est massivement dominée par l'idéologie démocratique bourgeoise. Cette constatation nous permettra d'avancer. Lorsque nous considérons la forme du régime comme le lieu d'articulation des sous-ensembles libéral et traditionnel, il faut l'entendre de deux façons. La première, finalement relativement secondaire, renvoie à la présence empirique des deux univers dans le champ de la cooccurrence de nos catégories politiques. La seconde, de loin la plus significative, touche à la défense de la société traditionnelle par l'intermédiaire d'une pratique discursive intégrant les grands canons de l'idéologie politique bourgeoise. On pourra le faire en croisant dans une même phrase les deux aspects du discours (le droit étant invoqué, par exemple, à la défense de la famille ou de la tradition) ou, sans véritablement sortir du discours bourgeois, en se réclamant de l'un de ses canons pour poser les conditions de la reproduction de la société traditionnelle (la constitution, ou comme on le verra plus loin, la démocratie devenant un rempart contre la centralisation).

Concluons provisoirement que les aspects traditionalistes du discours duplesiste ne s'expriment qu'en étant liés à ses aspects libéralo-démocratiques, ces derniers apparaissant comme une condition de la libre expression de la société traditionnelle. Nous avancerons donc, à ce stade de l'analyse, que le discours duplesiste pratique ainsi une soumission de ses aspects traditionalistes à ses aspects libéralo-démocratiques, les premiers ne pouvant s'exprimer sans référence aux seconds. Voyons si cette hypothèse résiste à l'analyse des principales valeurs liées à la question constitutionnelle.

### *Les valeurs bourgeoises et le domaine constitutionnel*

On constatera d'abord que la catégorie *public* est dominée dans son voisinage et sa détermination par le *domaine constitutionnel*. L'apparition de mots comme « centralisation », « fédération », « fédéral », « confédération » ne laisse aucun doute : la formation de l'espace public canadien est un enjeu. D'autres catégories co-occurentes vont dans le même [175] sens, la notion *d'autonomie-liberté* par exemple. De même, les personnes invoquées sous la catégorie *personnages* renvoient eux-mêmes à la question constitutionnelle : Lafontaine, Jean-Charles Taché, Papineau...

*Justice*, comme *public*, est fortement liée à la question constitutionnelle et au *droit* : apparaissent, par exemple, en grand nombre des mots comme « constitution », « autonomie », « confédération », « centralisatrice », et nous en passons. Le fonctionnement de cette catégorie est très significativement dichotomique : *autonomie-liberté* et *tradition* sont parmi les valeurs d'accompagnement les plus importantes ; de même les institutions de son voisinage sont dominées, dans l'ordre, par *opinion publique*, *parti* et *famille* (voir le tableau 29).

De la même façon, la catégorie *autonomie-liberté*, on s'y attend, fonctionne aussi à la fusion du libéralisme et du traditionalisme. Massivement dominé par la *question constitutionnelle*, son covoisinage se caractérise par le renforcement de *langue*, *parti*, *famille* et *religion*.

La notion bourgeoise centrale de *démocratie*, il faut le souligner, se caractérise par son extensivité, tout comme celle de *droit*. Elle conjugue la question constitutionnelle et le domaine des relations de travail. Ainsi, aux mots liés à l'univers fédératif déjà soulignés et apparaissant avec *justice* et *public* s'ajoute la notion d'ouvrier. La démocratie s'inscrit d'emblée dans l'univers du conflit : la catégorie *conflicts* se renforce de façon significative dans son voisinage, de même que celles de *subversion* et de *socialisme*.

**Tableau 29**  
*Le covoisinage de justice dans l'univers des valeurs  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
Progrès	1	5	11
Ordre-hiérarchie	2	1	19
Responsabilité	3	6	10
Rationalité	4	-	-
Autonomie-liberté	5	1	19
Dignité	6	4	13
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	3	16
Morale	10	8	8
Public	15	7	9
Collaboration	16	8	8
Amour	18	10	7

[176]

La démocratie est opposée aux spectres du « despotisme », de l'« étatisme » et du « totalitarisme ». On pourra ainsi parler d'une double efficacité de la notion de démocratie dans le discours duplessiste. Elle est invoquée à la défense de l'autonomie provinciale contre toute forme de velléité centralisatrice, la démocratie préservant la société locale du totalitarisme caractérisant toute volonté de centralisation. On invoquera le pape ou la réalité australienne pour défendre ce point de vue. Le centralisme est ainsi identifié au bolchevisme et au national-socialisme. De la même façon, la démocratie viendra soutenir un discours favorable à la libre

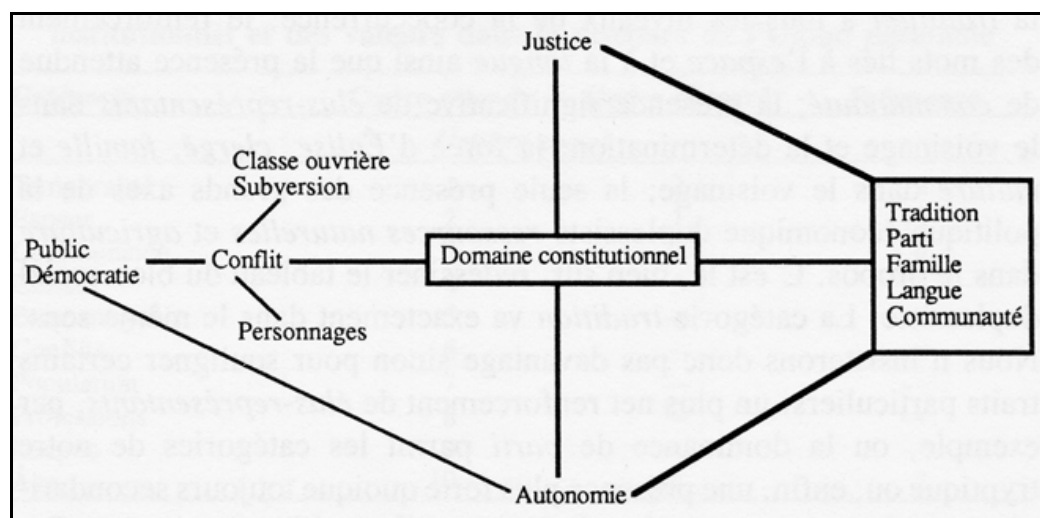
entreprise et suspicieux devant toute forme de syndicalisme revendicateur. Même si nulle valeur traditionnelle n'apparaît avec *démocratie*, au contraire caractérisée par son fonctionnement dominant aux grands canons de l'idéologie bourgeoise *autonomie-liberté, justice, public, égalité*, on peut constater que le discours produit une sorte de détournement ou de déviation de la notion de démocratie axé sur la défense d'un univers libéralo-traditionaliste, ou, comme on le dit souvent, réactionnaire. La démocratie devient ainsi une pièce maîtresse de la promotion de la société traditionnelle et d'une classe ouvrière soumise au capital. Ailleurs dans le discours, on opposera la *collaboration* à la *subversion*, au *socialisme* et au centralisme, en la présentant comme une forme privilégiée de la réalisation de la démocratie : on célèbre la collaboration entre les nations (les races) et entre les classes. Ainsi, peut-on noter le double renforcement de communauté, de *langue et de classes*, dans le voisinage de *démocratie*. On aura donc noté de nouveau que le discours démocratique bourgeois, alors même qu'il apparaît le plus homogène, peut s'inscrire dans une rationalité qui lui est étrangère.

On remarquera ainsi encore une fois l'investissement des valeurs bourgeoises à la défense de la société traditionnelle. La promotion du bloc social traditionaliste doit nécessairement s'appuyer sur la proclamation des grandes valeurs bourgeoises (autonomie, justice, public et démocratie) (voir le schéma 4).

Alors même que la *justice et l'autonomie* sont fortement associées au traditionalisme, la *démocratie* s'éloigne apparemment de ce dernier dans son voisinage immédiat. Par contre, la *démocratie*, par son rapport à la *question constitutionnelle* et à *l'autonomie*, constitue une pierre angulaire de la défense du monde traditionnel. Un dernier exemple sera peut-être encore plus éclairant.

La notion d'*égalité* si fondamentale dans l'idéologie démocratique libérale, est rare dans le discours duplessiste, ce qui est déjà révélateur.

[177]

**Schéma 4***Valeurs bourgeoises et traditionalisme*[Retour à la table des matières](#)

Elle est même la catégorie la moins importante de notre sous-ensemble de valeurs. Mais il sera plus intéressant pour notre propos de remarquer que, dans le discours duplessiste, cette notion est investie, non à la défense des droits individuels, mais à celle de la communauté. Ainsi note-t-on, dans son voisinage, la nette dominance de *domaine constitutionnel*, l'apparition de l'Église, l'importance de l'espace et de la communauté, la présence des autres valeurs bourgeoises typiques du champ constitutionnel *justice*, *autonomie* et *démocratie* (voir le tableau 30). Le listing des mots ne laissera pas davantage de doute : « catholique », « constitution », « fédératif », « Bas-Canada », « minorités », « race », « sauvegarde ». Ainsi peut-on constater de nouveau que le discours bourgeois est investi, mais dévié dans le sens de la défense de la société traditionnelle.

### *Les valeurs traditionnelles et le domaine constitutionnel*

Cet univers, on le sait, est celui du traditionalisme. Les catégories *religion* et *tradition* sont elles-mêmes fortement reliées au *domaine constitutionnel*, mais elles mobilisent un champ notionnel parallèle fortement différencié de celui des valeurs bourgeoises analysées ci-haut.

Même si, comme attendu, on note le renforcement des catégories *domaine constitutionnel et droit*, dans le voisinage de religion, il faut relever la remarquable homogénéité traditionaliste du reste de son environnement (voir le tableau 31). Soulignons et reconnaissons au [178] passage l'ensemble des éléments de la société traditionnelle : l'affaiblissement très net des valeurs bourgeoises au profit de la dominance de la *tradition* à tous les niveaux de la cooccurrence ; le renforcement des mots liés à *l'espace* et à *la langue* ainsi que la présence attendue de communauté ; la présence significative de *élus-représentants* dans le voisinage et la détermination ; la force d'Église, clergé, famille et culture dans le voisinage ; la seule présence des grands axes de la politique économique duplessiste *ressources naturelles et agriculture* dans le propos. C'est là, bien sûr, redessiner le tableau du bloc social duplessiste. La catégorie *tradition* va exactement dans le même sens. Nous n'insisterons donc pas davantage sinon pour souligner certains traits particuliers : un plus net renforcement de *élus-représentants*, par exemple, ou la dominance de *parti* parmi les catégories de notre tryptique ou, enfin, une présence plus forte quoique toujours secondarisée des valeurs bourgeoises : *progrès, autonomie-liberté et justice*. Ces particularités s'expliquent sans doute par le fait que la notion de tradition est plus générale et plus large que celle de religion : ainsi permet-elle d'englober de façon encore plus nette les aspects les plus directement politiques de la défense du bloc social (ici les catégories *élus-représentants* et *parti*) et doit-elle être plus directement posée dans son rapport contradictoire aux grandes notions de l'idéologie bourgeoise.

Bien que rattachées à l'espace commun du domaine constitutionnel, les catégories *religion* et *tradition* se démarquent donc clairement des valeurs bourgeoises analysées précédemment. Nous avons de nouveau la pénible impression d'être

en même temps et de plain-pied sur deux continents. Mais avant de conclure, nous pousserons encore plus loin l'analyse pour vérifier une dernière fois la validité de notre démarche.

### *L'opinion publique et le conflit*

Nous avons jusqu'ici montré comment le discours duplessiste fonctionnait à la constitution-séparation libérale classique des sphères publique et privée. Nous avons cependant avancé que se dessinait déjà dans la sphère privée l'existence d'un univers traditionnel. Nous avons par la suite voulu démontrer que la jonction de cet univers contradictoire, traditionaliste et moderniste, se réalisait dans les notions reliées directement ou indirectement au domaine constitutionnel, à la forme du régime. Si ces thèses ont une quelconque validité on devrait retrouver dans le fonctionnement des catégories *opinion publique* et *conflits* le



[179]

**Tableau 30**  
*Le covoisinage de égalité dans les univers social,  
institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Univers social</i>			
Temporalité	1	2	9
Espace	2	1	13
Communauté	3	3	4
Classes	4	5	2
Personnages	5	-	-
Conflits	6	-	-
Population	7	-	-
Professions	8	-	-
Langue	9	-	-
Âge	10	4	3
<i>Univers institutionnel</i>			
Éducation	1	1	2
Opinion publique		2	-
Culture	3	-	-
Parti	4	-	-
Santé	5	-	-
Domaine social	6	-	-
Famille	7	-	-
Église	8	1	2
logement	9	-	-
Relations de travail	10	-	-
<i>Univers des valeurs</i>			
Progrès	1	-	-
Ordre Hiérarchie	2	1	5
Responsabilité	3	-	-
Rationalité	4	3	2
Autonomie liberté	5	3	2
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Justice	12	2	4
Démocratie	20	3	2

même enchevêtrement dualiste sous la dominance de l'univers constitutionnel. Les notions d'opinion publique et de conflit constituent en effet des points d'ancrage fondamentaux dans le discours politique démocratique et libéral. Habermas <sup>89</sup> a bien montré que la formation d'un espace public lié au développement de ce qu'il a appelé la « publicité critique », à travers laquelle le pouvoir est représenté comme [180] pouvant et devant être systématiquement critiqué, constituait un des éléments fondamentaux de l'apparition et de la reproduction de l'État démocratique de type libéral. Ainsi sont posées les conditions d'une régulation centralisée des conflits politiques, puisque toute dissidence et toute contestation sont ramenées, ou, devrait-on dire, perpétuellement recentrées dans l'univers légitimé de l'État démocratique. Il en ira bien sûr ainsi des conflits directement reliés au développement des rapports sociaux capitalistes : par exemple, les différents partis ou les différentes organisations, associations ou syndicats se rapportant plus ou moins directement à telle ou telle classe ; mais il en va de même de tous les appareils, de toutes les organisations, institutions ou partis directement ou indirectement issus des rapports sociaux précapitalistes (l'Église par exemple). L'espace public et la publicité critique créent ainsi les conditions aussi bien de la dominance que de la reproduction élargie de l'État démocratique. On peut dire la même chose d'ailleurs de la reconnaissance du conflit, une autre caractéristique du discours politique bourgeois et d'ailleurs la condition même de la « publicité critique ». Admettre que le pouvoir soit discuté, c'est bien sûr reconnaître que la société est divisée en une multiplicité d'intérêts plus ou moins conflictuels. Mais encore une fois la diversité et la division

---

<sup>89</sup> Jürgen Habermas, *L'espace public*, *op. cit.*

### **Centralisateurs, bureaucrates et socialistes**

Quelles que soient les théories des centralisateurs, tous les Canadiens de langue française devraient, nonobstant les périls de l'heure, répéter ces paroles émouvantes que prononçait en 1912 l'ancien archevêque de Québec, Monseigneur Paul-Eugène Roy, à la clôture du premier Congrès de la langue française... (1948, p. 53)

Cependant, si l'entente cordiale rapproche aujourd'hui les races, certains bureaucrates font surgir aujourd'hui comme hier, des problèmes analogues et aussi inquiétants. Hier, ils s'opposaient à la reconnaissance du gouvernement responsable. Aujourd'hui, ils veulent centraliser toute l'économie du pays et réduire les provinces à la mendicité. Croient-ils, en réduisant leur droit de taxation, susciter entre elles des conflits pour mieux assurer leur disparition ? (1953, p. 4)

Le gouvernement de la province a foi en l'entreprise privée, soucieuse de ses droits, mais respectueuse de ses obligations. Il est convaincu que le paternalisme et le socialisme sont les ennemis les plus dangereux du progrès et de la liberté. (1959, p. 11)

[181]

**Tableau 31**  
*Le covoisinage de religion dans l'univers social,  
 institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Univers social</i>			
Temporalité	1	2	61
Espace	2	1	70
Communauté	3	3	48
Classes	4	8	7
Personnages	5	5	11
Conflits	6	5	11
Population	7	7	10
Professions	8	10	5
Langue	9	4	24
Âge	10	-	-
Social	11	9	6
<i>Univers institutionnel</i>			
Éducation	1	1	22
Opinion publique	2	3	14
Culture	3	2	15
Parti	4	6	6
Santé	5	7	5
Domaine social	6	-	-
Famille	7	5	7
Église	8	4	12
Logement	9	8	2
Relations de travail	10	9	1
<i>Univers des valeurs</i>			
Progrès	1	7	9
Ordre-hiérarchie	2	6	10
Responsabilité	3	8	8
Rationalité	4	-	-
Autonomie liberté	5	5	11
Dignité	6	3	13
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	1	29
Morale	10	3	13
Nature-besoins	13	9	7
Bonheur	14	10	5
Amour	18	2	18

seront toujours recentrées dans la complémentarité de la discussion démocratique. Les intérêts sont divergeants dans l'ordre de la sphère privée, mais finalement complémentaires dans la sphère publique, puisqu'ils participent dans la communauté (la nation, bien sûr) à la libre discussion démocratique.

[182]

C'est pourquoi le comportement des catégories *opinion publique* et *conflits* peut être considéré comme l'ultime test de nos thèses. Or, on pourra constater que ces deux catégories confirment l'essentiel de notre analyse en se rapportant de façon significative au domaine constitutionnel et à un univers discursif caractérisé par la dualité. Rappelons d'abord l'analyse que nous avons faite plus haut de la catégorie *opinion publique*. Le propos accompagnant cette catégorie en position de thème est largement dominé par la catégorie *domaine constitutionnel*. On remarque de plus le renforcement de l'ensemble des catégories caractéristiques de la constitution d'un bloc social traditionaliste soutenant un État de notables : en prenant pour base le covoisinage, on notera ainsi la force de *élus-représentants*, *parti*, *Église* et *clergé*, et finalement l'importance de *langue* ainsi que de *personnages* et *professions* (voir le tableau 32).

Nous retrouvons nos analyses antérieures. De même, sous l'un ou l'autre de nos algorithmes de cooccurrence, on rencontrera le couplage caractéristique des valeurs bourgeoises et traditionnelles (*progrès*, *autonomie-liberté*, *rationalité*, *justice*, *tradition*, *religion*).

Le fonctionnement de la catégorie *conflit* est tout à fait similaire, *domaine constitutionnel* domine. *Élus-représentants* figure en bonne place dans le voisinage et le propos ; *parti*, *famille* et *clergé* se renforcent de façon significative dans le voisinage ; les catégories *langue* et *personnages* se renforcent également dans le voisinage alors que *professions* se maintient. Comportement remarquablement similaire donc qui se reproduit dans le domaine des valeurs. Alors que les catégories traditionnelles se renforcent nettement du côté de la détermination (*tradition* et *religion*), le voisinage présente les mêmes caractéristiques dichotomiques : *autonomie-liberté*, *justice*, *progrès*, *démocratie*, *rationalité* se renforcent, et *tradition* s'affirme dans le même sens. La catégorie *conflits* semble ainsi travailler à la promotion de pratiques traditionalistes tout en intégrant les grandes valeurs de

l'idéologie bourgeoise. On pourrait de même invoquer les autres catégories reliées à l'univers du conflit. Ainsi *subversion* et *socialisme* appellent les grandes notions de l'idéologie bourgeoise (*liberté-démocratie*), tout en mobilisant autour d'elles des réalités ou la promotion de pratiques fort conservatrices (l'antisindicalisme ou le rejet de réformes keynésiennes).

Le discours soulève ainsi des questions de fond : la liberté, la démocratie, le droit. Mais essentiellement bourgeois dans sa forme, il travaille en même temps à la promotion de pratiques conservatrices.

[183]

**Tableau 32**

*Le covoisinage de opinion publique dans les univers social, institutionnel et politique dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Univers social</i>			
Temporalité	1	1	343
Espace	2	2	232
Communauté	3	4	69
Classes	4	7	32
Personnages	5	3	119
Conflits	6	9	23
Population	7	8	24
Professions	8	5	53
Langue	9	6	34
Âge	10	-	-
Social	11	10	10
<i>Univers institutionnel</i>			
Éducation	1	1	68
Opinion publique	2		
Culture	3	2	56
Parti	4	3	25
Santé	5	4	18
Domaine social	6	9	3
Famille	7	8	7
Église	8	6	10
logement	9	-	-
Relations de travail	10	7	8
Clergé	11	5	12
Système judiciaire	12	9	3
<i>Univers des valeurs</i>			
Inst. politiques	1	1	216
Constitution	2	2	200
État	3	4	87
Élus-représentants	4	3	126
Droit	5	5	25
Pouvoir	6	6	20
Armée	7	8	2
Personnel d'État	8	7	13

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

### *La soumission du traditionalisme au modernisme*

Nous sommes maintenant en mesure de préciser ce que nous entendons par la soumission du discours traditionaliste au discours libéralo-démocratique. L'analyse des catégories de l'univers politique que nous avons faite jusqu'ici a essentiellement permis de montrer la [184] constitution-séparation des sphères privée et publique, l'insertion de l'univers traditionnel dans la sphère privée et la jonction du traditionalisme et du libéralisme sous les notions reliées à la forme du régime, ainsi que la défense de la société traditionnelle par l'intégration des canons de l'idéologie bourgeoise. C'est en ce sens que nous avons proposé la thèse de la soumission du traditionalisme au libéralisme (voir le schéma 5). Nous entendons par là l'établissement, dans le discours lui-même, d'un rapport de coexistence à dominante entre les deux univers, le libéralisme s'imposant au traditionalisme. Il n'est donc nullement question à ce stade de l'analyse de sortir du discours pour invoquer une sociologie étroite des intérêts ou une psychologie naturaliste des acteurs. Le duplessisme n'est nullement un libéralisme du bout des lèvres, une sorte de convention. Il existe bien dans le discours lui-même et c'est bien cela qu'il faut d'abord établir. Les aspects libéraux du duplessisme sont essentiels à la dynamique de sa mise en forme. Le discours ne peut défendre la société traditionnelle sans investir le discours bourgeois. Il le dévie certes dans une perspective autre, ce qui produit sa particularité, mais il n'en est pas moins amené à le reproduire. Le discours bourgeois le domine puisqu'au sens strict il doit s'insérer dans son articulation même en tentant d'y tailler une place à la société traditionnelle, une place par le fait même nécessairement dominée.

On pourra encore nous opposer qu'il ne s'agit là que d'une stratégie voire même d'une tactique, certes nécessaire parce qu'imposée par les conditions politiques de production du discours, mais au fond inessentielle et, au sens fort, inefficace pour les acteurs eux-mêmes, Duplessis étant le réactionnaire que l'on sait. Tentons plutôt de considérer en lui-même ce que le discours veut dire et ne sautons pas trop vite à des conclusions ambiguës sur l'existence sous-jacente d'un dire autre soi-disant plus fondamental. Certes, il faudra tenir compte des conditions de production du discours et surtout des structures du fédéralisme canadien. Ces condi-



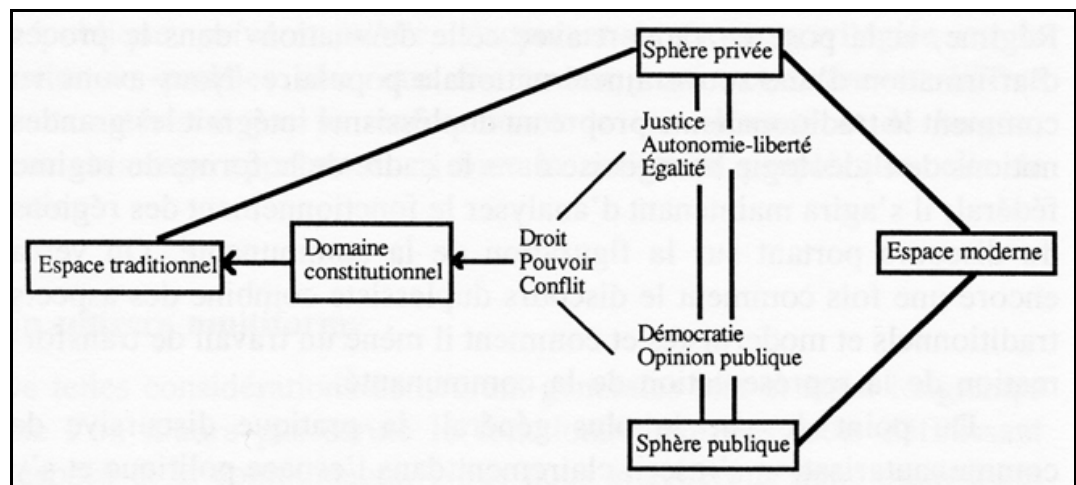
tions de production sont même évidentes, trop évidentes peut-être, si bien que leur introduction hâtive dans l'analyse gomme complètement l'articulation du discours lui-même et empêche de saisir les importantes transformations qui s'opèrent au sein de la discursivité politique durant l'après-guerre. Voilà pourquoi nous n'aborderons qu'en fin de chapitre la question des conditions de production, après avoir analysé d'autres régions de l'univers politique, celles de la communauté et de la forme de l'État, où surviennent de semblables transformations.

[185]

### Schéma 5

#### *Soumission du traditionalisme au libéralisme*

[Retour à la table des matières](#)



Pour conclure cette section nous avancerons donc que la nécessité de défendre la société traditionnelle sur la base de l'idéologie bourgeoise dénature le traditionalisme dans sa structure même. Il y a bien rapport dialectique au cœur même de la pratique discursive duplessiste. Celle-ci dévie le discours bourgeois dans une perspective traditionaliste, c'est là sa stratégie la plus claire. Mais il marginalise en même temps le discours traditionnel en le défendant, au moins en partie, sur la base de l'idéologie bourgeoise. Le traditionalisme fondé sur le rappel du passé et sur la répétition n'est déjà plus le même lorsqu'on le plaide à partir d'un ensemble notionnel qui lui est étranger.

Nous considérerons donc qu'il y a soumission du discours traditionaliste au discours libéral, la pratique discursive duplessiste ne conservant et ne reproduisant le traditionalisme que grâce à la mise en œuvre active du libéralisme.

## UNE COMMUNAUTÉ NATIONALE CULTURELLE DANS UN UNIVERS DÉMOCRATIQUE BOURGEOIS

[Retour à la table des matières](#)

La problématique exposée dans la première partie de cet ouvrage indiquait l'étroit rapport existant entre la formation de la communauté nationale et la constitution de la société bourgeoise à travers un procès d'institutionnalisation politique de l'ensemble des rapports sociaux. Dans ce processus, le discours politique, forme de discours directement reliée à la production de l'espace démocratique, contribue de façon décisive à la configuration de la communauté sous une forme nationale [186] et à la formation de la nation comme sujet central de la société politique. Le discours politique sécularise définitivement la notion de « peuple », la débarrassant de ses aspects monarcho-religieux d'Ancien Régime, et la pose en rapport avec celle de « nation » dans le procès d'affirmation d'une souveraineté nationale populaire. Nous avons vu comment le traditionalisme propre au duplessisme intégrait les grandes notions de l'idéologie bourgeoise dans le cadre de la forme du régime fédéral ; il s'agira maintenant d'analyser le fonctionnement des régions du discours portant sur la figuration de la communauté. On verra encore une fois comment le discours duplessiste combine des aspects traditionnels et modernistes et comment il mène un travail de transformation de la représentation de la communauté.

Du point de vue le plus général, la pratique discursive de communautarisation s'inscrit clairement dans l'espace politique et s'y déploie en rapport étroit avec les grandes valeurs politiques de l'idéologie bourgeoise. Les principales catégories du sous-ensemble politique sont en effet fortement associées aux pratiques de communautarisation. *Domaine constitutionnel, pouvoir et élus-représentants* se caractérisent par un très net renforcement des catégories liées au procès de communau-

tarisation : *communauté* et *langue*. Les notions de « peuple » et de « nation », apparaissent régulièrement dans leur sillage. Il en va de même des notions de « confédération » et de « constitution » lesquelles, très fortement déterminées par « canadienne », sont reliées aux notions de « nation » et de « peuple ». La confédération et la constitution apparaissent ici comme des points nodaux autour desquels s'articulent la production d'un espace démocratique particulier, le Canada, au sein duquel la question des nationalités est posée comme un enjeu des luttes politiques. La formation du peuple et celle des nations s'y donnent sous le signe du conflit dans le cadre de la forme de régime. L'espace démocratique canadien est ainsi représenté comme problème : le mot « fédéral » suscite le renforcement d'*espace*, de *communauté* et de *conflits*, il renvoie systématiquement à l'histoire et à la formation d'une mémoire collective régulièrement opposée aux velléités centralisatrices d'Ottawa. De la même façon, la « confédération » et la « constitution » s'inscrivent régulièrement dans des pratiques comparatives, les systèmes politiques américain, australien et helvétique étant appelés à la défense de la décentralisation et de l'autonomie locale.

Le discours politique duplessiste se déploie donc entièrement dans les cadres généraux de l'État démocratique bourgeois. S'il y défend un particularisme sur lequel nous reviendrons, il ne peut le [187] promouvoir que sur la base historique de la production d'une souveraineté nationale populaire particulière. L'univers des valeurs, le confirmera. Ainsi les notions maîtresses de la constitution des sphères privée et publique, *privé* et *public*, s'appuient de façon privilégiée sur la notion de « peuple », alors que démocratie, justice et autonomie-liberté se caractérisent par le renforcement de communauté et de langue, leur voisinage appelant aussi bien la notion de peuple que celle de nation.

### *Un univers multiforme*

De telles considérations demeurent générales tant et aussi longtemps que l'on n'aura pas scruté le fonctionnement des mots définissant l'espace et la communauté. Nous nous attacherons donc maintenant aux principaux mots codés sous les catégories espace et communauté. Nous retiendrons aux fins de l'analyse de la spatialisation les mots « Québec », « Canada » et « province ». Nous distingue-

rons par ailleurs les grandes notions afférentes à la communautarisation (« nation(s) »), « peuple » et (« race(s) ») et les notions dénommant des communautés (« Québécois », « Canadiens » et « Canadiens français »).

L'analyse du voisinage des seules valeurs indiquera déjà la particularité d'un discours pluridimensionnel apparaissant comme un vaste chantier liant des univers en apparence irréconciliables. La définition de l'espace s'articule autour des grandes notions d'*autonomie-liberté*, de *justice*, de *stabilité*, d'*ordre-hiérarchie* et de *progrès*, notions fondamentales du discours duplessiste. Mais on voit poindre la différence puisqu'avec « Québec » et « province » se dresse la *tradition*, dans l'après-guerre. Au contraire, le mot « Canada » se particularisera par l'apparition de *collaboration* et de *démocratie*. Déjà la pratique de spatialisation s'accompagne de pôles de valorisation différenciant deux espaces néanmoins interreliés. Les mots définissant la communauté contribueront à approfondir le contraste. Seule *l'autonomie-liberté* apparaît de façon significative dans le voisinage des quatre principaux mots définissant la communauté. Au contraire, de la nation à la race se définissent deux univers fortement dichotomiques. Alors que la notion de nation est largement dominée par des valeurs bourgeoises dans le voisinage et dans le propos, *progrès*, *autonomie-liberté*, *justice*, *nature-besoins* et *public*, celle de race se caractérise par la dominance de *religion* dans son voisinage et de *tradition* dans la détermination. Entre ces deux univers fortement différenciés s'insère [188] le mot « nations », lié en toute logique à *collaboration*, et la notion de « peuple » qui conjugue l'ensemble des contradictions mis, en œuvre dans la pratique discursive duplessiste. La notion de peuple renvoie en effet aux valeurs classiques liées à la constitution d'un espace public fonctionnant à la souveraineté populaire : *légitimité* dans le voisinage, *démocratie*, *privé* et *public* dans le propos (voir le tableau 33). Le « peuple » appelle aussi le renforcement de certaines des grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise : *autonomie-liberté*, *nature-besoins*, dans son voisinage, et *individualisme* dans le propos. Mais cette notion est accompagnée en même temps d'une très nette affirmation du traditionalisme propre au duplessisme, *tradition* dans le voisinage. La notion de peuple se présente ainsi comme un lieu de travail multidimensionnel de la discursivité duplessiste où se conjuguent traditionalisme et modernisme. Cette particularité résulte sans doute de la généralité et de l'extensivité de la notion dans son rapport au fonctionnement des appareils politi-

ques modernes et prémodernes (le gouvernement dans l'État démocratique et l'Église dans l'État d'Ancien Régime, par exemple).

Les notions communautaires particulières reproduisent la même dichotomie. Alors que le voisinage du mot « canadiens » est largement dominé par des valeurs bourgeoises (*public, progrès, autonomie-liberté, justice et légitimité*), les mots représentant la communauté québécoise, « Québécois » et « Canadiens français » et leurs dérivés, appellent des valeurs bourgeoises (très majoritairement celle de *progrès*), des valeurs de contrôle social (principalement celle de collaboration) et des valeurs traditionnelles (*religion et tradition*). Encore une fois on voit poindre deux types de valorisation qui correspondent à la représentation d'un double espace.

Sur un fond commun de valeurs bourgeoises (*autonomie-liberté, progrès et justice*) et de contrôle social (*ordre-hiérarchie, stabilité*), la pratique discursive profile donc deux univers différenciés : les mots « Canada », « Canadiens » et « nation » sont dominés par le voisinage de valeurs relevant de l'idéologie bourgeoise, alors que « Québec », « province », « race », « Québécois » et « Canadiens français » s'appuient de façon significative sur des valeurs traditionnelles. La notion de « peuple » quant à elle semble conjuguer cet univers pluridimensionnel liant le traditionalisme aux grandes valeurs du modernisme politique, en même temps qu'elle renvoie aussi bien aux valeurs traditionnelles fondatrices de la race qu'aux valeurs bourgeoises liées à la notion de nation. L'importance de la catégorie *collaboration* qui pose les rapports

[189]

**Tableau 33**

*Le covoisinage et le propos de « peuple » dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Covoisinage</i>			
Progrès	1	2	12
Ordre-hiérarchie	2	-	-
Responsabilité	3	-	-
Rationalité	4	8	4
Autonomie liberté	5	3	11
Dignité	6	10	3
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	1	13
Morale	10	5	6
Justice	12	7	5
Nature-besoins	13	4	7
Religion	17	5	6
Légitimité	26	8	4
<i>Propos</i>			
Progrès	1	1	5
Ordre-hiérarchie	2	6	2
Responsabilité	3	1	5
Rationalité	4	-	-
Autonomie liberté	5	-	3
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	3	4
Vertu	8	-	-
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Individualisme	11	6	2
Public	15	5	3
Privé	19	6	2
Démocratie	20	6	2
Légitimité	26	6	2

entre deux espaces et deux communautés particulières apparaît avec « Canada », « nations », « Québécois » et « Canadiens français ».

### *Un univers national dichotomique*

Nous avons pu démontrer jusqu'ici que la pratique discursive de spatialisation et de communautarisation s'inscrivait dans le cadre de [190] la forme du régime tout en s'appuyant sur les grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise. Le rapport aux valeurs nous a de plus permis de déceler un procès de différenciation touchant aussi bien l'espace que la communauté et de rejoindre ainsi les éléments de démonstration déjà avancés concernant les aspects régional et national-culturel du bloc social duplessiste. Il faudra maintenant nous pencher de façon plus approfondie sur le fonctionnement des notions liées à la pratique de communautarisation afin de découvrir comment s'articulent les aspects apparemment contradictoires d'un discours oscillant entre la représentation d'une communauté posée comme sujet politique national-populaire (les notions de nation et de peuple) et la promotion d'une collectivité assujettie d'abord et avant tout comme culture (la race canadienne-française et catholique).

Insistons d'abord sur des différences. Si les notions de « nation(s) » et de « peuple » prennent le plus d'importance dans les discours libéraux, c'est la notion de « race », absente des zones libérales, qui particularise les discours unionistes. La « nation » ne prend de l'importance dans les énoncés budgétaires de l'Union nationale qu'à partir de 1949 ; le « peuple » s'affirme en 45-48 et en 57-60. Mais soyons plus précis, la notion de « race(s) » ne s'affirme véritablement que dans les zones 45-48, 49-52 et 53-56, puisque l'on n'en retrace qu'une seule occurrence dans les zones 37-39 et 57-60. La zone unioniste de 57-60, contrairement à toutes les autres, se caractérise ainsi par la nette dominance de la notion de « nation(s) » qui y apparaît douze fois. Devrait-on en déduire l'existence d'un procès de transformation de la représentation de la communauté dans la discursivité duplessiste qui expliquerait le passage de la notion de « race » à celle de « nation » ? Les seules données du discours du budget ne sauraient nous permettre de conclure à ce propos. Ne retenons provisoirement que ce très net renforcement de l'emploi de la notion de « nation » à partir de 1949 qui vient se juxtaposer à celle de « race ».

En plus du recours à la notion de « race », le discours unioniste se particularise enfin par une utilisation beaucoup plus importante des notions dénommant des

communautés particulières : Canadiens, Canadiens français... Le discours libéral demeure au contraire résolument abstrait : y figurent les grandes notions afférentes à la communauté dans l'État capitaliste (nation, nationale, communauté...). Mais il évite les notions relatives à des communautés particulières sauf durant la guerre où apparaîtront les nationalités étrangères (Allemands, Grecs, Japonais...). Dans le discours unioniste, au contraire, elles abondent [191] pour nommer des réalités aussi bien intérieures qu'étrangères. La spécification plurielle de communautés intérieures indique à la fois le lieu d'un problème et celui d'une transformation. La dénomination des communautés canadiennes n'apparaît cependant massivement que dans l'après-guerre, comme si la question des nationalités prenait une importance politique telle qu'elle envahit le discours économique : on voit poindre, bien sûr, le problème de la centralisation.

Les différences entre les discours libéral et unioniste ressortiront davantage de l'analyse du voisinage des principales notions étudiées. Des notions de « nation(s) », « peuple » et « race », la première est la moins liée au *domaine constitutionnel*, alors que la dernière s'y rapporte le plus étroitement. Pour l'Union nationale, la défense et l'illustration de la « race » s'inscrit ainsi résolument dans la forme du régime. Le traditionalisme national-culturel y produit la division du « peuple » (les deux peuples fondateurs) et de la « nation » (les nations ou les races appelées à collaborer). Le rapport aux institutions approfondit la différence. Alors que les notions de « nation(s) » renvoient de façon relativement classique à *opinion publique* et *culture*, celles de « race(s) » ramènent principalement *clergé*, *Église* et *famille*. La notion de « peuple » fonctionne encore ici à la fusion des deux univers en conjuguant *opinion publique*, *culture*, *famille* et *clergé*. De la même façon, les notions de « peuple » et de « race » appellent davantage, parmi nos catégories de l'univers social, la *communauté* et la *langue* comme si elles s'inscrivaient dans un univers toujours à resituer : le peuple canadien, la race canadienne-française... Au contraire, la notion de « nation » renvoie davantage à des catégories afférentes à la structure sociale : *population*, *classes* et *social*. Rappelons enfin, comme nous l'avons souligné plus haut, que seules les notions de « peuple » et de « races » ramènent les valeurs traditionnelles, *tradition* et *religion*. Une telle cohérence de fonctionnement indique donc le caractère relativement classique, général et abstrait de la notion de « nation », l'aspect résolument traditionaliste de celle de « race » et, enfin, le dualisme remarquable dans lequel



s'inscrit la notion de « peuple ». Qu'en est-il de la dénomination des communautés ?

On notera cette fois une remarquable homogénéité. Toutes les notions (Canadiens, Québécois, Canadiens français) renvoient au *domaine constitutionnel*, à la *langue* ou à la *communauté*. Le voisinage de toutes ces notions se caractérise de plus par l'apparition significative de l'une ou l'autre des institutions traditionnelles : *Église, clergé, famille*. Une différence déjà notée cependant, seules les notions de [192] Québécois et de Canadiens français ramènent des valeurs traditionnelles, alors que celle de Canadiens est au contraire dominée par des valeurs bourgeoises. Il n'en reste pas moins que les notions communautaires particulières se réfèrent principalement à la question constitutionnelle et aux institutions traditionnelles, la représentation des communautés dans le discours unioniste se présentant toujours comme un enjeu dans le cadre de la forme du régime et se déployant nécessairement à partir de la promotion du traditionalisme.

### *Le traditionalisme dans le modernisme*

Faisons le point. Après avoir souligné les aspects régional et national-culturel du bloc social duplessiste, nous nous sommes penchés sur le fonctionnement des pratiques de spatialisation et de communautarisation pour constater que ces dimensions du discours s'inscrivaient résolument dans la discursivité liée à la forme du régime et qu'elles s'appuyaient sur la promotion de valeurs bourgeoises (*progress, autonomie-liberté, justice*) et de contrôle social (*ordre-hiérarchie, stabilité*). Nous avons par la suite fait ressortir l'existence de deux chaînes notionnelles, l'une traçant un univers plus largement dominé par les valeurs bourgeoises (Canada, Canadiens et nation), l'autre se caractérisant par l'importance des valeurs traditionnelles (Québec, province, race, Québécois, Canadiens français). Il nous a ensuite été possible de distinguer nettement le voisinage moderniste de la notion de « nation » et traditionaliste de celle de « race » et des notions dénommant des communautés particulières. Nous avons enfin relevé que la notion de « peuple » réunissait le double aspect moderniste et traditionaliste du discours duplessiste.

Ainsi pourrions-nous conclure. Si les aspects communautaires du discours duplessiste définissant une collectivité nationale-culturelle spatialisée dans l'espace Québec constituent sans nul doute la région la plus résolument traditionaliste des énoncés budgétaires de l'Union nationale, ils ne peuvent se déployer qu'en intégrant les grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise dans le cadre de la forme du régime. La notion de « peuple » apparaît elle-même comme faisant partie intégrante d'un discours national-culturel dichotomique axé, comme on le verra, sur l'idée de progrès et défendant son espace et sa propre reproduction par la proclamation des vertus de l'autonomie reliée, nous l'avons largement démontré dans la première partie de ce chapitre, aux grandes valeurs de l'idéologie bourgeoise. Le discours [193] politique duplessiste fonctionne ainsi à la souveraineté nationale-culturelle populaire. Nous sommes en un autre lieu de ses multiples contradictions. Défendant la reproduction d'une communauté nationale d'un autre âge, il doit se résoudre à le faire dans le cadre de l'État démocratique bourgeois. Au sein du régime fédéral canadien, la race canadienne-française et catholique devient ainsi un agent politique presque malgré elle. La race ne peut, en effet, être posée et se reproduire que dans l'espace nécessairement politique imposé par la constitution canadienne. Certes, elle n'est pas encore représentée comme un sujet politique plein et entier, comme elle le sera au début des années soixante, au moment où on lui attribuera la vocation d'envahir le plein champ de l'espace politique en devenant « maîtresse chez elle ». Même engagée sur la voie du progrès, on l'invite à préserver son « butin », comme disait le chef, plutôt qu'à s'emparer du pouvoir. Il s'agit encore davantage de maintenir le passé qui continue malgré tout à se reproduire partiellement en dehors de la politique, dans la religion. Nous disons bien partiellement, car la race canadienne-française et catholique demeure produite et reproduite dans le cadre d'un régime fédéral présentant tous les traits d'un État démocratique bourgeois, au sein duquel, nous l'avons vu, le traditionalisme institutionnel, social et national ne peut être posé et défendu que sur la base des appareils et des valeurs bourgeois.

## LA FORME DE L'ÉTAT

[Retour à la table des matières](#)

De la forme de l'État et de la résistance au passage à l'État keynésien mis en branle par Ottawa, on dira peu de chose, sinon pour souligner l'aspect principal de la pratique discursive duplessiste à ce propos. On ne trouvera pas, dans le discours du budget, autant d'énoncés formalisés défendant la forme de l'État libéral et le non-interventionnisme qu'on pourra le faire sans doute dans certains de nos autres corpus. Mais comment ne pas remarquer encore une fois que le discours non interventionniste s'inscrira dans le champ de la forme du régime y proclamant, quand elle le fait, les vertus du libéralisme. Il s'agira ici de défendre ses pouvoirs, ceux de l'État provincial et de la société traditionnelle, en prônant le non-interventionnisme. Encore une fois, la société traditionnelle et les pouvoirs de l'Église dont on parle relativement peu sont défendus du point de vue des institutions et de la discursivité bourgeoises. N'en donnons que de brefs exemples.

[194]

Le couple « confédération-constitution » ne rapporte dans le propos qu'une seule institution, le système d'éducation (la question des universités, bien sûr) qu'il s'agira de défendre contre les interventions d'Ottawa. En détermination, apparaissent *éducation, domaine social et santé*, trois cibles du fédéral. On rencontre donc ici un univers principalement centré sur le partage des pouvoirs.

La catégorie *domaine social* sera sans doute plus intéressante (voir le tableau 34). Elle ne rapporte aucune valeur traditionnelle dans son voisinage, mais surtout des valeurs bourgeoises, davantage identifiables au libéralisme et souvent centrées sur l'individu : *individualisme, progrès, justice, rationalité* et *nature-besoins*. Dans le sous-ensemble institutionnel, on voit soudainement apparaître le fameux tryptique *famille, parti, Église et clergé*. Bien plus, le *domaine social* ramène le mot « cultivateur », alors que l'univers des valeurs dont nous avons parlé est dominé par *stabilité*. On a donc là les socles principaux du bloc social traditionaliste. La promotion de la politique non interventionniste dans le domaine social s'appuie ainsi sur des valeurs de type libéral liées à la défense du traditionalisme et défen-

dant ultimement le respect de la répartition des pouvoirs inscrite dans la constitution de 1867. La croisade antikeynésienne du duplessisme se présente sous la forme d'une lutte contre la centralisation.

On pourrait encore souligner que le discours unioniste est davantage lié à *santé* (principalement la construction d'hôpitaux et d'hospices) et *logement*, alors que le discours libéral met l'accent sur *domaine social* et *relations de travail*, les deux chevilles de l'interventionnisme dans le domaine de la reproduction de la force de travail. Ces constatations, et sans doute d'autres encore conduisent à la même conclusion : celle de la nécessité de subsumer la défense du traditionalisme sous la promotion du libéralisme.

### **Un État libéral**

La doctrine classique de l'État spécifie que l'État doit exercer un contrôle sur les entreprises privées et non se substituer à elles. Je crois de plus que l'État ne peut raisonnablement se lancer dans des entreprises hasardeuses pour y investir des sommes considérables. Les sommes que les gouvernements reçoivent des contribuables sont obtenues dans le but de permettre à l'État d'améliorer les services destinés à assurer le bien de la communauté et non dans le but de se lancer dans des entreprises qui ne sont pas de son domaine. (1946 p. 31)

[195]

**Tableau 34**  
*Le covoisinage de domaine social dans l'univers  
institutionnel et des valeurs dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Univers institutionnel</i>			
Éducation	1	1	29
Opinion publique	2	5	3
Culture	3	-	-
Parti	4	4	9
Santé	5	2	23
Domaine social	6	*	**
Famille	7	3	19
Église	8	7	2
logement	9	5	3
Relations de travail	10	9	1
Clergé	11	7	2
<i>Univers des valeurs</i>			
Progrès	1	3	4
Ordre-hiérarchie	2	3	4
Responsabilité	3	7	3
Rationalité	4		7
Autonomie liberté	5	-	-
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	1	7
Vertu	8	3	4
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Individualisme	11	2	6
Justice	12	3	4
Nature-besoins	13	10	2
Amour	18	7	3

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD) 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

## LE DISCOURS DUPLESSISTE D'APRÈS-GUERRE

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce chapitre consacré à la représentation de l'univers politique au sens restreint du terme, nous avons identifié trois aspects fondamentaux de la transformation à l'œuvre dans la pratique discursive, tous trois déployés dans l'univers du discours consacré à la forme du régime : la soumission du traditionalisme au libéralisme, la politisation du discours national-culturel et la défense de la forme libérale de [196] l'État. Il importe maintenant de préciser que ce triple processus ne se manifeste véritablement que dans l'après-guerre. On peut, en effet, parler d'une configuration nouvelle du discours du budget après 1945. Les discours duplessistes se distinguent alors non seulement des discours libéraux qui les ont précédés depuis la crise, mais aussi des énoncés budgétaires de l'Union nationale lors de son court règne de 1936 à 1939. Nous assistons dès lors à une sorte de politisation et de socialisation des énoncés économiques de l'État très nettement axées sur les questions de la forme de régime, de la forme de l'État et des rapports entre la société moderne et la société traditionnelle. Nous soulignerons les grands traits de cette transformation qui ressortent de l'analyse comparée du comportement des catégories de notre grille dans les différentes zones de notre corpus. Les résultats systématiques de cette comparaison peuvent être consultés dans les tableaux présentés en annexes. On se reportera donc, pour ce qui suit, aux données consignées dans ces tableaux.

Nous avons déjà souligné que la performance du sous-ensemble de catégories économiques, au premier rang jusque-là, s'affaiblissait nettement à partir de 1945, par rapport aux autres sous-ensembles de la grille. On assiste alors à un envahissement du discours économique budgétaire par les aspects socio-politiques (sous-ensembles politiques, institutionnel et social) de la représentation mise en œuvre dans la pratique discursive. Comme nous le verrons au prochain chapitre, l'affaiblissement relatif des espaces économiques du discours est accompagné d'un ren-

forcement très net de la perspective industrialisante de la figuration de l'économie. Tout se passe comme si l'affirmation de l'industrialisme mobilisait en même temps l'ensemble de la représentation sociétale. Nous nous attacherons dans ce qui suit à l'analyse des transformations qui s'opèrent au sein des autres sous-ensembles, ce qui nous éclairera encore sur cette reconfiguration du discours dans l'après-guerre.

On notera d'abord le renforcement des occurrences de *domaine constitutionnel* qui domine les catégories politiques à partir de la zone 49-52 et d'*élus-représentants* qui s'affirme à partir de 1945 (au quatrième rang). Dans l'après-guerre la configuration du politique s'oriente davantage dans le sens de la forme du régime (*domaine constitutionnel*), en même temps que la question de la représentation (*élus-représentants*) semble liée à ce mouvement d'affirmation de la question constitutionnelle. Cette observation ressort aussi bien de [197] l'analyse comparative de l'occurrence simple que de l'occurrence thématization dans les différentes zones.

Comme on pouvait s'y attendre, le renforcement des univers de la constitution et de la représentation politique est accompagné de l'affirmation des notions reliées au communautarisme dans les catégories de l'univers social. C'est durant ce que l'on peut considérer comme l'apogée du discours unioniste, de 1949 à 1956, que ce phénomène s'affirme avec le plus de netteté. L'occurrence simple fait ressortir le renforcement de *communauté* qui occupe alors le troisième rang dans les trois zones, de *langue* qui, aux sixième et neuvième rangs ne tient une place significative dans le discours du budget que pendant ces seules années, et, enfin, de *personnages* situé au cinquième et quatrième rang. Ce comportement est largement confirmé dans les trois cas par l'occurrence thématization.

On notera donc, dans l'après-guerre, cette affirmation très nette des aspects du discours axés sur la communautarisation (*communauté-langue*) et la personnalisation (*personnages*). Ainsi, de la question constitutionnelle à la communautarisation, de la représentation politique à la personnalisation semble se profiler un régime de notables en lutte pour la sauvegarde de sa place au sein de la structure politique canadienne.

Le comportement des catégories institutionnelles nous fera avancer dans cette analyse de la reconfiguration du discours dans l'après-guerre. On y verra surgir,

en effet, le plein déploiement de la dialectique traditionalo-moderniste, en même temps qu'un discours pré, sinon anti-keynésien. À propos des institutions traditionnelles d'abord (*famille, Église, clergé*), nous avons déjà noté la force du discours unioniste et la faiblesse de sa contrepartie libérale. On notera cependant que l'écart est relativement faible dans le cas de la catégorie *famille*, les discours libéraux dépassant même les discours unionistes de 37-39 en thématisation. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la particularité de l'Union nationale ressort surtout de la mise en œuvre du tryptique famille-parti-Église et de l'importance qu'y prennent les catégories religieuses (*Église* et *clergé*). Or l'analyse comparative des zones indique le renforcement significatif des occurrences de ces deux dernières catégories durant l'après-guerre (45-48, 49-52, 53-57). Alors que la *famille* dominait l'univers traditionnel en 37-39, l'*Église* et le *clergé* s'affirment de 1945 à 1956, avant que l'on n'assiste au retour à la situation de 37-39 dans la zone 57-60.

[198]

Cet appel plus fréquent à l'institution cléricale se double de l'accentuation de la référence aux questions de la *santé* et du *logement*. Ainsi, dans les zones de l'après-guerre et principalement de 1949 à 1960, on note l'affaiblissement relatif des catégories *domaine social* et *relations de travail*, deux des catégories les plus déterminantes d'un discours politique de type keynésien, puisqu'elles renvoient à l'intervention de l'État dans le champ de la reproduction de la force de travail. L'histoire semble plutôt se faire à rebours ; alors que *domaine social* et *relations de travail* dominaient jusque-là, voilà que *santé* (hôpitaux, hygiène...) et *logement* s'affirment à partir de 1949, au moment où le passage à l'État keynésien est à l'ordre du jour au Canada. La configuration du complexe institutionnel dans l'après-guerre est ainsi marquée du double renforcement de l'Église et des catégories définissant une politique sociale d'inspiration libérale. Il nous semble donc légitime de parler, à ce stade de l'analyse, d'une accentuation des aspects libéralo-traditionalistes du discours du budget duplessiste après 1945.

L'analyse de l'univers des valeurs, nous l'avons largement démontré en début de chapitre, s'inscrit pleinement dans cette dialectique du libéralisme et du traditionalisme. Aussi n'insisterons-nous ici que sur ce seul fait que les principales catégories posant les grands axes de la contradiction se renforcent mutuellement dans l'après-guerre. S'affirment alors simultanément des valeurs traditionnelles



(*religion et tradition*) et des valeurs typiques de l'État de démocratie libérale (*autonomie-liberté, démocratie, privé, public et légitimité*). Alors que le renforcement des valeurs traditionnelles se réalise à tous les niveaux de l'analyse (occurrence, thématization, détermination), celui des valeurs bourgeoises politiques apparaît en occurrence (*démocratie, autonomie-liberté, privé et légitimité* à partir de 1940), en thématization (*public et privé* à partir de 1940) ou en détermination (*autonomie-liberté et légitimité*). Ainsi peut-on remarquer, avec les valeurs, la même trame repérée à propos des institutions : ce sont les instances traditionnelles qui se consolident avec le plus de vigueur dans l'après-guerre. Contrairement à toute attente, du moins dans une perspective évolutive continuiste, l'*Église*, le *clergé*, la *tradition* et la *religion* s'affirment le plus largement dans l'après-guerre, même si l'on tient compte du discours unioniste de la zone 37-39. Paradoxe d'autant plus grand qu'en même temps se développe un discours de plus en plus industrialisant.

[199]

Le paradoxe, nous l'avons vu, n'est qu'apparent puisqu'il permet la mise en pratique de ce que nous avons appelé la soumission du traditionalisme au libéralisme. Mais les éléments principaux de cette soumission du traditionalisme ne se mettent véritablement en place que dans l'après-guerre, à la double croisée des luttes portant sur la forme du régime et la forme de l'État. Il y a en effet une énorme différence entre les particularités du discours d'avant et d'après 1945. Les premiers se caractérisent par leur aspect à la fois plus classique et plus général. Le schéma des discours 34-44 pourrait somme toute être tiré du discours du budget de n'importe quel État capitaliste ayant atteint le même niveau de développement et se situant dans une même période de crise et de guerre.

Bien sûr, la distance séparant les deux périodes est sans doute moins grande que ne le font apparaître leurs particularités les plus évidentes. De même, le moment de la « coupure », comme le choix de toutes les périodisations, peut paraître arbitraire, puisque la zone 40-44 a été située dans la première période, alors qu'elle présente certains traits de la seconde (principalement son discours économique plus industrialisant). Aussi les discours de la zone 40-44 pourraient en un certain sens être considérés comme des discours de transition. Il n'en reste pas moins cependant que la configuration générale de leurs particularités les rattache davantage aux discours des années trente.

C'est donc dans l'après-guerre, à la double croisée d'un discours nettement plus industrialisant et dont les aspects politiques sont dominés par la référence à la forme du régime que s'affirme la dialectique libéralo-traditionaliste. Nous avons insisté dans l'énoncé de notre problématique sur l'aspect décisif du rapport entre le modernisme et le traditionalisme dans la représentation idéologique de la société québécoise avant 1960. Nous avons avancé que l'analyse du discours politique québécois s'inscrivait dans le cadre plus large du problème de la représentation dans les régions périphériques des États démocratiques bourgeois longtemps dominées par des forces sociales traditionnelles sur le plan politique et caractérisées par la prégnance de rapports marchands et de conditions de production précapitalistes. Modernisme et traditionalisme se conjuguent et s'opposent ainsi dans le cadre plus général de l'insertion d'une société régionale (et souvent nationale) au sein d'un État démocratique libéral. La forme de régime représente ainsi un des lieux privilégiés à partir duquel s'organisent les alliances [200] politiques au sein de la formation sociale. La forme du régime constitue en conséquence et, au sens fort, une condition de production du discours politique, puisque ce dernier contribue de façon décisive à la représentation de l'espace, de la communauté et des rapports de forces, à la production donc des blocs sociaux dans l'État moderne.

Cette dialectique du modernisme et du traditionalisme inscrite dans le discours sur la forme du régime se transformera en fonction des phases et des stades de la forme de l'État et des rapports de production. Il importe, en effet, de saisir que dès le départ s'impose un rapport de dominance du modernisme sur le traditionalisme, rapport de dominance qui, dans le discours politique, se traduit par l'affirmation du libéralisme sur le traditionalisme. Mais ce rapport de dominance traverse différentes phases avant que ne s'éteigne la dialectique elle-même dans l'État interventionniste. En empruntant l'expression aux anthropologues, il faudra dès lors poser le problème de la conservation-dissolution du traditionalisme dans ses rapports au libéralisme.

Schématiquement et à titre purement indicatif puisque la recherche reste à faire dans une telle perspective, on pourrait distinguer au moins deux phases dans l'histoire des rapports libéralo-traditionalistes au sein de la société québécoise. L'une, allant de la mise en place de l'État canadien dans sa forme libérale (à partir donc de l'obtention du gouvernement responsable en 1848) jusqu'à la crise des années trente, correspondrait à une phase de cohabitation axée sur la conservation

du traditionalisme. Au cours de cette période, on assisterait à une sorte de partage du territoire idéologique touchant aussi bien les clientèles que le contrôle des appareils. Dans cette perspective le libéralisme toucherait davantage, ne serait-ce que négativement dans certains cas, les couches sociales les plus reliées au développement du capitalisme (bourgeoisie, classe ouvrière, certaines fractions de la petite bourgeoisie) et le traditionalisme, les couches sociales entretenant des rapports plus étroits avec les rapports sociaux et économiques précapitalistes (petite bourgeoisie traditionnelle, clergé, paysannerie). Cette influence relative auprès de clientèles différenciées ne serait pas sans rapport bien sûr avec la « fréquentation » et le contrôle de certains appareils, puisque, durant cette période, s'opère une division des appareils de reproduction entre ceux qui diffusent le libéralisme (l'ensemble des institutions démocratiques de l'État libéral, du gouvernement représentatif aux institutions de l'opinion publique) et ceux qui proclament le traditionalisme (l'ensemble des institutions contrôlées par l'Église).

[201]

Pour cette première phase, il faudrait parler de rapports de relative extériorité entre libéralisme et traditionalisme, ce qui a conduit certains auteurs à avancer la thèse de l'apolitisme de la pensée canadienne-française<sup>90</sup>, ou encore de l'absence de pensée démocratique chez les Canadiens français<sup>91</sup>. Nous croyons, pour notre part, nécessaire d'abandonner cette perspective trop globalisante. Si l'on doit parler d'une relative extériorité, ce ne saurait être que dans la perspective d'une dominance de l'un ou l'autre aspect au sein de différents appareils et auprès des différentes clientèles, le libéralisme dominant à l'évidence les appareils de l'État démocratique et le traditionalisme, les appareils contrôlés par l'Église. Bien plus, dans la perspective où nous nous plaçons, cette extériorité ne saurait être que relative, puisque le rapport entre nos deux pôles idéologiques se déploie au sein d'un seul et même discours. Il n'y a pas d'un côté un discours libéral et de l'autre un discours traditionnel, mais bien un discours politique produisant une représenta-

<sup>90</sup> Voir « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme », dans Michel Brunet, *La pensée anglaise et les Canadiens, une étude sur l'histoire de la pensée des deux Canadas*, op. cit. Voir aussi, André J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises, le grand tournant de 1934-36*, op. cit. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

<sup>91</sup> Voir « Des quelques obstacles à la démocratie au Québec », dans Pierre Elliott Trudeau, *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, op. cit.

tion contradictoire et un rapport de dominance. Souscrire à la thèse de l'absolue extériorité consisterait à soutenir soit un matérialisme étroit, la dominance du libéralisme au Québec étant conçue comme la simple résultante d'une soi-disant imposition purement extérieure de l'État démocratique au Québec, soit à un naturalisme navrant, les Canadiens français étant représentés comme un peuple ne possédant pas « l'esprit du libéralisme », ou encore à un anticléricalisme primaire, le clergé devenant l'unique responsable des « tares » du Canada français.

Si donc l'on devait parler d'une sorte de coexistence pacifique, à la limite de guerre froide, au cours de cette première phase et ainsi d'une tendance dominante à la conservation du traditionalisme, il restera toujours à penser les mécanismes et la forme de son articulation au libéralisme, puisqu'il n'y a pas deux mais bien un seul discours politique prédominant au Québec. Nous poserons ainsi l'hypothèse, à seul titre indicatif, que la dominance du libéralisme au cours de cette première phase résulte de la limitation de l'espace de conservation du traditionalisme. Celui-ci ne se serait conservé et reproduit que pour autant qu'il s'exclue lui-même du champ de la politique représentée, en se spécialisant dans le domaine de la socialité et de la culture. Il ne s'agit bien sûr que d'une exclusion et d'un apolitisme relatif puisque, sans le proclamer, le traditionalisme fait partie intégrante du discours politique durant cette phase de l'histoire du Québec, sa conservation indiquant précisément qu'il tient une place essentielle dans la production de l'espace, de la communauté et des rapports de force.

[202]

Nous avancerons en terrain plus sûr à propos de la deuxième phase des rapports entre libéralisme et traditionalisme, puisqu'elle correspond, au moins partiellement, à la période sur laquelle porte notre recherche. Cette deuxième phase correspond à l'histoire de la mise en place de l'État keynésien au Canada et à l'affirmation définitive du capital monopoliste au Québec. Débutant dans les années trente et s'affirmant véritablement au cours des années quarante et cinquante, on pourrait faire remonter sa préhistoire aux débuts des années vingt avec l'adoption de la première loi de l'assistance publique. Déjà les débats entourant la passation de cette loi avait marqué les premières remises en question de la coexistence harmonieuse entre libéralisme et traditionalisme et les premiers questionnements systématiques de cette division du discours politique en deux espaces de représen-

tation, l'un dit politique, démocratique et libéral, l'autre dit apolitique, social et national-culturel.

Cette deuxième phase sera marquée par l'affirmation de la tendance à la dissolution du traditionalisme. Il n'y aura dès lors plus simple dominance du libéralisme résultant finalement de sa seule capacité d'enserrer le traditionalisme dans des espaces de déploiement limités, mais bien processus de soumission pleine et entière du traditionalisme à l'idéologie bourgeoise sous l'effet de son « avalement » par le libéralisme. Dans le discours du budget, ce processus ne s'articule avec netteté que dans l'après-guerre, après que les velléités keynésiennes, fédérales et en partie provinciales sous Godbout, se soient affirmées clairement et en même temps que le nouveau rôle d'un État, même unioniste, nécessairement plus interventionniste, n'atteigne directement sa capacité de dépenser et la définition de sa politique économique. On pense bien sûr au rapport Rowell-Sirois, aux envahissements par le fédéral des juridictions provinciales pendant la guerre (l'assurance-chômage, les allocations familiales, les champs de taxation...), aux conférences de la Reconstruction et au rapport Marsh ; on se rappelle aussi les velléités keynésiennes du gouvernement Godbout, manifestes par exemple dans le rapport Lessard qui préconise l'assurance santé<sup>92</sup>. Mais il importe aussi de prendre en considération la place qu'après la guerre le gouvernement unioniste est appelé à occuper presque malgré lui dans les domaines social et culturel. Alors même donc que le spectre de l'État keynésien se dessine de plus en plus clairement, le discours traditionnel, nous l'avons vu, envahit la définition de la politique économique de l'État. Le traditionalisme s'y acharne bien sûr contre l'interventionnisme d'État, sous le bouclier de la forme du régime, mais il ne peut s'y attaquer avec une [203] quelconque efficacité qu'en adoptant les grandes notions du libéralisme. Ce n'est donc au sens strict qu'en se soumettant au libéralisme que le traditionalisme peut dorénavant mener son combat, car seule la forme de l'État libéral demeure compatible avec la production du bloc social duplessiste, la reproduction à tout le moins marginale de la société traditionnelle et le maintien même transformé de la dialectique libéralo-traditionaliste au sein du discours politique québécois. Cette dialectique transformée ne pourra qu'enclencher les processus de la

---

<sup>92</sup> Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales au Québec 1940-1960*, à paraître aux Presses de l'Université de Montréal.

dissolution du traditionalisme et de la politisation progressive de la communauté nationale culturelle qui en ressortira bientôt sous la figure de la nation québécoise.

[205]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

**DEUXIÈME PARTIE**

## Chapitre 6

---

### L'univers économique

[Retour à la table des matières](#)

Notre lecture du discours du budget ne s'attache pas à la définition des aspects comptables de la politique économique duplessiste, mais à la stratégie discursive mise en œuvre dans la pratique budgétaire. Il s'agit de nous pencher sur la représentation de l'économie, ce qui dépasse très largement les seules considérations budgétaires et les seules descriptions du fonctionnement du marché. Ici également donc, nous nous pencherons toujours et encore sur le discours lui-même et non sur un quelconque réel, les mouvements de l'économie, dont il faudrait partir s'il fallait mesurer le degré d'adéquation entre la politique économique de l'État et le fonctionnement empirique de ladite économie. Cette perspective n'exclut naturellement pas le rapport du discours aux conditions de production, mais, en analyse du discours, ce rapport ne saurait être posé en extériorité, comme celui d'un miroir par rapport à la « chose » reflétée. Il devra au contraire être saisi dans le déploiement du discours lui-même. Aussi notre démarche sera-t-elle complémentaire de celle de Gérard Boismenu dont le projet a été, en partie sur le même corpus, de

rendre compte de la politique économique duplessiste<sup>93</sup>. Ses considérations sur le discours découlaient de son projet central, mais elles ne pouvaient nécessairement être que périphériques. Soulignons cependant que l'ensemble des observations que nous avons faites dans le cadre de notre recherche, par définition attentive à d'autres phénomènes, confirme l'essentiel des conclusions strictement économiques de Boismenu.

[206]

Nous lirons ainsi les aspects spécifiquement économiques du discours du budget en tentant de repérer la dynamique d'une stratégie discursive qui s'élabore à travers la valorisation de certaines pratiques non discursives, dans le renvoi systématique à certains espaces, à certains secteurs et à certaines branches de la division du travail. Nous serons sensibles aux transformations de la représentation d'une société inscrite dans un processus d'industrialisation accélérée. Mais scrutant les liens entre nos catégories économiques et les autres sous-ensembles de notre grille, nous serons encore plus attentifs peut-être aux rapports dialectiques existant entre l'envahissement très net d'une représentation économique du social et la reproduction d'un monde traditionnel. Nous avons vu au chapitre précédent comment, dans le discours duplessiste, le traditionalisme entretenait des rapports dominés avec le libéralisme, puisqu'il ne pouvait se reproduire qu'en intégrant les grandes notions de l'idéologie bourgeoise. Nous avons parlé de soumission du discours traditionaliste au libéralisme dans les régions politiques du discours unioniste. Le traditionalisme s'insère dans la forme du régime, dans la forme discursive propre au régime fédéral devrions-nous dire, pour poser les conditions de sa reproduction.

Ici, la pratique sera tout autre. Poussé dans ses derniers retranchements, le traditionalisme en est pour ainsi dire réduit à tenter de baliser un discours qui l'envahit de toutes parts. Nous serions ainsi portés à avancer la thèse d'une dissolution du traditionalisme dans les régions strictement économiques du discours duplessiste. Nous avons affaire à un véritable processus d'évacuation du traditionalisme par l'affirmation impérialiste d'une représentation économique de la société. Il faudra sans doute être prudent et attendre l'analyse des autres corpus pour préciser davantage l'ampleur du phénomène et le degré de réalisation de cette dissolution,

---

<sup>93</sup> Gérard Boismenu, *Le Duplessisme*, *op. cit.*



certainement encore incomplète dans le discours duplessiste. Peut-être surestimons-nous un phénomène qui ne tiendrait qu'aux particularités du discours du budget, forme discursive nécessairement traversée par cette représentation économique du social. Ces réserves faites, il reste qu'on assiste dans ce discours à une marginalisation telle du traditionalisme qu'il en ressort littéralement désarticulé, même si on continue péniblement à le rappeler. C'est en ce sens que nous sommes appelés à parler, au moins provisoirement, d'une dissolution qui ne signifie pas forcément la disparition de toutes traces du traditionalisme, mais qui tend à les rendre inopérantes dans le discours lui-même. Car il ne s'agit plus [207] ici pour le traditionalisme d'adopter la forme d'un autre langage pour se reproduire, mais de se voir imposer un discours qui le déstructure et qui, à terme, le fera disparaître.

## UN ORDONNANCEMENT CAPITALISTE

[Retour à la table des matières](#)

Loin d'être un discours purement technique, le discours du budget produit une représentation de l'économie dont il parle pourtant comme d'un objet neutre et fonctionnel. Un discours unioniste typique se posera d'abord comme politique. Il commencera le plus souvent par inscrire les marques de son rapport aux appareils : d'abord un hommage à Sa Majesté à l'occasion, par exemple, de l'intronisation de la reine Élisabeth ou la célébration d'une fête religieuse comme l'Année sainte. Viendra par la suite un rappel historique produisant la mémoire de la collaboration entre les deux « races » sous l'Union et de la lutte de nos ancêtres pour la défense de nos droits. Nous voilà maintenant placés dans le cadre du fédéralisme canadien. L'ordonnement même du discours nous avertit donc dès le départ : on nous parle ici tout aussi bien de politique que d'économie.

Le discours se déploie ensuite dans l'univers particulier qu'il est appelé à construire, celui de l'économie capitaliste. Ici il fonctionne à l'évidence, une évidence telle que le lecteur sera amené à la partager sans même s'en rendre compte. La division sociale du travail caractéristique du capitalisme domine l'exposé d'une façon telle que le rappel de la société traditionnelle ne peut s'y insérer que comme espace dominé et entièrement contrôlé. La valorisation de l'agriculture, nous

l'avons vu, s'accompagne de sa marchandisation et de sa mécanisation. Bien plus, le discours situe les agriculteurs et les pêcheurs à l'intérieur d'une structure sociale où la bourgeoisie, agent dynamique, et la classe ouvrière, classe à soumettre, constituent des axes fondamentaux, même si, à la surface du discours, les « cultivateurs » reçoivent l'attention particulière que nous avons décrite. La division technique du travail ne laissera au contraire aucune place aux rapports traditionnels. C'est par l'intermédiaire de la division sociale du travail que peuvent en effet se maintenir certains aspects de la société traditionnelle et s'articuler le bloc social duplessiste ; l'inscription du traditionalisme reste encore possible au plan économique, par l'intermédiaire de la petite production dans l'agriculture et la pêche, par exemple. Il en sera tout autrement lorsque le discours en appellera à la division technique du [208] travail. Nous sommes maintenant dans le domaine propre du capitalisme. L'agriculture devient un secteur de l'économie à côté du secteur manufacturier et des services. Le discours, par agglomération successive, quadrille un univers entièrement dominé par le capitalisme : la technique s'impose en maître et si le rapport de possession, le lien entre l'outil et le producteur, demeure encore typique de la petite production dans l'agriculture et les pêcheries, le tracteur et l'entrepôt frigorifique figurent la soumission du cultivateur et du pêcheur à la mécanisation issue du mode de production capitaliste. De l'agriculture aux travaux publics, de la construction à la manufacture, des richesses naturelles aux banques, le discours procède ainsi à l'asphyxie de l'économie traditionnelle.

Il en ira de même du rapport à la temporalité. Bien sûr, le discours fait largement appel à la tradition, au passé et aux ancêtres pour défendre le bloc social ruraliste. Mais ces multiples rappels s'inscrivent principalement dans les axes de la forme du régime politique. Sur le plan économique, ils restent largement dominés par l'affirmation d'une temporalité typique de la société capitaliste qui n'échappe à nul espace du discours. Le temps est ici posé sur le mode de la série, toute réalité s'insère dans un déroulement temporel cumulatif. Nous reviendrons plus loin sur l'importance de la notion de progrès et de développement qui constitue l'un des aspects fondamentaux du discours duplessiste. N'insistons ici que sur la très nette dominance d'une temporalité sérielle.

La pratique budgétaire est présentée comme un « exercice » mensuel et annuel. Les comparaisons s'établissent sur le mode d'un découpage fondé sur la succession des années financières. Tout se déroule « au cours » et « durant » un

temps qui s'additionne de façon linéaire et cumulative. Si la tradition et le passé réussissent à se maintenir, ce ne saurait être que par leur insertion dans le déroulement de la série. Le passé ne saurait se reproduire que grâce à la stabilité qu'il permet d'introduire dans le développement harmonieux de la temporalité sérielle. La stabilité assurée par la classe agricole et l'Union nationale s'articulera à la disciplinarisation de la classe ouvrière pour favoriser les conditions d'un développement économique mis en branle par des investissements étrangers : la stabilité permet ici le libre développement d'un progrès comptabilisé à partir de l'augmentation annuelle de l'investissement et de l'industrialisation. Le calcul rencontre la mise en ordre d'une temporalité entièrement favorable au capital. Nous sommes à cent mille lieues du temps répétitif de la

[209]

**Tableau 35**  
*Notions principales liées à la temporalité*

[Retour à la table des matières](#)

Notions liées au modernisme	Fréq.	Notions liées au traditionalisme	Fréq.
Cours (au cours de)	330	Histoire	123
Époque	60	Passé	123
Échéance	49		
Actuel	297		
Avenir	314		
Contemporain	28		
Nouveau	445		
<b>Total</b>	<b>1523</b>		<b>246</b>

\* Chaque mot du tableau représente l'ensemble de ses dérivés et des notions qui lui sont apparentées.

tradition. Nous baignons dans un temps laïc et matérialiste produisant l'oubli pratique de l'éternité (voir le tableau 35).

## UN BLOC SOCIAL RÉGIONAL

[Retour à la table des matières](#)

La forme discursive budgétaire structure un monde et définit une temporalité entièrement soumis au plein déploiement de la représentation capitaliste. Les aspects économiques du discours duplessiste en excluent-ils pour autant complètement les éléments traditionalistes du bloc social dont nous avons parlé jusqu'ici ? Pas tout à fait puisqu'on retrouvera l'articulation du bloc social et de l'économie au point d'ancrage définissant l'espace d'un développement régional.

Soulignons, pour commencer, le fonctionnement différent des discours unioniste et libéral. Le discours unioniste se particularise par l'importance de la place accordée au couple ressources naturelles et agriculture et plus largement aux catégories liées au développement régional (dans notre grille : ressources naturelles, agriculture, travaux publics, transports et communications, commerce, pêche et coopératisme). L'ensemble de ces catégories liées au développement régional s'affirme de façon beaucoup plus extensive sous l'Union nationale, avant comme après la guerre. Cette remarque est importante, puisqu'elle empêche de ne relier cette particularité unioniste qu'au seul développement économique d'après-guerre. Il y a là différence stratégique repérable au-delà des conjonctures. Le discours libéral se caractérise au contraire par l'importance accordée à la catégorie *finance*. [210] Il serait inutile d'ajouter les éléments d'une démonstration repérable partout. Notons seulement que les catégories reliées au développement régional sont toujours plus fortes sous l'Union nationale et qu'elles fonctionnent en symbiose avec les catégories d'industrialisation (*industrie, travail salarié, chômage, science-technologie*), alors que dans les discours libéraux ces dernières mobilisent davantage des catégories économiques générales (*économie, budget, marché, finance*). Les deux discours s'organisent ainsi à partir de deux pôles opposés : le discours libéral caractérisé par la plus grande force de *finance* appelle principalement les catégories d'industrialisation, alors que le discours unioniste, magnifiant les *ressources naturelles* et *l'agriculture*, ramène plus régulièrement dans son sillage les catégories reliées au développement régional.

### Développement régional et ressources naturelles

L'Union nationale a donné à cette industrie une impulsion vigoureuse, d'abord, par la création en 1936 d'un département des mines distinct et séparé, dont j'ai eu l'honneur d'être le premier titulaire, par l'encouragement à la prospection et à la recherche, par la création d'un laboratoire unique au Canada, par la construction de nouveaux chemins de mines et par maintes initiatives heureuses et fécondes comme l'organisation de villages miniers. (1951, p. 36)

Notre province, en particulier, est la plus vaste de tout le pays ; les familles nombreuses obligent en quelque sorte l'État à entreprendre un vaste programme de développement de nos ressources naturelles, afin d'asseoir sur une base solide notre développement économique. L'État devrait dépenser plus pour assurer à tous nos gens un avenir durable et assurer également, dans toute la mesure du possible, la protection du capital humain. (1945, p. 38)

C'est la construction, par le gouvernement de l'Union nationale, du chemin de Chibougamau d'une longueur d'environ 150 milles qui a permis le développement de cette région si pleine de promesses pour l'avenir. Une nouvelle ville est en construction sur les bords du lac Doré. Un curé y exerce déjà son ministère et les enfants fréquentent une école magnifique. (1954, p. 30)

Nos catégories évaluatives le font ressortir clairement : *finance* s'affirme sous les libéraux avec la catégorie *fondamental*, alors que dans les discours unionistes, on rencontrera davantage *ressources* [211] *naturelles*. L'importance des ressources naturelles ressort de la même façon de l'analyse des catégories *préservation*, *problèmes* et *beau*. Tout concourt donc à poser des stratégies économiques significativement différentes. Il serait tentant de déduire directement de cette différence entre les deux stratégies discursives l'existence de rapports privilégiés aux fractions monopolistes du bloc au pouvoir, les libéraux favorisant le capital canadien (dominé par le secteur financier), l'Union nationale s'appuyant surtout sur le capital américain dans le secteur des ressources naturelles. Il s'agit là d'indices intéres-

sants, bien sûr, mais on ne peut directement déduire de la seule analyse du discours du budget l'organisation des rapports de forces au sein du bloc au pouvoir. L'analyse du rapport aux classes dominées et de la promotion de certaines institutions, nous l'avons aussi souligné, est au contraire plus révélatrice de la production discursive du bloc social. Le fonctionnement de nos catégories économiques le démontrera encore une fois.

Nous nous attacherons d'abord à deux catégories économiques centrales, *industrie* et *ressources naturelles*, avant d'analyser le rapport entre les catégories institutionnelles et politiques et les catégories économiques (voir le tableau 36). Alors qu'avec *industrie* n'apparaissent, dans le voisinage et le propos du discours libéral, que des institutions générales propres à l'État capitaliste (*culture, opinion publique*) et des institutions identifiables à sa forme keynésienne (*santé et relations de travail*), il faudra de nouveau souligner la présence significative de notre tryptique *famille, parti* et *Église* dans le discours unioniste, même s'il apparaît légèrement moins qu'attendu avec *industrie*.

De même, alors qu'aucune catégorie institutionnelle n'accompagne *ressources naturelles* chez les libéraux, *famille, parti, Église* et *clergé* se renforcent au sein du covoisinage dans les discours unionistes. L'univers traditionnel se déploie donc au cœur même de la discursivité économique. Nous avons précédemment identifié un ensemble de catégories politiques et institutionnelles particulièrement liées à la promotion du traditionalisme. Pour poursuivre l'analyse de l'univers traditionnel dans l'économie, nous allons nous pencher sur le comportement de ces catégories.

On n'aura aucun mal à faire ressortir, dans le discours unioniste, la particularité de la mise en rapport de ces catégories avec le sous-ensemble économique régional. Ainsi, sous l'Union nationale, le voisinage de *domaine constitutionnel* est dominé par ce type de notions, alors que chez les libéraux apparaissent davantage des catégo

[212]

**Tableau 36**  
*Le covoisinage de industrie et de ressources naturelles  
dans l'univers institutionnel pour l'Union nationale et le Parti libéral*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Union nationale		Parti libéral	
		Rang	Fréq.	Rang	Fréq.
<i>Industrie</i>					
Éducation	1	1	53	-	-
Opinion publique	2	3	21	2	2
Culture	3	2	46	2	2
Parti	4	4	18	-	-
Santé	5	5	16	4	1
Domaine social	6	-	-	-	-
Famille	7	8	7	-	-
Église	8	9	3	-	-
Logement	9	7	8	-	-
Relations de travail	10	6	11	1	4
<i>Ressources naturelles</i>					
Éducation	1	1	75	-	-
Opinion publique	2	8	6	-	-
Culture	3	2	40	-	-
Parti	4	3	26	-	-
Santé	5	4	14	-	-
Domaine social	6	-	-	-	-
Famille	7	6	8	-	-
Église	8	5	9	-	-
Logement	9	7	7	-	-
Relations de travail	10	-	-	-	-
Clergé	11	9	2	-	-

ries liées à l'industrialisation en général ; de plus, dans le propos, lorsque *domaine constitutionnel* est thématiqué, les *ressources naturelles*, les *travaux publics* et les *transports et communications* n'apparaissent que sous l'Union nationale. Le fonctionnement de la catégorie *droit* va dans le même sens : dans le voisinage, les *ressources naturelles* n'apparaissent que sous l'Union nationale ; dans le propos et la détermination, le développement régional domine nettement les catégories liées à l'industrialisation. La catégorie *élus-représentants*, elle, est fortement liée à

presque toutes les catégories de l'univers régional dans le discours unioniste, sous tous les algorithmes de la cooccurrence, alors que, dans les discours libéraux, n'apparaissent que des catégories générales (*budget, économie, finance, marché*). Si, comme nous l'avons montré, le bloc social traditionnel s'articule sur la base du [213] discours lié à la forme du régime, on peut maintenant constater que les notions principales de ce sous-univers politique touchant à la forme du régime renvoient à l'espace économique régional. Ce lien, saisi ici indirectement, du traditionalisme au régionalisme apparaîtra directement en analysant les catégories de l'univers institutionnel.

### Développement régional et petite production

Elle (l'Union nationale) a donné une impulsion vigoureuse à la formation de coopératives de pêcheurs, facilité la propagation de la doctrine coopérative et assuré la vulgarisation des meilleures méthodes scientifiques en matière de pêcheries. (1956, p. 30)

D'ailleurs, les cultivateurs ont réalisé que l'industrie agricole, demeurée pendant des siècles une industrie familiale, pouvait augmenter son efficacité par l'application de la doctrine coopérative. C'est pourquoi, ils se groupent plus nombreux en syndicats coopératifs pour obtenir une plus grande puissance économique et pour rendre plus fructueuse leur exploitation. (1953, p. 27)

Le *parti* ne ramène l'univers régional que dans les discours unionistes. La *famille* est aussi significativement liée au même type de catégories. Ainsi, dans le voisinage et dans le propos, les discours unionistes ramènent *agriculture, ressources naturelles* et *travaux publics*, alors que le discours libéral n'est accompagné que de *agriculture*.

Les catégories religieuses, on s'y attend, ne dérogeront pas à cette tendance (voir le tableau 37). Avec *Église*, le développement régional domine sous l'Union nationale : les deux grands axes de la politique économique unioniste, les *res-*



*sources naturelles* et *l'agriculture*, de même que les *transports et communications*, s'affirment nettement dans le voisinage, tandis que *transports et communications* et *agriculture* apparaissent dans le propos, et qu'enfin une seule catégorie économique est présente en détermination : *l'agriculture*, bien sûr.

L'insertion de l'Église dans l'univers économique se rapporte ainsi étroitement à la stratégie économique et au bloc social unioniste. La catégorie *clergé* le confirme, puisqu'elle reproduit à peu de chose près le comportement de *Église* : dans le voisinage, sont présentes les catégories *agriculture*, *travaux publics*, et *coopératisme* ; dans le propos, *ressources naturelles* ; et dans la détermination, *agriculture*. Le lien entre les institutions traditionnelles et le développement écono-

[214]

**Tableau 37**  
*Le covoisinage de Église et clergé dans l'univers économique  
 dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Église</i>			
Budget	1	4	8
Économie	2	3	11
Finance	3	10	1
Ressources naturelles	4	1	12
Marché	5	8	2
Industries	6	6	3
Agriculture	7	1	12
Travaux publics	8	-	-
Sciences technologies	9	5	4
Transp. communication	10	6	3
Travail salarié	11	8	2
<i>Clergé</i>			
Budget	1	2	4
Économie	2	2	4
Finance	3	-	-
Ressources naturelles	4	5	2
Marché	5	7	1
Industries	6	-	-
Agriculture	7	4	3
Travaux publics	8	5	2
Sciences technologies	9	1	5
Transp. communication	10	-	-
Coopératisme	15	7	1

mique régional apparaît donc plus que significativement. Pouvons-nous l'éclairer encore davantage ?

Bien que l'essentiel de la démonstration soit fait, il n'est pas sans intérêt de souligner certains traits du fonctionnement discursif unioniste dans le champ de la reproduction de la force de travail. Nous avons déjà noté que ce discours se caractérisait par la plus grande importance accordée aux catégories *santé* et *logement*, contrairement au discours libéral qui privilégie les catégories plus typiquement

keynésiennes *domaine social et relations de travail*. Qu'en est-il du rapport de *santé et logement* aux catégories économiques ? On notera encore une fois la très grande importance de l'univers régional dans le voisinage de santé et particulièrement le renforcement de *travaux* [215] *publics et agriculture*. On remarquera la même tendance dans le covoisinage de *logement* : *travaux publics, agriculture et transports et communications* s'affirment, tandis que *ressources naturelles* s'affaiblit très légèrement. *Santé et logement* renvoient donc aux grands axes de la politique unioniste.

### Développement régional et industrialisation

Ces régions nouvelles exigent des voies de communication et les centres ruraux qui deviennent plus actifs et plus peuplés exigent de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux. (1951, p. 42)

Toutefois, il faut souligner que plus de 40% des usines nouvelles se construisent dans des centres de 30 000 habitants ou moins, et que plus de la moitié des sommes investies iront dans ces petits centres. Cette dispersion géographique de l'industrie est importante car, avec le temps, elle atténuera le problème du logement et du transport dans les grandes villes. (1949, p. 61)

Heureusement, chez nous, le développement industriel ne se limite pas aux grandes villes ; les régions rurales en bénéficient largement puisqu'il existe dans la province 255 industries textiles disséminées dans 60 villes différentes. Plusieurs de ces localités, dont la population est inférieure à 25 000 âmes, deviennent ainsi des centres d'attraction pour les échanges commerciaux et la vente des produits agricoles. Cet essor industriel plus décentralisé améliore la situation du cultivateur du Québec, et son sort peut ainsi se comparer avec avantage avec celui du cultivateur des autres provinces. (1952, p. 26)

Ces deux catégories sont de plus directement reliées à la politique unioniste des *travaux publics* (au premier rang du sous-ensemble économique régional dans leur voisinage). La politique non interventionniste s'inscrit donc elle aussi dans le développement de l'espace économique régional où s'immiscent sans doute des intérêts locaux. Ainsi pouvons-nous souligner un autre aspect du fonctionnement des catégories traditionnelles *famille* et *Église*. Même faibles, quand elles sont dans le voisinage des catégories d'industrialisation, les catégories famille, *Église* et *clergé* touchent significativement à la question de la reproduction de la force de travail : la famille ramène ainsi travail salarié, *Église* ramène *science-technologie* et *travail salarié*, et enfin, *clergé* s'accompagne de *science-technologie*.

[216]

### **Industrialisation, agriculture et classe ouvrière disciplinée**

Si l'agriculture et la colonisation, M. l'Orateur, apportent à la vie économique un gage de sécurité et de stabilité, elles fortifient également la vie familiale dans notre société. Elles contribuent ainsi à maintenir des traditions de labeur, d'intégrité et d'entraide. Aussi, les industriels, même ceux de l'étranger, sont unanimes à déclarer que la main-d'œuvre de notre province est très stable, très productive et très compétente. (1951, p. 34)

La stabilité du Québec donne confiance aux industriels. Les grèves sont plus rares. Les chefs d'entreprise sont assurés de trouver chez nous une population respectueuse des lois et du bon ordre. Ils sont de plus convaincus de la compétence de notre main-d'œuvre, grâce au travail de formation des centres d'apprentissage, des écoles techniques et des écoles d'arts et métiers. (1955, p. 35)

Nous voilà donc en présence d'un chassé-croisé essentiellement non interventionniste : la santé et le logement renvoient à la construction (d'hôpitaux et de logements, bien sûr) et à une politique d'hygiène des plus classiques ; la famille, l'Église et le clergé sont posés en rapport avec le travail salarié et la science et la technologie. Le libéralisme a les coudées franches, mais le traditionalisme ne lui est certes pas étranger.

Aussi doit-on sérieusement s'interroger sur la validité de notre hypothèse. N'avons-nous pas relevé une tendance à l'évacuation du traditionalisme des aspects spécifiquement économiques du discours duplessiste, avançant même la thèse d'une dissolution du traditionalisme ? Or, voilà qu'on entrevoit un rapport étroit entre la production d'un bloc social ruraliste et traditionaliste et la promotion d'un espace économique régional. Ainsi, non seulement le traditionalisme s'imbrique-t-il dans l'espace économique régional, mais il le déborde pour toucher la question de la reproduction de la force de travail, tout en entretenant un commun rapport à l'économie avec les catégories les plus significatives de la forme du régime. Mais retenons notre jugement, au moins provisoirement.

## UN UNIVERS D'INDUSTRIALISATION

[Retour à la table des matières](#)

Il faudra, en effet, avant de conclure, être attentif à d'autres aspects du fonctionnement discursif qui soumet la représentation aux grands

[217]

**Tableau 38**  
*Le covoisinage de social et sexe dans l'univers économique  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Social</i>			
Budget	1	2	17
Économie	2	1	37
Finance	3	5	5
Ressources naturelles	4	-	-
Marché	5	8	3
Industrie	6	4	7
Agriculture	7	3	9
Travaux publics	8	-	-
Science technologie	9	5	5
Transp. communications	10	-	-
Coopératisme	15	7	4
Chômage	17	9	2
<i>Sexe</i>			
Budget	1	5	7
Économie	2	8	6
Finance	3	3	12
Ressources naturelles	4	3	12
Marché	5	5	7
Industrie	6	2	20
Agriculture	7	1	21
Travaux publics	8	-	-
Science technologie	9	5	7
Transp. communications	10	-	-
Travail salarié	11	9	4
Compagnie	12	9	4

axes du développement du capitalisme. Nous avons déjà souligné comment la *temporalité* se mesurait à l'étalon du chronomètre et se représentait sur le mode de la série. On pourra maintenant constater que les catégories sociales les plus générales s'inscrivent dans un même mouvement de soumission de la représentation à l'univers de l'industrialisation.

La catégorie social, qui regroupe les mots posant l'univers social dans son acception la plus générale (social, société), se caractérise, dans son voisinage, par le très net renforcement des catégories économiques liées à l'industrialisation (*industrie, travail salarié, science-technologie, chômage*). Il faudra dire la même chose de *sexes* avec [218] laquelle s'affirment les catégories *industrie, science-technologie, travail salarié, compagnie* : les individus-sujets sont ainsi principalement inscrits dans le processus de mise en place des éléments fondamentaux des rapports de production capitalistes (voir le tableau 38). Avec la catégorie *âge*, surtout axée sur la jeunesse, la *science-technologie* et le *travail salarié* se renforcent, posant ainsi la question du travail et de la qualification de la force de travail, alors que les principales catégories de l'espace économique régional se maintiennent (*ressources naturelles, agriculture et travaux publics*).

Il s'agira de garder les fils d'agriculteurs sur la ferme en y assurant le confort des villes et la mécanisation ou d'orienter la jeunesse dans le monde du travail salarié. La *population* est soumise à un ordonnancement très nettement dominé par le capitalisme. Le fonctionnement de cette catégorie est axé sur les transformations opérées par le développement économique : *industrie, science-technologie, travail salarié* se renforcent, de même que *ressources naturelles*. La population est donc posée dans son rapport au pôle principal de la politique économique unioniste dans un univers d'industrialisation. Il en va de même de la catégorie *espace* avec laquelle s'affirme, principalement après la guerre, l'univers de l'industrialisation, le discours unioniste se caractérisant par la force *d'industrie et de ressources naturelles* dans le propos. Même si l'on a pu dans un premier temps repérer les traces de la présence du traditionalisme, nous découvrons maintenant un monde où s'affirme l'industrialisation-monde pleinement articulé dont les principales composantes s'appellent mutuellement. Ainsi *relations de travail* sera dominée, dans son voisinage, par les catégories d'industrialisation.

Ces catégories sont systématiquement renvoyées l'une à l'autre par le jeu de la cooccurrence, en même temps qu'elles suscitent le plus souvent l'apparition et le renforcement du même type de catégories de notre sous-ensemble de l'univers social : à celles dont nous avons traitées plus haut (*social, âge, sexe, population et espace*), il faut bien sûr ajouter *classes sociales*. La structure sociale est ainsi littéralement envahie par les catégories d'industrialisation.

Notre hypothèse de départ apparaît maintenant plus crédible. L'industrialisation modèle la structure sociale. Si donc, le traditionalisme trouve bien une place dans les aspects économiques du discours duplessiste, il ne peut le faire qu'en contribuant à la définition d'un espace économique régional au sein duquel s'affirme le plein développement du capitalisme. Il y aurait donc tendance à la dissolution du [219] traditionalisme puisque son fonctionnement dans l'économie demeure soumis aux conditions du procès d'industrialisation. Si le traditionalisme contribue à dessiner un espace économique régional particulier, ce dernier est en même temps soumis au plein développement du capitalisme et à la pleine affirmation de l'industrialisme. L'efficace de sa présence dans l'économie consisterait essentiellement à travailler à sa propre mort.

## DU MARCHÉ À L'INDUSTRIE

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des transformations discursives au cours de la période étudiée ne saurait laisser de doute sur le destin de l'univers traditionnel lié au bloc social duplessiste. Nous sommes même devant le cas relativement classique du passage d'une société à dominante marchande à une société soumise au plein développement du capitalisme industriel. L'heure n'est plus à la conservation de rapports de production précapitalistes, mais bien à leur dissolution.

La catégorie *marché* est très forte jusqu'à la guerre. Elle s'affaiblit nettement par la suite, bien qu'elle se renforce légèrement en 57-60, sans doute à cause de la récession. *Agriculture* domine son voisinage jusqu'à la guerre, mais elle décline considérablement à partir de 1940 (au premier rang dans les zones d'avant-guerre, elle occupera le quatrième ou le cinquième de 1940 à 1956 et le huitième dans la zone 57-60). De plus, *marché* ramènera un univers plus largement axé sur l'industrialisation à partir de la zone 40-44 : *finance*, *ressources naturelles*, *industrie*, *travail salarié*. Le fonctionnement de la catégorie *industrie* est lui-même particulièrement significatif. Alors que jusqu'en 1945 elle est liée de façon importante à l'agriculture, au commerce et au marché, on note dans l'après-guerre, surtout dans le propos, le renforcement des catégories d'industrialisation. C'est aussi à partir de la zone 45-48 qu'apparaissent, codés sous cette catégorie, des mots afférant aux



unités de production (usines, entreprises). Le fonctionnement de la catégorie *agriculture* ne contredira pas nos premières données. Soulignons d'abord que l'importance de l'apparition d'agriculture avec la catégorie évaluative *fondamental* s'affaiblit nettement après la guerre, au profit des catégories d'industrialisation. La catégorie *agriculture* perd de l'importance à partir de 1940. Avant la guerre, elle est significativement jointe au marché, alors qu'après la guerre apparaissent surtout, dans son voisinage, les *ressources naturelles* et les catégories d'industrialisation. On pense, [220] bien sûr, à la promotion de la modernisation et de la mécanisation de l'agriculture.

L'univers de la discursivité économique se transforme donc de façon significative durant la période. Ainsi, avant la guerre, la catégorie *coopératisme* n'est liée, parmi les catégories de l'espace régional, qu'à *l'agriculture*, les autres n'apparaissent qu'après la guerre. De même, l'importance d'*industrie* est plus grande à partir de la zone 49-52, comme d'ailleurs *science et technologie* et *compagnie*. Le discours duplessiste d'après-guerre prend ainsi tous les traits de celui d'une société industrielle. Nous sommes dans une phase d'accélération de la dissolution de la petite production dans l'agriculture. Le discours y contribue puisque même s'il s'érige en défenseur de l'agriculture et des cultivateurs, il dessine un univers économique qui leur laisse de moins en moins de place. On assiste, dans le discours lui-même, à un déplacement idéologique caractérisé par le passage d'un univers à dominante marchande à une représentation à dominante industrielle. De la subsumption économique formelle (marchande) de la petite production, nous passons à sa subsumption réelle.

Pouvons-nous pour autant parler d'une « subsumption idéologique réelle » du traditionalisme sous les aspects spécifiquement économiques du discours du budget ? Il nous semble bien que, dans le discours du budget, ce processus soit à l'œuvre. Mais il faut ici bien définir ce que nous entendons par la dissolution du traditionalisme. Ce procès ne signifie pas la disparition complète du discours traditionnel, mais sa désarticulation, de telle sorte que son invocation s'inscrit dans la reproduction élargie du capital et de l'industrialisation. Si la famille ou l'Église sont posées en rapport avec le travail salarié, ce sera essentiellement pour y promouvoir la discipline de la classe ouvrière et donc le plein et libre déploiement du capital. Si nos catégories traditionnelles sont mises en rapport avec l'affirmation d'un espace économique régional, ce sera de la même façon pour y promouvoir la

stabilité essentielle à l'investissement capitaliste. Le traditionalisme opère ainsi dans un monde qui lui est parfaitement étranger et, comme nous l'avons souligné plus haut, son fonctionnement même contribue à sa propre disparition. L'univers des valeurs permettra de saisir encore plus clairement ce processus.

## L'ÉCONOMIE ET LES VALEURS

[Retour à la table des matières](#)

L'univers des valeurs associées aux catégories économiques ne laissera aucun doute sur la tendance à l'évacuation du traditionalisme que [221] nous avons déjà repérée. Les catégories économiques sont en effet largement dominées par les valeurs bourgeoises. Mais on notera cependant qu'il s'agit le plus souvent de valeurs différentes de celles que nous avons rencontrées en terrain politique. Comme nous l'avons vu, l'espace discursif consacré à la forme du régime est habité par des valeurs qu'à défaut d'un meilleur terme l'on qualifiera de politique (*autonomie-liberté, justice, démocratie, privé, public, égalité, légitimité*). Lorsque l'on aborde les aspects plus spécifiquement économiques du discours unioniste, on voit massivement surgir un autre type de valeurs bourgeoises se rapportant plus particulièrement à l'univers marchand et industriel : *progrès, rationalité, individualisme, nature-besoins, propriété et confort*. Même si ce classement n'est qu'indicatif, il n'en est pas moins fort révélateur du fonctionnement discursif.

Parmi les valeurs bourgeoises dites économiques, on notera d'abord la très grande force du couple *progrès* et *rationalité*. La notion de *progrès* est d'abord largement dominante dans l'ensemble de notre corpus : 733 mots ont été codés sous cette catégorie, alors que la deuxième valeur en importance, *ordre-hiérarchie*, n'en rassemble que 429. Notons tout de suite que cette dominance provient nettement des discours unionistes, les discours libéraux ne laissant qu'une très faible place à la catégorie *progrès*. Ainsi le coefficient de participation de chaque zone correspondant à la catégorie *progrès* permet d'établir l'ordre suivant : 49-52, 37-39, 53-56, 57-60, 45-48, 40-44 et 34-36. Les discours libéraux sont non seulement les plus faibles, mais la distance les séparant des discours unionistes est énorme puisque les deux zones libérales sont à -61 % d'une participation normale, alors que la zone unioniste la moins forte (1945-1948) ne l'est

qu'à -17 %. La notion de progrès est donc une caractéristique unioniste en même temps qu'elle constitue l'un de ses pôles. La catégorie *rationalité*, qui accompagne régulièrement celle de *progrès*, rassemble les mots se rapportant à l'univers de la rationalité par rapport à une fin que Max Weber a considéré comme l'une des caractéristiques de l'esprit du capitalisme ; elle est la quatrième valeur en importance dans notre corpus avec 322 occurrences.

Soulignons que cette catégorie s'affirme principalement à partir de la guerre. Les coefficients de participation sont, dans l'ordre décroissant : 40-44, 45-48, 49-52, 57-60, 53-56, 34-36 et 37-39. Il n'existe donc pas une nette démarcation entre les deux discours à ce propos, la *rationalité* ne s'imposant dans le discours unioniste qu'après la guerre.

[222]

### **Rationalité, progrès, stabilité et confort**

Leur jugement ne repose pas sur des considérations d'ordre sentimental, il découle de l'étude approfondie des questions économiques, où seuls le réalisme équilibré et l'examen objectif des faits entrent en ligne de compte. Cette confiance manifestée très ouvertement dans le inonde financier américain s'explique par l'assurance que notre pays continue son ascension rapide vers les sommets. (1950, p. 3)

C'est le devoir du gouvernement de faire bénéficier les cultivateurs des avantages de l'électricité ; ils peuvent ainsi obtenir, pour leurs demeures, un confort bien légitime, mécaniser davantage leurs exploitations agricoles et suppléer à la pénurie de la main-d'œuvre dans les centres ruraux, pénurie aggravée par la guerre et par l'attrait temporaire des industries de guerre dans les centres urbains. (1948, p. 43)

Seul un pays prospère peut être le théâtre de telles aventures ; seule une administration stable peut promouvoir une telle marche vers le progrès et vers l'avenir. (1954, p. 5)

Les notions de *progrès* et de *rationalité* dominent donc l'univers économique. Le progrès, c'est classique, s'associe au développement de la rationalité. L'apparition des catégories *individualisme* et *nature-besoins*, quoique moins importantes dans le corpus (respectivement aux 11<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> rangs avec 184 et 162 occurrences), rappellent également l'idéologisation bourgeoise typique de l'économie. Deux autres valeurs sont significativement liées à nos catégories économiques dans le discours unioniste : celles de *propriété* et de *confort*. La première est relativement marginale, avec 52 occurrences, et se situe au 23<sup>e</sup> rang dans l'ensemble du corpus ; l'autre, *confort*, bien que la plus faible de toutes les valeurs en termes d'occurrences (26), n'en est pas moins intéressante. L'efficace de ces deux valeurs se rapporte entre autres réalités à l'*agriculture* et aux « cultivateurs ». Apparaissant dans le voisinage d'*agriculture* à la défense de la propriété familiale la catégorie *propriété* intervient, quoique secondairement, dans la production du bloc social duplessiste. La notion de *confort* se rapporte elle aussi à l'univers agricole : elle est spécifiquement associée à la promotion de l'électrification rurale devant apporter le confort des villes à la campagne. Avec la notion de progrès, c'est ici tout l'univers de la transformation du mode de vie et le fordisme qui se profile.

Nos catégories économiques sont ainsi largement dominées par le sous-ensemble de valeurs bourgeoises que nous avons qualifiées [223] d'économiques. Mais, fait encore plus significatif pour l'illustration de notre propos, le fonctionnement de ces catégories produit l'exclusion presque totale des valeurs traditionnelles *religion* et *tradition*. Seule la catégorie *agriculture* est accompagnée de façon un tant soit peu significative d'une valeur traditionnelle (*tradition*). La fréquence de cette dernière est d'ailleurs relativement marginale : elle est en neuvième place dans le voisinage avec six occurrences, alors que les trois premières sont *progrès* (78 occurrences), *rationalité* (28 occurrences) et *stabilité* (18 occurrences) ; le même écart se reproduit dans le propos, où elle disparaît en détermination. Il y a donc refoulement très net du traditionalisme, là même où se structurent les bases du bloc social. Si visible du point de vue politique, le traditionalisme se dilue dans le sous-ensemble économique.

Bien sûr, les valeurs bourgeoises « économiques » ne fonctionnent pas dans l'isolement, elles sont principalement accompagnées du renforcement des valeurs

de contrôle social (*ordre, stabilité, collaboration* et *subversion*) et de certaines catégories du sous-ensemble des valeurs disciplinaires (principalement *responsabilité, dignité* et *vertu*). Ne donnons ici que quelques exemples, car nous reviendrons sur cette question au chapitre suivant, réservé aux valeurs. Dans le voisinage d'*industrie*, les trois valeurs dominantes sont dans l'ordre : *progrès, ordre-hiérarchie* et *stabilité* ; avec ressources naturelles, ce sont successivement *progrès, ordre-hiérarchie* et *rationalité* ; avec *finance*, apparaissent *progrès, stabilité* et *ordre-hiérarchie* (voir le tableau 39). Notons de plus qu'avec ces trois catégories s'affirme *collaboration*. Quant aux valeurs disciplinaires, elles dominent la catégorie chômage (*responsabilité, dignité* et *vertu*), alors qu'avec *stabilité*, qui domine, *responsabilité* et *dignité* apparaissent en bonne place avec *travail salarié*.

Les aspects économiques du discours duplessiste sont donc l'objet d'une valorisation axée principalement sur les notions de progrès et de développement tout en étant liés à la promotion du contrôle social et de la discipline.

Nous reviendrons sur la signification qu'il faut accorder au couple progrès-stabilité dans la discursivité duplessiste. Nous n'avons voulu faire ressortir ici que cette pleine affirmation des valeurs bourgeoises et l'évacuation quasi totale du traditionalisme. Alors qu'en début de chapitre nous avons pu repérer la présence des institutions traditionnelles dans la discursivité duplessiste spécifiquement économique, il nous a fallu progressivement constater que cette dernière

[224]

**Tableau 39**  
*Le covoisinage de industrie, ressources naturelles et de finance  
dans l'univers des valeurs dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Industrie</i>			
Progrès	1	1	163
Ordre-hiérarchie	2	2	37
Responsabilité	3	7	11
Rationalité	4	6	16
Autonomie-liberté	5	-	-
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	3	25
Vertu	8	-	-
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Individualisme		11	5
Nature-besoins		13	7
Bonheur		14	9
Collaboration		16	9
Privé	19	4	23
<i>Ressources naturelles</i>			
Progrès	1	1	125
Ordre-hiérarchie	2	2	25
Responsabilité	3	4	14
Rationalité	4	3	17
Autonomie-liberté	5	-	-
Dignité	6	6	11
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	4	14
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Bonheur	14	8	8
Public	15	8	8
Collaboration	16	8	8
Confort	27	7	9
<i>Finance</i>			
Progrès	1	1	43
Ordre-hiérarchie	2	3	26
Responsabilité	3	9	13
Rationalité	4	4	24
Autonomie-liberté	5	8	15

Dignité	6	6	18
Stabilité	7	2	37
Vertu	8	5	23
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Public	15	7	16
Collaboration	16	10	11

---

[225]

effectue un travail de pleine idéologisation bourgeoise, aussi bien dans ses effets sur les structures sociales et dans sa propre transformation dans le sens de l'industrialisme que dans son procès de valorisation centré sur l'idée de progrès. Nous avons ainsi pu constater que les institutions traditionnelles ne sont introduites dans le discours économique (au sein de l'espace régional) qu'en fonction d'un processus plus large d'idéologisation bourgeoise où elles sont appelées à produire leur propre marginalisation. Séparées des valeurs qui leur correspondent et les soutiennent, les institutions traditionnelles ne sont insérées dans l'économie que pour servir une logique qui échappe à leur détermination.

[227]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

## DEUXIÈME PARTIE

# Chapitre 7

---

## L'espace de valorisation

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de l'espace discursif de la valorisation a déjà été largement amorcée, puisque nous n'avons pas cessé de mettre en rapport chacun des aspects du discours que nous avons abordés avec le type de valeurs auxquelles il se rapportait de façon prédominante. Nous avons pu constater que la constitution du bloc social national était significativement associée aux valeurs traditionnelles ; que la défense du traditionalisme était fondée sur la promotion des grandes valeurs bourgeoises politiques dans le cadre de la forme du régime ; et qu'un lien privilégié existait entre les aspects spécifiquement économiques du discours unioniste, les valeurs bourgeoises dites économiques et les valeurs de contrôle social. Mais l'analyse de l'organisation de l'espace de la valorisation reste encore à faire. Nous n'avons pas analysé jusqu'ici l'articulation des valeurs bourgeoises économiques et des valeurs traditionnelles. Nous avons même passé sous silence l'importance des valeurs disciplinaires (*travail, fidélité, dignité, morale, responsabilité*) et l'existence des valeurs existentielles (*amour, bonheur, espérance*). En nous appuyant sur les re-



marques déjà faites, nous allons maintenant décrypter le fonctionnement et l'articulation de l'univers duplessiste de la valorisation.

Il nous faut d'abord insister sur le caractère en apparence totalement contradictoire du discours unioniste. Un énoncé du discours du budget de 1950 permet de faire ressortir clairement le fonctionnement d'un discours qui semble n'être le résultat que d'une combinatoire [228] rassemblant de façon plus ou moins incohérente des éléments en principe contradictoires. Le ministre des Finances y proclame le mot d'ordre suivant : « Restons traditionnels et progressifs. » La réalisation d'un tel projet, on en conviendra, demande une gymnastique éprouvante ! Comment faire du surplace et reproduire le passé tout en s'imposant de progresser ? Il semble bien que tout cela soit réalisable en même temps. (Comment l'organisation du discours rend-elle cet exploit possible ? On ne pourra le démontrer de façon satisfaisante qu'en faisant ressortir comment cette combinatoire, en surface parfaitement contradictoire, ne ressort que de la combinaison d'un ensemble d'éléments qui interagissent et sont, en dernière analyse, modélés dans le processus même de leur mise en rapport. Nous nous attacherons d'abord ici à la mise en place de cet univers sémantique, en indiquant les lieux de convergence des différents sous-ensembles de valeurs, avant d'aborder dans la troisième partie du volume, les aspects syntaxiques contribuant aussi à leur combinaison.

Le discours duplessiste fonctionne à la contradiction, nous l'avons souligné. À vrai dire, il n'a pas de centre, malgré la prédominance déjà indiquée de la notion de progrès et malgré même la prégnance de cette dernière dans tous les recoins de la discursivité. Point de convergence de la diversité discursive, la catégorie progrès apparaît redondante : dans 35 % des cas, un mot recevant cette catégorie sera déterminé par un autre mot relevant de la même catégorie. Le discours atteint ici son point névralgique où il ne semble plus se soutenir que dans la répétition, voire même la tautologie. La notion de progrès, cheville ouvrière argumentative de toute l'économie discursive, atteint ainsi en elle-même son point limite. Se définissant par elle-même, elle imprègne tout et son contraire, s'immisçant partout, elle ramène chaque particularité dans son giron, sur son propre terrain où elle fonctionne comme un miroir s'autoréfléchissant. Justifiant presque tout, la notion de progrès se déploie sans véritable justification.

Et pourtant, répétons-le, le discours duplessiste n'a pas de centre. Bien que l'on soit tenté d'introduire une logique de l'intelligibilité qui y produirait une cohérence

plus facile à illustrer, chaque ligne du discours nous invite à éviter cette voie simplificatrice. La catégorie progrès, fonctionne comme point de convergence et non comme point nodal ou central de la discoursivité. (voir le tableau 40). Sa dominance s'opère par son couplage successif avec les valeurs les plus importantes des autres sous-ensembles notionnels : le progrès et la stabilité (contrôle social), le progrès et la tradition (valeurs traditionnelles), le progrès

[229]

**Tableau 40**  
*Covoisinage de progrès dans l'univers des valeurs  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
Progrès	1	*	*
Ordre-hiérarchie	2	2	30
Responsabilité	3	1	37
Rationalité	4	3	29
Autonomie-liberté	5	10	13
Dignité	6	7	
Stabilité	7	4	27
Vertu	8	7	15
Tradition	8	5	17
Morale	10	-	-
Collaboration	16	6	16
Amour	18	9	14

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

et l'*autonomie* (valeurs bourgeoises politiques), le *progrès* et la *responsabilité* (disciplinarisation), le *progrès* et l'*amour* (valeurs existentielles).

Même si chacun des sous-ensembles converge vers la notion de progrès, leur rapport identique à cette catégorie ne peut cependant être correctement saisi à partir de cette seule convergence ; il faudra rendre compte de l'imbrication des sous-univers. En d'autres mots, ce n'est qu'en saisissant les liens entre la stabilité, la tradition, l'autonomie, la responsabilité et l'amour que l'on pourra comprendre aussi bien la particularité que la communauté de leurs rapports au progrès. Ce sera la seule façon d'expliquer pourquoi l'on peut ainsi rester traditionnel et progressif.

Le discours duplessiste de la valorisation pourrait être ainsi saisi à partir de la double image de la chaîne et de la théorie des ensembles. On ne saurait rendre compte d'une chaîne sans en tenir les deux bouts, ni sans comprendre l'imbrication de ses maillons. De la même façon, la théorie des ensembles nous permettra d'identifier l'espace partagé du progrès entre nos sous-ensembles de valeurs, mais en même temps, elle nous invitera à explorer d'autres terrains communs que chacun de ces sous-ensembles partage avec les autres. L'analyse devra s'intéresser à ces deux types de convergence, car l'intersection constituée par la notion de progrès est soumise aux liens de dépendance [230] qu'entretiennent par ailleurs les différents sous-ensembles de valeurs les uns par rapport aux autres.

## DEUX ESPACES DISJOINTS

[Retour à la table des matières](#)

L'univers des valeurs propre au discours duplessiste est contradictoire. Mais force est d'admettre qu'il demeure à chaque ligne fidèle au principe de contradiction qui le met en œuvre. Au moins en surface, sa cohérence résulte même de ses contradictions tellement le projet de « rester traditionnel et progressif » se réalise à tous les niveaux de la pratique discursive. Ainsi, une première analyse des rapports entre les différents sous-ensembles de valeurs indiquera l'existence de deux espaces discursifs en apparence disjoints qui réalisent le mot d'ordre évoqué plus haut : un univers dominé par les valeurs traditionnelles, un autre par les valeurs bourgeoises. Nous décrirons d'abord ce premier niveau d'articulation. On découvrira dès lors que, s'il sera facile de tenir les deux bouts de la chaîne discursive, nous n'en serons pas moins rapidement placés devant « l'évidence » d'un maillon manquant, d'un lieu où la chaîne semble se briser.

Nous partirons successivement des deux points les plus opposés du discours, les valeurs traditionnelles et les valeurs bourgeoises, en tentant dans chaque cas de mettre en évidence l'enchaînement du procès de valorisation. Il s'agira en d'autres mots de mettre en évidence les autres sous-ensembles avec lesquels ces deux types de valeurs entretiennent directement ou par accointance des rapports privilégiés. On repérera dans chaque cas les valeurs appartenant à un autre sous-

ensemble qui se renforcent lorsque apparaissent les catégories traditionnelles et bourgeoises (objets de la fouille). Commençons par la tradition.

### Des clercs traditionnels et dévoués

J'aime mieux ces cent années de réalisation, j'aime mieux l'histoire glorieuse du dévouement de nos instituteurs et de nos institutrices tant religieux que laïques, j'aime mieux l'histoire des progrès lents mais sûrs que nous avons accomplis, que les critiques vagues et imprécises de certains cerveaux déséquilibrés, qui, se posant en réformateurs, s'en vont dans les autres provinces jeter la boue sur le dévouement, l'abnégation et la générosité de ceux à qui nous devons le miracle de notre survivance. (1947 p. 6)

[231]

On notera sans peine, avec les valeurs traditionnelles, *tradition* et *religion*, la consolidation du même univers (*tradition* avec *religion* et *religion* avec *tradition*), ainsi que le renforcement des valeurs disciplinaires et existentielles.

Dans le voisinage de *tradition*, se consolident nettement l'autre catégorie traditionnelle, *religion*, de même que les valeurs de disciplinarisation (*dignité, responsabilité, morale, fidélité*) et les valeurs existentielles (*amour*) (voir le tableau 41). On constatera le même type de comportement avec *religion* : la *tradition* occupe de loin la première place, les valeurs existentielles se renforcent encore davantage (*amour, bonheur*), alors que les catégories de disciplinarisation maintiennent une performance significative puisque *dignité* et *morale* s'affirment. Tout autour des catégories traditionnelles tourne un univers fortement cohérent à dominante disciplinaire et existentielle.

Il sera certes plus difficile de repérer dans le fonctionnement des valeurs bourgeoises l'existence d'une trame aussi homogène : les valeurs étant beaucoup plus nombreuses, chacune d'elles touche à des réalités plus spécifiques. Ainsi, pour les fins de l'analyse, nous avons déjà distingué des valeurs afférentes aux sphères privée et publique, au politique et à l'économique. Nous l'avons déjà constaté, chacun de ces sous-ensembles entretient, dans la co-occurrence, des rapports privilégiés avec les autres regroupements de valeurs (traditionnelle, disciplinaire, etc.). Nous avons donc voulu rechercher un autre espace de valorisation non pas directement à partir des valeurs bourgeoises elles-mêmes mais à travers le commun rapport qu'elles seraient susceptibles d'entretenir avec l'un ou l'autre regroupement de valeurs. Cette démarche nous a permis de repérer à partir des valeurs de contrôle social (*ordre-hiérarchie*, *subversion*, *collaboration* et *stabilité*) l'enchaînement d'un autre espace fort différent de celui que nous avons fait ressortir à partir des valeurs traditionnelles.

Nous avons déjà noté le lien entre les valeurs de contrôle social et les valeurs bourgeoises « économiques », dans la cooccurrence des catégories économiques. En scrutant maintenant l'univers des valeurs, on constatera que, contrairement à ce qui pourrait être attendu, les catégories de contrôle social entretiennent des rapports nettement sous-privilégiés avec les valeurs traditionnelles : leur présence s'affaiblit nettement lorsque *tradition* et *religion* sont l'objet de la fouille. Au contraire, le déploiement des valeurs de contrôle social s'associe clairement à celui des valeurs bourgeoises.

[232]

**Tableau 41**  
*Le covoisinage de tradition et de religion dans l'univers des valeurs  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Tradition</i>			
Progrès	1	4	15
Ordre Hiérarchie	2	9	10
Responsabilité	3	3	18
Rationalité	4	-	-
Autonomie liberté	5	5	14
Dignité	6	1	19
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	*	*
Morale	10	8	11
Justice	12	6	13
Religion	17	1	19
Amour	18	7	12
Fidélité	21	10	9
<i>Religion</i>			
Progrès	1	7	9
Ordre Hiérarchie	2	6	10
Responsabilité	3	8	8
Rationalité	4	-	-
Autonomie liberté	5	5	11
Dignité	6	3	13
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	-	-
Tradition	8	1	29
Morale	10	3	13
Nature-besoins	13	9	7
Bonheur	14	10	5
Amour	18	2	18

\* Dans le modèle de covoisinage général (MOD 5), les catégories ne peuvent se ramener elles-mêmes.

Si l'on analyse maintenant en lui-même le sous-ensemble des catégories liées au contrôle social, on pourra constater leur commun rapport aux valeurs bourgeoises politiques et économiques et l'affaiblissement significatif des valeurs traditionnelles (voir le tableau 42). Le spectre de la *subversion* est opposé au *progrès*

et à la *rationalité* (qui s'affaiblit légèrement), en même temps qu'à la *démocratie* et à l'*autonomie-liberté*.

[233]

La *collaboration* est liée au *progrès* et à l'*individualisme*, de même qu'à l'*autonomie-liberté* à la *justice* et au *privé*. La *stabilité* conjugue le *progrès*, l'*individualisme* et la *rationalité* (qui s'affaiblit légèrement) d'une part, l'*autonomie-liberté* et la *justice* d'autre part. *Ordre-hiérarchie* s'associe enfin au *progrès* et à l'*individualisme* ainsi qu'à l'*autonomie-liberté* et à la *justice*.

Les catégories afférentes au contrôle social constituent un important maillon du rapport entre les valeurs bourgeoises politiques et économiques, alors que les valeurs traditionnelles fonctionnent en symbiose avec les catégories existentielles et de disciplinarisation. Le discours unioniste articule ainsi deux univers de valeurs apparemment séparés.

## L'IMBROGLIO

[Retour à la table des matières](#)

Nous voilà, à vrai dire, en plein imbroglio. La recherche nous a permis de repérer aussi bien le lieu d'une convergence discursive, la catégorie *progrès*, que l'existence de deux espaces de valorisation relativement disjoints. Nous avons souligné le caractère contradictoire du discours duplessiste. Comment deux univers apparemment séparés peuvent-ils en même temps converger ? Pour répondre à cette question, nous tenterons de reprendre la démarche en repérant des particularités moins évidentes et en nous intéressant à des sous-univers encore plus restreints.

### **Progrès, subversion, ordre et stabilité**

La province a été mise en activité et une véritable révolution s'est accomplie, sans heurt, sans secousse violente, sans appel à la démagogie, sans coup de force spectaculaire, sans violation du droit de propriété. (1951, p. 25)

Il est donc incontestable que notre province développe son industrie d'une façon accélérée. Ce développement, le gouvernement de la province doit l'encourager, il doit y contribuer en donnant au capital sain toutes les garanties de sécurité et de stabilité. (1949, p. 62)

La transformation de notre province s'est faite dans l'ordre et dans la paix, par le labeur opiniâtre et constant, l'appel à l'effort courageux et tenace. Et voyez les résultats obtenus. (1951, p. 25)



[234]

**Tableau 42**  
*Covoisinage de subversion et de collaboration dans l'univers des valeurs  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Subversion</i>			
Progrès	1	1	6
Ordre-hiérarchie	2	3	4
Responsabilité	3	5	3
Rationalité	4	7	1
Autonomie-liberté	5	3	4
Dignité	6	-	-
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	7	1
Tradition	8	-	-
Morale	10	5	3
Justice	12	7	1
Religion	17	7	1
Démocratie	20	2	5
<i>Collaboration</i>			
Progrès	1	1	13
Ordre-hiérarchie	2	1	13
Responsabilité	3	-	-
Rationalité	4	-	-
Autonomie-liberté	5	3	11
Dignité	6	7	5
Stabilité	7	-	-
Vertu	8	7	5
Tradition	8	-	-
Morale	10	-	-
Individualisme	11	5	6
Justice	12	4	9
Bonheur	14	7	5
Privé	19	5	6
Fidélité	21	7	5

En revenant sur l'analyse des valeurs traditionnelles (*tradition* et *religion*), on constatera qu'une seule valeur bourgeoise maintient sa position dans l'univers de la cooccurrence des deux catégories, celle d'*autonomie-liberté* : dans les deux cas elle apparaît comme attendu au cinquième rang dans le voisinage. Compte tenu des rapports déjà analysés entre le traditionalisme et le libéralisme dans le [235]

discours sur la forme du régime, cette particularité du fonctionnement *d'autonomie-liberté* permet d'affirmer que si la notion de *progrès* a pu être considérée comme un point de convergence, il faudra maintenant poser celle *d'autonomie-liberté* comme une notion cheville, comme un maillon principal reliant les deux espaces de valorisation décrits plus haut, soit les valeurs traditionnelles et les valeurs bourgeoises politiques. Mais d'autres ponts peuvent être jetés. L'analyse des valeurs bourgeoises « économiques » nous a permis de déceler dans le voisinage de *progrès*, *rationalité* et *nature-besoins* le net renforcement des valeurs disciplinaires. D'autres données nous permettent de noter qu'avec *individualisme* et *progrès* la catégorie *responsabilité* s'affirme nettement en prenant le premier rang. Les idées d'individu et de progrès sont ainsi clairement associées à des pratiques de disciplinarisation-responsabilisation. Nous pouvons aussi constater qu'avec *nature-besoins* se renforcent les catégories *responsabilité*, *morale*, *vertu* et *travail* et que *responsabilité*, *dignité* et *vertu* s'affirment avec *rationalité*.

### **L'espoir est dans les matières premières**

J'ai analysé au début les progrès réalisés au cours des cinquante dernières années ; j'ai souligné nos espoirs basés sur la production de plus en plus grande des matières premières. (1950, p. 34)

Après avoir observé que les valeurs traditionnelles sont liées aux valeurs bourgeoises politiques par l'entremise de la catégorie *autonomie*, on peut maintenant noter que les valeurs disciplinaires pénètrent dans l'espace des valeurs bourgeoises économiques. Nous tenons là deux maillons essentiels du discours duplesiste (voir le schéma 6). De la même façon que le comportement des valeurs existentielles n'est pas aussi homogène que la première analyse a pu le laisser paraître. L'une d'elles, *espérance*, ne se rattache pas de façon prévalente aux univers de la tradition et de la discipline, mais bien davantage à l'espace des valeurs bourgeoi-

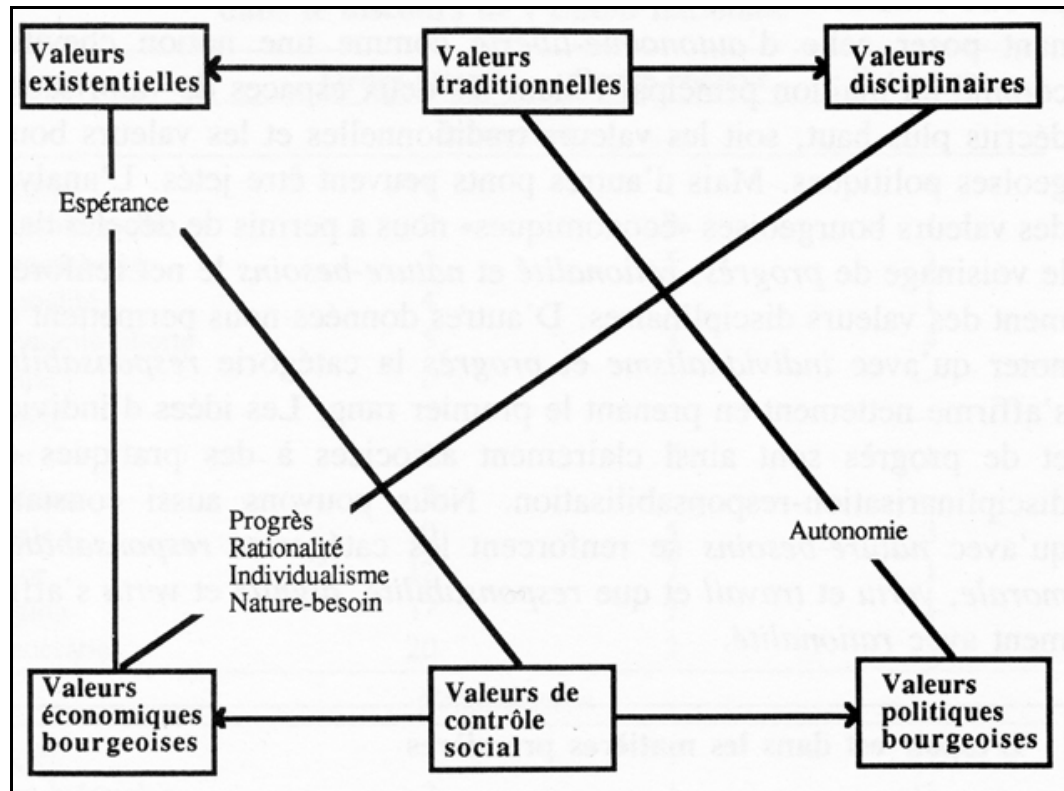
ses économiques d'abord (*progrès, individualisme, rationalité*) et, secondairement, à celui des valeurs de contrôle social (*collaboration, ordre-hiérarchie*). Si donc l'*amour* et le *bonheur* restent encore enfermés dans la *tradition* et la *religion*, l'*espoir* semble au contraire se profiler du côté du *progrès*.

L'homogénéité interne des deux univers de valorisation soulignée plus haut est dès lors beaucoup moins grande qu'on ne l'aurait cru.

[236]

**Schéma 6**  
*Interrelations entre sous-univers de valeurs*

[Retour à la table des matières](#)



Des secousses traversent nos deux continents et de nombreux glissements de terrain provoquent des déplacements significatifs. Mais l'origine et le sens de ces secousses et de ces déplacements ne sauraient ressortir de l'analyse des seules valeurs. Il faudra les mettre en rapport avec les autres catégories de notre grille où s'opère la figuration du social.

## DES VALEURS ET DE LA SOCIÉTÉ

[Retour à la table des matières](#)

Nous n'avons pas cessé depuis le début de mettre en rapport tel ou tel type de valeurs avec un ou plusieurs sous-ensembles de l'univers social. Complétons maintenant la démarche en nous attachant plus particulièrement aux valeurs de contrôle social, disciplinaires et existentielles.

Rappelons d'abord nos acquis. Dans le chapitre consacré au bloc social, nous avons indiqué l'étroit rapport entre les valeurs traditionnelles et certaines catégories économiques (*agriculture*), institutionnelles (*parti, famille, Église, clergé*) et sociales (*communauté, langue, personnages, professions*). Nous avons ainsi tracé l'esquisse d'un bloc social traditionnel. L'analyse de l'univers politique nous a [237] cependant permis de faire ressortir que le discours duplessiste fonctionnait en même temps aux grands canons de l'idéologie bourgeoise politique fondée sur la constitution-séparation des sphères privée et publique. Nous avons alors montré que le traditionalisme (valeurs et institutions) s'insérait principalement dans la sphère privée, tout en étant défendu sur la base des grandes notions de l'idéologie bourgeoise (*autonomie-liberté, justice, démocratie*), dans le cadre des catégories liées à la forme du régime (*domaine constitutionnel, droit, pouvoir*). Nous avons dès lors avancé la thèse de la soumission du traditionalisme au libéralisme. Le chapitre réservé à l'analyse des aspects spécifiquement économiques du discours duplessiste nous a dirigés vers un autre terrain. Nous avons alors découvert un espace du discours beaucoup plus éloigné du traditionalisme et relié principalement aux valeurs bourgeoises économiques (*progrès, rationalité, individualisme, nature-besoins et confort*) et aux valeurs de contrôle social (*ordre-hiérarchie, stabilité, subversion, et collaboration*). Bien que nous ayons noté la présence des institutions traditionnelles (*famille, parti, Église*) dans le discours économique, l'analyse extensive de nos catégories économiques et sociales nous a amenés à conclure à l'affirmation d'un processus de dissolution du traditionalisme dans les régions strictement économiques du discours duplessiste. De la défense du traditionalisme à la promotion de l'industrialisation, c'était déjà l'imbroglio. L'analyse

des valeurs de contrôle social, disciplinaires et existentielles nous permettra d'en sortir.

### *Le contrôle social*

Nous commencerons à retrouver le fil du discours en analysant le rapport du contrôle social aux sous-ensembles économique, politique, institutionnel et social.

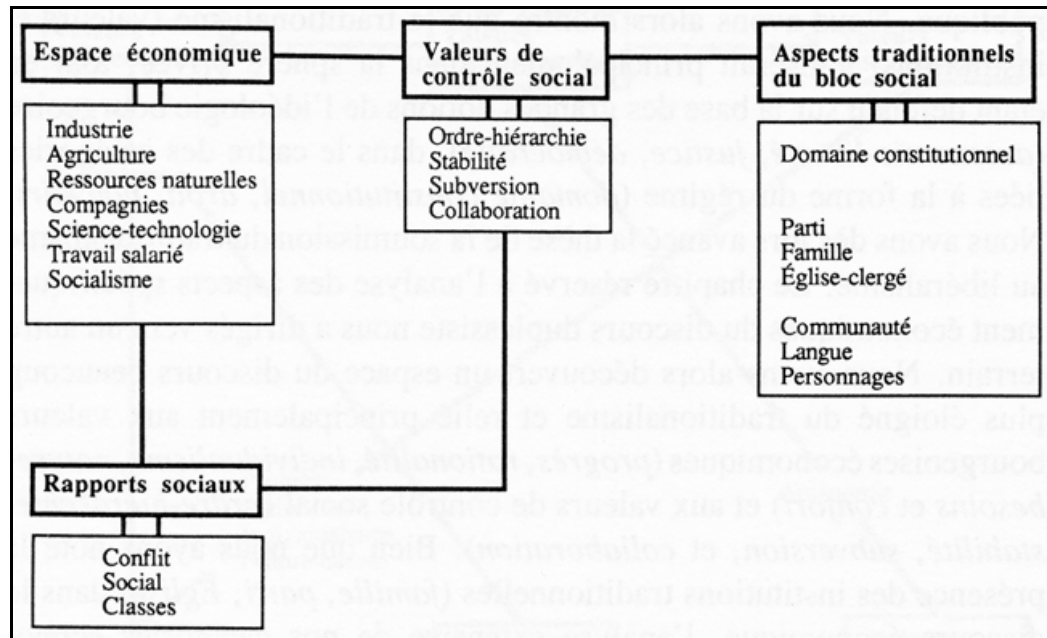
Les valeurs de contrôle social sont significativement articulées aux catégories économiques. *L'ordre* est manifestement associé à la promotion de l'industrialisation : dans son voisinage, on retrouve *industrie, ressources naturelles, science-technologie* et *compagnies*. L'ordre et la reproduction d'une société hiérarchisée s'imposent ainsi comme la condition même de l'industrialisation, puisqu'ils permettront, par exemple, la venue des investisseurs étrangers dans le secteur des richesses naturelles. La *stabilité*, nous l'avons vu, est fortement liée à *l'agriculture*, « base fondamentale de toute la structure sociale », mais la stabilité sociale (la catégorie *social*) apparaît aussi comme une exigence du développement de l'industrialisation (*industrie*) et du

[238]

**Schéma 7**

*Les valeurs de contrôle social,  
l'espace économique et le bloc social*

[Retour à la table des matières](#)



*travail salarié*. Une main-d'œuvre stable, soumise à l'ordre, est évidemment source aux appels de la *subversion*, catégorie en toute logique elle-même liée à l'*agriculture*, à l'*industrie* et, bien sûr, au *socialisme* et au *conflit*. Tout ce beau monde (les classes) se réunira dans la collaboration qui permettra l'épanouissement de l'*agriculture* et le développement des *ressources naturelles*.

Le contrôle social ne se réduit cependant pas à la seule promotion de l'industrialisation, il s'appuie sur d'autres espaces du discours où l'on redécouvrira nos premières traces. Les institutions traditionnelles réapparaissent soudainement comme pour légitimer la mise au pas dans le processus d'industrialisation : *ordre-hiérarchie* est accompagnée du renforcement de *parti*, de *clergé* et d'*Église*, alors que *famille* ne s'affaiblit que très légèrement ; *stabilité* est accompagnée de l'affirmation de *parti* et de *famille* ; avec collaboration, enfin, *parti*, *Église* et *clergé*

gagnent en importance (voir les tableaux 43 et 44). L'Union nationale se fait ainsi le garant du contrôle social dans ses rapports privilégiés avec l'Église et avec la famille.

Cette redécouverte des institutions traditionnelles ne sera bien sûr pas la seule. Les autres axes du traditionalisme apparaîtront, quoique de façon moins systématique. *Personnages* et *langue* se renforcent et *communauté* perd légèrement dans le covoisinage d'*ordre-hiérarchie*. La *communauté* se maintient et la *langue* s'affirme

[239]

**Tableau 43**  
*Le covoisinage de ordre-hiérarchie, collaboration et stabilité  
dans l'univers institutionnel dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Ordre-hiérarchie</i>			
Éducation	1	3	49
Opinion publique	2	1	65
Culture	3	4	31
Parti	4	1	65
Santé	5	6	10
Domaine social	6	-	-
Famille	7	8	7
Église	8	6	10
Logement	9	-	-
Relations de travail	10	10	4
Clergé	11	5	15
Système judiciaire	12	9	5
<i>Collaboration</i>			
Éducation	1	1	17
Opinion publique	2	5	7
Culture	3	2	12
Parti	4	3	9
Santé	5	3	9
Domaine social	6	-	-
Famille	7	-	-
Église	8	6	23
Logement	9	-	-
Relations de travail	10	-	-
Clergé	11	6	2
<i>Stabilité</i>			
Éducation	1	2	11
Opinion publique	2	6	4
Culture	3	4	7
Parti	4	1	13
Santé	5	6	4
Domaine social	6	3	10
Famille	7	4	7
Église	8	-	-
Logement	9	8	1
Relations de travail	10	-	-



[240]

**Tableau 44**

*Le covoisinage de ordre-hiérarchie et collaboration dans l'univers social  
dans le discours de l'Union nationale*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Ordre-hiérarchie</i>			
Temporalité	1	2	250
Espace	2	1	251
Communauté	3	4	45
Classes	4	5	33
Personnages	5	3	84
Conflits	6	6	28
Population	7	9	20
Professions	8	7	26
Langue	9	8	22
Âge	10	10	13
<i>Collaboration</i>			
Temporalité	1	2	46
Espace	2	1	60
Communauté	3	3	22
Classes	4	4	21
Personnages	5	6	12
Conflits	6	7	8
Population	7	8	7
Professions	8	10	2
Langue	9	5	14
Âge	10	9	4

avec la collaboration. On nous parle, bien sûr, de la collaboration entre les « races » au sein du régime. La catégorie *domaine constitutionnel* se renforce, en effet, avec *ordre-hiérarchie*, *stabilité* et *subversion* ; elle est en bonne place avec *collaboration*. Ici la stabilité et l'ordre serviront de bases à la défense de l'*autonomie-liberté* ; notons d'ailleurs que *pouvoir* s'accroît avec *stabilité*. On promeut la collaboration entre les races dans le cadre constitutionnel, tout en rapportant toutes velléités de centralisation au bolchevisme ou au national-socialisme (*subversion*).

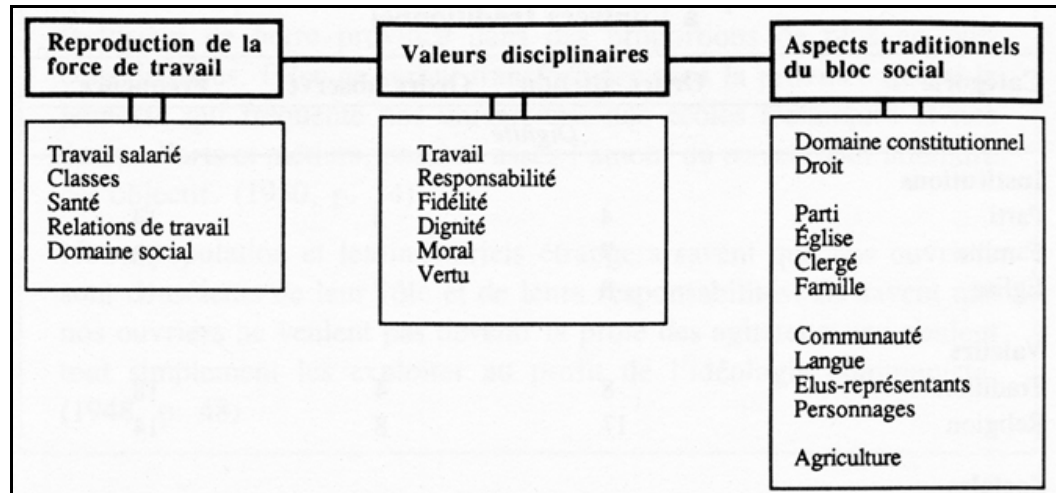
Notre esquisse du comportement des valeurs de contrôle social est maintenant complète. Si leur efficace se joue en dernière analyse dans la promotion de l'industrialisation, la condition même de leur efficacité ne se trouve que dans la pratique discursive liée à la production du bloc social (voir le schéma 7).

[241]

### Schéma 8

#### *Les valeurs disciplinaires, la force de travail et le bloc social*

[Retour à la table des matières](#)



## *La disciplinarisation*

Nous avons déjà indiqué que les valeurs disciplinaires entretenaient d'étroits rapports avec les valeurs traditionnelles, aussi nul ne sera étonné de découvrir qu'elles fonctionnent en symbiose avec les catégories sociales liées au traditionalisme (voir le tableau 45). Toutes les valeurs disciplinaires sont en effet associées aux institutions traditionnelles : *responsabilité, dignité, morale* ramènent, dans leur voisinage, *parti, Église* et *famille* (sauf *morale*) de façon significative ; *fidélité* s'unit à *parti* et à *famille*, *travail* à *Église* et *clergé* ; *vertu* à *parti, famille* et *clergé*. Ces valeurs sont aussi rattachées, en toute logique, à la *communauté*, à la *langue* et à la pratique de la *personnalisation* typique du discours unioniste. *Fidélité* et *vertu* sont nouées à *communauté* et à *personnages*, *dignité* et *morale* à *personnages*, à *communauté* et à *langue*. On s'attendra sans doute à rencontrer encore une fois les catégories liées à la forme du régime : *domaine constitutionnel* se renforce très nettement avec *fidélité, dignité, morale* et *vertu*, *élus-représentants* avec *dignité* et, enfin, *droit* avec *morale* et *vertu*. Un fonctionnement duplessiste des plus classiques ! Soulignons même la présence significative de la catégorie *opinion publique*, point de jonction du traditionalisme et de l'État démocratique bourgeois. La participation de cette catégorie se renforce, ou sa présence demeure importante, avec toutes les valeurs disciplinaires, sauf *responsabilité*. Ajoutons enfin que seules deux catégories économiques (*agriculture* et *travail salarié*) ressortent de façon un tant soit peu significative dans l'univers de la disciplinarisation. De la *famille* à la *langue* et au

[242]

**Tableau 45**  
*Le covoisinage de quelques valeurs disciplinaires  
avec les catégories liées à l'univers traditionnel*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Ordre attendu	Ordre observé	Fréquence
<i>Dignité</i>			
<b>Institutions</b>			
Parti	4	5	14
Famille	7	6	13
Église	8	7	11
<b>Valeurs</b>			
Tradition	8	4	18
Religion	17	8	14
<b>Sociales</b>			
Communauté	3	4	38
Personnages	5	3	62
Langue	9	5	25
<i>Morale</i>			
<b>Institutions</b>			
Parti	4	4	8
Famille	7	-	-
Église	8	5	7
<b>Valeurs</b>			
Tradition	8	3	13
Religion	17	2	14
<b>Sociales</b>			
Communauté	3	3	24
Personnages	5	5	10
Langue	9	6	6

*domaine constitutionnel* le covoisinage des valeurs disciplinaires se caractérise ainsi par les aspects les plus traditionalistes du bloc social duplessiste.

Bien que de façon moins massive, mais tout aussi significative, l'univers de la disciplinarisation rejoint cependant un autre aspect de la figuration sociétale : celui des *classes*, du *travail salarié* et de la reproduction de la force de travail. La catégorie *travail* est associée à *classes*, *population*, *âge* et *social ; responsabilité*

est accompagnée du renforcement de *conflits, population et âge*, ainsi que de la présence attendue de *classes*, alors que dans l'univers des institutions, *santé*,

[243]

### **Développement économique, travail et responsabilité**

Ces matières premières pourront être transformées par l'industrie manufacturière de notre province dans des proportions de plus en plus considérables. Elles ne seront transformées dans la province que si la jeunesse qui fréquente nos universités, nos écoles techniques et nos écoles d'arts et métiers, possède assez l'amour du travail pour atteindre cet objectif. (1950, p. 34)

Notre population et les industriels étrangers savent que nos ouvriers sont conscients de leur rôle et de leurs responsabilités. Ils savent que nos ouvriers ne veulent pas devenir la proie des agitateurs qui veulent tout simplement les exploiter au profit de l'idéologie communiste. (1948, p. 48)

*domaine social et relations de travail* s'affirment ; *vertu* est enfin associée à *classes* et surtout à *relations de travail* et à *domaine social*, dans le domaine institutionnel. On voit poindre ici tout l'univers de la disciplinarisation de la force de travail dans le cadre d'une politique libérale non keynésienne.

L'analyse du rapport des valeurs de contrôle social et des autres catégories nous a autorisés à jeter un premier pont entre les deux espaces de valorisation auparavant séparés, pont qui relie le contrôle social au bloc social traditionaliste et à l'espace bourgeois de l'industrialisation. Voilà maintenant que les valeurs disciplinaires organisées au plein cœur des aspects les plus traditionalistes rejoignent l'univers économique en y proposant la soumission de la force de travail dans le cadre d'une politique non keynésienne (voir schéma 8).

## Les valeurs existentielles

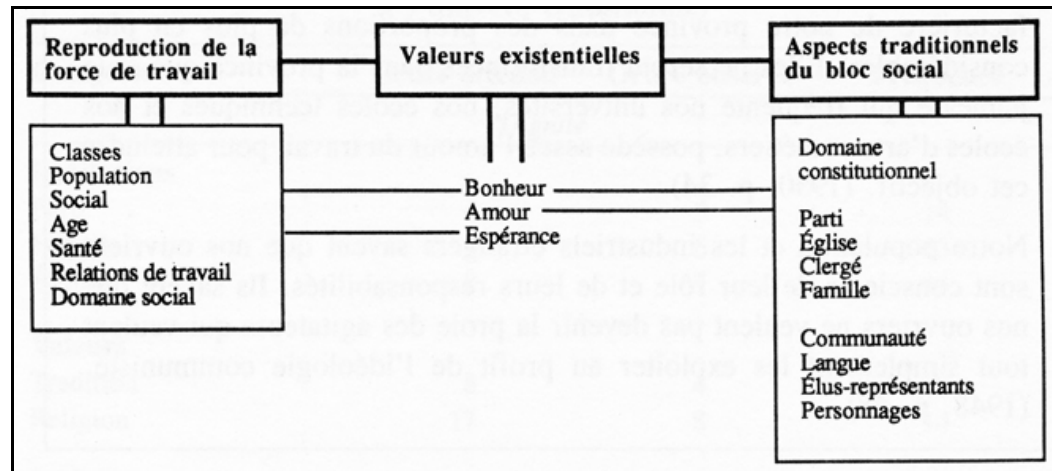
Le fonctionnement des valeurs existentielles s'apparente à celui des valeurs de disciplinarisation. Les deux premières plongent dans l'univers traditionnel. *Amour* et *bonheur* se caractérisent par le renforcement ou la présence significative de la plupart des catégories définissant l'univers traditionnel ; *parti, famille, Église, clergé, langue, communauté, personnages, domaine constitutionnel, élus-représentants*, bref toute la panoplie du traditionalisme. Mais *l'espérance*, plus liée comme nous l'avons vu à l'industrialisation, est davantage associée à la représentation des structures sociales (*classes, population, social* et *âge*), de même qu'aux catégories afférentes à la reproduction de la

[244]

### Schéma 9

#### Les valeurs existentielles, la force de travail et le bloc social

[Retour à la table des matières](#)



force de travail (*santé, relations de travail*). D'ailleurs, la catégorie *amour*, malgré le renforcement concomitant des institutions traditionnelles, est elle-même caractérisée par l'augmentation de la participation du même type de catégories (*santé, domaine social et relations de travail*). Comme l'univers de la disciplinarisation, les valeurs existentielles s'articulent dans le traditionalisme (*amour et bonheur*)

tout en s'insérant dans le processus discursif de l'industrialisme (*amour et espérance*) (voir le schéma 9).

## CIRCULARITÉ ET BLOC SOCIAL

### [Retour à la table des matières](#)

La mise en rapport des différents sous-ensembles de valeurs et des autres catégories de notre grille nous aura permis de jeter des ponts, de découvrir des mail-  
lons entre les deux champs de la valorisation, traditionnel et bourgeois. Si la démarche ne nous a pas davantage conduits à une valeur fonctionnant comme un centre auquel se rapporterait dans la cohérence l'ensemble de l'univers de la valorisation, il est maintenant possible de comprendre comment les contradictions s'enchaînent dans la circularité. La production discursive duplessiste de la valorisation peut être saisie en quatre moments interreliés.

1. Le discours duplessiste propose une idéologie du progrès économique et industriel, qui n'est cependant posée qu'en rapport avec la valorisation du contrôle social.
2. L'idéologie du contrôle social se déploie en symbiose avec les grandes valeurs bourgeoises économiques et politiques. Cependant, [245] ses rapports aux appareils politiques s'inscrivent, autour de la question de la forme du régime, dans les procès de valorisation des institutions traditionnelles et de la promotion de la forme libérale de l'État.
3. Les valeurs traditionnelles s'organisent dans l'espace politique de la forme du régime où les aspects traditionnels du bloc social sont défendus par l'intégration des valeurs politiques bourgeoises.
4. Le traditionalisme constitue le lieu à partir duquel s'élaborent les valeurs disciplinaires et existentielles qui interviennent en même temps dans le domaine de la reproduction de la force de travail autour des questions du rapport salarial et de la forme de l'État.

On pourra encore une fois constater que si cet univers de la valorisation duplessiste n'apparaît plus divisé en deux espaces dichotomiques, il nous aura fallu chercher un lieu central d'articulation ailleurs que dans le seul espace de la valorisation, à un autre niveau plus englobant de la pratique discursive : celui de la production du bloc social. On aura constaté que pour rompre le cul-de-sac relatif représenté par la parfaite dichotomisation du discours de la valorisation en deux espaces apparemment contradictoires, il nous a fallu chercher ailleurs, dans le rapport des valeurs aux appareils. Nous sommes alors revenus à notre point de départ, à l'objet de notre premier chapitre : le bloc social. Nous avons redécouvert l'ensemble des grands axes de l'analyse que nous n'avons cessé de faire par la suite au fil des pages. Nous avons rencontré des appareils (la famille, l'Église, le parti, les niveaux de gouvernements), des classes (la paysannerie, la classe ouvrière), des communautés et des langues (la race canadienne-française et catholique), des réalités économiques (la petite production agricole, le marché, l'industrie) et des espaces (le régionalisme). Bref, nous avons repéré un discours politique particulier contribuant à la production de l'espace, de la communauté et des rapports de forces. Nous avons tracé l'esquisse d'un bloc social régional, national et traditionaliste qui nous aura permis de retrouver le principe d'organisation de l'enchaînement contradictoire de l'espace de la valorisation propre au duplessisme.

## UN ENCHAÎNEMENT DE CONTRADICTIONS À DOMINANTE

[Retour à la table des matières](#)

Il nous reste maintenant à saisir le sens du processus d'institutionnalisation mis en œuvre par la pratique discursive de valorisation. Nous entendons ici par procès d'institutionnalisation l'ensemble du travail [246] de transformation qui s'opère sous l'effet de la pratique discursive et qui renvoie à la reproduction et à la transformation aussi bien des appareils que de leurs rapports. Le discours duplessiste promeut en même temps le traditionalisme et l'industrialisme. Mais la pratique discursive produit la dominance de l'industrialisme sur le traditionalisme par la soumission de la société traditionnelle aux grandes valeurs bourgeoises politiques dans le cadre de la forme du régime, de même que par l'affirmation d'une



tendance à la dissolution de cette même société sous les aspects économiques des énoncés budgétaires.

Ces rapports contradictoires à dominante, il est maintenant permis de les repérer à partir de la prégnance de l'idéologie du progrès qui, sans opérer comme centre du discours, le modèle et le travaille de part en part. Le couplage systématique de l'idée de progrès avec tous les champs de la pratique discursive l'impose comme un opérateur fondamental de la transformation. Le progrès juxtaposé à la tradition indique déjà l'impossible harmonie de deux mondes antithétiques. Le progrès et l'autonomie articulent au sein de la forme du régime les rapports contradictoires entre le traditionalisme et l'industrialisme et posent les particularités régionale et nationale du passage d'une société à l'autre. Le progrès et la discipline (et l'amour) font dévier les pratiques de disciplinarisation propres à la société traditionnelle dans le sens de l'affirmation de l'industrialisme. Le couple progrès-stabilité qui s'ébat en plein cœur de la discursivité moderniste et industrielle emprunte lui aussi à l'autoritarisme traditionnel pour assurer le passage à l'industrialisation massive. Mais ce rapport intime entre les valeurs bourgeoises et celles de contrôle social mérite une attention particulière.

## UN PROGRÈS CONTRÔLÉ

[Retour à la table des matières](#)

On pourrait penser que l'importance des valeurs de contrôle social ne s'explique que par le caractère traditionaliste du discours duplessiste. Cela ne saurait suffire à la compréhension d'une discursivité beaucoup plus complexe. Il nous semble que l'on ne peut correctement saisir toutes les dimensions de cette importance du contrôle social sans réfléchir aux effets de la notion de progrès dans la société industrielle et, plus spécifiquement, à la phase du procès d'industrialisation dans laquelle la société québécoise était engagée au cours de la période étudiée. Avant d'aborder cette question de façon plus approfondie dans le chapitre réservé aux conditions de production, [247] nous indiquerons quelques-uns des premiers jalons essentiels à l'analyse qui ressortent de notre exploration de l'espace de la valorisation.

Empruntant au freudisme, Marcuse indique l'importance de l'idéologie du progrès dans les sociétés industrielles avancées<sup>94</sup>. Toute civilisation dira-t-il est fondée sur le rapport nécessairement contradictoire entre le principe de réalité et le principe de plaisir. Dans la société industrielle cependant, le principe de réalité, défini en termes de productivité, s'impose au principe de plaisir en s'en servant comme la base de sa propre affirmation. « En se présentant comme condition nécessaire et voie du progrès et de la jouissance, le principe de réalité impose sa domination<sup>95</sup>. » L'individu-producteur est ainsi inscrit dans un cycle infernal axé sur la productivité et ses instincts orientés vers des jouissances passives et perpétuellement et nécessairement renouvelables. « Cette structure psychique ne fait que refléter l'organisation spécifique du progrès dans la société industrielle avancée. La productivité croissante du travail reste liée à une répression croissante. Soit encore : le progrès doit continuellement se nier lui-même pour pouvoir subsister. Il faudra constamment que les penchants des hommes soient sacrifiés à la raison, leur bonheur, à une liberté transcendante, afin que la promesse du bonheur les maintienne dans un travail aliéné, les incite à rester productifs, à s'interdire la pleine jouissance de leur productivité, et ainsi à perpétuer cette productivité<sup>96</sup>. » Ailleurs, Marcuse indiquera que « la productivité est essentiellement inhérente à notre principe de progrès, il en résulte que la vie est ressentie et vécue comme travail et le travail devient le contenu de l'existence<sup>97</sup> ». Et l'auteur conclura : « Sous cette nouvelle forme historique, le progrès peut devenir un agent de la répression. La satisfaction augmentée et plus élevée qu'il procure est très réelle, et elle est cependant répressive au sens freudien, dans la mesure où elle réduit dans la psyché individuelle les sources du principe de plaisir et de liberté : la résistance instinctuelle et intellectuelle contre le principe de réalité<sup>98</sup>. »

Lorsque nous insistons sur la dominance de la notion de progrès dans les discours du budget unioniste, nous entendons bien cette idée de progrès caractéristi-

<sup>94</sup> André Vachet, *Marcuse : La révolution radicale et le nouveau socialisme*, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1986.

<sup>95</sup> *Idem*, p. 28.

<sup>96</sup> Herbert Marcuse, « La notion de progrès à la lumière de la psychanalyse », dans *Culture et société*, Paris, Minuit, 1970.

<sup>97</sup> *Idem*, p. 256.

<sup>98</sup> Herbert Marcuse, « Le vieillissement de la psychanalyse », dans *Culture et société, op. cit.*, p. 265.

que de la société industrielle et liée à la promotion de la productivité et d'un mode de vie hanté par la jouissance passive. Mais, nous l'avons souligné, la notion de progrès ne peut se suffire à elle-même dans le discours duplessiste. Contrairement à la discursivité déployée dans une société industrielle avancée où, selon Marcuse, l'idée de progrès produit d'elle-même son plein effet répressif, le duplessisme doit s'appuyer sur l'affirmation du contrôle social.

[248]

Certes, nous l'avons souligné, l'idéologie du contrôle social et de la discipline trouve toutes prêtes, dans les aspects traditionalistes du discours, les bases nécessaires à son affirmation. Mais nous voulons insister ici sur les nécessités pour ainsi dire internes au plein envol de l'idéologie du progrès. Celle-ci ne peut assurer à elle seule et d'elle-même le plein effet répressif qu'elle pourra plus tard assumer dans une société largement industrialisée. L'autoritarisme exerce ici un rôle, une efficace que la notion de progrès ne peut assurer dans une société où la production industrielle et la consommation de masse exercent certes une attirance de plus en plus généralisée, mais qui reste marquée par une socialité, des formes de représentations et un niveau de vie qui leur sont étrangers. Si donc l'autoritarisme est issu du traditionalisme, il travaille contre lui dans la dernière phase de l'affirmation de la société industrielle au Québec.

Nous en concluons que l'espace de la valorisation propre au discours duplessiste enclenche un processus d'idéologisation bourgeoise s'appuyant sur la production d'un bloc social régional et national, durant la dernière phase de l'affirmation du capital monopoliste, en même temps que dans la résistance à la mise en place de l'État keynésien. Du progrès mesuré à l'aune de l'investissement capitaliste dans les ressources naturelles à la modernisation de l'agriculture, se dessine la dominance de l'industrialisation.

[249]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

# Troisième partie

[Retour à la table des matières](#)

[251]

L'analyse attentive des rapports entre les catégories sociologiques et le contexte d'énonciation de certains mots au sein des phrases nous a permis d'avancer des thèses sur la particularité du travail discursif de l'Union nationale. Nous interrogerons maintenant le texte en nous inspirant de nouvelles questions, afin de vérifier la validité de nos premières interprétations et d'approfondir notre compréhension de la pratique discursive duplessiste.

Nous aborderons d'abord l'univers de la citation, qui s'élargit de façon remarquable dans l'après-guerre, et nous tenterons de montrer comment, loin d'être abandonnée aux lois du hasard, la référence forme système et contribue de façon significative à la production du sens. Nous nous pencherons par la suite sur des espaces sémantiques particuliers définis par le fonctionnement de la syntaxe. Nous nous intéresserons à l'ensemble des noms et des adjectifs reliés par la conjonction « et », avant d'explorer et de comparer les espaces respectifs de la détermination et du propos. Ce travail nous permettra de montrer comment le fonctionnement de la syntaxe intervient de façon significative dans la pratique discursive duplessiste et, plus largement, d'indiquer en quoi l'analyse syntaxique peut contribuer à l'approfondissement de la compréhension du travail discursif dans le domaine de la recherche sur le discours politique. Nous terminerons par la question des conditions de production du sens, celle du rapport entre les pratiques discursives et les pratiques non discursives, ce qui nous amènera à situer les discours du budget dans l'ensemble des conditions sociales d'énonciation.

[253]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

### TROISIÈME PARTIE

## Chapitre 8

---

# Le système de la référence

[Retour à la table des matières](#)

La pratique discursive s'organise et produit du sens non seulement à partir de ce qu'elle dit, mais aussi en fonction de ce qu'elle fait dire aux personnes et aux institutions qu'elle invoque. La référence n'est pas fortuite, elle délimite l'univers de la représentation, elle valorise certains personnages, certaines institutions, certains groupes sociaux, certains pays, bref, elle fait système et contribue de manière significative à la production du monde.

Il est bien sûr de multiples façons d'analyser cet important élément de l'interdiscours <sup>99</sup>. Nous retiendrons trois types d'investigations. Nous nous intéresserons d'abord aux sujets qui suscitent la référence en présupposant que le choix des

---

<sup>99</sup> Nous entendons par interdiscours l'ensemble des relations qu'entretient une pratique discursive avec d'autres discours, ce que Jean-Jacques Courtine définit comme « le tout complexe à dominante des formations discursives » (*Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, à propos du discours communiste adressé aux chrétiens*, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, département de linguistique, Université de Paris X (Nanterre), 22 mars 1980, p. 81).

thèmes sur lesquels le locuteur cherche à légitimer son argumentation n'est pas aléatoire. Le système de renvois façonné par la référence contribue, en effet, à la valorisation de certains aspects du discours et propose ainsi une hiérarchisation entre ses différentes régions. Nous nous intéresserons en outre aux différents personnages et aux différentes institutions appelés en témoignage. Le discours procède ici à un nouveau type de valorisation : celui de la source jugée assez prestigieuse pour venir garantir la justesse de l'énoncé ou la pertinence de la pratique. Le discours du budget n'étant pas un discours polémique, nous n'aurons pas à nous interroger sur la nature du rapport, positif ou négatif, que l'énoncé entretient avec ses sources. Au contraire, sauf dans des cas plus que marginaux, le discours ne cite que dans une perspective [254] d'autolégitimation n'appelant le personnage ou l'institution à la barre des témoins qu'à la condition expresse de sanctionner l'argumentation.

Nous nous attacherons finalement aux rapports qu'entretiennent entre eux l'univers de la source et celui du sujet. Il ne s'agira plus de nous demander seulement qui parle ou à propos de quoi on fait une référence, mais de rechercher quand on fait appel à tel ou tel type de sources. On verra que les rapports entre sources et sujets ne sont pas davantage aléatoires et qu'ils obéissent à un ensemble de règles qui contribuent de façon décisive au système.

## DE QUOI PARLE-T-ON ?

[Retour à la table des matières](#)

L'espace privilégié de la référence est celui des relations fédérales-provinciales qui se situe nettement au premier rang, très loin devant le deuxième thème le plus important, celui du développement industriel (voir le tableau 46). Cette performance est d'autant plus significative que plusieurs citations ont été classées sous la rubrique « politique économique », alors qu'elles se rapportent au moins indirectement à la question des relations fédérales-provinciales. Ainsi, pour défendre sa politique non interventionniste axée sur le libre développement du capital, le discours du budget duplessiste condamnera souvent le niveau présumément trop élevé d'une taxation fédérale présentée comme un obstacle à la libre

entreprise. On peut dès lors reprendre notre thèse sur la centralité de la question de la forme du régime dans le déploiement de la pratique discursive budgétaire.

L'importance de la thématique du développement industriel confirme ce que nous disions de l'affirmation de l'industrialisme. Le sous-univers de la référence spécifiquement économique (développement industriel, politique économique et contexte économique) est ainsi dominé par une valorisation systématique de l'industrialisation du Québec. On fait appel à des sources principalement extérieures à la province pour célébrer celle-ci comme une région où s'affirment l'industrie en général et le développement des ressources naturelles en particulier. Le Québec serait appelé à devenir la Ruhr de l'Amérique du Nord ! La référence économique est donc nettement dominée par le modernisme.

L'exploration des autres thèmes tend de la même manière à confirmer nos analyses. Si l'on exclut les relations fédérales-provinciales, le système scolaire occupe le premier rang des thèmes



[255]

**Tableau 46***La référence : sources et sujets*[Retour à la table des matières](#)

	Journalisme économique	Journalisme	Parlementaires	Clergé	Intellectuels	Système judiciaire	Institutions financières	Industriels	Corporation	Institutions patronales	Autres	Total
Relations féd-prov.	4	14	85	2	20	4	4	1	1	2	4	141
Développement industriel	21	15	8	-	2	-	8	5	-	1	3	64
Politique économique	7	9	10	1	-	-	11	1	-	1	2	42
Système scolaire	-	7	3	5	10	1	-	-	-	-	1	27
Contexte économique	2	1	5	-	3	-	2	-	-	1	-	14
Cultivateurs/agriculture	2	1	1	1	2	-	-	-	2	-	1	10
Langue	-	-	8	1	1	-	-	-	-	-	-	10
Relations ouvrières	2	2	-	-	1	-	-	-	-	-	1	6
Survivance	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	1	4
Pêcheurs/pêcheries	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	2	4
Santé	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3
Législation sociale	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Hommes d'affaires du Québec	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Municipalités	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	3
Caisses populaires	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Propriété privée	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	2
Célébration (Duplessis)	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Communications	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Logement	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Clergé	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Culture	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Minorités	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Commerce international	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Changement social	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
<i>Total</i>	39	55	126	15	49	5	25	7	3	6	17	347
Nombre de sujets traités	7	11	13	9	13	2	4	3	2	5	10	

[256]

non économiques. On constate encore une fois le caractère non interventionniste du discours, puisque les principaux thèmes reliés à la mise en place d'une politique keynésienne sont très nettement marginalisés : la législation sociale, la santé et le logement ne représentent, en effet, au total, que six occurrences. On retrouve donc de la même manière nos remarques concernant la classe appui, puisque la référence porte davantage sur la classe agricole et plus largement sur les petits producteurs que sur la classe ouvrière.

Si l'on ajoute la question de la communauté nationale culturelle (langue et survivance) nous aurons fait le tour des thématiques principales sur lesquelles porte la référence. De la forme du régime (relations fédérales-provinciales) à l'industrialisation (développement industriel), de la forme de l'État libéral (dominance écrasante du système scolaire dans le domaine des institutions) aux rapports de classes dominés par le renvoi à la classe agricole et jusqu'à la célébration de la communauté nationale culturelle, l'univers de la référence concorde en tous points avec l'analyse déjà proposée. L'étude de la périodisation et plus tard celle des sources nous en apprendront sans doute davantage.

Totalement absente du discours unioniste d'avant-guerre en même temps que fort marginale dans les zones libérales (une occurrence seulement en 1934, 1935, 1940, 1942 et 1944, soit cinq au total), la référence est massivement un phénomène d'après-guerre (voir le tableau 47). Mais cet aspect de la pratique discursive ne pourrait-il être attribué qu'au style du locuteur ? La pratique de la référence semble en effet une caractéristique des discours d'Onésime Gagnon. Avant la guerre, quand les discours du budget de l'Union nationale étaient prononcés par Martin B. Fischer, ce procédé était complètement absent. De la même manière, de 1957 à 1958, au moment où Johnny S. Bourque devient ministre des Finances, le nombre de références tombe de façon radicale de 38 à 3, 6 et 8 jusqu'en 1960. Aussi, avant de proposer des analyses séduisantes mais douteuses, on doit se demander si la pratique référentielle d'après-guerre n'est pas purement et simplement attribuable au style fleuri d'Onésime Gagnon.

Bien qu'il soit impossible de trancher une telle question à la lumière du seul corpus du discours du budget, il semble bien que cette abondance de la référence dans l'après-guerre ne puisse être liée aux seules performances d'Onésime Gagnon. Dans l'immédiat après-guerre, en effet, les discours prononcés par Gagnon, ne font guère plus appel à la citation que ceux de Bourque à la veille de la Révolution tranquille. Il semble donc que cet envahissement des énoncés budgés

[257]

**Tableau 47**  
*La référence : périodicité des sources*

[Retour à la table des matières](#)

	34-45	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	TOTAL
Journalisme éco.	2	0	0	-	1	2	4	3	9	7	2	4	-	-	2	3	39
Journalisme	-	1	4	1	1	2	6	3	11	9	1	8	4	-	2	-	55
Parlementaires	2	5	4	9	9	7	12	-	9	19	21	10	17	1	-	3	126
Clergé	-	-	2	2	1	-	2	1	2	-	2	1	1	1	-	-	15
Intellectuels	1	-	3	1	-	-	2	8	1	6	10	6	8	1	1	1	49
Système judiciaire	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	1	-	-	-	5
Institutions financières	-	-	-	-	3	-	1	1	4	3	7	2	3	-	-	-	25
Industriels	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	1	1	-	-	1	7
Corporations	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	1	-	-	-	1	-	3
Institutions patronales	-	-	-	-	-	2	-	1	-	-	1	2	-	-	-	-	6
Autres	-	-	-	-	1	-	1	2	3	2	3	2	3	-			17
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>31</b>	<b>20</b>	<b>40</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>36</b>	<b>38</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>347</b>

[258]

taires par un univers interdiscursif dans l'après-guerre, et principalement de 1951 à 1957, ait d'autres explications que celle du style du ministre des Finances.

Nous l'avons vu, les discours d'après-guerre se caractérisent par un affaiblissement très net du sous-ensemble économique de notre grille de catégories à la faveur des sous-ensembles politique, institutionnel, social ainsi que de celui des valeurs. Nous avons interprété ce phénomène comme un envahissement du discours économique par l'ensemble de la représentation sociétale correspondant au double procès (non discursif) de l'industrialisation et de la transition à l'État keynésien. Nous croyons que ce foisonnement de la citation correspond au même processus : le discours économique ne peut plus être considéré comme un simple exercice technique prononcé à l'extérieur des rapports sociaux, ceux de la sphère dite privée dans l'État libéral.

L'après-guerre n'en est pas pour autant une période homogène. La référence ne devient véritablement massive qu'en passant de 1950 (13 occurrences) à 1951 (31 occurrences). Elle cesse de l'être en 1958. Si l'on examine les sujets à propos desquels on fait une référence, on pourra même distinguer quatre sous-périodes (voir le tableau 48). De 1945 à 1948, on parlera d'une thématique liée aux aspects traditionalistes du duplessisme, les sujets cibles étant principalement, et de très loin, les relations fédérales-provinciales, le système scolaire et la langue. En 1949 et 1950, on a plutôt affaire à une période de transition, la citation à propos de sujets économiques (développement industriel et politique économique) s'affirmant de façon significative, même si continuent de dominer les relations fédérales-provinciales. La troisième période, de 1951 à 1957, peut être considérée comme une phase d'explosion et d'expansion de la référence, le procédé étant non seulement plus fréquemment employé, mais aussi appliqué à un nombre beaucoup plus étendu de sujets. Au cours de cette période, il est peu de régions et de thèmes du discours qui échappent à l'appel aux discours externes. La quatrième et dernière période enfin, de 1958 à 1960, est caractérisée par une diminution spectaculaire du recours à la citation, mais aussi, pour la première fois, par l'affirmation presque solitaire de la référence économique. Le discours unioniste de fin de régime apparaît encore une fois comme un discours moins riche et plus technique.

D'autres remarques pourraient être faites à propos de la périodisation, par exemple le fait que la référence au « contexte économique » apparaisse à partir de 1955. Le type de renvoi où l'on fait appel à [259] des spécialistes, Galbraith par exemple, pour juger du mouvement et, du climat de l'économie s'inscrit parfaitement dans une perspective régulatrice de type keynésien. Le discours duplessiste se laisse ainsi envahir presque malgré lui par une problématique qui lui est étrangère : un peu de la même façon que, par l'intermédiaire de la référence, il se croit obligé de justifier l'augmentation des services et du budget de l'État par la réalité de l'industrialisation. Alors même que le discours se proclame libéral, il est manifestement travaillé et traversé par son contraire : la citation d'ordre économique le démontre une autre fois. De la même façon, alors même que la périodisation des thèmes proposés plus haut rappelle, en début de période, certains aspects du traditionalisme duplessiste, elle témoigne, à partir de 1949 et jusqu'en fin de période, de la tendance à l'affirmation de ses traits modernistes.

## QUI PARLE ?

### [Retour à la table des matières](#)

Les sources permettant la production de cet aspect de l'interdiscours frappent par leur diversité. Nous avons regroupé sous onze rubriques les institutions et les individus auxquels on fait appel. On notera d'abord la très grande importance de trois types de sources : parlementaires (126), journalistiques (94, soit 39 afférentes au journalisme spécialisé d'ordre économique et 55 aux journaux à grand tirage) et intellectuelles (49). Le discours duplessiste fait ainsi principalement appel aux grandes institutions (le Parlement et les journaux) et à la catégorie sociale privilégiée (les intellectuels) correspondant à la formation et à la reproduction du débat politique (la « publicité critique ») dans l'État démocratique bourgeois. Que l'on invoque les propos du parlementaire sur la répartition des pouvoirs dans le cadre du fédéralisme, les analyses du Financial Post sur la politique économique du gouvernement ou les énoncés d'un historien sur les luttes linguistiques, c'est toujours au jugement de l'opinion que l'on s'adresse dans le cadre du débat démocratique. Quoi qu'il en soit donc des aspects traditionalistes et autoritaires du dis-

cours duplessiste, le système de la référence l'inscrit de plain-pied dans l'État démocratique.

L'analyse des rubriques moins importantes permet cependant de reconnaître les particularités discursives duplessistes. On note d'abord que, malgré sa faiblesse en termes d'occurrence, le clergé se situe au cinquième rang, si l'on examine le nombre des sujets sur lesquels [260] on juge opportun de le faire intervenir (9 rubriques). Ainsi, dans un discours aussi spécialisé que celui du budget, on invoque le clergé de façon plus extensive que le journalisme économique (7 rubriques). Il s'agit d'une autre trace du traditionalisme. On reconnaîtra aussi, derrière un parti pris nettement pro-patronal, l'évidence d'un discours libéral anti-keynésien. Les institutions économiques auxquelles on se réfère sont systématiquement celles du patronat (institutions financières (25 occurrences), industriels (7) et institutions patronales (6), alors que les appels au jugement des organisations ouvrières demeurent tellement marginaux (2 occurrences) qu'ils ont été classés sous la rubrique « Autres ».

La périodisation des sources s'inscrit dans la même trame. La première période, de 1945 à 1948, se caractérise par son classicisme. L'appel aux parlementaires, aux intellectuels et au journalisme à grand tirage domine nettement, le journalisme spécialisé d'ordre économique étant moins invoqué que le clergé. La période 1949-1950 se révélera, au contraire, une phase de transition durant laquelle s'imposera la référence économique. C'est par l'apparition d'une source nouvelle, celle des institutions financières (3 occurrences en 1949) que s'affirment les aspects économiques de l'interdiscours. Cette percée de la source économique se fait aux dépens des journaux à grand tirage, du clergé et des intellectuels, alors que la référence parlementaire continue à dominer. L'affirmation de l'appel aux institutions économiques ne prend cependant sa véritable dimension qu'au cours de la période suivante, de 1951 à 1957. On dénombre alors 60 sources d'ordre directement économique (journalisme spécialisé (29), institutions financières (21), industriels (6) et institutions patronales (4) sur un total de 273 références. Tout comme nous l'avait révélé l'analyse des sujets, cette période se caractérise par la diversification de la référence.

Les sources les plus importantes sont, dans l'ordre, parlementaires (86 occurrences), économiques (60), intellectuelles (41) et journalistiques (journalisme à grand tirage, 44). Ce type de déploiement de l'interdiscours cesse cependant brus-

quement de 1958 à 1960. La pratique de la référence s'amenuise en même temps qu'elle tend à se centrer sur des sujets et des sources directement économiques. La source spécifiquement économique (7 occurrences), ne domine en effet que durant cette dernière période, alors que les autres aspects de l'univers de la référence se réduisent aux sources parlementaires (4), [261] intellectuelles (3), journalistiques (journalisme à grand tirage, 2) et cléricales (1).

Dans les discours du budget duplessistes, le système de renvois s'abreuve ainsi principalement aux sources institutionnelles caractéristiques de l'État démocratique bourgeois. Si l'on peut lire les traces de ses particularités traditionalistes à travers l'appel aux sources cléricales et en scrutant les types d'intellectuels cités, comme on le verra plus loin, si, en même temps, l'on peut voir affleurer les signes d'une transition accélérée au modernisme à la faveur de la citation directement économique, c'est en analysant de plus près certaines rubriques ainsi que les rapports entre sujets et sources que se dessinera avec plus de netteté la spécificité du travail de la référence dans le discours duplessiste.

## QUI PARLE DE QUOI ?

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des rapports entre les sujets et les sources permet d'aborder de façon beaucoup plus fine le travail de la référence et l'efficace de l'interdiscours. On verra ainsi que tel type de sujets tend à attirer tel type de sources, ou, à l'inverse, que l'on assiste à un processus d'institutionnalisation de la référence, les sources tendant à être découpées en secteurs privilégiés d'intervention. Ainsi pourra-t-on redécouvrir la division du monde en deux espaces, libéral et traditionnel, reliés entre eux et, au sens strict, produits dans une pratique discursive dominée par la forme du régime.



### *Les deux solitudes et les autres*

À l'évidence, le duplessisme n'est pas un discours étroitement ethnociste et régionaliste. Au contraire, dans l'après-guerre, il fait abondamment référence à des sources anglophones le plus souvent extérieures à la province, en même temps qu'il fait fréquemment appel à des institutions et à des personnages étrangers. Le discours d'après-guerre cite des institutions ou des individus d'origines nationales fort diverses (voir le tableau 49). Nous avons dénombré 134 références attribuables à des sources canadiennes anglophones, 106 à des sources canadiennes francophones, 62 à des institutions ou à des personnages américains et 33 autres d'origine étrangère diverse.

Une analyse un peu plus attentive révèle cependant que cette belle diversité ne se distribue pas de façon purement aléatoire. On

[262]

**Tableau 48**  
*La référence : sujets et périodicité*

[Retour à la table des matières](#)

	34-45	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	TOTAL
Relations féd-prov	4	5	3	2	12	9	11	2	15	27	23	9	18	-	-	1	141
Dévelop. industriel	-	-	-	-	3	1	8	8	13	10	3	8	4	1	4	1	64
Politique économique	1	1	-	-	1	2	2	-	6	2	11	1	13	-	1	1	42
Système scolaire	-	-	-	-	-	-	-	5	-	2	1	7	-	2	-	-	27
Contexte économique	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	4	4	2	-	-	4	14
Cultivateurs/agriculture	-	-	-	-	-	-	5	-	-	3	2	-	-	-	-	-	10
Langue	-	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Relations ouvrières	-	-	-	-	-	-	1	3	-	1	-	1	-	-	-	-	6
Survivance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4
Pêcheurs/pêcheries	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	-	-	-	4
Santé	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	3
Législation sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	2
Hommes d'aff. du Qué.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	3
Municipalités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	3
Caisses populaires	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Propriété privée	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2
Célébration (Duplessis)	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Communications	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Logement	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Clergé	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Culture	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Minorités	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Commerce international	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Changement social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Total	5	6	13	13	16	13	31	20	40	49	50	36	38	3	6	8	347

[263]

**Tableau 49**  
*La référence : origines et sujets*

[Retour à la table des matières](#)

	Can- anglaise	Can- française	Améri- caine	Autres	N.S.P.	Total
Relations féd.-pro.	41	48	30	18	4	141
Développement industriel	40	6	12	3	3	64
Politique économique	21	6	12	2	1	42
Système scolaire	2	17	4	3	1	27
Contexte économique	10	-	3	-	1	14
Cultivateurs/agriculture	3	4	-	3	-	10
Langue	5	4	-	-	1	10
Relations ouvrières	4	4	-	1	-	6
Survivance	1	2	-	1	-	4
Pêcheurs/pêcheries	1	3	-	-	-	4
Santé	2	1	-	-	-	3
Législation sociale	-	1	1	-	-	2
Hommes d'aff. du Qué.	1	2	-	-	-	3
Municipalités	1	1	-	-	1	3
Caisses pop.	-	2	-	-	-	2
Propriété privée	1	-	-	1	-	2
Célébration (Duplessis)	-	1	-	1	-	2
Communications	-	2	-	-	-	2
Logement	-	1	-	-	-	1
Clergé	-	1	-	-	-	1
Culture	-	1	-	-	-	1
Minorités	1	-	-	-	-	1
Commerce international	-	1	-	-	-	1
Changement social	-	1	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>134</b>	<b>106</b>	<b>62</b>	<b>33</b>	<b>12</b>	<b>347</b>

[263]

**Tableau 50**  
*Origine nationale des sources portant sur l'économie  
et les relations fédérales-provinciales*

[Retour à la table des matières](#)

	Can- anglaise	Améri- caine	Can- française	Autres	Ne sait pas
Économie, Développement industriel	40	12	6	3	3
Politique économique	21	12	6	2	1
Contexte économique	10	3	-	-	1
Sous-total	71	27	12	5	5
Relations féd.-prov.	41	30	48	18	4

[264]

assiste à un processus de spécialisation tendancielle distribuant les sujets d'interventions en fonction de l'origine nationale des sources. Ainsi, alors que la citation à propos des relations fédérales-provinciales demeure très importante quelle que soit l'origine nationale de la source, la référence économique est très nettement canadienne-anglaise et américaine (voir le tableau 50).

La référence portant sur l'économie domine nettement dans l'univers des sources canadiennes-anglaises ; elle est presque aussi importante que les questions fédérales-provinciales dans les sources américaines. Ces dernières questions dominant au contraire nettement les sources canadiennes-françaises et celles émanant des autres pays. Pour les énoncés budgétaires duplessistes donc, le domaine de la compétence économique, celle dont l'autorité permet de sanctionner le discours ou la pratique demeure une chasse gardée anglophone, canadienne-anglaise d'abord, américaine ensuite. Il s'agit là d'une double trace de l'oppression nationale et du développement de l'américanisme.

Les sources canadiennes-anglaises et canadiennes-françaises, d'une part, de même que celles émanant des États-Unis et des autres pays, d'autre part, tendent donc à constituer deux mondes reliés d'abord et avant tout par les relations fédérales-provinciales. On le constatera en relevant les sujets mutuellement exclusifs. Ainsi, les sources canadiennes-françaises sont invoquées à l'exclusion des sources

canadiennes-anglaises à propos des questions suivantes : législation sociale, caisses populaires, célébration de Maurice Duplessis, communication, logement, clergé, culture, commerce international (avec la France), problèmes du changement. Il s'agit bien sûr de questions touchant principalement à la reproduction de la société locale. D'une part donc, les grands déploiements de l'économie semblent un univers nettement anglophone, alors que les questions reliées plus spécifiquement à la reproduction de la société locale demeurent un univers francophone. On notera même que seules les questions du contexte économique et des minorités sont l'apanage exclusif des sources canadiennes-anglaises (parmi les sources canadiennes), renforçant cette pratique de dichotomisation en deux univers traversés par l'oppression nationale.

Les sources française et vaticane reproduisent cette séparation quand on les compare aux sources américaines. Ces dernières se caractérisent, en effet, par l'importance relative de la référence économique, alors que l'on invoquera le Vatican ou la France pour traiter [265] des cultivateurs ou de la survivance. La division du monde traverse donc aussi bien la représentation de la scène canadienne que celle des relations internationales. L'ouverture au monde qui se manifeste principalement à partir de 1949, au moment où le système de la référence commence à s'abreuver de façon systématique aux sources externes, demeure ainsi déterminée par la pratique de la division placée sous la dominance du discours sur la forme du régime. Les relations fédérales-provinciales constituent toujours la question centrale, alors que des Etats-Unis à la France et au Vatican se profile la constitution d'un bloc social régional rural et national culturel engagé dans un procès de transition au modernisme.

### *La référence journalistique*

La référence journalistique obéit aux mêmes règles. Phénomène des années cinquante, du moins dans le cas des journaux spécialisés d'ordre économique, le discours du budget duplessiste cite principalement des revues et des journaux anglophones. Ainsi avons-nous dénombré 74 références à une publication anglophone contre seulement 18 à des journaux ou revues francophones. Les publications canadiennes-anglaises dominent nettement la presse canadienne (13 sur 19)

et les publications américaines, la presse internationale (9 sur 12) (voir le tableau 51).

Les journaux et revues anglophones sont non seulement plus nombreux, ils sont aussi cités plus fréquemment que les publications francophones (voir le tableau 52). Les publications anglophones sont citées en moyenne trois fois et les francophones, deux fois. Notons par ailleurs la quasi-absence de la presse francophone dans les journaux spécialisés d'ordre économique (2 références), alors que les revues et les journaux anglophones apparaissent en 37 occasions.

Contrairement à l'ensemble du système de la référence dominé par la question des relations fédérales-provinciales, l'invocation de la presse est nettement centrée sur l'économie. Dans le discours du budget, la presse fonctionne d'ailleurs de la façon la plus classique, comme un appareil intimement relié à la production et à la reproduction du monde de production capitaliste et de l'État moderne (voir le tableau 53). La référence journalistique s'inscrit ainsi dans une perspective nettement industrialisante (développement industriel, politique économique, relations ouvrières, cultivateurs et agriculture, contexte économique, hommes d'affaires du Québec). Il est tout aussi intéressant

[266]

**Tableau 51**  
*Journaux et revues cités*

[Retour à la table des matières](#)

Presse internationale		Presse canadienne	
États-Unis	9	Anglophone	13
Angleterre	1	Francophone	6
Australie	1		
France	1		

de mentionner que tous les autres thèmes à propos desquels on cite la presse touchent directement à la question de la reproduction des appareils de l'État démocratique (relations fédérales-provinciales, système scolaire, santé, législation sociale). On peut ainsi regrouper en quatre sous-ensembles les problèmes traités dans le discours du budget à propos desquels on fait appel au tribunal de la presse : une

politique économique industrialisante, les relations fédérales-provinciales, les rapports de classes et la reproduction de la force de travail.

Dans le discours du budget duplessiste, la presse joue ainsi pleinement sa fonction d'idéologisation bourgeoise. L'ensemble des thèmes reliés au traditionalisme sont exclus, du moins directement, de la référence journalistique. Et, encore une fois, on pourra noter la différence entre les sources anglophones et francophones. Seules ces dernières demeurent dominées par la question des relations fédérales-provinciales (relations fédérales-provinciales (4), politique économique (1), développement industriel (1), cultivateur et agriculture (1). C'est par l'intermédiaire des médias francophones et plus largement par la question des relations fédérales-provinciales que s'insèrent à la marge les problèmes reliés à la reproduction du traditionalisme.

### *Le clergé*

La référence aux sources cléricales, on s'y attend, ouvre un tout autre univers, celui déjà largement décrit du traditionalisme. Les thèmes suscitant la référence cléricale renvoient aux principaux axes de la constitution d'un bloc social régional à dominante ruraliste et national-culturel (voir le tableau 54). On y reconnaît les grands traits de notre analyse du premier chapitre : la classe appui reliée à la constitution d'un espace économique régional (cultivateurs et agriculture, caisses populaires, propriété privée), la communauté nationale-culturelle (langue, culture) et le clergé comme force sociale déterminante dans l'articulation du bloc social régional dans les appareils de l'État

[267]

**Tableau 52**  
*Journaux et revues les plus souvent cités par thèmes*

[Retour à la table des matières](#)

	Financial Post	The Gazette	The New York Times	The Monetary Times	L'action catholique	Le Soleil	The Maclean's Magazine	The Ottawa Journal	The Montréal Star	U.S. News and World Report	Toronto Daily	Total
Relations féd-pro.	2	2	2	-	3	1	-	-	1	1	-	12
Dévelop. industriel	13	4	1	5	-	1	3	2	1	-	-	30
Politique écono.	2	1	3	1	1	1	-	-	-	-	1	10
Système scolaire	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Contexte écono.	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Cultivateurs/agriculture	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	3
Langue	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations ouv.	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	4
Survivance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêcheurs/pêcheries	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Législation sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Hommes d'affaires du Qu.	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Municipalités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caisses populaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Propriété privée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Célébration (Duplessis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communications	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Clergé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Culture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minorités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce international	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changement social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>67</b>



[268]

démocratique (clergé, relations fédérales-provinciales, système scolaire). Les grands thèmes liés à l'industrialisme sont pratiquement disparus : on note, en effet, à ce propos, l'apparition du seul thème de la politique économique. Si les médias étaient appelés à la promotion de l'industrialisme, le clergé est invoqué à la défense du traditionalisme. Il ne sera pas le seul.

### *L'histoire et la mémoire collective*

La référence à des personnages historiques (principalement des parlementaires) se situe dans la même perspective que l'appel au clergé. Elle s'inscrit cependant encore davantage dans la pratique discursive reliée à la forme du régime et à la question nationale (voir le tableau 55). Massivement dominée par les relations fédérales-provinciales, elle fait malgré tout bonne place aux problèmes de la reproduction de la communauté nationale-culturelle (langue, survivance). Dans le système de la référence, l'histoire sert de base à la production d'une mémoire collective invoquée à la défense d'une autonomie provinciale (relations fédérales-provinciales) permettant la reproduction de la « race » canadienne-française et catholique (langue, survivance, système scolaire). Les problèmes liés à l'industrialisation (développement industriel, changement, commerce international avec la France), n'apparaissent qu'à la marge de cet univers nettement articulé autour de l'axe de la reproduction de la communauté nationale culturelle au sein d'un État démocratique de type libéral.

### *Les intellectuels et les parlementaires*

Dans l'univers du système de la référence, on repère deux espaces relativement disjoints : l'un, traditionaliste, défendu par l'appel au clergé et à l'histoire, l'autre, résolument moderniste et axé sur l'industrialisation, principalement défendu par la citation des médias et par le renvoi à des sources anglophones. Il est

cependant encore une fois permis de trouver un point de jonction entre ces deux espaces, celui de la forme du régime, placé sous la sanction et les bons offices des parlementaires et des intellectuels.

Les références aux parlementaires et aux intellectuels se caractérisent par leur extension (toutes les deux sont invoquées sous le plus grand nombre de rubriques), et par le fait d'être largement dominées par le thème des relations fédérales-provinciales. Ce fonctionnement relativement homogène des références aux parlementaires et aux intel-

[269]

**Tableau 53**  
*La référence à la presse par thèmes*

[Retour à la table des matières](#)

<b>Thème</b>	<b>Fréquence</b>
<i>Politique économique et industrialisation</i>	
Développement industriel	37
Politique économique	16
Contexte économique	3
<i>Total</i>	<i>56</i>
<i>Relations fédérales-provinciales</i>	
<i>Total</i>	<i>18</i>
<i>Rapports de classes</i>	
Relations ouvrières et ouvriers	4
Cultivateurs et agriculture	3
Hommes d'affaires du Québec	2
<i>Total</i>	<i>9</i>
<i>Reproduction de la force de travail</i>	
Système scolaire	7
Législation sociale	2
Santé	1
Logement	1
<i>Total</i>	<i>11</i>

**Tableau 54***La référence aux sources cléricales par thèmes*[Retour à la table des matières](#)

Thème	Fréquence
Système scolaire	5
Relations fédérales-provinciales	2
Caisses populaires	2
Cultivateurs et agriculture	1
Propriété privée	1
Langue	1
Culture	1
Clergé	1
Politique économique	1

lectuels n'exclut pas une certaine spécialisation, les intellectuels étant privilégiés dans le discours relié aux appareils d'État et les parlementaires dans celui portant sur l'économie. Les thèmes reliés aux appa-

[270]

**Tableau 55***La référence aux personnages historiques par thèmes*[Retour à la table des matières](#)

Thème	Fréquence
Relations fédérales-provinciales	35
Langue	6
Système scolaire	5
Survivance	2
Développement industriel	1
Changement	1
Commerce international (France)	1
Municipalités	1

rels d'État apparaissent au second rang dans la référence aux intellectuels, alors qu'ils ne se situent qu'au quatrième rang dans celle qui invoque les parlementaires (voir les tableaux 56 et 57). À l'inverse, l'économie se situe nettement au deuxième rang chez les parlementaires et au troisième chez les intellectuels.

Notons de plus que la référence aux intellectuels semble se rattacher davantage à l'univers traditionnel. Quoiqu'il soit impossible de faire une analyse exhaustive à ce propos, les intellectuels cités semblent majoritairement s'inscrire dans une perspective traditionnelle, conclusion qui irait dans le même sens que nos analyses sur les professions. Ainsi fait-on massivement appel à l'historien (traditionaliste bien sûr : Chapais, Groulx...) et à des intellectuels conservateurs comme Minville et Angers. L'historien, le professeur, l'universitaire, l'écrivain traditionalistes dominant, alors que l'on fera peu appel aux intellectuels modernistes : à des économistes surtout, mais aussi aux sociologues et au personnel de l'enseignement technique. Mais cette référence à l'intellectuel moderniste ne représente dans le meilleur des cas que 9 occurrences sur 53. Nous disons bien dans le meilleur des cas, car, comme nous venons de le souligner, on pouvait être partiellement moderniste, c'est-à-dire développementiste, tout en demeurant en grande partie traditionaliste, tels précisément Minville et Angers...

Cette spécialisation relative de la référence ne fait sans doute que réinventer dans le discours un partage des tâches relié à la place respective de ces deux types d'agents dans les appareils et dans l'ensemble de la reproduction sociale et nationale, les parlementaires recevant plus directement les pressions des forces sociales liées à l'économie, les intellectuels devant être encore plus attentifs à l'articulation de l'ancien et du nouveau monde.

[271]

**Tableau 56**  
*La référence aux intellectuels par thèmes*

[Retour à la table des matières](#)

Thème	Fréquence
<i>Relations fédérales-provinciales</i>	
Total	20
<i>Appareils de l'État démocratique</i>	
Système scolaire	10
Municipalités	2
Santé	1
Total	13
<i>Économie</i>	
Contexte économique	3
Développement industriel	2
Commerce international (France)	1
Total	6
<i>Communauté nationale-culturelle</i>	
Survivance	3
Langue	1
Total	4
<i>Rapports de classes</i>	
Cultivateurs et agriculture	2
Relations ouvrières et ouvriers	1
Total	3
<i>Résiduel</i>	
Célébration de Duplessis	2
Changement	1
Total	3

Il n'en demeure pas moins que la double référence aux intellectuels et aux parlementaires produit la fusion des deux mondes et des deux solitudes que nous avons posée plus haut, à partir du discours sur la forme du régime.

Le fonctionnement du système de la référence se présente donc de la manière suivante (voir le schéma 10). Les principales sources divisent le travail de la production du sens en deux espaces, libéral et traditionnel, reliés par le discours sur la forme du régime. Les médias écrits et les sources anglophones sont principalement appelés

[272]

**Tableau 57**  
*La référence parlementaire par thèmes*

[Retour à la table des matières](#)

Thème	Fréquence
<i>Relations fédérales-provinciales</i>	
Total	85
<i>Économie</i>	
Politique économique	10
Développement industriel	8
Contexte économique	5
<i>Total</i>	23
<i>Communauté nationale-culturelle</i>	
Langue	8
Minorités	1
<i>Total</i>	9
<i>Appareils de l'État démocratique</i>	
Système scolaire	3
Santé	1
Municipalités	1
Communications	1
<i>Total</i>	6
<i>Rapports de classes</i>	
Cultivateurs et agriculture	1
Pêcheurs	1
Hommes d'affaires du Québec	1
<i>Total</i>	3

à dessiner le profil d'un espace libéral dominé par l'économie capitaliste (développement industriel, politique économique et contexte économique), les appareils de

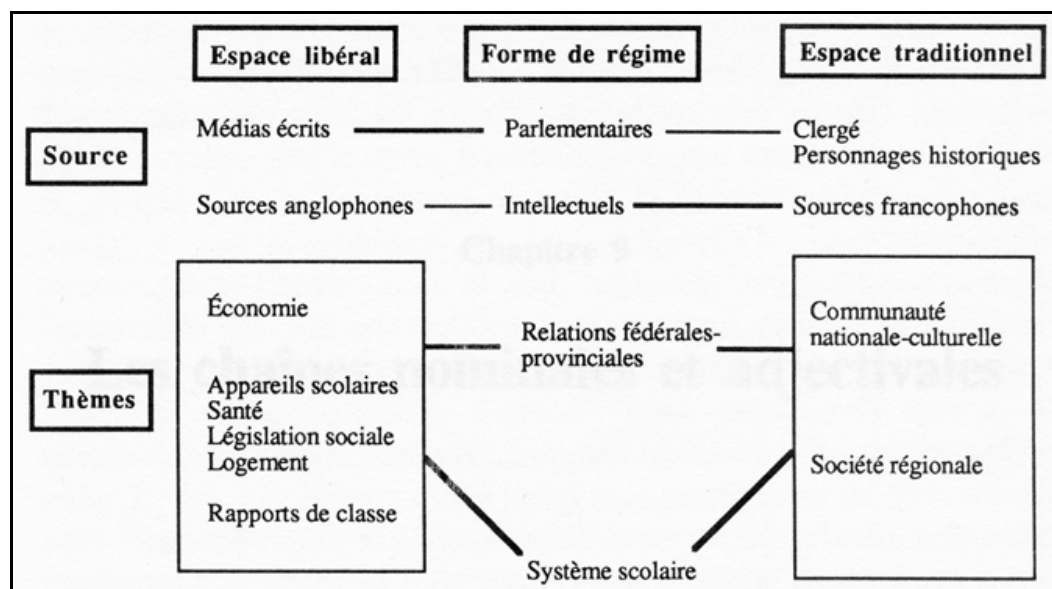
l'État bourgeois (santé, législation sociale, logement) et les rapports de classes de la société industrielle (relations de travail, cultivateurs et agriculture - modernisation -, hommes d'affaires du Québec). Le clergé, les personnages historiques et les sources francophones sont, au contraire, invoqués à la défense de l'espace traditionnel centré sur la communauté nationale culturelle (langue, survivance, culture) et la reproduction d'une société régionale (caisses populaires, cultivateurs et agriculture - maintien de la vie rurale -, le clergé comme institution). Les parlementaires et les intellectuels auxquels on se réfère de façon extensive, mais principale

[273]

### Schéma 10

#### *L'espace libéral et l'espace traditionnel dans la référence*

[Retour à la table des matières](#)



ment sur les questions reliés aux relations fédérales-provinciales, produisent la jonction entre ces deux espaces dans le discours relié à la forme du régime et à la défense de l'autonomie provinciale. Le thème des relations fédérales-provinciales est d'ailleurs le seul qui suscite des références de la part de toutes les sources répertoriées. C'est cependant dans la référence aux parlementaires et aux intellectuels qu'il s'affirme avec le plus de netteté, faisant ainsi le pont entre le traditionalisme et le modernisme.

On peut enfin découvrir un autre point de jonction, certes moins important, mais néanmoins significatif : le système scolaire, qui suscite en effet le renvoi aux principales sources de la référence (médias, parlementaires, intellectuels et clergé). Cela permet de rappeler que l'appareil scolaire constitue l'un des principaux points de convergence, et à vrai dire de friction, à la frontière des deux mondes.

Le système de la référence contribue donc de façon significative à la production du sens. La pratique interdiscursive à l'œuvre dans les discours du budget duplessistes s'inscrit ainsi dans la même perspective de transition du traditionalisme au modernisme que nous avons déjà décrite.



[275]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

**TROISIÈME PARTIE**

## Chapitre 9

---

# Les chaînes nominales et adjectivales

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous intéresserons ici à l'univers sémantique particulier constitué par l'ensemble des formes nominales et adjectivales reliées entre elles par la conjonction « et ». Il importe de souligner ici que la fouille que nous avons effectuée à ce sujet porte sur l'ensemble des mots du texte et non pas sur les seules notions ayant reçu une catégorie sociologique. Notre analyse englobera donc tous les noms et tous les adjectifs reliés par « et » dans le discours du budget de l'Union nationale. Nous nous sommes restreints à cette seule conjonction parce que nous voulions faire ressortir ce que la pratique discursive tend à réunir dans des rapports de dépendance les plus larges possibles. Il ne s'agissait donc pas de rechercher ce que le discours présente directement et explicitement comme des réalités contradictoires en les reliant par des conjonctions axées sur l'opposition (mais, pourtant) ou la négation (ni), mais bien plutôt de nous attacher au travail de mise en rapport sur le

mode de l'unité qu'effectue le discours entre ses différents éléments. Nous l'avons soutenu, le discours politique dominant cherche à intégrer l'ensemble le plus large possible de formes de représentation divergentes et d'aspects de discours adverses en les réarticulant de telle sorte qu'ils fonctionnent dans la complémentarité. Le sous-ensemble défini par la conjonction « et » constitue certes un univers privilégié pour saisir cette pratique unificatrice. On pourra y déceler des espaces sémantiquement homogènes, en même temps que la juxtaposition de formes de représentation contradictoires.

[276]

Pour les fins de l'analyse, nous poserons que la conjonction retenue permet de constituer et d'articuler entre eux plusieurs espaces sémantiques. Son travail peut ainsi s'analyser à un double niveau. Elle compose d'abord plusieurs espaces sémantiques particularisés et relativement homogènes en opérant la liaison entre des notions sémantiquement circonscrites qui se définissent les unes par rapport aux autres et qui forment une constellation à partir d'une notion centrale (par exemple, comme on le verra, le « progrès », la « prospérité », le « développement », « l'expansion »). À un deuxième niveau, le travail de la conjonction peut être saisi dans la mise en rapport de deux ou de plusieurs notions formant le centre de constellations différentes. Cette mise en relation pourra, dans certains cas, permettre de repérer la parenté particulière entre plusieurs constellations, ce qui nous amènera à considérer comme une configuration l'ensemble des constellations dont les mots pivots sont reliés par la conjonction « et ». L'existence d'une configuration pleinement articulée implique donc elle aussi la présence d'une notion centrale à laquelle se rapporte directement l'ensemble des notions qui forment le centre de chacune des constellations qui lui appartiennent. Comme on le verra, ce travail nous permettra de faire ressortir la particularité de certaines constellations et de certaines configurations dans l'ensemble du système de relations déterminé par la conjonction « et ». C'est avec l'analyse du système de relations que pourront être repérés les aspects contradictoires d'un discours qui conjugue des formes de représentation divergentes (par exemple, la mise en relation des constellations moderniste et traditionaliste par l'intermédiaire des notions de progrès et de tradition).

## LES CONSTELLATIONS

[Retour à la table des matières](#)

Pour les fins de l'analyse, nous avons d'abord créé un tableau général représentant l'ensemble des rapports entre la totalité des mots liés par la conjonction « et ». Même si l'on pouvait y repérer des tendances significatives, ce tableau contenait un tel nombre d'entrées et des liens si multiples entre les notions qu'il nous a semblé impératif, ne serait-ce que pour rendre la démonstration intelligible, de centrer nos observations sur les mots générant un nombre minimalement significatif de mises en rapport avec d'autres mots. Nous avons dès lors limité nos observations aux vingt mots générant le plus de mises en rapports (voir le tableau 58).

[277]

**Tableau 58**

*Les vingt mots les plus fréquemment associés à d'autres mots par la conjonction « et »*

[Retour à la table des matières](#)

	Nombre	Rang		Nombre	Rang
Progrès	39	1	Droit	13	10
Tradition	23	2	Paix	12	12
Liberté	22	3	Grandeur	12	12
Prosperité	18	4	Mentalité	11	14
Stabilité	18	4	Sagesse	10	15
Culture	16	6	Autonomie	10	15
Respect	16	6	Expansion	10	15
Courage	15	8	Responsabilité	10	15
Développement	15	8	Talent	10	15
Justice	13	10	Amélioration	9	20

Nous avons par la suite constitué pour chacun d'eux un schéma représentant les liens qu'il entretient avec la totalité des mots auxquels il est lié directement par la conjonction « et ». Ces schémas nous ont permis de faire ressortir une tendance dominante à l'homogénéité, les notions reliées au mot pivot se situant dans un

univers sémantique apparenté. Dans certains cas, on a pu repérer des notions contradictoires (par exemple les mots « sauvegarde », « survivance » et « préservation » dans la constellation « développement »), mais il s'est toujours agi d'un phénomène secondaire.

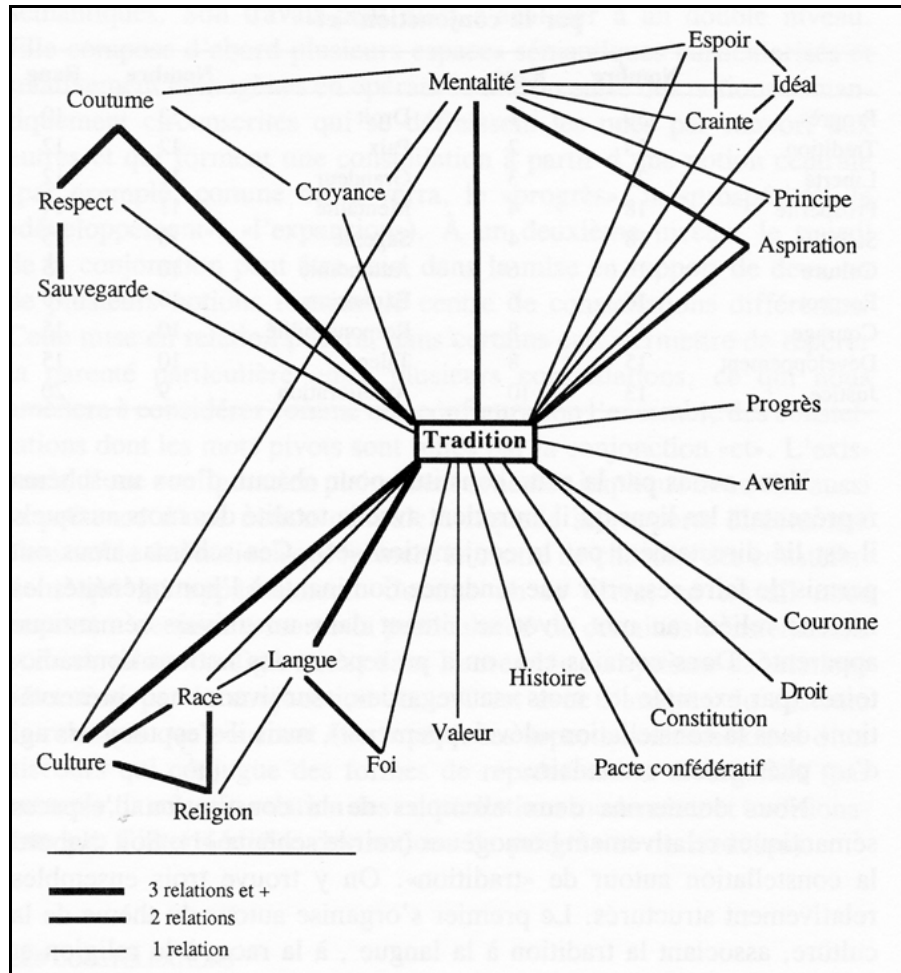
Nous donnerons deux exemples de la constitution d'espaces sémantiques relativement homogènes (voir le schéma 11). Soit d'abord la constellation autour de « tradition ». On y trouve trois ensembles relativement structurés. Le premier s'organise autour du thème de la culture, associant la tradition à la langue, à la race, à la religion et à la foi. Le deuxième ensemble, relié par le terme « mentalité », se structure autour de la sauvegarde, du respect, des coutumes et des croyances. Enfin, le troisième fait appel à des notions générales comme l'espoir, les aspirations, la crainte, les idéaux et les principes. Nous voilà plongés dans un monde traditionnel. Un nombre résiduel de notions non reliées entre elles complète ce tableau : les valeurs, l'histoire, la question constitutionnelle, le droit, la monarchie. Seules les notions d'avenir et de progrès contreviennent nettement à l'homogénéité de la constellation « tradition ».

Le deuxième exemple est celui de la constellation « liberté », plus complexe, formée de cinq sous-ensembles (voir le schéma 12). Les

[278]

**Schéma 11**  
*Constellation "Tradition"*

[Retour à la table des matières](#)

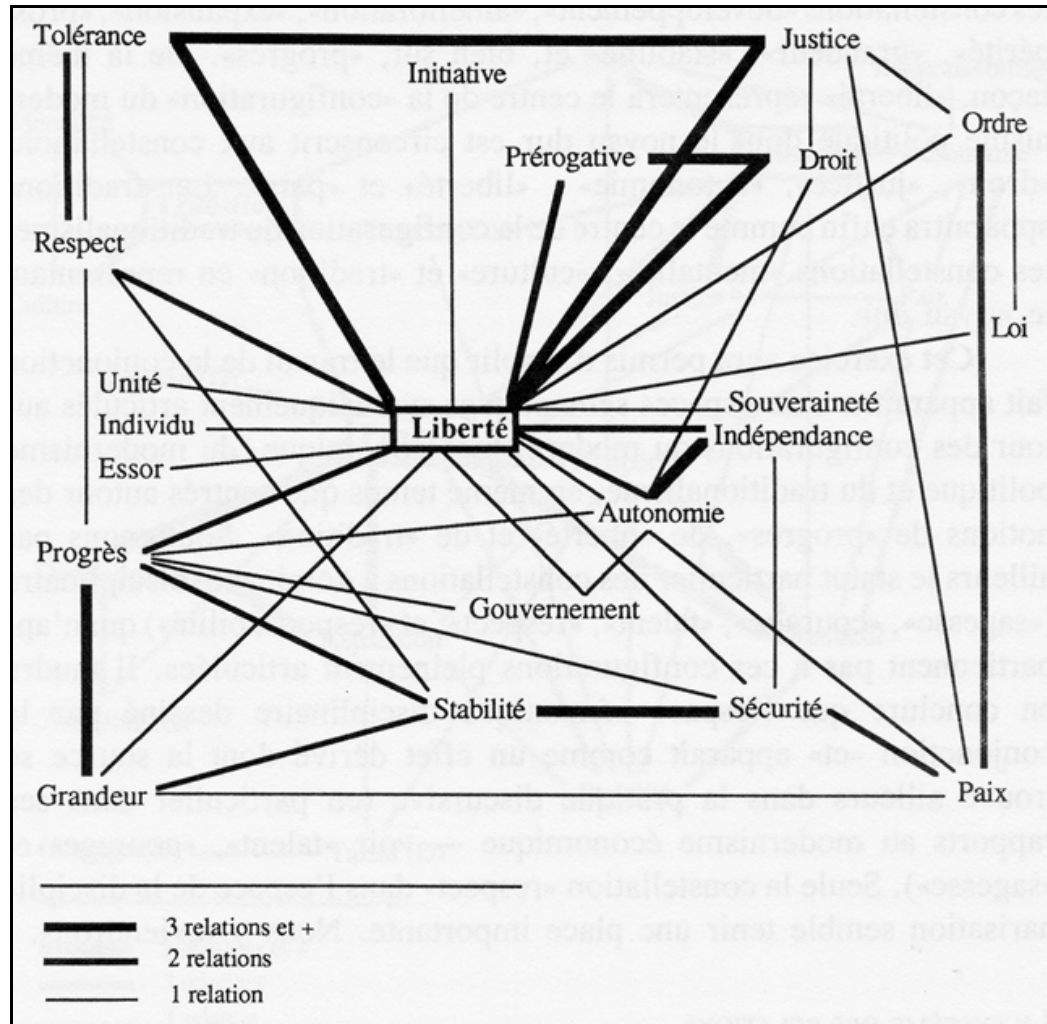


deux premiers renvoient à la constitution de l'État moderne à travers les catégories du droit (prérogative, justice, ordre et loi) et de l'autonomie (indépendance, gouvernement, souveraineté). Les trois autres sont reliés à trois familles de valeurs : la discipline (tolérance et respect), le contrôle social (stabilité, sécurité et paix) et le modernisme économique (le progrès, la grandeur, l'essor, l'unité, l'individu). La liberté apparaît principalement dominée par le modernisme politique et économique et, secondairement, par des valeurs de contrôle social et de disciplinarisation.

[279]

**Schéma 12**  
*Constellation "Liberté"*

[Retour à la table des matières](#)



L'analyse des univers sémantiques définis par la conjonction « et » permet aussi de saisir les rapports qu'établit la pratique discursive entre ces différentes constellations. Le schéma 13 représente les rapports qui se dessinent dans le discours unioniste entre les notions centrales des vingt constellations retenues. En considérant dorénavant les notions centrales de chacune des constellations comme les unités de base de l'analyse, nous tenterons de faire ressortir les liens qui s'établissent à l'intérieur des configurations.

Si nous posons que le mot (en fait le centre d'une constellation) qui est lié à tous les autres mots d'une configuration constitue le centre de cette dernière et que le noyau dur de chacune des configurations est formé par l'ensemble des mots qui, tout en convergeant vers [280] le centre, renvoient à au moins un autre mot de la configuration, nous pouvons conclure que le « progrès » est le centre de la configuration du modernisme économique dont le noyau dur est constitué par les constellations « développement », « amélioration », « expansion », « prospérité », « grandeur », « stabilité » et, bien sûr, « progrès ». De la même façon, « liberté » représentera le centre de la « configuration » du modernisme politique dont le noyau dur est circonscrit aux constellations « droit », « justice », « autonomie », « liberté » et « paix ». La « tradition » apparaîtra enfin comme le centre de la configuration du traditionalisme, les constellations « mentalité », « culture » et « tradition » en représentant le noyau dur.

Cet exercice aura permis d'établir que le travail de la conjonction fait apparaître trois espaces sémantiques syntaxiquement articulés autour des configurations du modernisme économique, du modernisme politique et du traditionalisme, en même temps que centrés autour des notions de « progrès », de « liberté » et de « tradition ». Soulignons par ailleurs le statut particulier des constellations à dominante disciplinaire (« sagesse », « courage », « talent », « respect », et « responsabilité ») qui n'appartiennent pas à ces configurations pleinement articulées. Il faudra en conclure que l'espace sémantique disciplinaire dessiné par la conjonction « et » apparaît comme un effet dérivé dont la source se trouve ailleurs dans la pratique discursive (en particulier dans ses rapports au modernisme économique - voir « talent », « courage » et « sagesse »). Seule la constellation « respect » dans l'espace de la disciplinarisation semble tenir une place importante. Nous y reviendrons.

## LE SYSTÈME DES RELATIONS

[Retour à la table des matières](#)

Demandons-nous maintenant s'il y a une notion centrale qui se situe au centre de l'ensemble du système des relations syntaxiques défini par la conjonction « et ». Cette notion devrait être celle de « progrès » puisque elle est mise en rela-

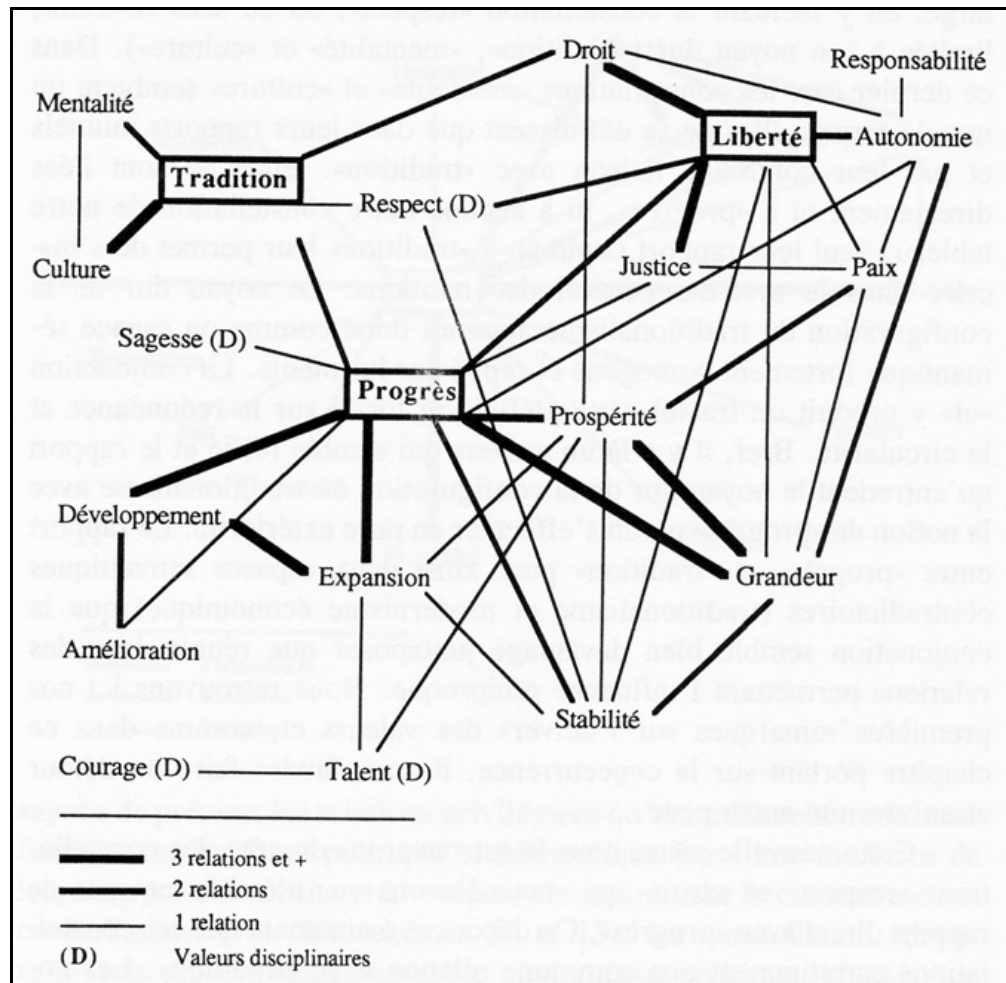
tion avec le plus de mots différents. Et en effet, c'est elle qui rapporte directement le plus de constellations. En tant que centre de la configuration du modernisme économique, elle seule en outre se rapporte directement aux notions centrales des deux autres configurations syntaxiquement articulées, « tradition » (traditionalisme) et « liberté » (modernisme politique).

La notion de « progrès » apparaît donc comme une opératrice déterminante dans la production du système de relations définies par la conjonction « et ». Mais peut-on pour autant la considérer comme

[281]

**Schéma 13**  
*Relations entre constellations*

[Retour à la table des matières](#)





le véritable centre de ce système ? Il semble que tel n'est pas le cas, puisque des maillons décisifs du système échappent à son influence directe. Si l'on exclut de l'analyse les constellations « courage », « talent », « sagesse » et « responsabilité » pour les raisons données plus haut, on constatera que cinq constellations sont dépourvues de rapports directs avec la notion de « progrès », soit « culture », « mentalité », « respect », « paix » et « droit ». En mettant de côté la constellation dominée par le mot « paix » dont l'apparition se rapporte à la conjoncture immédiate de l'après-guerre, on constate qu'on est face à quatre constellations qui tiennent pourtant une place capitale dans la discursivité duplessiste.

[282]

On remarquera d'abord que la notion de « progrès » n'entretient de rapports directs avec la configuration du traditionalisme que par l'intermédiaire la notion de « tradition », qu'on la définisse au sens large, en y incluant la constellation « respect », ou au sens restreint, limitée à son noyau dur (« tradition », « mentalité » et « culture »). Dans ce dernier cas, les constellations « mentalité » et « culture » semblent un monde fermé : elles ne se définissent que dans leurs rapports mutuels et par leur commune liaison avec « tradition ». Elles ne sont liées directement ni à « progrès », ni à aucune autre constellation de notre tableau. Seul leur rapport commun à « tradition » leur permet de s'inscrire dans le système général des relations. Le noyau dur de la configuration du traditionalisme apparaît donc comme un espace sémantique fortement homogène et replié sur lui-même. La conjonction « et » y produit un travail d'autodéfinition fondé sur la redondance et la circularité. Bref, il y a là un univers qui semble réifié et le rapport qu'entretient le noyau dur de la configuration du traditionalisme avec la notion de « progrès » paraît s'effectuer en pure extériorité. Le rapport entre « progrès » et « tradition » pose ainsi deux espaces sémantiques contradictoires (traditionalisme et modernisme économique) que la conjonction semble bien davantage juxtaposer que réunir dans des relations permettant l'influence réciproque. Nous retrouvons ici nos premières remarques sur l'univers des valeurs et, comme dans ce chapitre portant sur la cooccurrence, il nous faudra faire un détour et suivre une autre piste.

Cette nouvelle piste, nous la retrouverons du côté des constellations « respect » et « droit » qui, nous l'avons vu, n'établissent pas de rapport direct avec

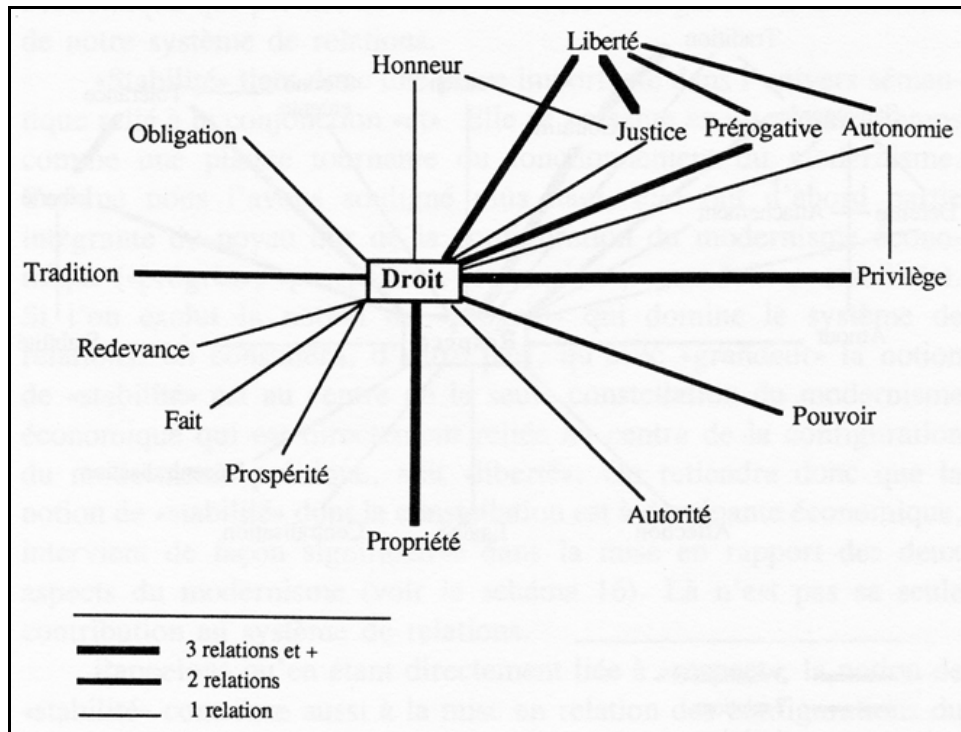
« progrès ». On découvre maintenant que ces constellations entretiennent une commune relation avec « tradition ». Les notions de « respect » et de « droit » ont un statut fort particulier dans l'ensemble de notre système de relations. Tout en n'étant pas liées directement à « progrès » qui est la notion la plus importante, elles sont en relation directe avec « tradition » qui constitue le centre de la configuration dont le noyau dur apparaît le plus isolé au sein du système de relations. Il nous faudra donc les analyser de plus près.

Notons tout d'abord que la notion de « droit » joue le rôle de médiateur entre « tradition » et « liberté », « autonomie » et « prospérité ». La notion de « respect » rattache, de son côté, celle de « tradition » à « stabilité » et à « liberté ». Les deux constellations relient ainsi le traditionalisme aussi bien au modernisme politique (« liberté » et « autonomie ») qu'au modernisme économique (« prospérité » et « stabilité »). Mais, es

[283]

**Schéma 14**  
*Constellation "Droit"*

[Retour à la table des matières](#)



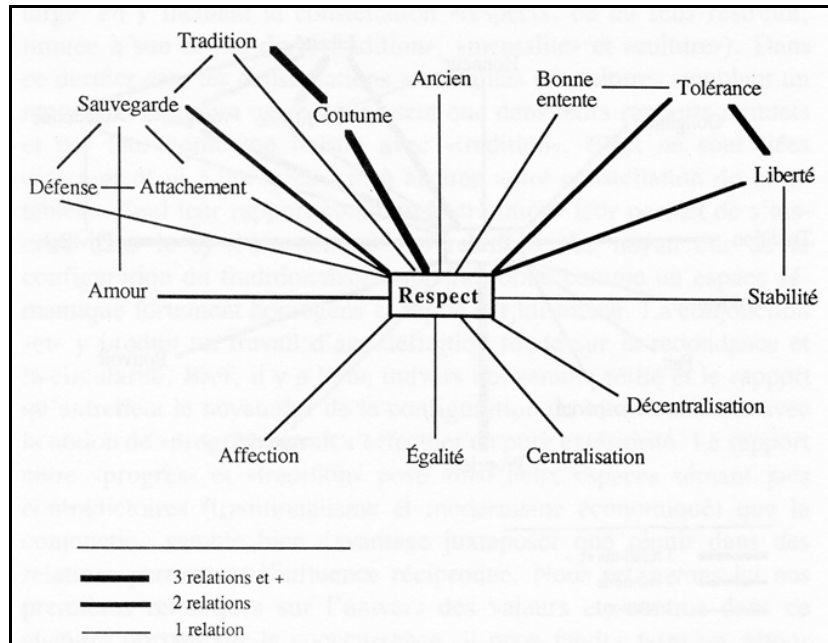
sayons de préciser les relations privilégiées qu'entretiennent traditionalisme et modernisme politique et économique par l'intermédiaire de leurs rapports à « droit » et à « respect » en examinant le contenu de ces constellations (voir les schémas 14 et 15). La constellation « droit » relie trois espaces sémantiques : le modernisme politique (liberté, justice, autonomie), le modernisme économique (propriété, prospérité) et enfin le traditionalisme (tradition). Le « droit » contribue donc à relier les trois configurations, mais il se situe d'emblée dans l'espace politique. La constellation « respect », elle, structure d'abord et avant tout un univers traditionnel. Mais elle renvoie aussi, secondairement, à un espace à dominante politique qui s'organise autour de notions comme « liberté » et « justice ».

Il nous faut donc conclure que, par droit et par respect, le traditionalisme se rapporte d'abord au modernisme politique, ce qui confirme certains aspects des analyses antérieures de l'univers politique et de l'univers des valeurs. Mais la piste que nous avons suivie avec « respect » et « droit » peut nous mener encore plus loin.

[284]

**Schéma 15**  
*Constellation "Respect"*

[Retour à la table des matières](#)



Nous avons fait ressortir que ces deux constellations renvoyaient directement aussi bien au modernisme politique qu'au modernisme économique. Dans le premier cas, la notion de « liberté » apparaît la plus importante puisque les deux constellations y renvoient, en même temps qu'elle constitue elle-même le centre de la configuration du modernisme politique. Dans le second, il est moins facile de privilégier une notion puisque « respect » renvoie une fois à « stabilité » et « droit » une fois à « prospérité ». Une lecture plus attentive du schéma 13 permettra de souligner l'importance de « stabilité » parmi les constellations du modernisme économique dans l'articulation des relations entre les différentes configurations. On remarque en effet que la notion de « stabilité » est reliée aussi bien au traditionalisme (par « respect ») qu'au modernisme politique (par « liberté »). Par ailleurs, la notion de « prospérité » est reliée au modernisme politique (par « droit » et « paix ») et aux constellations de la disciplinarisation (par « talent ») qui, nous l'avons vu cependant, ne joue qu'un rôle sous-déterminé dans la production [285] du système de relations. Enfin, la notion de « grandeur » est reliée au seul modernisme politique par « liberté », « paix » et « autonomie ». Ainsi, sauf « progrès », « stabilité » est la seule constellation du modernisme économique qui permet de relier les trois configurations dominantes de notre système de relations.

« Stabilité » tient donc une place importante dans l'univers sémantique relié à la conjonction « et ». Elle se présente en un premier temps comme une plaque tournante du fonctionnement du modernisme. Comme nous l'avons souligné plus haut, elle fait d'abord partie intégrante du noyau dur de la configuration du modernisme économique (« progrès », « prospérité », « expansion », « grandeur », « stabilité »). Si l'on exclut la notion de « progrès » qui domine le système de relations, on constatera, d'autre part, qu'avec « grandeur » la notion de « stabilité » est au centre de la seule constellation du modernisme économique qui est directement reliée au centre de la configuration du modernisme politique, soit « liberté ». On retiendra donc que la notion de « stabilité » dont la constellation est à dominante économique, intervient de façon significative dans la mise en rapport des deux aspects du modernisme (voir le schéma 16). Là n'est pas sa seule contribution au système de relations.

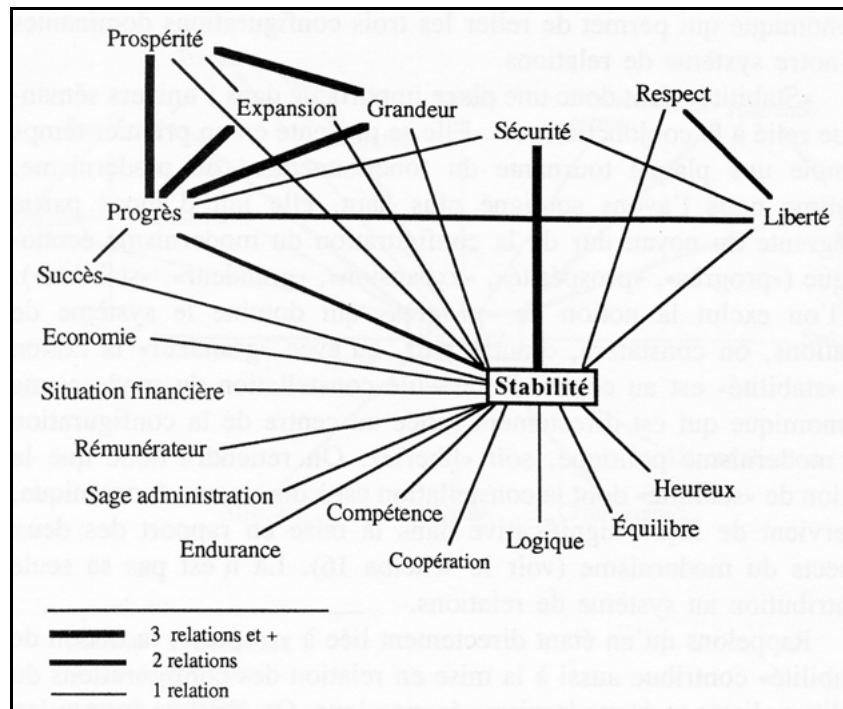
Rappelons qu'en étant directement liée à « respect », la notion de « stabilité » contribue aussi à la mise en relation des configurations du traditionalisme et du

modernisme économique. On constate donc qu'en reliant « stabilité » à « tradition », la constellation « respect » joue un rôle décisif dans le système de relations. Il importe enfin de faire deux remarques sur la particularité des constellations « respect » et « stabilité ». Si l'on se réfère à la composition de ces deux constellations, on constatera que les notions centrales à partir desquelles elles se constituent n'appartiennent pas de façon directe au même univers sémantique. Ainsi, la constellation « stabilité » est dominée par des notions d'ordre économique (« rémunérateur », « progrès », « prospérité », « situation financière », « économie », etc.), bien que cette notion soit à l'évidence une notion de contrôle social. De la même façon, la constellation « respect » dont la notion centrale renvoie à la disciplinarisation se particularise par la dominance de mots qui se réfèrent de façon privilégiée au traditionalisme (« tradition », « coutume », « sauvegarde », « ancien », etc.) en même temps que l'on y remarque la présence significative de notions rattachées à ce que nous avons considéré comme des valeurs existentielles (« amour », « attachement », « affection », « tolérance »).

[286]

**Schéma 16**  
*Constellation "Stabilité"*

[Retour à la table des matières](#)



Ce rapport établi par la conjonction « et » rappelle l'analyse de l'univers des valeurs. On constate encore une fois l'importance des notions afférant au contrôle social et à la disciplinarisation (et secondairement aux valeurs existentielles) dans la pratique discursive duplessiste. Les notions de contrôle social (ici « stabilité ») tiennent en effet une place significative dans le déploiement du discours économique. On redécouvre également que les notions afférant à la disciplinarisation (ici « respect ») sont imbriquées dans le discours traditionaliste. Bien sûr, les notions de disciplinarisation ne sont pas toutes, et loin de là, reliées directement au traditionalisme. Mais ce qu'il importe de retenir ici, c'est la place importante de l'univers de la disciplinarisation et du contrôle social dans l'ensemble des relations qui modèlent le discours duplessiste. L'étude de l'espace sémantique défini par la conjonction « et » tend à renforcer à ce propos les résultats des analyses portant sur la cooccurrence des valeurs.

La notion et la constellation « liberté » jouent aussi un rôle déterminant dans l'économie discursive. Par « droit », elles permettent de relier [287] la configuration du traditionalisme au modernisme politique (« tradition », « droit », « liberté », « autonomie »). Nous retrouverons sans doute là l'aspect principal de l'articulation du modernisme et du traditionalisme dans le discours duplessiste. Mais il ne faudrait pas négliger la place que tient la constellation « liberté » qui établit des liens directs avec le modernisme économique (par « stabilité » et « grandeur ») et le traditionalisme (par « respect »). Nous pouvons y déceler de nouveau, cette fois à partir de l'univers politique, l'importance décisive des notions de disciplinarisation et de contrôle social dans l'articulation du traditionalisme et du modernisme. Le projet de rester traditionnel et progressif s'appuie, répétons-le, sur une idéologie autoritaire définie par le contrôle social et la disciplinarisation. La stabilité de structures politiques et économiques dans leur forme libérale, la discipline d'une force de travail fière de ses traditions et respectueuse de l'ordre, voilà deux axes déterminant de l'articulation d'un discours qui se caractérise par la mise en œuvre contradictoire des idées de progrès et de tradition.

L'analyse de l'espace sémantique défini par la conjonction « et » aura permis de constater que, même à ce niveau relativement élémentaire, la syntaxe intervient de façon significative dans la production du sens. On a pu constater comment, sous la prégnance d'une idéologie du « progrès » défini en termes principalement

économiques, le discours duplessiste tente de conjuguer deux formes contradictoires de la représentation, celles du traditionalisme et du modernisme. Les notions (et les configurations dont elles sont le centre) de « progrès », de « liberté » et de « tradition » constituent les pôles principaux à partir desquels s'articule la pratique discursive dans cet espace sémantique défini syntaxiquement par la conjonction « et ». Mais il nous a fallu constater que le système de relations qui relie ces trois pôles doit s'appuyer sur les notions (et les constellations qui leur correspondent) de « respect », de « stabilité » et de « droit ». Nous avons dès lors pu redécouvrir que, dans la discursivité duplessiste, les relations entre le traditionalisme et le modernisme ne prenaient leur véritable dimension que par l'intermédiaire d'une idéologie de type autoritaire fondée sur la disciplinarisation et le contrôle social. Ce n'est donc pas en se constituant comme centre de l'ensemble de la discursivité que s'affirme la dominance d'une idéologie du « progrès », voilà ce que confirme une fois de plus l'analyse du travail de la conjonction « et ». L'idée de progrès ne peut en effet s'affirmer sans entretenir avec le traditionalisme des rapports complexes et souvent contradictoires au sein desquels l'autoritarisme tient une place déterminante.

[289]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

### TROISIÈME PARTIE

## Chapitre 10

---

# La détermination et le propos

[Retour à la table des matières](#)

L'ordonnement syntaxique de la phrase obéit à des règles qui, loin d'être aléatoires, produisent du sens au même titre que la récurrence du voisinage de notions particulières. Ce fonctionnement modèle aussi bien l'organisation des phrases que celle de l'ensemble du discours. Après avoir repéré les aspects contradictoires de la discursivité duplessiste dans l'enchaînement des groupes nominaux et des adjectifs reliés par la conjonction « et », nous passons maintenant au travail de la syntaxe et à la place qu'elle assigne au traditionalisme et à l'industrialisme. Nous étudierons les rapports qu'entretiennent deux espaces syntaxiques particuliers, ceux de la détermination et du propos, en tentant d'y découvrir des différences et des spécificités productrices de sens. La syntaxe à l'œuvre dans les discours duplessistes contribue elle aussi, nous le verrons, au procès d'idéologisation bourgeoise décrypté jusqu'à présent.

Nous avancerons la thèse que l'univers de la détermination, en l'espèce l'ensemble des mots placés en position de déterminants, produit la mise en situation de l'univers discursif. Elle clôturera pour ainsi dire l'espace discursif soit en assi-



gnant aux objets et au monde un ensemble de qualités particulières (les qualificatifs et plus largement l'ensemble de la valorisation quand elle fonctionne comme déterminant), soit en rapportant la figuration de toute réalité à un complexe sociétal défini : politique, économique, institutionnel, social... Nous soutiendrons d'autre part que le propos, formé de l'ensemble des [290] syntagmes réalisant ce qui est dit au sujet du thème, opère le travail de projection à l'œuvre dans la pratique discursive. Il constitue ainsi l'espace syntaxique de l'ouverture du discours où s'articule de façon privilégiée la pratique de la transformation. Mais soyons clairs, nous ne prétendons nullement produire ici une théorie générale et universelle des effets sémantiques combinés de la détermination et du propos dans toutes les formes de l'écriture et de la parole. Le sous-développement actuel de la sémantique nous invite à plus de prudence. Nous n'indiquons ici qu'une tendance à la réalisation d'effets de sémantisation particuliers l'une, dans la détermination, clôturant l'univers de la représentation, l'autre, dans le propos, ouvrant le discours à la transformation. Ces effets sémantiques ne tiennent peut-être qu'au fait de ce type de discours qui, dans l'État moderne, contribue à figurer l'ensemble sociétal en produisant la représentation de l'espace, de la communauté et des rapports de forces. Certains croiront, au contraire, que ce travail respectif de la détermination et du propos n'est nullement une caractéristique du discours politique, mais bien un type de fonctionnement de la syntaxe, sinon inhérent à la langue, à tout le moins applicable à une multiplicité de formes discursives. Sans pouvoir trancher ce débat, il nous semble légitime d'avancer que les rapports entre les espaces sémantico-syntaxiques de la détermination et du propos constituent un champ d'analyse privilégié pour saisir la particularité du travail de la production du sens au sein d'un discours politique et, éventuellement, pour comparer des pratiques discursives adverses (comme nous le ferons dans la suite de nos recherches). Et même temps que le discours politique circonscrit l'espace social dans la détermination, il profile et indique, dans le propos, les voies à suivre dans la production de la société : d'une part, donc, la définition du monde et, d'autre part, la proposition d'objectifs à atteindre et d'une société à faire advenir.

## TRAMES DOMINANTES

[Retour à la table des matières](#)

Le discours duplessiste est contradictoire. Le projet de « rester traditionnels et progressifs » l'atteste. Nous avons souligné toutefois qu'il s'établit un rapport de dominance entre l'industrialisme et le traditionalisme. Nous entendons maintenant démontrer que cette soumission du traditionalisme à l'industrialisme s'opère aussi à travers le travail de la syntaxe. L'analyse des rapports entre l'espace de la détermination [291] et celui du propos nous permettra ainsi de fonder dans la matérialité de la langue une thèse qui reposait jusqu'ici sur la mise en relation des différents éléments de l'univers notionnel.

### *Les valeurs*

La discursivité duplessiste se caractérise par une tendance au renforcement du traditionalisme dans la détermination et à l'affirmation de valeurs bourgeoises dans le propos. L'analyse du sous-ensemble de la détermination, l'ensemble syntaxique des déterminants, fait ressortir une propension massive au renforcement des valeurs traditionnelles (*tradition* et *religion*), alors que l'univers des mots apparaissant dans le propos indique une tendance marquée à l'affirmation des valeurs bourgeoises. Cette double orientation apparaît au niveau statistique, les valeurs traditionnelles se retrouvant plus fréquemment dans la détermination et les valeurs bourgeoises plus souvent dans le propos (ce qui ne veut pas dire qu'elles monopolisent ces deux espaces). Les deux tendances ne se réalisent donc pas nécessairement et simultanément dans les mêmes phrases, même si l'on peut retrouver des exemples de ce fonctionnement contradictoire syntaxiquement réglé à l'intérieur d'un même ensemble phrastique.

Il s'agira donc tout d'abord de recenser les principales catégories des divers sous-ensembles qui révèlent cette tendance. Le fonctionnement de toutes les catégories dont nous ferons état se caractérise par le renforcement des valeurs traditionnelles (*tradition* et *religion*) dans l'univers de la détermination, en même

temps que par l'affaiblissement et souvent la disparition pure et simple de ces mêmes valeurs dans l'espace du propos qui leur correspond. En d'autres mots, ces catégories sont proportionnellement plus massivement déterminées par le traditionalisme que le propos auquel elles sont liées ne contient de valeurs traditionnelles, ce dernier se caractérisant au contraire le plus souvent par le renforcement des valeurs bourgeoises.

Cette tendance générale apparaît d'abord dans le comportement de certaines des valeurs les plus importantes et les plus significatives du discours duplessiste : *progrès, responsabilité, autonomie-liberté, stabilité, vertu, tradition et religion*. Au-delà de l'importance de leur occurrence respective, nous avons montré comment la plupart de ces valeurs constituent des chevilles ouvrières du discours duplessiste. Nous avons souligné que le *progrès* s'imposait comme un point de convergence de l'univers discursif par la pratique de son couplage

[292]

### Tableau 59

*L'importance relative des divers sous-ensembles de valeurs dans la détermination et le propos de certaines valeurs centrales*

[Retour à la table des matières](#)

Valeurs de référence	<i>Sous-ensembles de valeurs dans le propos</i>					
Progrès (B)	B 19 >	CS 14 >	D 9 >	BP 3 >	T2 >	E 1
Religion (T)	T 7 >	B 5 >	CS 2 =	D 2		
Stabilité (CS)	B 9 >	D 3 =	CS 2			
Sacrifice (E)	B 9 >	D 3 =	CS 3			
	<i>Sous-ensembles de valeurs dans la détermination</i>					
Progrès (B)	B 21 >	CS 6 >	T 4 >	E 2		
Religion (T)	T 8					
Stabilité (CS)	B 3 >	T 2 =	E 2			
Sacrifice (E)	D 7 >	B 6 >	CS 3 >	T 2		

Légende :

- (B) valeurs bourgeoises
- (BP) valeurs bourgeoises politiques
- (CS) valeurs de contrôle social
- (T) valeurs traditionnelles
- (E) valeurs existentielles
- (D) valeurs disciplinaires

systématique avec les catégories les plus significatives des différents sous-ensembles de valeurs. Ne reconnaît-on pas ici précisément les mêmes catégories : *progrès-autonomie*, *progrès-tradition*, *progrès-responsabilité*, *progrès-stabilité*. De même, il est possible de reconstituer les deux espaces de valeurs mis en évidence plus haut : les valeurs bourgeoises (*progrès*, *autonomie-liberté*) et de contrôle social (*stabilité*) d'une part, et les valeurs traditionnelles (*religion* et *tradition*) et disciplinaires (*responsabilité*, *vertu*), d'autre part. Les deux grands axes de la valorisation duplessiste sont donc traversés par cette tendance au renforcement de la détermination traditionnelle et de la mise en propos bourgeoise (voir le tableau 59).

Il en va de même des principales catégories liées à la production du bloc social. Nous avons indiqué l'importance de la *famille* dans le tryptique famille-parti-Église. Cette particularité apparaît ici de façon encore plus nette, puisqu'elle seule réalise la tendance étudiée (voir le tableau 60). Les autres aspects fondamentaux de la production du bloc social sont soumis à la même pratique : la représentation de la classe appui et des rapports de forces (le mot « cultivateur » et la catégorie *classes*), la communautarisation (*communauté*, *langue* et *culture*), la spatialisation (*espace*).

[293]

Nous avons amplement insisté sur l'importance de la forme du régime dans la discoursivité reliée à la production et à la défense du bloc social. On découvre encore ici que les deux catégories centrales de la démonstration, *domaine constitutionnel* et *droit*, de même que l'un des enjeux centraux des luttes fédérales-provinciales, *l'éducation*, fonctionnent à la détermination-propotisation caractéristique du duplessisme. Il en va de même de ces catégories fondamentales du discours de l'État démocratique bourgeois, *l'opinion publique* et le *conflit*, lieux d'insertion privilégiés des institutions traditionnelles dans l'univers politique bourgeois.

Cette tendance récurrente au renforcement de la détermination traditionnelle et de la mise en propos bourgeoise qui caractérise le fonctionnement syntaxique des catégories les plus significatives du discours du budget de l'Union nationale constitue sans nul doute l'un des traits les plus fondamentaux de la discoursivité

duplessiste. Le discours duplessiste produit dans l'univers de la détermination la réification traditionaliste de l'espace sociétal tout en l'ouvrant, dans celui du propos, aux transformations caractéristiques de la société industrielle. Car on aura beau affubler l'espace sociétal de toutes les déterminations traditionnelles possibles, rien ne saura l'empêcher de se transformer, si on lui propose en même temps des valeurs bourgeoises reliées au procès d'industrialisation. Le projet de rester traditionnel et progressif ne saurait dès lors paraître plus illusoire, car l'on ne peut demeurer « progressif » sans mourir (progressivement !) au traditionalisme. Plus que jamais les aspects contradictoires du discours duplessiste nous paraissent réglés dans un procès qui seul nous permettra d'en saisir le sens et l'efficace. La proclamation du traditionalisme devient ici pratique de réification qui anémie littéralement l'univers traditionnel, l'asphyxie de telle sorte qu'il ne puisse désormais être posé que sur la base du déploiement de l'idéologie bourgeoise et de la promotion de l'industrialisation. Le discours produit lui-même dans la pratique de sa mise en forme, dans sa façon même de dire et de parler, la soumission du traditionalisme que nous avons d'abord décelée avec l'analyse de contenu. Nous avançons ainsi la thèse que le discours du budget duplessiste induit un processus d'idéologisation bourgeoise qui s'appuie sur la réification du traditionalisme.

### *Une institutionnalisation traditionnelle*

Nous avons jusqu'ici analysé le travail de la valorisation en étudiant la place que les valeurs occupent au niveau de la détermination et du

[294]

**Tableau 60**

*L'importance relative des divers sous-ensembles de valeurs  
dans la détermination et le propos de certaines catégories du bloc social*

[Retour à la table des matières](#)

Valeurs	<i>Sous-ensembles de valeurs dans le propos de référence</i>					
Classe	B 31 >	CS 10 >	D 8 >	E 2		
Communauté	B 44 >	CS 19 >	D 12 >	T 7		
Espace	B 124 >	D 64 >	CS 47 >	T 17 >	E 14	
Culture	B 14 >	CS 6 >	D 5 >	E 2		
Famille	B 7 >	BP 2 =	CS 2 >	D 1		
Conflits	B 13 >	D 7 >	CS 4			
	<i>Sous-ensembles de valeurs dans la détermination</i>					
Classe	CS 7 >	T 5 >	B 4 >	D 3 >	E 2	
Communauté	B 9 >	T 11 =	D 11 >	E 3		
Espace	B 35 >	T 16 >	D 15 >	CS 12 >	BP 5 >	E 4
Culture	BP 4 >	T 3 =	CS 3 >	D 2		
Famille	T 2 >	D 1				
Conflits	B 10 >	T 8 >	D 5 >	CS 3		

Légende : (B) valeurs bourgeoises  
(BP) valeurs bourgeoises politiques  
(CS) valeurs de contrôle social  
(T) valeurs traditionnelles  
(E) valeurs existentielles  
(D) valeurs disciplinaires

propos. Il s'agira maintenant d'effectuer la même recherche en nous intéressant à la place qu'occupent nos catégories institutionnelles. Nous allons plus précisément étudier le fonctionnement du tryptique *famille, parti, Église-clergé* qui constitue le socle institutionnel du bloc social duplessiste. Nous verrons quelles catégories du discours reçoivent une détermination institutionnelle traditionaliste, alors que leur propos se caractérise par la plus grande force des institutions typiques de l'État bourgeois. Nous avancerons l'hypothèse que cette tendance à la détermination institutionnelle traditionaliste atteint principalement les catégories attachées à la production du bloc social.

Abordons d'abord le sous-ensemble des valeurs où cette tendance ne se réalise que dans le fonctionnement de deux catégories : *ordre-hiérarchie* et *responsabilité*. Cette constatation ne devrait pas étonner, puisque nous avons déjà montré

l'étroit rapport existant, d'une part, entre les valeurs disciplinaires et la valorisation du traditionalisme et, d'autre part, entre les valeurs de contrôle social et les institutions traditionnelles. Nous avons, en effet, souligné dans ce dernier cas que [295] la valorisation du contrôle social, tout en étant imbriquée aux valeurs bourgeoises et largement liée à la représentation de l'économie, entretenait d'étroits rapports avec la promotion des institutions traditionnelles. On peut donc constater que deux des valeurs les plus significatives de l'autoritarisme duplessiste sont déterminées de façon importante par le traditionalisme, alors que le propos qui leur est le plus souvent rattaché porte sur les institutions de l'État démocratique bourgeois. Il est plus que significatif de noter en même temps qu'aucune valeur bourgeoise ne réalise cette tendance, comme si la mise en forme de la contradiction s'opérait d'une autre manière. Nous y reviendrons.

Dans le sous-ensemble de catégories institutionnelles, on ne s'étonnera pas que la *famille*, l'*Église*, la *culture* et l'*éducation* fonctionnent à la détermination traditionnelle et à la mise en propos bourgeoise (voir le tableau 61). Les institutions traditionnelles si chères au duplessisme et la *culture* sont pour ainsi dire consolidées sur leur propre base, fermées sur elles-mêmes par la détermination, avant qu'elles ne soient mises en rapport avec le complexe institutionnel de l'État démocratique. L'approche semble défensive, ce qui est bien sûr aussi le cas pour l'*éducation*, chasse gardée du cléricisme, mais le propos à dominante bourgeoise viendra miner l'espace traditionnel, reproduisant une pratique discursive que nous avons maintes fois décrite. Parmi les institutions de l'État démocratique bourgeois, sauf l'*éducation*, seule la catégorie *opinion publique* reproduit le même fonctionnement. Voilà une autre occasion de reconnaître le rôle charnière de cette catégorie sur lequel nous avons aussi insisté à plusieurs reprises. Répétons que l'opinion publique constitue une sorte de point d'ancrage de la société traditionnelle dans l'univers démocratique bourgeois. L'importance que prennent les institutions traditionnelles dans la détermination de l'opinion publique en est une preuve supplémentaire.

Parmi les catégories de l'univers social, la *langue* et les *personnages* réalisent la même tendance syntaxique. Tout comme avec la *famille*, l'*Église* et la *culture*, nous sommes ici au plein cœur de l'univers traditionnel. On peut donc relever que cette tendance au renforcement de la détermination institutionnelle traditionnelle et la mise en propos bourgeoise se déploie dans les espaces les plus traditionalis-

tes du discours, ceux du bloc social et de l'autoritarisme. Alors même que le discours semble parfaitement homogène, le traditionalisme et l'autoritarisme se déterminant par eux-mêmes, le propos

[296]

**Tableau 61**

*L'importance relative des institutions bourgeoises et traditionnelles dans la détermination et le propos de certaines catégories*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Relations	Institutions traditionnelles			Institutions bourgeoises	
		Nbre	%		Nbre	%
Ordre	Détermination	37	72,5	>	14	27,5
	Propos	5	18,0	<	23	82,0
Responsabilité	Détermination	4	33,3	<	8	66,6
	Propos	3	25,0	<	9	75,0
Famille	Détermination	7	30,5	<	16	69,5
	Propos	1	12,5	<	7	87,5
Église	Détermination	6	66,6	>	3	33,3
	Propos	8	50,0	=	8	50,0
Éducation	Détermination	22	24,2	<	69	75,8
	Propos	10	7,5	<	123	92,5
Langue	Détermination	3	60,0	>	2	40,0
	Propos	6	40,0	<	9	60,0
Personnages	Détermination	3	23,1	<	10	76,9
	Propos	10	9,0	<	101	91,0

induit au contraire un procès d'institutionnalisation moderniste qui tend à le nier.

### *Une pratique de communautarisation*

Le discours politique se caractérise, nous l'avons vu, par la double pratique de la communautarisation et de la représentation des rapports de forces. Loin de nier les conflits, l'idéologie bourgeoise accueille la diversité des intérêts, reconnaît la stratification, mais les pose sur la base de la communauté nationale.



Le discours unioniste s'appuie au moins partiellement sur le communautarisme propre à l'État moderne, tout en conservant certains traits d'une représentation de la communauté de type précapitaliste fondée, non pas sur la figuration d'un sujet politique, mais sur la promotion d'une identité culturelle à base ethnique, linguistique et religieuse : la « race canadienne-française et catholique ». Le discours de l'Union nationale n'en pose pas moins (et de plus en plus dans l'après-guerre) la communauté dans son rapport à l'État et à la division [297]

**Tableau 62**

*L'importance relative de la communauté et des classes dans la détermination et le propos de certaines catégories*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Relations	Institutions traditionnelles			Institutions bourgeoises	
		Nbre	%		Nbre	%
Démocratie	Détermination	4	66,6	>	2	33,3
	Propos	3	42,8	<	4	57,2
Autonomie	Détermination	11	91,7	>	1	8,3
	Propos	3	50,0	=	3	50,0
Tradition	Détermination	18	94,7	>	1	5,3
	Propos	11	64,7	>	6	35,3
Clargé	Détermination	12	92,3	>	1	7,7
	Propos	9	90,0	>	1	10,0
Famille	Détermination	7	87,5	>	1	12,5
	Propos	3	42,8	<	4	57,2
Culture	Détermination	33	91,7	>	3	8,4
	Propos	41	69,5	>	18	30,5
Classes	Détermination	42	89,4	>	5	10,6
	Propos	5	41,7	<	7	58,3

sociétale. Le fonctionnement syntaxique révèle encore ici la dynamique contradictoire de division et de rassemblement attachée à la représentation de la communauté et des rapports de forces dans l'État démocratique (voir le tableau 62).

En analysant de nouveau le rapport entre l'espace de la détermination et celui du propos, nous serons cette fois attentifs au poids relatif de deux sous-ensembles des catégories de l'univers social : la configuration communauté (*communauté*,

*langue* et *personnages*) et la configuration classes (*classes, population, âge* et *professions*). Les catégories fondamentales de ces deux sous-ensembles sont évidemment *communauté* et *langue* d'une part, et *classes* d'autre part, mais nos multiples fouilles nous ont permis d'établir que la *communauté* et la *langue* appelaient le plus souvent les *personnages*, le sujet étant systématiquement relié à la communauté. De la même façon, la catégorie *classes* fonctionne régulièrement avec les notions usuelles de la stratification : la démographie (*population*), les générations (*âge*) et les professions. Nous pourrions maintenant démontrer comment la [298] configuration communauté se renforce dans l'univers de la détermination, alors qu'elle s'affaiblit dans celui du propos au profit de la configuration classes.

Les résultats des fouilles sont fort révélateurs. Parmi les valeurs on trouve *démocratie, tradition* et *autonomie-liberté*. Il s'agit bien sûr des valeurs les plus significativement liées à la défense du bloc social dans le cadre de la forme du régime. Nous l'avons dit, la promotion du bloc social traditionaliste et national repose sur les grandes notions de l'idéologie bourgeoise. On peut maintenant constater que cette soumission du traditionalisme aux grandes notions du modernisme se réalise syntaxiquement : la communauté nationale culturelle joue principalement le rôle de déterminant de notions centrales du modernisme politique, la *démocratie* et *l'autonomie-liberté*, alors que le propos relié à ces mêmes catégories porte principalement sur la représentation de la division sociétale. Le fonctionnement syntaxique lui-même soumet ainsi la « race canadienne-française et catholique » à la dynamique de la représentation bourgeoise à dominante politique, la communauté nationale étant d'abord et avant tout une communauté politique dans l'espace démocratique, dynamique s'inscrivant dans un processus de division (*classes*)-rassemblement (*nation*).

Les catégories institutionnelles qui réalisent la même tendance syntaxique n'étonneront pas, puisqu'il s'agit directement ou indirectement des institutions reliées à la promotion du bloc social duplessiste : la *famille*, le *clergé* et la *culture*. Si l'importance de la configuration communauté du point de vue de la détermination est attendue, on rappellera que ces catégories s'inscrivent en même temps dans un processus de mise en propos à dominante institutionnelle bourgeoise. La clôture de l'univers des institutions traditionnelles dans l'homogénéité de la communauté nationale culturelle ne l'isole donc pas davantage du procès d'affirmation et de représentation de la division à l'œuvre dans le propos. Les catégories de

*l'univers social* sont cependant plus intéressantes, car elles atteignent le cœur même de la dynamique de division-rassemblement soulignée plus haut. Ainsi, la catégorie *classes* reçoit une détermination plus nettement axée sur la communautarisation (configuration communautaire), alors que le propos auquel elle est liée insiste davantage sur la représentation de la division (configuration classes). Le fonctionnement syntaxique réalise ici une des tendances les plus classiques de l'idéologie bourgeoise, même si le duplessisme représente la communauté sous une forme nationale culturelle plutôt que politique. Il en va de même de la [299] représentation de *l'espace* qui obéit au même modèle. Soulignons enfin la catégorie *personnages* qui fonde des sujets nationaux (détermination) fonctionnant dans un monde de division (propos).

On constatera ainsi que les aspects encore traditionalistes de la représentation de la communauté en termes ethniques et culturels ne se reproduisent dans le discours duplessiste que dans leurs rapports au politique (*autonomie-liberté, démocratie*) et dans une pratique syntaxique fondée sur une dialectique de la division (propos) et du rassemblement (détermination).

Résumons. Trois types de tendances réalisent le comportement contradictoire d'une détermination à dominante traditionaliste accompagnée d'un propos à dominante moderniste. En ce qui concerne les valeurs, on a relevé une trame, de toutes la plus massive, générant une détermination caractérisée par le renforcement des valeurs traditionnelles et un propos dominé par les valeurs bourgeoises. Cette tendance se réalise auprès des catégories les plus significatives de la discursivité duplessiste, soit les valeurs les plus importantes et les catégories liées à la forme du régime et à la représentation du bloc social. En ce qui concerne les institutions, on a mis en évidence un nouveau type de fonctionnement discursif nettement apparenté à celui des valeurs s'appuyant cette fois sur l'affirmation des institutions traditionnelles dans la détermination et la promotion des institutions bourgeoises dans le propos. La réalisation de cette tendance a été reliée aux univers des institutions traditionnelles et de la communauté, mais aussi à la formation de l'opinion publique. Finalement, à partir des catégories de l'univers social, on a noté une propension à la détermination communautaire et à la mise en propos axée sur la représentation de la division. Cette pratique discursive a pu être rapportée à des notions fondamentales de l'idéologie politique bourgeoise, aux institutions tradi-

tionnelles, ainsi qu'à la représentation de l'espace, des classes sociales et du conflit.

Cette triple tendance qui touche à l'essentiel des catégories non économiques articule le discours de manière identique et l'oriente invariablement dans le même sens, celui de l'idéologisation bourgeoise. Bien que la détermination repose sur des instances relevant du traditionalisme, de la disciplinarisation et d'un communautarisme national-culturel de type précapitaliste, le propos se déploie résolument et presque sans entrave dans l'espace de l'institutionnalisation bourgeoise. Le fonctionnement syntaxique de la discursivité duplessiste contribue ainsi de façon décisive à une pratique de modernisation qui constitue, [300] nous le réaffirmons avec encore plus d'assurance, l'une des caractéristiques fondamentales des discours du budget de l'Union nationale.

## TRAMES INVERSÉES

[Retour à la table des matières](#)

Le fonctionnement discursif repéré dans les rapports entre la détermination et le propos constitue une tendance propre au discours duplessiste. La fermeture traditionaliste du monde dans l'espace syntaxique de la détermination et l'ouverture moderniste à la transformation dans celui du propos représentent l'une des particularités les plus intéressantes de la discursivité économique de l'Union nationale.

Il importe cependant d'insister sur le fait que cette pratique institue une tendance au sens fort du terme. Il n'est nullement question d'avancer ici la thèse que ces rapports entre la détermination et le propos obéissent à un quelconque déterminisme qui lierait la syntaxe à une seule forme de réalisation des pratiques de sémantisation. Ainsi, bien que cette tendance soit clairement à l'œuvre dans le discours duplessiste, certains lieux des énoncés budgétaires échappent à la règle et d'autres réalisent des trames inversées.

On aura d'abord remarqué que la tendance relevée touche principalement et presque exclusivement aux sous-ensembles des valeurs, des institutions et de l'univers social. Ce type de comportement n'est sans doute pas étranger au fait que

le discours politique, comme forme discursive, concerne avant tout la représentation de la société, mais aussi et peut-être surtout tient-il à la particularité traditionaliste du duplessisme qui le contraint presque par définition à s'inscrire dans les institutions non économiques d'une société soumise à la pression de l'industrialisation. L'analyse révèle, en effet, que la plupart des catégories économiques génèrent une pratique relativement homogène à dominante nettement bourgeoise des espaces de la détermination et du propos, à moins qu'elles ne se caractérisent par l'inversion pure et simple de la trame décrite jusqu'ici.

Nous avons, en effet, cerné deux types de tendances à l'inversion des rapports sémantiques entre la détermination et le propos décrits plus haut : l'un, dans le domaine des valeurs, touche à la place de la disciplinarisation et du contrôle social ; l'autre, dans celui des institutions, porte sur l'insertion du traditionalisme.

Le fonctionnement de certaines catégories se caractérise, en effet, contrairement à la tendance générale, par le renforcement des [301] valeurs disciplinaires et de contrôle social dans le propos. Les catégories *agriculture, industrie, institutions politiques et élus-représentants* se révèlent fortement représentatives de cette trame inversée, alors que *privé, public et pouvoir* la réalisent marginalement. De même, certaines catégories s'inscrivent dans un autre type d'inversion portant sur la place des institutions traditionnelles qui s'affirment elles aussi principalement dans le propos plutôt que dans la détermination. Il s'agit de *progrès, d'agriculture, d'industrie, de ressources naturelles* et, secondairement, de *gouvernement* et de *élus-représentants*.

La seule nomenclature des catégories répondant à ces trames inversées indique déjà l'univers particulier dans lequel elles se déploient. Il s'agit d'un univers résolument moderniste lié à l'industrialisation (*agriculture, industrie, ressources naturelles, progrès*) et à la structure de l'espace public démocratique (*institutions politiques, élus-représentants, privé, public et pouvoir*).

La promotion de l'industrialisation et la représentation des instances politiques démocratiques sont donc fondées sur l'imposition du contrôle social et de la discipline (propos), alors qu'elles sont systématiquement rapportées à l'univers bourgeois (détermination). On rejoint ici, dans le fonctionnement de la syntaxe, les thèses précédemment avancées sur les valeurs et sur l'importance décisive de l'autoritarisme dans le processus de transition opéré par la discursivité duplessiste. De

même, ce type de catégories lié à l'univers idéologique de l'industrialisme est clôturé dans l'espace institutionnel bourgeois (détermination), alors que les appareils traditionnels sont reportés dans le propos. La particularité de l'efficace de cette trame inversée est plus difficile à saisir. Posons d'abord que, très marginale, celle-ci n'invalide nullement la propension nettement dominante de la discursivité duplessiste à la détermination traditionnelle et à la propotisation bourgeoise. On peut poser que le traditionalisme doit être ici réintroduit dans le propos pour que soit rappelée son existence. Le discours chercherait ainsi à colmater les brèches qu'il pratique lui-même dans l'univers traditionnel qu'il prétend défendre. La tendance dominante à la réification du traditionalisme dans la détermination se transformerait quelquefois en des invocations incantatoires dans le propos au sein des espaces discursifs (l'économie par exemple) les plus soumis à la représentation bourgeoise.

[303]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

**TROISIÈME PARTIE**

## Chapitre 11

---

# Conditions de production et discours

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons tenté de faire ressortir la dynamique interne des pratiques idéologiques qui se déploient dans les discours du budget de l'État québécois sous le régime Duplessis. Il ne s'agissait donc, ni de proposer une thèse globalisante sur l'idéologie duplessiste dans son ensemble ni de cerner de façon exhaustive l'ensemble des pratiques reliées ne serait-ce que directement à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique économique du gouvernement québécois de 1936 à 1960. Les aspects économiques de la pratique discursive duplessiste devront être resitués dans l'ensemble de la représentation du monde que cette dernière met en œuvre. Dans le présent texte comme dans ceux qui devraient suivre, nous ne proposons pas autre chose d'ailleurs que la saisie d'un visage de la réalité multiforme du Québec d'alors. L'inévitable question qui se pose maintenant est celle du rapport aux pratiques non discursives. Notre parti pris méthodologique nous aurait-il

conduits, trop attentifs à la dynamique interne du discours, à éluder l'épineux problème du rapport de l'imaginaire audit réel ? Bref, nous serions-nous attachés à l'univers de la mystification, du « voile », sacrifiant la vérité de l'efficace de la politique économique, celle bien sûr permettant la mise en œuvre de pratiques bien sonnantes ?

Nous n'avons, il est vrai, pratiquement jamais renvoyé directement le lecteur à des données extra-discursives précises. Si nous avons laissé se profiler à de multiples reprises le développement du capitalisme, le recul de la petite production parcellaire dans l'agriculture [304] ou le procès de transformation de l'État canadien, nous n'avons pas cru nécessaire d'étayer l'argumentation de données statistiques ou de renvois à des pratiques politiques particulières. Non que ces données aient été exclues du processus même de la recherche, mais ces analyses ayant le plus souvent été faites ailleurs, il nous paraissait d'un intérêt médiocre de les répéter par simple réflexe académique. La description en aurait été alourdie sans rien ajouter à l'analyse. Trop de travaux sur le discours se satisfont souvent du seul dévoilement des rapports non discursifs, croyant alors voir s'achever une recherche qui, à vrai dire, ne fait que commencer.

Le sociologisme, fonctionnaliste, institutionnaliste, structuraliste ou marxisant, se satisfait en effet trop souvent d'une analyse qui reste à la périphérie du discours. On met en rapport un discours et des intérêts, on décortique la structure du marché sur lequel se feraient valoir des compétences discursives, on montre comment l'institution détermine le champ du savoir. Chez des auteurs comme Bourdieu ou Foucault <sup>100</sup>, de telles problématiques ont permis des avancées remarquables. Mais dans sa version édulcorée, la perspective dégénère en un sociologisme étroit qui tend à s'arrêter là où l'analyse n'en est qu'à ses prolégomènes, là où l'on risque trop souvent de fonctionner à l'évidence.

Ainsi, la dominance des intérêts du capital monopoliste américain dans la définition de la politique économique duplessiste, le poids significatif de l'appareil ecclésial catholique dans la définition de la société québécoise ou encore la détermination des structures du fédéralisme canadien dans la représentation politique au Québec peuvent être considérés comme des conditions de production étroi-

---

<sup>100</sup> Voir en particulier Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, et Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.



tement reliées à l'élaboration des énoncés budgétaires. Mais le seul dévoilement de leur efficace dans le discours ne saurait tenir lieu d'analyse, d'autant plus que cette efficace est pour ainsi dire attendue.

Le véritable lieu de l'analyse du discours se situe ailleurs, dans la production d'un langage sur le monde qui certes est déterminé par les pratiques non discursives, mais qui recompose leurs effets en obéissant à une dynamique autonome qui lui permet de contribuer selon sa propre logique à la formation de la société. Si donc les traces élémentaires des pratiques non discursives (la classe, l'institution, le sexe...) peuvent être assez facilement repérées, il en va tout autrement de la retraduction que leur fait subir le discours. Ici les classes deviennent rapports d'alliances dans le bloc social, le bloc social s'organise en société et la société promet et défend l'ordonnancement [305] d'un monde qui lui est propre, si bien que le seul repérage de rapports univoques et monistes du non discursif au discursif laisse échapper l'essentiel du travail de production du sens.

Bien sûr, notre démarche nous a conduits en des lieux en apparence plus abstraits où il nous a fallu faire appel à des concepts certes moins célébrés dans la sociologie québécoise des vingt dernières années, mais non moins essentiels à l'analyse : ceux de société traditionnelle et de société moderne, de traditionalisme et de modernisme, de bloc social et de soumission idéologique... Ces concepts nous ont permis de commencer à analyser une réalité, celle qui produit la façon d'être au monde et de représenter la société. Leur abstraction n'est qu'apparente puisqu'ils ouvrent eux aussi à l'analyse des rapports de forces et de domination. Avec l'affirmation de la notion de progrès s'approfondit le drame des agriculteurs dépossédés, la précarité des travailleurs exploités, en même temps que se développe l'ensemble des problèmes reliés à la transition au modernisme, ceux du logement, de la santé, du chômage... Derrière la notion de liberté se profile celle de l'inégalité ; avec la notion d'autonomie s'affirment tous les faux-fuyants nationalistes dont l'histoire du Québec abonde. Bref, si nous nous sommes attachés aux pratiques discursives liées à la représentation du monde nous n'en avons pas moins saisi la réalité des rapports de forces qui produisent la société durant cette période de l'histoire du Québec. Ces multiples luttes portant sur la façon d'être au monde et de représenter la société doivent tout de même être analysées dans leur autonomie.

Il y a toujours contradiction dans la production du sens, contradiction qui dynamise la forme dominante de la représentation au sein d'une société donnée. Nous l'avons cernée jusqu'ici autour de couples notionnels dualistes : le progrès et la tradition, la liberté et l'autorité, le développement et la stabilité, l'avenir et le passé... Cette dialectique présente dans toutes les régions du discours nous est apparue comme une condition essentielle à la réalisation du bloc social duplessiste.

## LA POROSITÉ DU DISCOURS

[Retour à la table des matières](#)

Les remarques que nous venons de faire ne nous empêchent pas de relier les énoncés budgétaires à d'autres pratiques discursives et non discursives. Du point de vue le plus général nous indiquerons comment la dynamique interne du discours s'inscrit dans un ensemble de [306] processus sociaux qui la dépassent largement. Nous mettrons ensuite en rapport les résultats de notre lecture centrée sur l'idéologie politique avec ceux d'une analyse plutôt attentive aux effets plus directement économiques des discours du budget.

### *Le discours du budget et l'économie-monde*

Sur le plan le plus général, on notera d'abord comment la dynamique même des aspects politico-idéologiques des discours du budget duplessistes présentés ici répond au même mouvement que les cycles de l'économie mondiale. On peut, en effet, sommairement diviser la période allant des années trente aux années soixante en cinq sous-périodes : de 1929 à 1939, la crise ; de 1939 à 1945, la reprise largement accélérée par l'économie de guerre ; de 1945 à 1948, la reconstruction marquée par les accords de Yalta, de Bretton Woods et le plan Marshall ; de 1949 à 1957, la prospérité fondée sur une croissance soutenue ; de 1957 à 1960, la récession qui accélère la pénétration de la problématique keynésienne.

Or, la représentation du monde dans les discours du budget obéit à un mouvement cyclique fort apparenté. Nous avons déjà indiqué les grands traits de ces transformations en soulignant : 1) les différences significatives existant entre les discours d'avant et d'après-guerre, au moment où se déploie dans toutes ses dimensions la dialectique traditionalo-moderniste ; 2) la particularité de la zone 1957-1960, présentant les traits d'un discours de fin de régime ; 3) la sorte d'apogée discursive des discours du budget unioniste de 1949 à 1956, au cours de laquelle s'affirme avec le plus de splendeur et de triomphalisme l'ensemble de la représentation du monde duplessiste.

### *Le discours du budget et la littérature économique*

Loin d'être repliés sur eux-mêmes, les énoncés budgétaires de l'Union nationale produisent ainsi, dans l'espace Québec, un monde spécifique qui, en les retraquant, n'en reçoit pas moins les échos des transformations s'opérant à l'échelle mondiale. Cette sorte de porosité du discours peut aussi être repérée dans la littérature économique de la période, au sein de laquelle de nombreux idéologues définissent les grands traits d'une stratégie économique s'apparentant à celle de l'Union nationale, du moins jusqu'au milieu des années cinquante. D'inspiration nationaliste et conservatrice, cette littérature, représentée par des auteurs comme Minville, Angers, Montpetit, Arès ou Groulx, prônera [307] longtemps le laisser faire économique en même temps qu'elle en appellera au développement économique de la nation <sup>101</sup>. On proposera de bâtir l'économie dans une perspective de

<sup>101</sup> Voir en particulier A. Patrick, « La réussite des Canadiens français », dans *L'Action Nationale*, vol. 48, no 6, février 1954 ; A. Patrick, « Notre avenir économique », dans *Le Québec économique*, Montréal, Éditions Alerte, 1959 ; F.-A. Angers, « La position économique des Canadiens français dans le Québec », dans R. J. Bédard, *L'essor économique du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1969 ; F.-A. Angers, « Coopératives. Coopération et après-guerre », dans *Bulletin de la Chambre de Commerce de Montréal*, no 44, septembre 1942 ; F.-A. Angers, « Le rapport de la Commission d'enquête sur les coopératives », dans *Actualité économique*, no 22, janvier 1947 ; F.-A. Angers, « Structure de l'entreprise », dans *Documentation économique*, Montréal, Les Presses des HEC, 1949 ; F.-A. Angers, « Pour une politique d'investissement à l'égard du Québec », dans *L'Action nationale*, vol. 45, no 1, septembre 1955 ; F.-A. Angers, *Essai sur la centralisation*, Montréal, Les Presses des HEC, 1960 ; R. Arès, « Les caisses populaires et la communauté canadienne française », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; R. Arès, « Du devoir de solidarité économique pour les Canadiens français », dans *Prise de conscience économique*, Montréal, Conseil d'expansion économique, 1960 ; V. Barbeau, *Mesure de notre taille*, Montréal, *Le Devoir*, 1936 ; D. Beaudin, « Éco-

plus en plus industrialisante, même si on continuera de faire bonne place à l'agriculture ; on prônera l'achat chez nous en s'opposant de façon plus ou moins radicale au capital monopoliste et on insistera sur la nécessité de développer la connaissance des économies régionales. Thuriféraires de l'État libéral et s'identifiant largement aux rapports non monopolistes, ces idéologues préconiseront la transformation des mentalités en souhaitant la multiplication des carrières dans le domaine des affaires et de la gestion, en même temps qu'ils célébreront le développement du mouvement coopératif comme une sorte d'antidote aux excès du capitalisme :

L'entreprise du type coopératif fournira le contrepois : le juste sens social assis également sur l'intérêt personnel et stimulé par lui ; tous les éléments indispensables aussi au développement équilibré de toute société et sans lequel l'audace et l'esprit de conquête menacent de tourner en exploitation des faibles et en esprit de tyrannie, donc au désordre... Aussi les hommes d'affaires qui combattent la coopération comme un adversaire de la libre initiative et de l'action personnelle sont-ils fort mal avisés. Car s'ils réussissent à empêcher la formation de ce contrepois à ce que leur activité peut avoir de débordant et de dangereux pour l'intérêt général, ils ren-

---

nomie et sens national », dans *Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal*, mai 1936 ; L. A. Bélisle, « Orientation de notre pouvoir d'achat », dans *Le Québec économique*, *op. cit.* ; J. Bruchési, « Histoire économique », dans E. Minville, *Montréal économique*, Montréal, Fides, 1943 ; R. Charbonneau, L. Favreau, « La finance », dans E. Minville, *Montréal économique*, *op. cit.* ; J. Delage, « L'industrie manufacturière », dans E. Minville, *Montréal économique*, *op. cit.* ; P. Garigue, « La recherche et le progrès économique des Canadiens français », dans *Actualité économique*, vol. 35, no 1, janvier-mars 1960 ; J. M. Gauvreau, P. Riou, « Les formes de l'activité artisanale », dans *Actualité économique*, vol. 23, no 2, 1947 ; J. M. Gauvreau, P. Riou, « Le rôle économique, social et culturel de l'artisanat », dans *Actualité économique*, vol. 29, no 4, janvier-mars 1954 ; L. Groulx, « L'économique et le national », dans *Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal*, février 1936 ; L. Groulx, « Le problème économique », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; J. Jérôme, « Nous sommes riches et puissants », dans *Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal*, mai 1936 ; H. Lalonde, « Pourquoi avons-nous vendu nos entreprises », dans *Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal*, février 1937 ; R. Laplante, « L'effort économique de notre race », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; J. G. McGee, « L'importance relative des industries de la province de Québec », dans *Actualité économique*, vol. 26, no 4, octobre-décembre 1950 ; E. Minville, « La bourgeoisie et l'économie », dans E. Minville et U. Barbeau, *L'avenir de notre bourgeoisie*, Montréal, Éditions de l'Action canadienne-française, 1939 ; E. Minville, « La responsabilité sociale de l'homme d'affaires », dans *Commerce*, vol. 52, no 10, octobre 1950 ; E. Minville, « Le chef d'entreprise », dans *Documentation économique*, no 6, juin 1953 ; E. Montpetit, « L'indépendance économique des Canadiens français », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; E. Montpetit, *La Conquête économique*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1942 ; P. Vaillancourt, « L'industrie moyenne vs la production massive », dans *Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal*, 48e année, octobre 1946.

dront par le fait même indispensable la constitution d'une autorité unique et forte, qui finira par les supprimer tous comme en Russie soviétique ou par les transformer en marionnettes de l'État comme dans le nazisme et le fascisme <sup>102</sup>.

On pourra formuler des critiques à l'égard de la politique duplessiste, particulièrement à propos de ses rapports au capital étranger, mais jusqu'au milieu des années cinquante ces positions n'amèneront pas à rompre avec le libéralisme :

Nous disposons tout d'abord d'un État sur lequel nous pouvons exercer le contrôle de la majorité et qui, dans ses administrateurs (cabinet et députés), est français. C'est cet État qui administre les ressources naturelles de la province. C'est donc à lui qu'il faut d'abord demander une direction générale de l'économie compatible avec les intérêts de la majorité de la province. Il ne [308] fait pas l'ombre d'un doute que nous n'avons pas su jusqu'ici nous servir de cet instrument comme d'un moyen pour assurer notre émancipation économique. Et je ne pense pas ici aux nationalisations d'industries qui sont réclamées par plusieurs et qui, malheureusement, ne me paraissent pas compatibles avec les valeurs culturelles que nous voulons défendre. Mais je songe à la politique suivie à l'égard de l'introduction du capital étranger, en vue de favoriser le développement économique rapide et d'assurer du travail à une population croissante et encore relativement pauvre au début de ce processus d'expansion <sup>103</sup>.

C'est chez Esdras Minville que l'on pourra sans doute trouver la formulation la plus cohérente d'une stratégie économique dont les traits essentiels modèlent les pratiques duplessistes. Bien que la pensée économique de Minville change avec le temps, on peut avancer qu'elle s'articule autour de quatre axes principaux : 1) enclencher le développement économique à partir de l'agriculture et des richesses naturelles ; 2) promouvoir et laisser l'initiative à l'entreprise privée ; 3) favoriser l'affirmation d'un capital national en transformant les mentalités ; 4) promouvoir la connaissance des régions et le développement régional. On reconnaît bien sûr ici les principaux aspects de la politique économique de l'Union nationale. Natio-

<sup>102</sup> F. A. Angers, « Coopératives. Coopération et après-guerre », *op. cit.*, p. 7.

<sup>103</sup> F. A. Angers, « L'avenir économique des Canadiens français », dans *L'Action nationale*, vol. 45, no 5, janvier 1956, p. 402-403. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

nalisme, « ruralisme », régionalisme et libéralisme constituent les fers de lance d'une stratégie de développement du capitalisme qui n'en prétend pas moins sauvegarder les traditions :

Pourquoi, du point de vue national, est-il si important que le Canada français possède une large mesure d'autonomie économique ? Parce qu'une nation, comme tout organisme vivant, porte en elle-même le principe et l'organe de sa conservation et de son renouvellement : le milieu ethnique. Celui-ci résulte du fait que, collectivité, la nation constitue un centre où sa culture est en ses diverses manifestations de nécessité sociale, centre avec lequel spontanément, du seul fait qu'il y vit et y grandit, l'enfant est mis en accord d'une génération à l'autre, et auquel tout individu venant de l'extérieur sent le besoin de s'adapter. Des avantages qui, dans la pratique quotidienne de la vie, découlent de la communauté de culture, procède la volonté de les conserver, le vouloir-vivre collectif, condition première de toute survivance nationale. L'efficacité du milieu ethnique suppose l'homogénéité, donc, d'une part, unité culturelle et linguistique, d'autre [309] part, organisation dans l'esprit de la culture nationale des grandes fonctions de la vie collective : économique, sociale, politique. Si l'une de ces fonctions s'inspire d'une pensée étrangère ou est dominée de fait par de éléments étrangers, l'homogénéité du milieu ethnique est affaiblie et la nation menacée dans son organe de renouvellement. D'où la propension spontanée des groupements nationaux à l'autonomie économique qui les soustrait à la dépendance de l'étranger pour la satisfaction d'un des besoins les plus impérieux de leurs effectifs humains, et à l'autonomie politique qui les met en état de dresser eux-mêmes les cadres à l'intérieur desquels se déroule leur existence <sup>104</sup>.

Pour que le problème économique canadien-français puisse être considéré comme en bonne voie de solution, deux conditions sont donc requises : 1) Que nous acquerions le plus tôt possible une chaîne d'entreprises assez nombreuses et puissantes pour assurer en permanence de l'emploi et des conditions raisonnables de vie à toutes nos forces de travail disponibles. 2) Que dans leurs modalités concrètes et leurs relations entre elles et la société, ces entreprises respectent l'esprit de notre culture (sens de l'homme, perfectionnement personnel ordonné aux valeurs de l'esprit, sens de la liberté et des responsabilités, sens de la tradition, etc.) et donnent à ses divers modes d'expression : langue, croyance, traditions, usages, carac-

---

<sup>104</sup> E. Minville, « L'aspect économique du problème canadien-français », dans *Actualité économique*, vol. 26, avril-juin 1950, no 1, p. 565.

tère de nécessité sociale. En d'autres termes, que ces entreprises procèdent du milieu ethnique et contribuent à le renforcer <sup>105</sup>.

Deux solutions se présentent : l'étatisme, le dirigisme, ou autre forme avouée ou camouflée de socialisme, d'une part ; le renouvellement et l'adaptation de l'économie libre, d'autre part. Quelles qu'en soient la forme et les méthodes, doctrinaires à la russe ou pratiques à l'anglaise, le socialisme est un bourbier où toute civilisation du type spiritualiste et personnaliste est destinée au naufrage. Les tendances centralisatrices, étatisantes, socialisantes qui, depuis une vingtaine d'années, sous prétexte de solution à la crise ou d'effort de guerre, se développent au Canada, représentent, à notre avis, le plus grave danger qui ait jamais pesé sur le Canada français ; car le socialisme est dans son inspiration même opposé à notre tradition culturelle et sociale ; au surplus, il se réaliserait sous l'égide d'une majorité qui n'a jamais eu de sympathie particulière pour notre groupe, et [310] d'autant moins qu'elle a déjà fait pour son propre compte le sacrifice des valeurs que nous considérons comme de l'essence même de notre civilisation nationale <sup>106</sup>.

La politique économique duplessiste entretient donc des rapports évidents avec les stratégies définies par un ensemble d'intellectuels qui souhaitent l'affirmation des intérêts d'une bourgeoisie québécoise définie en termes ethniques. Mais ces accointances ne devraient pas être traitées de façon univoque. Nous ne saurions ignorer la distance critique qu'entretenaient les Groulx, Minville et Angers lorsqu'ils remettaient en question la politique de l'Union nationale à l'égard du capital étranger. Et, à partir du milieu des années cinquante, il faudra parler de l'amorce d'une véritable rupture entre le régime et un ensemble d'intellectuels, nouveaux pour la plupart, qui s'éloignent du libéralisme économique et préconisent l'intervention de l'État. Des auteurs comme Camus, Melançon, Parenteau, Cousineau et Vézina, auxquels se joignent Angers et plus timidement Minville, révisant leur stratégie, posent la nécessité de l'intervention de l'État et la mise au monde d'institutions financières aptes à soutenir le développement du capitalisme

---

<sup>105</sup> *Idem*, p. 766.

<sup>106</sup> E. Minville, « Les conditions de l'autonomie économique des Canadiens français », dans *L'Action nationale*, vol. 37, no 4, mai 1951, p. 282-283.

local <sup>107</sup>. Ainsi, la promotion d'une banque d'affaires apparaît-elle comme un élément central de la nouvelle stratégie économique :

Nous avons dit au début de cet exposé que, à côté de son rôle d'instrument de financement pour l'entreprise familiale évoluée, à côté de son rôle d'éducateur financier et administratif, la banque d'affaires devait répondre aussi à un quatrième besoin de l'économie canadienne-française, savoir : la nécessité actuelle de devenir un organisme de concentration au moins « mitigée » de capitaux <sup>108</sup>.

Par ailleurs, et c'est là l'autre côté avantageux de son rôle en matière d'épargne, la banque d'affaires, avec le temps, pourra représenter une concentration de capitaux qui signifiera en retour une influence importante dans le milieu économique canadien.

---

<sup>107</sup> Voir en particulier : R. Parenteau, « La situation économique des Canadiens français », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; R. Parenteau, « La grande dépression et ses répercussion régionales », dans *Actualité économique*, vol. 34, no 4, janvier-mars 1959 ; R. Parenteau, « L'impératif économique », dans *Prise de conscience économique*, Conseil d'expansion économique, 1960 ; R. Parenteau, « Les problèmes du développement régional dans un État fédératif, l'expérience canadienne », dans *Revue d'économie politique*, vol. 58, no 2, 1963, A. Raynault, « Les problèmes économiques de la province de Québec », dans R. J. Bédard, *op. cit.*, E. Minville, « La restructuration économique du Canada français », dans *Prise de conscience économique*, Conseil d'expansion économique, 1960 ; J. Melançon, « L'industrie canadienne-française et ses besoins de capitaux », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; J. Melançon, « Retard et croissance de l'entreprise canadienne-française », dans *Actualité économique*, vol. 31, no 4, janvier-mars 1956 ; J. Melançon, « La banque d'affaires qu'il nous faut », dans *Chambre de commerce de la province de Québec*, 21e congrès annuel, *Réalisons la banque d'affaires*, Pointe au Pic, 6, 7, 8 et 9 septembre 1956 ; J. Melançon, « La canalisation des épargnes », dans *Le Québec économique*, Montréal, Éditions Alerte, 1959 ; P. H. Guimont, « Le placement industriel au Canada français », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; J. Delage, « Les banques d'affaires », dans *Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal*, vol. 50, no 8, août 1948 ; J. Delage, « Pour grossir notre volume industriel », *idem*, no 9, septembre 1948 ; R. Cousineau, « Rôle de l'État provincial du Québec dans l'activité économique », dans *Prise de conscience économique*, Conseil d'expansion économique, 1960 ; R. Cousineau, « Le rôle de l'État dans l'organisation de la vie économique », dans *Actualité économique*, vol. 20, no 5, mars 1945 ; P. Camu, « Les ressources naturelles, les services publics et leur contrôle dans le Québec », dans *Le Québec économique*, Montréal, Éditions Alerte, 1959 ; B. Brouillette, « Les principales industries manufacturières du Canada », dans *Documentation économique*, no 10, octobre 1957 ; L. A. Bélisle, « Solidarité économique », dans *Prise de conscience économique*, Conseil d'expansion économique, 1960 ; F. A. Angers, « Qu'est-ce qu'une banque d'affaires ? », dans *Chambre de commerce de la province de Québec*, 211 congrès, *op. cit.* ; F. Vézina, « Patriotisme et affaires », dans R. J. Bédard, *op. cit.* ; F. Vézina, « La position des Canadiens-français dans l'industrie et le commerce », dans R. J. Bédard, dans *Culture*, vol. 15, septembre 1954.

<sup>108</sup> J. Melançon, « Rôle et financement d'une banque d'affaire », dans *Actualité économique*, vol. 32, octobre-décembre 1956, p. 464.



Défendant la propriété privée et l'initiative personnelle comme des absolus, la société canadienne-française a développé au cours des générations une sorte de phobie de l'État qui a persisté même quand la faillite de l'économie libérale fut rendue évidente. Dans la province de Québec, l'État n'intervient dans la vie économique et sociale, même de nos jours, qu'à son corps défendant en quelque sorte et poussé par des réclamations populaires. [311] Ce qui n'a pas empêché son budget de s'enfler considérablement de subventions de toutes sortes aux écoles, aux hôpitaux, aux œuvres de bienfaisance sociale, etc. <sup>109</sup>.

En d'autres termes, la conception de l'État que nous avons toujours entretenue, valable peut-être au siècle du libéralisme, à un moment où les formes dominantes d'organisation économique étaient artisanales ou même patriarcales, n'est certainement plus de mise aujourd'hui <sup>110</sup>.

Trois voies nous ont été proposées pour conduire les Canadiens français à l'indépendance économique : la nationalisation des industries-clefs, la coopération économique et la création de banques d'affaires. Elles correspondent aux trois instruments dont peut disposer le Canada français pour se constituer un secteur économique bien à lui : 1) l'État provincial ; 2) le pouvoir d'achat que personne ne peut lui enlever et qui fait déjà vivre une bonne partie des industries de la Province, 3) ses capitaux éparpillés dans des industries contrôlées par d'autres ou dans des financements qui n'ont pas une grande influence sur l'expansion et le contrôle de la vie économique <sup>111</sup>.

Cette rupture relative entre le duplessisme et les intellectuels reliés à la promotion du capital québécois, visible aussi dans les positions nouvelles des organisations patronales <sup>112</sup> montre la complexité des rapports entre le discours politique, les intérêts et les organisations de classes. Gérard Boismenu a observé la même tendance à la distanciation au sein des institutions patronales pancanadiennes, de plus en plus ouvertes à l'adoption de mesures contra-cycliques <sup>113</sup>. Si donc l'on peut établir assez facilement la dominance des intérêts bourgeois dans la

<sup>109</sup> R. Parenteau, « Quelques raisons de la faiblesse économique de la nation canadienne-française », dans *L'Action nationale*, vol. 45, no 4, décembre 1955, p. 327-328.

<sup>110</sup> *Idem*, p. 329.

<sup>111</sup> F.-A. Angers, « Vers la libération économique », dans *Prise de conscience économique*, Conseil d'expansion économique, 1960, p. 20.

<sup>112</sup> Voir à ce propos : D. Brunelle, *La désillusion tranquille*, *op. cit.* [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] et G. Boismenu, *Le duplessisme*, *op. cit.*

<sup>113</sup> G. Boismenu, *idem*.

définition de la politique économique duplessiste, cette dominance ne se réalise ainsi que dans un processus complexe qui conjugue les intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie, sans jamais les satisfaire toutes complètement de façon linéaire et continue. Même le capital américain se rallia assez facilement en fin de régime au courant interventionniste qui s'affirmait dans les milieux bourgeois canadiens.

### *Discours et transformations économique-sociales*

Le discours du budget, directement ou indirectement, de façon « harmonieuse » ou contradictoire, obéit ainsi à un ensemble de processus qui

[312]

**Tableau 63**

*Part en pourcentage des secteurs manufacturiers  
selon la valeur brute de la production*

[Retour à la table des matières](#)

Secteurs	1939	1949	1959
Produits végétaux	17,6	15,0	13,8
Produits animaux	11,3	9,8	9,9
Textiles et produits	19,8	20,0	14,7
Bois et papier	18,1	19,8	18,6
Fer et dérivés	9,6	11,5	12,5
Métaux non ferreux	11,7	11,3	13,8
Minéraux non métalliques	6,0	6,0	8,3
Produits chimiques et dérivés	4,7	4,4	6,0
Industries diverses	1,1	2,0	2,7

*Source* : Données compilées à partir des *Annuaire du Québec*.

se situent en dehors de lui. Notre réflexion sur les conditions de production nous conduits dès lors naturellement à l'ensemble des transformations économiques et sociales qui marquent la période. Il s'agira maintenant de saisir comment se comportent les énoncés budgétaires dans un monde en pleine mutation.

Nous avons tenté de montrer que le discours duplessiste développait une idéologie dualiste, traditionalo-moderniste, qui n'en mettait pas moins en œuvre la dominance de l'industrialisme. Or, à l'évidence, une analyse même rapide de l'évolution des structures sociales démontre à tout le moins une homologie entre le discours et la recomposition de la société québécoise entre 1936 et 1960. Boismenu et Brunelle, entre autres, ont bien montré comment s'opérait le déclin de la paysannerie et de la petite bourgeoisie traditionnelle, en même temps que l'affirmation de la nouvelle petite bourgeoisie <sup>114</sup>. Les récents travaux de Gagnon et d'Hamelin ont permis de mieux mesurer le recul de l'Église dans un espace social au sein duquel les appareils de la société moderne, de l'entreprise aux médias, s'imposaient de plus en plus <sup>115</sup>. Essayons de dégager les principaux indicateurs de l'accélération d'une économie qui, même dépendante, n'en prend pas moins tous les traits d'une société industrielle dite avancée.

Même si l'industrie québécoise conserve les caractéristiques de sa dépendance (importance relative de l'industrie légère, structure manufacturière dominée par les produits semi-finis), elle connaît une plus grande diversification, en même temps que la consolidation

[313]

**Tableau 64**  
*Principaux indicateurs économiques*  
*Québec, 1946-1961 (taux moyen annuel)*

[Retour à la table des matières](#)

Indicateurs	1946-51	1951-56	1956-61
PNB \$ courants	13,9	8,2	5,8
PNB \$ constants	3,6	5,6	3,9
Population	2,2	2,7	2,6
PNB réel/Population	1,3	2,8	1,2
Emploi	2,1	1,6	1,5
PNB réel/Emploi	15	3,9	2,5
Investissements	12,9	10,7	2,3
Indice synthétique des prix	8,1	2,4	1,9
Indice des prix de gros	11,8	-1,2	0,7
Indice des prix à la consommation, Canada	8,1	0,8	1,8

<sup>114</sup> D. Brunelle, *idem*, et G. Boismenu, *idem*.

<sup>115</sup> N. Gagnon et J. Hamelin, *Histoire du catholicisme au Québec, le XXe siècle*, *op. cit.*

---

Indice des prix à la consommation, Montréal	8,7	0,4	1,8
---	-----	-----	-----

---

*Source : Horizon 80, Gouvernement du Québec, Québec, p. 79*

d'industries industrialisantes comme le fer et l'affirmation de secteurs de pointe comme les appareils électriques. La période 1951-1956 est particulièrement importante dans les transformations économiques qui vont de la Guerre à la Révolution tranquille (voir les tableaux 63 et 64).

En plus de se diversifier et de se consolider dans certaines industries plus génératrices de développement, l'économie québécoise renforce son industrie de première transformation (réduction des métaux, pétrole, fil de fer, aluminium, pulpe et papier), se creuse des niches dans certaines branches de produits finis (peinture et vernis, appareils électriques) et accroît son espace dans les secteurs d'assemblage et de construction lourde liés au matériel de transport (construction navale, avionnerie, automobile) (voir le tableau 65).

Notons de plus le développement des régions périphériques et la croissance du secteur des services. Bien sûr, répétons-le, l'économie québécoise demeure dépendante, et la stratégie duplessiste y contribue (nous y reviendrons), mais cela ne doit pas nous empêcher de saisir les importantes transformations sociétales qui s'opèrent sous l'effet de l'accélération de l'industrialisation qui, cette fois, se réalise en dehors des conditions particulières d'une conjoncture de guerre.

[314]

### **Tableau 65**

*Taux de croissance des différents secteurs manufacturiers  
1949-1959, en pourcentage*

[Retour à la table des matières](#)

---

Secteurs	Taux de croissance
Agro-alimentaire	68,2
Textile et vêtement	37,5
Bois	72,6
Fer	98,2
Métaux non ferreux	121,3
Chimie	148,5
Minéraux non métallique	153,3
Divers	150,6

---

---

<i>Total</i>	87,1
--------------	------

---

L'accélération de l'industrialisation du Québec ne s'est pas effectuée dans l'isolement des seules pratiques économiques, dans la seule infrastructure. Dans ce sens, nous avons vu comment, contrairement aux images d'Épinal selon lesquelles cette période serait le théâtre d'un divorce quasi absolu entre l'infrastructure et la superstructure, entre la représentation et le présumé réel, le discours politique contribue à imposer la dominance de l'industrialisme. Rompre avec cette dichotomisation stérile, tel était notre propos ici. Si, au Québec comme dans toutes les sociétés, la temporalité sociale n'est ni univoque, ni homogène, si les différents paliers, niveaux ou instances de la réalité historique obéissent à des mouvements qui leur sont en partie autonome, on ne saurait soutenir l'étanchéité parfaite des temps sociaux, comme si le Moyen Âge avait régi en maître absolu la représentation, alors que le capitalisme se serait développé sans entretenir de rapport avec l'univers symbolique.

Prenons l'exemple de la politique manufacturière proposée dans les discours du budget d'après-guerre. Soulignant l'inexistence d'un projet global d'intervention dans le domaine manufacturier, Gérard Boismenu décrit ainsi les pratiques du-pressistes : « L'inexistence d'un projet global objectivé et formulé est en soi une politique économique. Et la politique effective consiste à créer ou réunir les conditions générales de la production de profit dans le secteur des manufactures, à appuyer le développement anarchique du capital et à participer au modèle d'accumulation d'ensemble tel qu'il s'organise dans l'ensemble du Canada <sup>116</sup>. » Au libéralisme économique et à la reproduction de la [315] propension canadienne à accueillir toutes portes ouvertes le capital américain s'ajoutent ainsi, selon Boismenu, une politique répressive et antisyndicale envers la classe ouvrière, le développement des écoles techniques, ainsi que l'adoption des mesures favorisant un accès facile aux richesses naturelles (électricité, forêt, fer...). L'auteur conclut :

« La politique manufacturière, qui consiste à réunir les conditions générales de production de profit, est intrinsèquement liée à la politique

---

<sup>116</sup> G. Boismenu, *op. cit.*, p. 132-13.

concernant les aspects qui déterminent le taux de profit à partir de la force de travail jusqu'aux éléments faisant partie du capital constant ; prise sous cet angle, cette politique ne vise pas à intervenir sur la structure de l'accumulation, mais plutôt à agir à la périphérie de cette structure <sup>117</sup>. »

Si nos recherches confirment en tous points les conclusions de Boismenu sur l'absence d'un projet global et explicite de développement manufacturier, nous nous sommes intéressés plus particulièrement aux pratiques discursives qui permettent d'agir à la « périphérie » de la structure manufacturière. Le discours crée les conditions générales de l'élargissement d'une représentation de type industrialisant. Nous avons souligné la force des catégories générales d'industrialisation (*industrie, science-technologie, compagnies, travail salarié, chômage*) qui, principalement dans l'après-guerre, organisent le monde dans une perspective industrialisante. Si l'on ne formule pas de politique manufacturière explicite, on n'en pose pas moins à satiété un univers convergeant vers l'entreprise. Même si on le qualifiait d'action « périphérique », cet industrialisme doit être considéré comme une condition idéologique déterminante dans la production d'un monde dominé par l'entreprise. Il en va ainsi de la représentation de la classe ouvrière qui, au-delà des pratiques antisyndicales effectives, se voit enserrer dans un univers de contrôle social et de disciplinarisation l'incitant à tenir pleinement son rôle de main-d'œuvre docile. Si l'on ajoute à cette liste la valorisation de la science, de la technologie, de l'école technique et des professions liées au génie industriel, on aura fait le tour des principaux aspects d'une pratique discursive qui crée les conditions du règne de la manufacture.

Nos résultats peuvent donc être coordonnés avec ceux des recherches s'inspirant de la tradition de l'économie politique. Mais, à vrai dire, notre travail nous a conduits à attirer l'attention sur d'autres aspects des conditions de production. La recherche en économie politique s'intéresse principalement aux effets de la politique économique. Elle conduit invariablement à mesurer l'impact de l'ensemble [316] des mesures gouvernementales sur le développement social et économique. On comparera ainsi l'évolution des structures sociales et industrielles aux grands choix de la politique économique étatique. Cette perspective, utile et même nécessaire à la compréhension des pratiques gouvernementales, ne saurait être transpo-

---

<sup>117</sup> G. Boismenu, *idem*, p. 135.

sée mécaniquement en analyse du discours. Certes, certains aspects de l'analyse du discours peuvent confirmer ou compléter la recherche des effets sociaux et économiques des interventions de l'État, mais, dans la réflexion sur les rapports entre pratiques discursives et non discursives, on tendra à s'intéresser davantage à d'autres aspects des conditions de production considérés souvent comme des données périphériques, sinon préliminaires par l'économie politique.

### *L'ouverture à la société de consommation*

Au cours de notre analyse, nous avons de plus en plus insisté sur la dominance de l'idéologie du progrès défini en termes presque exclusivement économiques. Nous avons repéré cette prégnance du modernisme jusque dans la structure syntaxique qui réifie le traditionalisme dans la détermination et ouvre à la société moderne dans le propos. Cette thèse centrale nous conduit donc à nous intéresser à des aspects des conditions de production qu'un sociologisme trop étroit pourrait être porté à négliger. Il s'agit de l'ensemble des pratiques qui permettent la mise en place et le développement accéléré de la société de consommation dans le Québec d'après-guerre. Ainsi serons-nous en mesure de mieux comprendre l'un des « secrets cachés » du duplessisme. Plutôt que de nous attacher aux données plus « traditionnelles » des structures sociale et économique, le mouvement même de la recherche nous conduit en un lieu plus général, mais plus directement articulé aux pratiques de la quotidienneté, celui de la formation et de la transformation du mode de vie. Il nous semble en effet que l'une des caractéristiques principales du discours duplessiste est de contribuer à la pénétration au Québec de la société de consommation ou, si l'on veut, du fordisme et du modernisme (sous leur aspect étroitement industrialiste) <sup>118</sup>.

Nous avons évoqué plus haut l'accélération de l'industrialisation et l'appel à l'affirmation de la bourgeoisie nationale canadienne-française dans un espace québécois dominé par le capitalisme <sup>119</sup>. Ces deux phénomènes impliquent la nécessaire transformation de l'ensemble de la symbolique sociétale. Le monde

---

<sup>118</sup> Voir, entre autres, C. Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'État*, Favard, Paris, 1985.

<sup>119</sup> Y. Bélanger, P. Fournier, *L'entreprise québécoise, développement historique et dynamique contemporaine*, op. cit.

s'ouvre à la dominance [317] des rapports marchands jusque dans les pratiques les plus quotidiennes. Le progrès tant appelé dans la discursivité duplessiste se mesure à l'aune de l'industrialisation, de la commercialisation et de l'envahissement des foyers par une matérialité électrotechnique issue du développement du mode de production capitaliste.

Nous avons vu comment les discours du budget noient littéralement la socialité rurale dans l'univers de la marchandisation, de la mécanisation et de l'industrialisation. En proposant d'importer le confort des villes à la campagne grâce à l'électrification rurale, le discours duplessiste favorisait la reproduction élargie de la société de consommation et l'envahissement de la production ménagère par le capitalisme, des produits industriels aux médias, du réfrigérateur à la publicité.

Se répandant comme une traînée de poudre dans les campagnes, l'électrification, en plus de soutenir le développement régional, permettrait bien davantage qu'un meilleur éclairage, elle ouvrait sur un nouveau monde venu d'ailleurs, celui de la consommation de masse. Ce nouveau monde s'imposait bien sûr en même temps dans les villes, de telle sorte que peu de recoins de l'espace québécois étaient à l'abri de la frénésie industrialisante et consommatrice. Nous n'en donnerons ici que quelques indices. On pense d'abord à une hausse significative du revenu personnel qui progresse plus rapidement au Québec qu'en Ontario au cours des années quarante et cinquante et que dans l'ensemble du Canada au cours des années cinquante (voir les tableaux 66 et 67). Même si le Québec demeure malgré tout sous la moyenne canadienne à la fin des années cinquante, on note, durant cette dernière décennie, une tendance au rattrapage du retard accumulé par rapport à l'ensemble du Canada au cours des années trente et quarante.

Cette hausse du revenu personnel, essentielle au déploiement de la stratégie fordiste, favorise comme il se doit le développement des pratiques de consommation. On note d'abord l'augmentation remarquable du nombre de commerces. On dénombre 11 219 commerces de détail de plus en 1961 qu'en 1930 (voir le tableau 68). On assiste au déclin des magasins généraux et la croissance la plus forte du commerce spécialisé se situe dans les domaines de l'automobile, des vêtements et de la chaussure, de la quincaillerie, de la pharmacie et de la bijouterie, secteur étroitement relié à la mise en place de la société de consommation <sup>120</sup>.

---

<sup>120</sup> Données de recensement.



On observe en même temps une baisse du poids relatif des petits commerces. En 1930, par exemple, 93,5% des commerces vendaient

[318]

**Tableau 66**

*Revenu personnel disponible par habitant, en dollars (dollars courants)*

[Retour à la table des matières](#)

	1931	1941	1951	1959
Québec	338	443	930	1 205
Ontario	455	666	1 323	1 687
Canada	356	512	1 120	1 422

Source : Série Statistiques Canada : 13-201, recensements, annuaires Statistiques Canada.

**Tableau 67**

*Taux de croissance sur la période précédente, en pourcentage*

[Retour à la table des matières](#)

	1941-1931	1951-1941	1959-1951
Québec	31,1	110,0	29,6
Ontario	46,4	98,6	27,5
Canada	43,8	118,7	27,0

Source : Données compilées à partir de Statistiques Canada ; série 13-201.

pour moins de 50 000 dollars par année, alors que le pourcentage s'établit à 62,5% en 1961. On note une augmentation relative des moyens et grands commerces. Le nombre de commerces dont les ventes se chiffraient entre cinquante et cinq cent mille dollars passe de 6,4% en 1930 à 34,9% en 1961. De même, les entreprises (0,2%) dont les ventes dépassaient cinq cent mille dollars n'occupaient que 15,5% du marché en 1930, alors qu'elles en accaparèrent 39,1% en 1961, et représenteront 2,4% des institutions de commerce au détail. Si donc l'on ne peut parler de mouvement accéléré vers la concentration (grands magasins à rayons et chaînes), on constate à tout le moins une tendance à l'affirmation des moyens et grands commerces de détail dans un processus caractérisé par le développement marqué

de la commercialisation, vérifiable aussi bien dans le nombre d'entreprises que dans le chiffre des affaires. Le même type d'observation pourrait être fait à propos du commerce de gros où le nombre d'institutions s'accroît de 379% de 1931 à 1961 (de 1479 à 7094) et le chiffre des ventes de 1160% (de 355,6 millions à 4475 millions). Ici, les seuls secteurs qui décroissent proportionnellement sont ceux du charbon et des produits agricoles ; ceux de l'automobile, des produits chimiques, du bois, des matériaux de construction et du pétrole connaissent une croissance marquée <sup>121</sup>.

[319]

**Tableau 68**  
*Nombre de commerces de détails et valeur des ventes  
selon le chiffre d'affaires, 1930-1961*

[Retour à la table des matières](#)

Tranches de ventes	1930	(%)	1061	(%)
<i>Nombre de commerces</i>				
-10 000	20 891	(61,3)	8 038	(17,7)
10 000- 19 999	5 637	(16,6)	7 197	(15,9)
20 000 - 29 999	2 936	(8,6)	5 368	(11,9)
30 000 - 49 999	2 371	(7,0)	7 717	(17,0)
50 000 - 99 999	1 430	(4,2)	8 750	(19,3)
100 000 - 19 9999	495	(1,5)	4 898	(10,8)
200 000 - 499 999	235	(0,7)	2 196	(4,8)
500 000 - 999 999	38	(0,1)	692	(1,5)
1, 1 000 000 et +	21	(0,6)	417	(0,9)
<b>Total</b>	<b>34 054</b>		<b>45 273</b>	
<i>Valeur des ventes</i>				
-10 000	68 423	(10,7)	36 801	(0,9)
10 000- 19 999	79 237	(12,4)	103 228	(2,5)
20 000 - 29 999	70 059	(11,0)	130 465	(3,2)
30 000 - 49 999	88 919	(13,9)	297 156	(7,2)
50 000 - 99 999	97 073	(15,2)	616 161	(15,0)
100 000 - 19 9999	66 515	(10,4)	667 179	(16,2)
200 000 - 499 999	69 522	(10,9)	649 725	(15,8)
500 000 - 999 999	24 977	(3,9)	473 967	(11,5)
1, 1 000 000 et +	74 448	(11,6)	1 133 260	(27,6)
<b>Total</b>	<b>639 173</b>		<b>10 7942</b>	

Source : Données de recensement (1921-1961)

Indice : 54,2 % 1930-1961

<sup>121</sup> *Idem.*

L'implantation de la société de consommation peut être aussi mesurée par le développement fulgurant de l'industrie de la construction, développement lié à l'accélération du procès d'urbanisation après la stagnation des années trente. La population urbaine passe de 63% à 74 % de la population totale de 1931 à 1961. La hausse générale du niveau de vie de même que les politiques fédérales après 1945 (Société canadienne d'habitation et de logement, Loi de l'habitation) contribuent aussi à cette croissance remarquable (voir le tableau 69).

La construction constitue le secteur industriel dont la croissance est la plus importante dans l'après-guerre (135,4% de 1942 à 1949 et de 236 4 % de 1949 à 1959) (voir le tableau 70). À ce titre, cette industrie répond à un mouvement pan-canadien ; au cours des mêmes

[320]

**Tableau 69**  
*Industrie de la construction : données nominales, valeurs de production*  
*('000\$, \$ courants)*

[Retour à la table des matières](#)

	1939	1949	1959
Salaires et gages	52 601	199 593	567 179
Valeur des travaux	118 530*	553 232	1 772 322
<b>Type :</b>			
A) bâtiments			
résidences	14 793	85 399	534 800
institutions	10 334	53 462	145 070
commerce et industriel	21 495	109 428	330 019
<i>S.-T bâtiment</i>	50 776	332 588	1 101 370
B) génie			
routes et ponts	29 440	41 487	152 676
usines électriques	9 249	57 164	126 966
<i>S.-T génie</i>	55 515	220 644	670 952
Nombre d'employés	55 721	-	142 154
<i>Croissance décennale (%)</i>			
Salaires		279	184
Valeur des travaux		366,7	220
<b>Type :</b>			
A) résidences			
institutions		477,3	5262
commerce et industriel		417,3	171,4
<i>S. -T bâtiment</i>		409,1	201,6
<i>S. -T bâtiment</i>		555	231
B) Routes et ponts			
Usines électriques		40,9	258
<i>S.-T génie</i>		518,1	122,1
<i>S.-T génie</i>		297,4	204,1

*Source : Statistiques Canada, 64-201, La construction au Canada.*

\* La valeur des travaux ne correspond pas à la somme des sous-totaux dans la source elle-même pour l'année 1939. De plus, toutes les rubriques ne sont pas incluses ici sous la catégorie « génie ».

périodes le pourcentage de la croissance est respectivement de 243,1% et de 247,8% au Canada.

Au Québec, on assiste à une hausse importante du volume global de la valeur de la production de l'ensemble de ce secteur qui s'élève de 118 millions en 1939 à 1772 millions en 1959, soit une somme

[321]

**Tableau 70**  
*Taux de croissance de la valeur nette de production  
dans chaque secteur (Québec, Ontario, Canada),  
en % (dollars courants)*

[Retour à la table des matières](#)

	1939	1942	1949	1959
<b>QUÉBEC</b>				
Agriculture	-25,5	81,1	24,2	-4,5
Forêts	-8,1	62,4	124,7	53,4
Pêcheries	-23,5	103,2	16,8	15,3
Chasse	-13,2	260,3	-57,3	-19,5
Mines	98,0	69,2	32,7	47,0
Usines électriques	29,5	39,6	32,9	107,2
Manufactures	16,0	125,3	55,8	81,6
Construction	40,3	84,6	135,4	236,4
<b>Total</b>	<b>-7,0</b>	<b>100,6</b>	<b>57,1</b>	<b>84,2</b>
<b>ONTARIO</b>				
Agriculture	-9,4	71,4	23,2	-3,8
Forêts	96	50,1	156,8	58,1
Pêcheries	8,6	37,4	38,5	15,0
Chasse	-38,6	155,8	-2,5	-38,3
Mines	66,4	12,4	24,1	83,8
Usines électriques	5,5	36,9	20,9	228,6
Manufactures	-9,7	111,2	62,1	96,9
Construction	-34,9	43,6	346,7	186,9
<b>Total</b>	<b>1,9</b>	<b>86,7</b>	<b>62,7</b>	<b>94,2</b>
<b>CANADA</b>				
Agriculture	11,5	99,9	19,8	-9,3
Forêts	10,4	57,9	146,2	43,4
Pêcheries	28,1	88,6	84,1	11,6
Chasse	-19,8	-200,5	-35,7	-36,5
Mines	40,5	30,7	55,7	87,1
Usines électriques	18,9	33,7	34,8	176,9
Manufactures	-13,1	116,2	61,0	93,6
Construction	-38,2	159,3	243,1	247,8
<b>Total</b>	<b>2,2</b>	<b>94,1</b>	<b>59,7</b>	<b>88,3</b>

Source : Annuaires du Québec.

quinze fois plus élevée. Entre 1947 et 1957, le taux annuel moyen de croissance de la valeur de la production se situe à 13,6%, soit le plus élevé de tous les secteurs économiques <sup>122</sup>. Le nombre de travail

[322]

**Tableau 71**  
*Investissements par rapport au produit national brut*  
*Québec, 1946-1968*

[Retour à la table des matières](#)

Année	Investissements \$ 000 000	Produit national brut \$ 000 000	Investissements PNB (%)
1945	8 334	3 030	27,3
1947	8 986	3 460	36,0
1948	11 587	4 004	28,9
1949	11 526	4 225	27,3
1950	12 310	4 568	26,9
1951	14 928	5 302	28,2
1952	17 631	6 133	28,8
1953	18 943	6 550	28,9
1954	18 695	6 493	28,8
1955	20 871	7 053	29,6
1956	24 533	7 799	31,5
1957	26 543	8 362	31,7
1958	26 960	8 591	31,4
1959	27 599	9 238	29,9
1960	27 235	9 785	27,8
1961	27 435	10 349	26,5
1962	29 460	10 638	27,7
1963	31 269	11 314	27,6
1964	36 853	12 790	28,8
1965	41 394	14 263	29,0
1966	45 207	15 867	28,5
1967	43 45 9	17 022	25,2
1968	43 767	18 314	24,6
<b>Moyenne 1946-1968</b>			<b>28,3</b>

*Source* : G. Lebel, *Horizon 80*, Gouvernement du Québec, Québec, 1970

<sup>122</sup> G. Lebel : *Horizon 80. Une étude sur l'évolution de l'économie du Québec de 1946 à 1968 et sur ses perspectives d'avenir*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, Gouvernement du Québec, 1970.

leurs triple presque en dix ans. Notons la croissance soutenue de la construction de bâtiment qui représentait 42,8% du volume de la production en 1939, 60% en 1949 et 62% en 1959. Dans ce secteur de l'industrie, c'est la construction résidentielle qui connaît le plus fort développement (de 12,4% du volume total en 1939 à 30% en 1959). Le domaine de la construction institutionnelle (églises, hôpitaux, écoles) évolue quant à elle beaucoup moins rapidement. Elle ne représente que 8,7% du volume total de l'industrie en 1939, 9,7% [323] en 1949 et 8,2% en 1959. Entre 1949 et 1959, la construction institutionnelle ne croît que de 171,4% alors que la moyenne de l'ensemble des travaux atteint 220%, et le secteur résidentiel 526,41%. Même si la construction institutionnelle, dont une partie est directement liée à l'État au sens large, a sans doute eu plus d'importance en région où le secteur résidentiel prenait moins de place qu'à Montréal, il importe de souligner qu'elle a exercé une influence réelle, mais limitée. En fait, les sous-secteurs de l'industrie du bâtiment qui ont connu la plus forte croissance ont échappé aux activités directes de l'État provincial. Bien qu'il ne faille pas sous-estimer l'influence des politiques étatiques provinciales principalement vérifiables dans la croissance de la construction institutionnelle. et du développement des moyens de communication (routes et ponts dont la croissance est de 258,9% de 1949 à 1959), il faut reconnaître que les mesures de l'État provincial (profitant d'ailleurs souvent des subventions du fédéral, comme dans le domaine de la construction hospitalière), s'inscrivent dans un mouvement beaucoup plus large lié à un phénomène d'urbanisation prenant les traits d'une société de consommation symbolisée par la résidence de banlieue.

L'implantation de la société de consommation pourrait se mesurer à l'aide de plusieurs autres indices dont la hausse du crédit et des investissements ou encore la croissance de l'industrie des appareils électriques, qui se situe au quatrième rang de la production manufacturière de 1949 à 1959, avec un pourcentage d'augmentation de 4,2%, derrière les pulpes et papiers (8,5%), la réduction des métaux non ferreux (7,7%) et les produits du pétrole (5,4%) <sup>123</sup> (voir le tableau 71). Mais les données précédentes illustrent suffisamment l'implantation accélérée de la société de consommation.

---

<sup>123</sup> *Annuaire statistique du Québec.*

De la marchandisation de l'agriculture en passant par l'électrification rurale, de la croissance du revenu du commerce et de la construction au développement d'industries directement reliées à la pénétration du capitalisme dans les pratiques quotidiennes comme celle des appareils électriques, on assiste à une transformation profonde de la socialité que le discours, loin de se replier dans la forteresse du traditionalisme, appelle et fait advenir en proposant une idéologie du progrès dominée par une problématique économiste.

Certes, il n'est pas question de présenter une vision idyllique du développement économique de la période. La politique économique contribue à l'implantation au Québec de ce que Jocelyn Létourneau a appelé un « fordisme dépendant <sup>124</sup> ». L'affirmation de l'industrialisation

[324]

**Tableau 72**

*Emploi dans les industries de transformation par région, 1949-1960*

[Retour à la table des matières](#)

Régions	1949		1949-60	1960	
	Nb	%	Variation	Nb	%
Gaspésie/Rive-Sud	9 442	2,42	-8 06	8 682	2,0
Saguenay/Lac St-Jean	11 955	3,06	+23 40	14 756	3,0
Québec	26219	6,72	+13 05	34 531	7,96
Trois-Rivières	22 867	5,86	+12 02	25 617	6,90
Cantons de l'Est	38 892	9,97	+499	40 834	9,41
Montréal (région)	45 738	11,72	12 10	51 179	11,79
Montréal (métro)	220 750	56,56	+11 70	246 740	56,86
Outaouais	8054	2,06	+4 80	8 441	1,95
Abitibi Témiscamingue	3 494	0,90	+ 2 06	3 566	0,82
Côte-Nord Nouveau Québec	1 105	0,28	+116 30	2 390	0,55
<i>Total</i>	<i>39 0275</i>	<i>100,0</i>	<i>+11 14</i>	<i>433 949</i>	<i>100,0</i>

Source : MIC, Répartition et évolution de l'emploi et de la valeur de production par division de recensement et régions économiques 1949-1960.

<sup>124</sup> J. Létourneau, *Le Québec face aux contraintes de la concurrence internationale : le lourd héritage des années 1945-1960*, *idem*.



au cours de la période se réalise sous l'impulsion principale de forces externes et le marché québécois demeure caractérisé par sa tendance dominante à l'extraversion. Largement soumise à la dynamique des économies canadienne et américaine, caractérisée par le refoulement en région de la bourgeoisie locale, l'industrie québécoise demeure une industrie dépendante qui accumule les retards par rapport à l'Ontario et voit s'accroître sa soumission à l'impérialisme américain <sup>125</sup>. Si les pratiques de marchandisation et d'industrialisation se répandent au Québec, on ne saurait donc parler au sens strict de la formation d'un marché intérieur, si l'on entend par ces termes la constitution d'un véritable marché national possédant une dynamique interne à partir de laquelle s'organise son rayonnement extérieur. Plutôt que de marché intérieur, il faudrait donc parler d'un procès accéléré de marchandisation des pratiques intérieures. Cette distinction est importante puisqu'elle permet de faire ressortir l'implantation de la société de consommation et ses effets sur l'ensemble des pratiques sociétales durant la période, tout en tenant compte du caractère dépendant du processus.

[325]

On pourrait dire la même chose des rapports économiques régionaux dans l'espace Québec. En prenant comme indicateur la situation de l'emploi, l'industrialisation du Québec s'effectue de façon fort inégale (voir le tableau 72). De 1949 à 1960, la croissance la plus soutenue se situe dans les régions du Montréal métropolitain (11,7%), de Québec (13,05%), de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec (116,30%), ainsi que dans celle du Lac-Saint-Jean (23,4%).

Quatre régions déclinent ou stagnent ou à tout le moins connaissent une croissance très lente de l'emploi. Il s'agit de Gaspé-Rive-Sud (-8,06%), des Cantons de l'Est (+ 4,99%), de l'Outaouais (+4,80%) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+2,06%).

Le développement économique est donc inégal, les régions les plus favorisées quant au rythme de l'industrialisation étant des régions ressources (Côte-Nord, Nouveau-Québec, Saguenay-Lac-Saint-Jean) soumises à l'investissement étran-

---

<sup>125</sup> A. Raynault, *La propriété des entreprises au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974.

ger, ou des régions comme Montréal largement dépendantes de la dynamique de l'économie continentale nord-américaine. Les régions défavorisées sont celles où l'ébranlement des structures socio-économiques traditionnelles n'a pas été « compensé » par un afflux de capital (le plus souvent étranger, bien sûr). Ainsi, l'étude de P.Y. Pépin sur la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent de même que celle de Michel Philipponeau sur les Cantons de l'Est montrent comment le déclin relatif de l'agriculture lié à l'accroissement démographique provoque la stagnation de ces régions <sup>126</sup>. En Gaspésie, se rompt l'équilibre d'une économie fondée sur l'agriculture, la forêt et la pêche. Selon P.Y. Pépin les plans de colonisation mis en avant au cours des années trente auraient soustrait de vastes étendues de territoires aux grandes compagnies forestières pour les redistribuer aux colons (la Fraser Corporation perd par exemple 438 milles carrés et ferme plusieurs scieries entre 1919 et 1939). Ces derniers deviennent de petits exploitants (113 000 en 1941) et donnent naissance à plusieurs petites scieries. Or, ces colons ne tirent qu'un revenu d'appoint de leurs activités forestières. A partir du moment où l'agriculture ne parviendra plus à assurer leur subsistance et celle de leur famille, ils abandonnent la coupe du bois et provoquent ainsi une diminution importante des retombées de cette industrie. Voilà ce qui expliquerait selon P.Y. Pépin que incapable d'attirer des investissements extérieurs comme d'autres régions, la Gaspésie s'installe dans la marginalité économique, et qu'une grande partie de sa population émigre.

Les disparités régionales qui, au Québec comme dans toutes les sociétés capitalistes, caractérisent le mouvement de l'industrialisation,

---

<sup>126</sup> P. Y. Pépin, *La mise en valeur des ressources naturelles de la région Gaspésie-Rive Sud*, Québec 1962 ; M. Philipponeau, *L'avenir économique et social des Cantons de l'Est*, Québec, 1960.

[326]

**Tableau 73**  
*Commerces de détail dans certains comtés en 1930*  
*(en dollars courants)*

[Retour à la table des matières](#)

Régions	Population	Nombre	Ventes
Abitibi	23 692	207	2 105 200
Bagot	16 914	216	1 090 800
Beauce	44 893	425	3269 100
Berthier	19 605	245	1 978 400
Chambly	26 801	323	4 122 300
Charlevoix	22 940	227	1 595 000
Chicoutimi	55 724	436	7 058 900
Drummond	26 179	253	3 799 700
Gaspé	45 617	399	3 150200
Iberville	9 402	88	917 500
Kamouraska	23 954	246	1 245 200
Lac-St-Jean	50 253	422	179 300
Lévis	35 656	413	4664 100
Lotbinière	23 034	271	1 355 600
Matane	45 272	455	3 280 400
Missisquoi	19 636	245	4 002 500
Portneuf	35 890	472	2 516 900
Richmond	24 956	268	3 554 000
Rimouski	33 151	332	2 898 500
Sherbrooke	37 386	485	11 699 200
St-Hyacinthe	25 854	301	4 688 600
St-Maurice	69 095	830	14 473 700
Témiscamingue	20 609	248	3411 200
Yamaska	16 820	160	1 201 400

*Source* : Données du recensement.

n'empêchent cependant pas la société de consommation de se répandre dans les régions les moins favorisées. Nous ne retiendrons en terminant cette section que le développement du commerce de détail. Les tableaux 73 et 74 font ressortir le développement du commerce de détail dans différents comtés du Québec, entre 1930 et 1961. Les limites géographiques de ces circonscriptions électorales ayant somme toute peu variées, les données permettent de mesurer au moins de façon approximative les progrès de la commercialisation. Ces tableaux montrent que,

malgré leur stagnation relative, les régions les moins développées ne sont pas davantage à l'abri du processus de marchandisation des pratiques intérieures dont nous avons parlé plus haut. Des comtés comme ceux de Drummond (Cantons de l'Est) et de Gaspé

[327]

**Tableau 74**  
*Commerces de détail dans certains comtés en 1960*  
*(en dollars courants)*

[Retour à la table des matières](#)

Régions	Population	Nombre	Ventes (en millions)
Abitibi	108 313	871	64 370
Bagot	21 390	231	12 336
Beauce	62 264	655	34 295
Berthier	27 325	356	13 881
Chambly	146 745	904	90 467
Charlevoix	31 000	332	13 000
Chicoutimi	157 196	1 108	111 100
Drummond	58 220	614	42 393
Gaspé	61 000	707	30 700
Iberville	18 080	158	81 491
kamouraska	27 138	271	10 847
Lac St-Jean	105 000	919	62 600
Lévis	51 842	453	39 256
Lotbinière	30 234	311	11 968
Matane	35 078	374	19 335
Missisquoi	29 526	326	23 932
Portneuf	50 711	543	24 112
Richmond	42 232	381	22 953
Rimouski	65 295	629	39 334
Sherbrooke	80 4 90	714	83 359
St-Hyacinthe	44 933	513	43 555
St-Maurice	109 873	1 140	98 336
Témiscamingue	60 288	489	42 060
Yamaska	16 058	155	6 618

*Source* : Données du recensement.

(Gaspésie), par exemple, connaissent une croissance du commerce de détail proportionnellement presque équivalente à celui d'un comté comme Chicoutimi (Saguenay-Lac-Saint-Jean) situé dans une région beaucoup plus dynamique et où le nombre d'entreprises est multiplié par un peu plus de deux. Les données sur cette question mériteraient certes une analyse beaucoup plus détaillée, mais elles suffisent à démontrer que l'ensemble des régions sont touchées par les bouleversements provoqués par la marchandisation.

La société de consommation touche ainsi la société québécoise tout entière. Phénomène nouveau, la balance commerciale du Québec devient même négative à partir de 1954. Pendant la période de 1947-1956, les importations croissent de façon importante (115,1%), [328] à un taux annuel de 11,8%, alors que les exportations ne croissent que de 38,2%, soit à un taux annuel de 5,2% <sup>127</sup>. La hausse significative d'une consommation soutenue par la vigueur de la reprise contribue certes en grande partie à expliquer ce phénomène en provoquant une augmentation spectaculaire des importations sous la pression d'un marché local en pleine croissance.

Si donc l'on ne saurait nier le caractère dépendant de l'ensemble de la stratégie duplessiste, d'ailleurs aisément repérable dans le discours par des pratiques comme la célébration inconditionnelle du capitalisme étranger ou l'invocation de sources presque exclusivement anglophones pour valider l'argumentation d'ordre strictement économique, il importe d'insister sur ce phénomène majeur de la constitution d'une société de consommation qui bouleverse la socialité d'avant-guerre. En imposant la dominance de l'idéologie du progrès, le discours duplessiste fait bien davantage que de répondre à un mouvement dont l'essentiel se situerait dans les pratiques non discursives, il contribue de façon décisive à l'affirmation du fordisme en marginalisant dans la représentation du monde les instances du traditionalisme.

---

<sup>127</sup> *Annuaire statistique du Canada.*

## SUR L'EFFET DES PRATIQUES NON DISCURSIVES

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir considéré l'ouverture du discours à un ensemble très large de déterminations extra-discursives, il s'agit maintenant d'aborder des questions plus névralgiques concernant la spécificité du travail discursif et le problème classique de « l'effet en retour » des pratiques discursives.

Tout en soulignant comment la recherche sur le discours politique démontre la prégnance des conditions de production que constitue le fédéralisme canadien, nous voudrions insister sur le fait que cette simple et nécessaire reconnaissance ne saurait constituer qu'une prémisse de l'analyse. Or, surtout depuis les vingt dernières années, cette relative évidence n'est pas toujours partagée ; souvent, elle est si rapidement concédée qu'elle s'en retrouve souvent carrément éludée. L'analyse s'organise comme si le Québec pouvait être abordé comme une société n'entretenant que des rapports externes avec le reste du Canada, comme si les structures politiques canadiennes n'étaient qu'épidermiques, le poids effectif du fédéralisme n'étant jamais sérieusement considéré dans l'analyse de la production et de la reproduction de la société québécoise.

La critique de ce type de problématique ayant été faite ailleurs <sup>128</sup>, nous ne discuterons ici que de sa pertinence dans le champ de l'analyse [329] du discours politique. Nous avancerons la thèse que le discours politique québécois ne peut être sérieusement analysé sans que soit prise en compte son imbrication pour ainsi dire consubstantielle dans les structures fédérales. Au sens fort, sa production, sa reproduction et sa dynamique mêmes sont directement déterminées par sa place au sein de la forme de régime fédérale. Nous ne visons pas ici le seul repérage de traces superficielles, telles l'existence au Québec de deux scènes politiques, l'une fédérale, l'autre provinciale ou encore la présence dans le discours de thèmes afférents au fédéralisme. Nous avançons plutôt que quelle que soit sa forme, auto-

---

<sup>128</sup> Pour une critique de ces approches voir entre autres, G. Boismenu *et al.*, *Espace régional et nation, op. cit.*

miste, indépendantiste ou fédéraliste, et quel que soit son contenu, social, libéral ou keynésien, le discours politique québécois s'inscrit dans la reproduction de l'ensemble de l'État canadien et qu'à ce titre sa structuration même est entièrement traversée par le fédéralisme. La forme du régime n'est pas un des aspects de ce discours, mais bien la condition même de sa production et de sa reproduction. Que ce fait soit une des manifestations de l'oppression nationale ne change rien à la nécessité à la fois élémentaire et fondamentale de considérer le discours politique québécois dans la perspective de son insertion consubstantielle dans l'ensemble des structures du fédéralisme canadien.

Dans le cadre de l'analyse du discours et de la recherche sur le duplessisme, nous ne prendrons ici que le contre-exemple des travaux de McRoberts et Posgate <sup>129</sup>. Dans leur ouvrage portant sur la modernisation du Québec, les auteurs présentent le thème de l'autonomie provinciale dans l'après-guerre comme un simple outil de propagande de l'Union nationale. Somme toute, l'autonomisme duplessiste ne serait que mystification, qu'un simple voile permettant de cacher les intérêts d'une classe politique corrompue. Ce type d'approche condamne dès le départ l'analyse à la superficialité. Les conditions les plus fondamentales de l'étude du discours politique québécois depuis la dernière guerre mondiale sont résolument télescopées. Tout le processus de l'affirmation de la forme de l'État keynésien au Canada et les multiples contradictions qu'elle génère au sein de la forme du régime jusque dans les années soixante-dix sont systématiquement éludées. La centralité du discours sur la forme du régime au sein de la réalité politique québécoise est ainsi ramenée à une simple affaire locale, à une sorte d'épiphénomène permettant de servir des intérêts douteux. L'autonomisme n'est pas une simple recette de propagande inventée après la guerre par une clique de politiciens retors, mais le lieu à partir duquel s'organise le discours politique [330] dominant au Québec durant cette période. La centralité de l'autonomisme s'inscrit dans un processus de retraduction discursive d'un ensemble de rapports de forces qui, du rapport Rowell-Sirois aux mesures de centralisation durant la guerre, des rapports Heagerty et Marsh aux conférences de la Reconstruction, de l'impôt provincial à la loi de l'assistance publique et plus tard de la Caisse de dépôt et de placement à l'assurance-santé, marquent au Québec l'histoire du passage de la forme libérale de l'État à la forme keynésienne. Le problème de l'analyse n'est pas ici de montrer que der-

---

<sup>129</sup> K. McRoberts, et D. Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, op. cit.

rière, à côté de ou avec son autonomisme le duplessisme était le régime réactionnaire que l'on connaît, mais de comprendre la réalité et la dynamique d'un discours dont les déterminations dépassent largement les intérêts les plus mesquins des potentats locaux.

Cette reconnaissance de la prégnance des conditions de production que constitue la forme de régime fédérale ne saurait cependant constituer la démarche ultime de l'analyse. Encore une fois la prise au sérieux des pratiques non discursives n'est qu'un point de départ. Même si l'univers de la forme de régime ouvre le champ très vaste des rapports de forces politiques, ceux des blocs sociaux, du régionalisme et de la question nationale, pour ne nommer que ceux-là, la recherche sur le discours en est encore à ses premiers balbutiements. Il nous faudra de nouveau tenir compte de la dynamique interne du discours et de la retraduction discursive des effets des conditions de production, seule démarche qui puisse permettre d'analyser les pratiques discursives elles-mêmes et les « effets en retour » qu'elles exercent sur lesdites conditions.

Voilà ce que nous avons commencé à faire en retraçant la dialectique traditionnelle-moderniste dans le discours portant sur la forme de régime et en avançant la thèse de la soumission du traditionalisme au libéralisme. On a vu comment, paradoxalement, seule la prise au sérieux des conditions de production, celles du fédéralisme canadien, nous a permis de saisir la spécificité du travail discursif. Il est dès lors possible de rompre avec des perspectives purement descriptives relevant souvent de la sociologie des intérêts la plus étroite et la plus naïve, et de commencer une analyse du discours politique québécois attentive à sa dynamique interne et aux effets de cette pratique discursive sur la production de la société québécoise.



[331]

## LE RENVERSEMENT DU MONDE

[Retour à la table des matières](#)

Nous abordons en terminant le problème sans doute encore plus complexe de l'autoritarisme duplessiste et de sa place dans l'ensemble de l'économie discursive. Ces dernières réflexions nous permettront d'insister sur la nécessité de dépasser les perspectives homologique et génétique quand on réfléchit sur le rapport entre les pratiques discursives et les pratiques non discursives.

Les aspects répressifs du régime Duplessis ne sont plus à démontrer. Son anti-syndicalisme est notoire et son autoritarisme a déjà été largement étayé <sup>130</sup>. Dans des travaux plus spécialisés comme le nôtre, il reste à indiquer la place de cet autoritarisme dans l'ensemble des pratiques duplessistes. Dans le cadre de la tradition de l'économie politique, cette réflexion a pu avancer ces dernières années grâce aux excellents travaux de Gérard Boismenu et de Jocelyn Létourneau portant principalement sur la stratégie économique dominante durant la période.

Nous avons vu plus haut que, pour Gérard Boismenu, les pratiques répressives et antisyndicales du régime s'inscrivaient dans le cadre d'une politique manufacturière consistant à agir à la périphérie de la structure de l'accumulation, sur les conditions générales de production du profit <sup>131</sup>. Dans la même perspective, Jocelyn Létourneau a situé l'autoritarisme duplessiste dans le cadre plus large de « la configuration historique particulière du rapport salarial », ainsi que « du mode de régulation d'ensemble, et particulièrement du mode de gestion étatique du salariat, qui s'imposent au sein de l'espace provincial après la Seconde Guerre mondia-

<sup>130</sup> Voir à ce propos : Sur le syndicalisme et les rapports sociaux et politiques, H. David, « L'état des rapports de classes au Québec de 1945 à 1967 », dans *Sociologie et société*, vol. VII, no 2, novembre 1975 ; CSN, FTQ, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, 1979 ; Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, op. cit. ; J. Hamelin, F. Harvey, *Les travailleurs québécois, 1941-1971. Dossier*, Québec, Institut supérieur des Sciences humaines ; J. Rouillard, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal, 1981. Sur une analyse de l'autoritarisme centrée sur la personne du chef de l'Union nationale, P. Laporte, *Le vrai visage de Duplessis*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960 ; L., Roberts, *Le chef. Une biographie politique de Maurice Duplessis*, Montréal, Éditions du Jour, 1972.

<sup>131</sup> G. Boismenu, op. cit.

le <sup>132</sup> ». Selon l'auteur, la stratégie duplessiste se caractérise par l'imposition d'un mode « de compétitivité régressiste » favorisant la compression des salaires, l'augmentation des tâches de travail et la recherche de compromis défavorables aux travailleurs » <sup>133</sup>. Cette stratégie se déploie dans toutes ses dimensions à partir du milieu des années cinquante lorsque, pour faire face à une concurrence internationale de plus en plus menaçante, le régime duplessiste prend « la décision d'articuler une stratégie de croissance autour du maintien, à tout prix, des conditions existantes de profit des entreprises oeuvrant dans les secteurs manufacturiers en difficulté <sup>134</sup> ». Selon Létourneau, ce choix « témoigne en fait d'un refus, par certains segments du [332] patronat québécois et par le gouvernement de l'Union nationale d'affronter les nouvelles conditions posées par la concurrence internationale et nationale <sup>135</sup> ». Cette politique aura pour effet, longtemps après la fin du régime, d'accroître la dépendance de l'économie québécoise, puisque, principalement dans l'industrie légère et les entreprises contrôlées par les francophones, le refus d'adopter une « compétitivité progressiste (recherche et développement, formes nouvelles et originales de gestion du salariat, restructuration des modalités d'organisation interne des firmes <sup>136</sup> », approfondira les carences et accentuera les retards d'un ensemble d'entreprises de moins en moins aptes à faire face à la concurrence internationale et contraintes de se replier derrière les mesures protectionnistes du gouvernement fédéral.

Voilà comment, dans la tradition de l'économie politique, on situe l'autoritarisme et l'anti-syndicalisme duplessistes. Les pratiques anti-ouvrières trouvent leur place dans une stratégie plus large qui vise à agir sur les conditions générales d'accumulation du profit. On s'interroge ensuite sur les effets d'une telle politique manufacturière et on met en évidence la détermination à la dépendance qu'un tel choix a imposé au développement de l'économie québécoise.

Dans une certaine mesure, nous n'avons pas procédé autrement. Nous avons d'abord tenté de situer l'autoritarisme duplessiste dans l'ensemble des pratiques discursives à l'œuvre dans les discours du budget. Pourtant nous n'avons pu abor-

---

<sup>132</sup> J. Létourneau, *op. cit.*, p. 12.

<sup>133</sup> *Idem*, p. 30.

<sup>134</sup> *Idem*, p. 16.35.

<sup>135</sup> *Ibidem*.

<sup>136</sup> *Idem*, p. 30.

der les aspects autoritaires et disciplinaires de la discursivité qu'à la toute fin de la démarche. C'est qu'il a d'abord fallu poser la dialectique se déployant entre deux univers, ceux du traditionalisme et du modernisme, avant d'être en mesure de faire ressortir le rôle charnière tenu par l'autoritarisme et la disciplinarisation dans l'articulation des deux mondes. Nous avons montré que c'est précisément autour des questions reliées au rapport salarial que s'organise avec le plus de clarté une pratique discursive puisant, dans les valeurs directement liées au traditionalisme, les fondements de la discipline. Liant disciplinarisation et contrôle social dans ses espaces spécifiquement économiques, le discours essaime l'ordre, la stabilité, ainsi que le sens du travail et de la discipline attendu de la classe ouvrière québécoise.

Une fois l'autoritarisme situé, nous avons tenté d'en repérer les effets à partir de sa « fonction » dans l'ensemble de la pratique discursive. Il nous est dès lors apparu que l'autoritarisme (valeurs de contrôle social et de disciplinarisation) jouait un rôle fondamental au sein d'une dynamique discursive imposant la dominance du modernisme et de [333] l'industrialisme. L'autoritarisme participe ainsi au renversement du monde, la hiérarchisation des Anciens permettant l'affirmation des Modernes.

Le parallélisme entre les deux démarches nous permettra maintenant d'aborder encore une fois le problème du rapport aux conditions de production. On pourra d'abord poser une homologie entre pratiques discursives et non discursives, l'autoritarisme tenant la même place fondamentale dans le discours que dans la mise en œuvre de la stratégie économique. Plus largement, il sera loisible de soutenir que l'autoritarisme tout comme les pratiques antisyndicales s'inscrivent dans le même mouvement d'imposition des rapports de production capitalistes, les deux convergeant d'ailleurs dans la mise en forme d'une industrialisation dépendante caractérisée par le *cheap labor*.

La pratique homologique si chère au structuralisme demeure cependant fort générale. Non qu'elle soit fausse ou qu'il faille remettre en question sa fonction heuristique, mais elle n'en résout pas pour autant le problème du rapport entre les pratiques discursives et non discursives. Une fois l'homologie posée entre deux structures, encore faut-il répondre à la question de leurs rapports et de leur inter-pénétration. Autrement dit, une fois posé le parallélisme entre deux niveaux de la réalité sociale, il faut encore essayer de comprendre les mécanismes de leur

convergence, à moins de faire appel au hasard, à l'inexplicable <sup>137</sup> ou encore à un intellect humain constituant la raison ultime <sup>138</sup>.

On pourra dès lors adopter la perspective génétique largement répandue dans la plupart des courants théoriques des sciences sociales. On soutiendra que l'autoritarisme à l'œuvre dans le discours découle des pratiques anti-ouvrières et plus largement de l'ensemble de la stratégie économique duplessiste. Ce génétisme, par trop élémentaire, gagnera sans doute plus de crédibilité si l'on élargit l'analyse de l'autoritarisme et de la stratégie économique à l'ensemble du complexe institutionnel et social de la période. Il sera dès lors possible d'avancer que l'autoritarisme s'explique en dernière analyse par la nature du bloc social duplessiste lequel permettrait d'éclairer aussi bien la dynamique discursive que le choix de la stratégie économique. Derrière la disciplinarisation, le contrôle social et le paternalisme dans les relations de travail se profilera dès lors l'univers du traditionalisme, celui de l'Église, de la petite bourgeoisie traditionnelle, de la paysannerie et de toutes les formes sociales reliées directement ou indirectement au ruralisme (certaines couches de la bourgeoisie locale, par exemple) ; [334] à travers la dynamique même du discours, important en quelque sorte cet autoritarisme et ce paternalisme dans l'univers des rapports de production capitalistes et ultimement au sein d'un processus d'affirmation du modernisme, on découvrira bien sûr la dominance du capital monopoliste (américain d'abord, mais aussi canadien) et de l'ensemble des formes sociales reliées à la mise en place de la société moderne, du poids de l'économie continentale à la dissolution des rapports de production précapitalistes dans l'agriculture, de la formation de la nouvelle petite bourgeoisie à la transition vers l'État keynésien. On pourrait, bien sûr, raffiner l'analyse presque à l'infini, mais l'on sera toujours ramené à cette sorte de point d'ancrage que constitue l'analyse du duplessisme, soit la nature du bloc social dominant durant cette période de transformation profonde de la société québécoise.

La perspective génétique, tout comme l'approche homologique, n'est ni fausse, ni dépourvue d'intérêt. À moins qu'elle ne serve de prétexte à éluder l'analyse de la spécificité du travail discursif (ce qui a été malheureusement trop souvent le cas

<sup>137</sup> Voir la position de M. Foucault dans *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966, position remise partiellement en question dans *L'archéologie du savoir*, *op. cit.*

<sup>138</sup> Voir l'œuvre de C. Lévi-Strauss et en particulier, *L'anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958.

dans des travaux étroitement occupés au « dévoilement » du discours bourgeois), elle permet de sortir, au moins partiellement, de cette sorte de cul-de-sac dans lequel s'enferment ultimement toutes les quêtes d'homologies. Même s'il faut reconnaître au structuralisme le mérite d'avoir pris au sérieux le discours, il reste que le parti pris homologique a enfermé l'analyse dans le fixisme évacuant l'histoire et la complémentarité relative des temps sociaux <sup>139</sup>.

À l'évidence, la tradition du génétisme ne résout cependant pas l'ensemble des problèmes des rapports entre pratiques discursives et non discursives. On s'est presque exclusivement intéressé au problème de l'effet des conditions de production (matérielles) sur le discours. Ayant posé et très souvent démontré l'effet de l'infrastructure, des rapports de classe ou des institutions dans le domaine des pratiques discursives, l'analyse s'arrête malheureusement là, se suffisant du postulat de « l'effet en retour » de la représentation du monde sur les conditions dites matérielles. Pourtant, même si l'on a posé correctement le rapport et la correspondance relative entre les différentes instances de la société et la représentation qu'elle se donne d'elle-même, il restera toujours à se demander, à la suite de toutes les contradictions intra-discursives et extra-discursives qu'il aura bien fallu identifier, pourquoi ce discours dominant fonctionne-t-il ? Ce n'est certes pas, comme dans beaucoup d'études s'inspirant du génétisme, [335] en postulant l'automatisme de l'efficacité d'un discours que l'on aura résolu le problème.

Il s'agit là sans doute du problème central de l'analyse du discours. La perspective génétique centre pour ainsi dire la recherche sur les rapports entre le discours et le producteur (défini ici dans son sens le plus large). La question soulevée ci-haut invite au contraire à poursuivre l'analyse en s'interrogeant sur les relations entre le discours et le récepteur. Les travaux s'inspirant de la pragmatique ont déjà montré que le discours ne va jamais seul et qu'avec lui s'organise un ensemble de conditions sociales pertinentes à sa réception <sup>140</sup>. Le discours d'autorité ne saurait ainsi fonctionner sans le support d'un ensemble de déterminations extra-discursives : la chaire, le système hiérarchique au sein d'un appareil... Comme on le voit, le déplacement du questionnement ne conduit nullement à évacuer l'en-

<sup>139</sup> Voir à ce propos, P. Bourdieu, *Le sens pratique*, *op. cit.*

<sup>140</sup> Voir entre autres, J. L. Austin, *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 ; M. Bakhtine, *Le marxisme et la philosophie du langage*, *op. cit.* P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, *op. cit.*

semble des déterminations sociales du discours, mais plutôt à poursuivre la réflexion en cherchant à comprendre pourquoi et dans quelles conditions un discours peut susciter l'adhésion. Nous n'avons certes pas la prétention de proposer ici une théorie générale des conditions sociales de la réception du discours. Les conditions de la réception d'un discours sont dans la pratique inséparables des conditions de sa production et indissociables de l'ensemble des conditions sociales d'énonciation. Nous ne les distinguerons ici qu'aux seules fins de l'analyse, afin d'avancer dans la compréhension de notre objet en nous situant dans la perspective proposée.

Cette réflexion sur les conditions sociales de la réception de l'autoritarisme sont primordiales, puisque le duplessisme n'étant ni un régime militaire, ni un régime totalitaire, les aspects idéologiques des pratiques répressives tiennent une place déterminante dans le déploiement de l'ensemble des stratégies sociales et économiques qui s'imposent durant la période. Bien que le problème englobe l'ensemble des conditions sociales de la réception dans les différents segments des pratiques sociétales, nous insisterons ici sur les rapports de l'autoritarisme à la classe ouvrière puisqu'il s'agit sans doute du lieu privilégié pour engager un tel questionnement. On sait, en effet, que l'Union nationale recevait un appui électoral significatif et souvent majoritaire dans les circonscriptions électorales ouvrières <sup>141</sup>. Comment comprendre dès lors le soutien relatif d'une classe qui subissait des pratiques répressives marquées sous le signe de l'autoritarisme ? Comment tout en étant exclue du bloc social duplessiste, la classe ouvrière [336] pouvait-elle fournir un soutien relatif à l'Union nationale sur la scène politique.

Nous l'avons vu l'autoritarisme constitue une condition de la réalisation de la dominance du modernisme. Malgré sa prégnance et son extension, l'idée de progrès ne peut fonctionner que grâce au soutien systématique d'un autre univers de la pratique discursive caractérisé par l'autoritarisme (l'ordre, la stabilité, le travail, la discipline...). Nous avons alors engagé l'analyse sur ce que nous appelons maintenant les conditions sociales de la réception, en insistant sur les caractéristiques générales d'une société québécoise en pleine transition vers la société de consommation. Nous inspirant des travaux de Marcuse sur l'idéologie du progrès dans la société industrielle avancée, nous avons soutenu que la société québécoise

<sup>141</sup> Voir, H. Quinn, *The Union Nationale. A Study of Quebec Nationalism*, Toronto, University of Toronto Press, 1979 ; G. Boismenu, *op. cit.*

se situant alors dans une phase préalable, celle du passage au fordisme, l'idée de progrès ne pouvait d'elle-même déployer le plein effet de ses potentialités autorépressives. Bien que contribuant de façon décisive à saper l'univers de la représentation traditionnelle, l'idée de progrès doit composer avec cette dernière en empruntant ses aspects autoritaires dans un processus permettant progressivement de la marginaliser. C'est donc aux conditions sociales prévalant dans une société de transition que nous nous sommes intéressés.

La société de consommation miroite dans le Québec d'après-guerre, mais les pratiques consommatrices ne sont pas encore assez répandues pour s'autogénérer dans une perspective répressive. Nous en sommes à un stade antérieur de la socialité où l'accès à la société de consommation est encore vu comme travail et comme discipline. L'idée est impensable d'une société d'abondance liée à celle du non-travail ou à tout le moins d'un travail secondarisé parce qu'entièrement soumis à la course à la satisfaction cumulative des besoins définis par l'appareil de production. Le travail et la discipline, sont au contraire, perçus comme une condition d'accès à la société de consommation. En ce sens, ce ne sont ni le travail, ni la discipline qui sont rejetés dans l'ancienne socialité, mais bien les limitations que cette dernière impose à la satisfaction des besoins. Travail et discipline sont ainsi reconduits et reproduits dans des pratiques autres, tout entières favorables à la déstructuration de l'univers traditionnel.

Bien sûr, il s'agit d'un processus très complexe impliquant la retraduction de l'ancienne socialité dans une société en pleine transformation. Il n'y a pas pure reconduction de certains aspects de la société [337] traditionnelle dans un processus d'adjonction de pratiques liées à l'industrialisme. Certaines formes de l'autoritarisme traditionnel sont elles-mêmes rejetées, par exemple, celle de l'autorité patriarcale dans la famille élargie et le ruralisme qu'elle implique. Les sociologues ont montré qu'il y avait reproduction à la ville de certains aspects de la socialité rurale <sup>142</sup>. Mais cette transposition impliquait nécessairement la déstructuration des pratiques traditionnelles et l'insertion de ce qui en restait dans un processus accélérant leur disparition. Ainsi assistons-nous ici à la transposition de l'idéologie du travail, de la discipline et de la hiérarchie dans un univers autre, celui du rapport salarial capitaliste, dans la perspective de l'accès à la société de consom-

---

<sup>142</sup> P. Garigue, *La vie familiale au Canada français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1962.

mation. Le travail, la discipline et certaines de ces nouvelles formes comme celles du paternalisme dans les relations patronales ouvrières sont ainsi acceptés et directement perçus comme conditions nécessaires à la satisfaction de nouveaux besoins apparaissant avec l'accélération de l'industrialisation.

Seule la pratique au sein du rapport salarial amènera à rompre avec l'autoritarisme et plus largement avec la dialectique travail discipliné - satisfaction. On a montré que le vote ouvrier a significativement rompu avec le duplessisme dans les comtés où les luttes syndicales s'étaient développées : « Dans certaines villes spécialisées dans une branche de production et où la CTCC est fortement implantée, seulement 40% ou un peu moins de 40% des ouvriers votent pour l'Union nationale ; de plus, la propagande et l'action menée par la CTCC, en 1952, font battre trois des quatre candidats 'ennemis de la classe ouvrière' (unionistes) au profit des libéraux <sup>143</sup>. » Ici, les limites perçues entre l'accès effectif à la société de consommation et des pratiques autoritaires au sein du rapport salarial favorisant le *cheap labor* ont amené à rompre avec l'autoritarisme du régime. Mais la remise en question de ces limites n'a pas conduit à la critique de l'idée même du progrès. Le rejet de l'autoritarisme duplessiste provoquera au contraire une réforme du rapport salarial aux débuts des années soixante laquelle, entre autres effets, permettra de réduire cette distance entre la lourdeur de la tâche et la satisfaction effective (du moins pour certaines couches de la classe ouvrière et des salariés en général), et de créer les conditions sociales du plein déploiement de l'idée de progrès au sein desquelles la course à la satisfaction des désirs et des besoins génère d'elle-même la disciplinarisation des agents. Dès lors l'autoritarisme ouvert est devenu inutile, voire même contreproductif, [338] le travail et la discipline n'étant plus perçus comme conditions d'accès à la société de consommation, mais comme pure instrumentalité dans la course à la consommation.

On en conclura que ce sont les conditions sociales d'énonciation (englobant ce que nous avons appelé plus haut conditions de production et de réception du discours) au sein d'une société en transition vers le fordisme, du traditionalisme à l'industrialisme, qui permettent, au moins en partie, de saisir et de comprendre l'efficacité de l'autoritarisme et sa place décisive dans l'ensemble des pratiques discursives duplessistes. Des sociologues ont avancé que cet appui relatif des mi-

---

<sup>143</sup> G. Boismenu, *op. cit.*, p. 380-381.



lieux ouvriers résultait du fait qu'ils étaient en grande partie constitués de couches sociales relativement nouvelles, issues du monde rural. Tout entières attentives au miroitement de la société de consommation et partageant la même volonté de promotion sociale, ces couches de la classe ouvrière trouvent dans l'ancienne socialité les conditions de l'acceptation d'une idéologie disciplinaire. En ce sens, l'autoritarisme et la disciplinarisation duplessistes ne sont pas spontanément vus comme une agression ; ils suscitent au contraire momentanément l'adhésion étant perçus comme une condition d'accès au nouveau monde.

Si donc, à la fin de ce travail, il nous fallait proposer une thèse générale, nous avancerions que le secret de l'efficace du discours économique duplessiste réside dans sa capacité de profiler la société de consommation (idée de progrès) tout en s'appuyant sur une idéologie autoritaire (valeurs disciplinaires et de contrôle social). La dominance de cette idéologie est rendue possible par les conditions sociales d'énonciation au sein d'une société en transition entre deux stades du mode de production capitaliste (du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste, de la forme libérale de l'État à la forme keynésienne), l'accélération de l'industrialisation permettant, d'une part, la profilation dominante de l'industrialisme, le maintien de formes traditionnelles de la socialité assurant, d'autre part, l'adhésion large à des pratiques répressives directement reliées, sinon nécessaires à cette transition.

La formulation d'une telle thèse, liée aux seuls résultats de nos analyses du discours du budget, implique que nous dépassions le simple repérage d'homologies ou la seule perspective génétique dans l'étude des rapports entre pratiques discursives et non discursives. Nous avons, pour notre part, tenté de montrer comment, dans ses rapports contradictoires aux pratiques non discursives, le discours [339] duplessiste contribuait sur ses propres bases à produire la société québécoise. Cette démarche, de l'ensemble des rapports de forces aux institutions, nous a ramenés progressivement aux pratiques les plus quotidiennes, au cœur même de la socialité.

[341]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

# CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons tenté de cerner l'efficace d'une pratique discursive qui semblait se déplacer au fur et à mesure que nous avançons. Cette sorte de ruse pratiquée par un discours littéralement hanté par la contradiction nous a forcés à abandonner nombre d'idées reçues sur la prétendue coupure entre l'infrastructure et la superstructure et l'obscurantisme soi-disant absolu du régime de l'Union nationale. La dynamique de la recherche, la difficulté même de la compréhension du sens global d'un discours aussi complexe nous ont imposé la formulation de nouvelles questions et ouvert ainsi un univers à peine soupçonné. Du traditionalisme au modernisme et à l'autoritarisme, de l'analyse de contenu à la syntaxe et aux conditions de production, il nous a constamment fallu ouvrir de nouvelles brèches pour arriver à rendre compte de façon un tant soit peu satisfaisante de la contribution de la pratique discursive duplessiste à la production du sens au sein de la société québécoise.

Nous avons avancé à ce propos un ensemble de thèses qui posent invariablement la dominance du modernisme sur le traditionalisme, sous la figure de la promotion de l'idée de « progrès » envers et aux dépens de celle de « tradition ». À cet égard, nous avons considéré que les discours unionistes sont traversés par un procès produisant l'affirmation de la représentation caractéristique de la société

de consommation. Pour décrire ce processus, nous avons à l'occasion employé le concept de « fordisme ». Il nous faudra certes nuancer en terminant, car la complexité du discours nous invite encore à la prudence. Si l'on entend par « fordisme » non seulement la mise en [342] place de la société de consommation, mais aussi la transformation du rapport salarial impliquant dans toute son extension les réformes keynésiennes, force est d'admettre que le modernisme duplessiste se tient en des lieux forts différents. Sorte de libéralo-fordisme teinté d'autoritarisme, le discours duplessiste prétend faire advenir la société de consommation tout en reproduisant la société traditionnelle et la forme libérale de l'État. La contradiction s'étale ici de la façon la plus évidente entre un « économisme » chantant les vertus d'un progrès défini en termes exclusivement économiques et un « culturalisme » proclamant le maintien d'une tradition reposant sur les instances de l'ethnie et de la religion. Peut-être pourrions-nous employer la notion de « préfordisme », si cette dernière n'avait les connotations continuistes que l'on sait. Ni fordiste achevée, ni traditionaliste classique, la pratique discursive duplessiste se tient en des lieux précaires dont nulle analyse moniste ne saurait rendre compte. C'est en accueillant la complexité même du discours qu'il importe donc de rendre compte de la conjugaison de ce fordisme élémentaire et de ce traditionalisme larvé. Aussi nous permettrons-nous de conclure sur une double mise en garde.

Il nous paraît d'abord impérieux d'éviter une lecture dogmatique de nos thèses sur l'existence d'un procès générant la dominance du modernisme sur le traditionalisme. Autant nous nous sommes opposés à la propension de toute une littérature à considérer le libéralisme comme une réalité marginale et, en dernière analyse, inessentielle dans les idéologies québécoises avant 1960, autant il ne faut pas sous-estimer l'importance du traditionalisme dans la discursivité duplessiste. La thèse de la dominance du modernisme ne devrait en aucun cas conduire à nier l'importance du traditionalisme qui constitue, malgré tout, l'un des pôles essentiels de la pratique discursive. Si, après avoir décrit les aspects traditionalistes du duplessisme, nous avons de plus en plus insisté sur ses aspects modernistes, on ne saurait en conclure que les premiers ne sont que de pures formes. Même si le choix d'un tel ordre d'exposition nous a semblé pertinent pour rendre compte de la tendance à la dominance du modernisme, il nous a fallu à plusieurs reprises réintroduire dans l'analyse les aspects traditionalistes de la discursivité pour rendre compte de la dialectique qui n'a de cesse dans tous les recoins de la pratique dis-

cursive. Seul un goût douteux du paradoxe pourrait nous faire sous-estimer ainsi les traces du traditionalisme pour le seul plaisir de renverser les idées reçues.

[343]

La seconde mise en garde est un rappel et porte sur le statut à conférer aux analyses proposées ici. Toute lecture globalisante qui étendrait la portée de nos thèses à l'ensemble du discours politique duplessiste serait en porte-à-faux. Seule l'analyse systématique des autres corpus permettra de situer le travail à l'œuvre dans les discours du budget au sein de l'ensemble de la pratique discursive. La dominance du modernisme est-elle le seul fait de la forme discursive particulière que nous venons d'étudier ou au contraire une caractéristique fondamentale de l'ensemble du discours politique dominant durant la période ? Seule la poursuite de la recherche nous permettra de le dire.

[345]

**Restons traditionnels et progressifs.**  
Pour une nouvelle analyse du discours politique.  
Le cas du régime Duplessis au Québec.

# ANNEXES

[Retour à la table des matières](#)

[346]

**Tableau 1**  
*Les catégories en fréquence, en détermination et en thématisation*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Total Fréq.	Total Dét.	Indice Dét. %	Total Thé.	Indice Thé. %
ec0*	2541	1370	53,92	781	30,74
ecx 1	868	174	20,05	311	35,83
ecx2	137	47	34,31	47	34,31
ec3	921	514	55,81	375	40,72
ec4	1244	388	31,19	456	36,66
ec5	144	36	25,00	45	31,25
ec6	454	167	36,78	138	30,40
ec7	595	196	32,94	168	28,24
ec8	3234	1632	50,46	1050	32,47
ec9	7	1	14,29	-	-
ec10	15	2	13,33	8	53,33
ec11	98	34	34,69	40	40,82
ec12	462	174	37,66	140	30,30
ec13	969	381	39,32	256	26,42
ec14	217	84	38,71	49	22,58
ec15	60	8	13,33	20	33,33
ec16	5	1	20,00	2	40,00
ec17	1	1	100,00	1	100,00
ec18	178	36	20,22	79	44,38
ec19	96	33	34,38	52	54,17
ec20	1381	677	49,02	452	32,73
<b>Total</b>	<b>13627</b>	<b>5956</b>	<b>43,71</b>	<b>4470</b>	<b>32,80</b>
et0	1536	739	48,11	417	27,15
etx1	3130	1590	50,80	1531	48,91
etx2	3105	809	26,05	1222	39,36
et3	184	60	32,61	46	25,00
et4	604	325	53,81	160	26,49
et5	96	53	55,21	41	42,71
et6	771	259	33,59	372	48,25
et7	372	183	49,19	83	22,31
<b>Total</b>	<b>9798</b>	<b>4018</b>	<b>41,01</b>	<b>3872</b>	<b>39,52</b>

[347]

**Tableau I (suite)**

Catégorie	Total Fréq.	Total Dét.	Indice Dét. %	Total Thé.	Indice Thé. %
in0	633	360	56,87	148	23,38
inx1	431	58	13,46	245	56,84
inx2	1104	422	38,22	310	28,08
in3	186	58	31,18	47	25,27
in4	26	12	46,15	6	23,08
in5	85	34	40,00	32	37,65
in6	168	71	42,26	45	26,79
in7	112	44	39,29	32	28,57
in8	563	262	46,54	167	29,66
in9	392	94	23,98	107	27,30
in10	95	42	44,21	29	30,53
in11	81	28	34,57	24	29,63
<b>Total</b>	<b>3876</b>	<b>1485</b>	<b>38,31</b>	<b>1192</b>	<b>30,75</b>
us0	127	34	26,77	26	20,47
usx1	587	238	40,55	196	33,39
usx2	717	242	33,75	267	37,24
us3	108	48	44,44	39	36,11
us4	225	89	39,56	58	25,78
us5	391	159	40,66	147	37,60
us6	253	92	36,36	78	30,83
us7	4836	964	19,93	1546	31,97
us8	6988	2963	42,40	1595	22,82
us9	557	129	23,16	301	54,04
us10	314	130	41,40	141	44,90
us11	505	247	48,91	118	23,37
<b>Total</b>	<b>15608</b>	<b>5335</b>	<b>34,18</b>	<b>4512</b>	<b>28,91</b>
uvx1	429	253	58,97	132	30,77
uvx2	733	413	56,34	164	22,37
uvx3	43	21	48,84	10	23,26
uv4	140	75	53,57	32	22,86
uv5	78	21	26,92	21	26,92
uv6	42	15	35,71	13	30,95
uv7	87	5	5,75	24	27,59
uv8	150	44	29,33	50	33,33
uv9	52	16	30,77	11	21,15
uv10	137	37	27,01	42	30,66
uv11	301	130	43,19	58	19,27
uv12	22	10	45,45	2	9,09
uv13	163	51	31,29	27	16,56
uv14	205	67	32,68	47	22,93
uv15	239	108	45,19	40	16,74
uv16	374	142	37,97	73	19,52

[348]

**Tableau I (suite)**

Catégorie	Total Fréq.	Total Dét.	Indice Dét. %	Total Thé.	Indice Thé. %
uv17	61	9	14,75	12	19,67
uv18	130	47	36,15	29	22,31
uv 19	151	23	15,23	20	13,25
uv20	322	147	45,65	64	19,88
uv21	276	70	25,36	71	25,72
uv22	189	78	41,27	37	19,58
uv23	60	11	18,33	8	13,33
uv24	184	79	42,93	48	26,09
uv25	29	4	13,79	7	24,14
uv26	162	55	33,95	35	21,60
uv27	205	75	36,59	46	22,44
uv28	26	10	38,46	3	11,54
<b>Total</b>	<b>4990</b>	<b>2016</b>	<b>40,40</b>	<b>1126</b>	<b>22,57</b>
ba	460	160	34,78	84	18,26
bb	41	15	36,59	11	26,83
bc	202	62	30,69	47	23,27
bd	30	4	13,33	7	23,33
be	130	12	9,23	13	10,00
bf	21	4	19,05	8	38,10
bh	49	11	22,45	6	12,24
bi	18	1	5,56	2	11,11
bj	22	3	13,64	2	9,09
bk	3	2	66,67	1	33,33
bl	28	6	21,43	7	25,00
bm	45	11	24,44	8	17,78
ca	117	56	47,86	22	18,80
cb	112	39	34,82	23	20,54
cc	359	149	41,50	100	27,86
cd	24	10	41,67	10	41,67
ce	318	203	63,84	59	18,55
cf	36	18	50,00	14	38,89
cg	11	5	45,45	4	36,36
ch	23	13	56,52	5	21,74
cj	28	14	50,00	4	14,29
da	132	73	55,30	25	18,94
db	147	31	21,09	30	20,41
dc	51	26	50,98	13	25,49
dd	1	1	100,00	-	-
df	27	2	7,41	3	11,11
dh	248	84	33,87	58	23,39
di	17	5	29,41	2	11,76
dj	28	8	28,57	7	25,00
dk	47	10	21,28	8	17,02
dm	129	52	40,31	33	25,58
dn	61	18	29,51	13	21,31



Catégorie	Total Fréq.	Total Dét.	Indice Dét. %	Total Thé.	Indice Thé. %
ea	20	9	45,00	6	30,00
eb	56	16	28,57	5	8,93
[349]					
ec	16	5	31,25	6	37,50
ed	9	2	22,22	2	22,22
ee	50	23	46,00	14	28,00
fa	50	11	22,00	7	14,00
fb	9	3	33,33	2	22,22
fc	12	4	33,33	5	41,67
ga	62	46	74,19	16	25,81
gb	72	23	31,94	9	12,50
ge	165	89	53,94	36	21,82
<b>Total</b>	<b>3486</b>	<b>1339</b>	<b>38,41</b>	<b>737</b>	<b>21,14</b>
<b>Grand Total</b>	<b>51385</b>	<b>38959</b>	<b>75,82</b>	<b>15909</b>	<b>30,96</b>

\* On trouvera à la page 374 les définitions correspondant aux étiquettes des catégories.

[350]

**Tableau II**  
*La fréquence des catégories par zone dans le discours du budget*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Total		34-36		37-39		40-44	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
ec0	2541	18,65	198	18,08	133	15,54	257	18,84
ecx1	868	6,37	171	15,62	69	8,06	47	3,45
ecx2	137	1,01	21	1,92	18	2,10	2	0,15
ec3	921	6,76	62	5,66	36	4,21	24	1,76
ec4	1244	9,13	84	7,67	64	7,48	16	1,17
ec5	144	1,06	29	2,65	16	1,87	7	0,51
ec6	454	3,33	32	2,92	87	10,16	24	1,76
ec7	595	4,37	30	2,74	49	5,72	19	1,39
ec8	3234	23,73	164	14,98	160	18,69	612	44,87
ec9	7	0,05	-	-	-	-	4	0,29
ec10	15	0,11	1	0,09	1	0,12	1	0,07
ec11	98	0,72	1	0,09	4	0,47	-	-
ec12	462	3,39	17	1,55	24	2,80	17	1,25
ec13	969	7,11	113	10,32	76	8,88	132	9,68
ec14	217	1,59	14	1,28	30	3,50	12	0,88
ec15	60	0,44	17	1,55	22	2,57	2	0,15
ec16	5	0,04	-	-	4	0,47	-	-
ec17	1	0,01	-	-	-	-	-	-
ec18	178	1,31	-	-	-	-	2	0,15
ec 19	96	0,70	-	-	2	0,23	1	0,07
ec20	1381	10,13	141	12,88	61	7,13	185	13,56
<b>Total</b>	<b>13627</b>	<b>26,52</b>	<b>1095</b>	<b>43</b>	<b>856</b>	<b>32,39</b>	<b>1364</b>	<b>32,66</b>
et0	1536	15,68	57	19,06	53	11,99	99	13,40
etx1	3130	31,95	126	42,14	200	45,25	317	42,90
etx2	3105	31,69	59	19,73	94	21,27	130	17,59
et3	184	1,88	3	1,00	3	0,68	76	10,28
et4	604	6,16	29	9,70	38	8,60	28	3,79
et5	96	0,98	1	0,33	6	1,36	12	1,62
et6	771	7,87	16	5,35	35	7,92	26	3,52
et7	372	3,80	8	2,68	13	2,94	51	6,90
<b>Total</b>	<b>9798</b>	<b>19,07</b>	<b>299</b>	<b>11,76</b>	<b>442</b>	<b>16,72</b>	<b>739</b>	<b>17,69</b>

[351]

**Tableau II (suite)**

Catégorie	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
260	15,14	319	15,03	808	20,79	566	21,88	
125	7,28	158	7,45	191	4,92	107	4,14	
23	1,34	3	0,14	53	1,36	17	0,66	
69	4,02	243	11,45	325	8,36	162	6,26	
149	8,68	361	17,01	351	9,03	219	8,47	
11	0,64	19	0,90	39	1,00	23	0,89	
35	2,04	94	4,43	134	3,45	48	1,86	
67	3,90	119	5,61	186	4,79	125	4,83	
506	29,47	320	15,08	882	22,70	590	22,81	
-	-	-	-	2	0,05	1	0,04	
1	0,06	-	-	9	0,23	2	0,08	
33	1,92	30	1,41	26	0,67	4	0,15	
47	2,74	118	5,56	168	4,32	71	2,74	
130	7,57	107	5,04	212	5,46	199	7,69	
38	2,21	32	1,51	63	1,62	28	1,08	
10	0,58	2	0,09	7	0,18	-	-	
-	-	-	-	-	-	1	0,04	
-	-	-	-	-	-	1	0,04	
12	0,70	41	1,93	83	2,14	40	1,55	
4	0,23	12	0,57	17	0,44	60	2,32	
197	11,47	144	6,79	330	8,49	323	12,49	
1717	19,98	2122	22,60	3886	25,27	2587	29,87	
313	15,11	299	16,92	451	15,43	264	16,96	
730	35,25	491	27,79	832	28,46	434	27,87	
605	29,21	594	33,62	1070	36,61	553	35,52	
26	1,26	19	1,08	52	1,78	5	0,32	
149	7,19	123	6,96	126	4,31	111	7,13	
28	1,35	13	0,74	18	0,62	18	1,16	
155	7,48	180	10,19	248	8,48	111	7,13	
65	3,14	48	2,72	126	4,31	61	3,92	
<b>2071</b>	<b>24,10</b>	<b>1767</b>	<b>18,82</b>	<b>2923</b>	<b>19,01</b>	<b>1557</b>	<b>17,98</b>	

[352]

Tableau II (suite)

Catégorie	Total		34-36		37-39		40-44	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
in0	633	16,33	29	29,90	31	14,62	53	36,55
inx1	431	11,12	2	2,06	28	13,21	24	16,55
inx2	1104	28,48	22	22,68	79	37,26	19	13,10
in3	186	4,80	10	10,31	35	16,51	12	8,28
in4	26	0,67	1	1,03	1	0,47	2	1,38
in5	85	2,19	9	9,28	5	2,36	6	4,14
in6	168	4,33	4	4,12	12	5,66	7	4,83
in7	112	2,89	4	4,12	2	0,94	1	0,69
in8	563	14,53	7	7,22	8	3,77	4	2,76
in9	392	10,11	6	6,19	9	4,25	13	8,97
inI0	95	2,45	2	2,06	2	0,94	3	2,07
inI1	81	2,09	1	1,03	-	-	1	0,69
<b>Total</b>	<b>3876</b>	<b>7,54</b>	<b>97</b>	<b>3,82</b>	<b>212</b>	<b>8,02</b>	<b>145</b>	<b>3,47</b>
us0	127	0,81	8	1,15	4	0,53	23	1,97
usx1	587	3,76	48	6,93	33	4,34	30	2,58
usx2	717	4,59	20	2,89	16	2,10	34	2,92
us3	108	0,69	4	0,58	13	1,71	7	0,60
us4	225	1,44	5	0,72	31	4,07	9	0,77
us5	391	2,51	23	3,32	48	6,31	16	1,37
us6	253	1,62	-	-	-	-	5	0,43
us7	4836	30,98	232	33,48	221	29,04	196	16,82
us8	6988	44,77	328	47,33	347	45,60	736	63,18
us9	557	3,57	5	0,72	18	2,37	8	0,69
usI0	314	2,01	8	1,15	17	2,23	12	1,03
usI1	505	3,24	12	1,73	13	1,71	89	7,64
<b>Total</b>	<b>15608</b>	<b>30,37</b>	<b>693</b>	<b>27,26</b>	<b>761</b>	<b>28,79</b>	<b>1165</b>	<b>27,89</b>
uvx1	429	8,60	19	11,11	12	5,56	23	5,53
uvx2	733	14,69	29	16,96	42	19,44	23	5,53
uvx3	43	0,86	1	0,58	2	0,93	5	1,20
uv4	140	2,81	5	2,92	5	2,31	16	3,85
uv5	78	1,56	3	1,75	-	-	3	0,72
uv6	42	0,84	-	-	1	0,46	6	1,44
uv7	87	1,74	-	-	1	0,46	6	1,44
uv8	150	3,01	7	4,09	6	2,78	17	4,09
uv9	52	1,04	2	1,17	4	1,85	3	0,72
uvI0	137	2,75	2	1,17	6	2,78	8	1,92
uvI1	301	6,03	1	0,58	4	1,85	23	5,53

[353]

Tableau II (suite)

Catégorie	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
	107	14,21	116	14,50	202	16,48	95	14,77
	151	20,05	114	14,25	85	6,93	27	4,20
	219	29,08	200	25,00	335	27,32	230	35,77
	31	4,12	22	2,75	31	2,53	45	7,00
	4	0,53	4	0,50	14	1,14	-	-
	33	4,38	11	1,38	17	1,39	4	0,62
	38	5,05	29	3,63	45	3,67	33	5,13
	26	3,45	33	4,13	35	2,85	11	1,71
	58	7,70	134	16,75	270	22,02	82	12,75
	57	7,57	93	11,63	126	10,28	88	13,69
	6	0,80	19	2,38	42	3,43	21	3,27
	23	3,05	25	3,13	24	1,96	7	1,09
	<b>753</b>	<b>8,76</b>	<b>800</b>	<b>8,52</b>	<b>1226</b>	<b>7,97</b>	<b>643</b>	<b>7,42</b>
	18	0,70	22	0,72	31	0,63	21	0,86
	138	5,40	88	2,87	182	3,69	68	2,80
	147	5,75	162	5,28	262	5,31	76	3,13
	12	0,47	30	0,98	31	0,63	11	0,45
	27	1,06	42	1,37	66	1,34	45	1,85
	58	2,27	67	2,18	115	2,33	64	2,63
	111	4,34	50	1,63	79	1,60	8	0,33
	671	26,26	1079	35,17	1723	34,90	714	29,39
	1097	42,94	1260	41,07	2010	40,71	1210	49,81
	136	5,32	132	4,30	192	3,89	66	2,72
	47	1,84	61	1,99	116	2,35	53	2,18
	93	3,64	75	2,44	130	2,63	93	3,83
	<b>2555</b>	<b>29,73</b>	<b>3068</b>	<b>32,68</b>	<b>4937</b>	<b>32,10</b>	<b>2429</b>	<b>28,04</b>
	99	9,89	91	9,15	125	8,80	60	7,78
	102	10,19	180	18,11	240	16,89	117	15,18
	8	0,80	7	0,70	16	1,13	4	0,52
	33	3,30	23	2,31	35	2,46	23	2,98
	24	2,40	23	2,31	18	1,27	7	0,91
	4	0,40	11	1,11	11	0,77	9	1,17
	11	1,10	17	1,71	37	2,60	15	1,95
	23	2,30	20	2,01	45	3,17	32	4,15
	11	1,10	14	1,41	16	1,13	2	0,26
	34	3,40	39	3,92	37	2,60	11	1,43
	51	5,09	59	5,94	113	7,95	50	6,49

[354]

Tableau II (suite)

Catégorie	Total		34-36		37-39		40-44	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
uv12	22	0,44	1	0,58	-	-	1	0,24
uv 13	163	3,27	1	0,58	9	4,17	11	2,64
uv14	205	4,11	3	1,75	4	1,85	9	2,16
uv15	239	4,79	20	11,70	10	4,63	31	7,45
uv16	374	7,49	20	11,70	10	4,63	39	9,38
uv17	61	1,22	2	1,17	9	4,17	6	1,44
uv1g	130	2,61	6	3,51	7	3,24	6	1,44
uv 19	151	3,03	7	4,09	10	4,63	6	1,44
uv20	322	6,45	10	5,85	9	4,17	45	10,82
uv21	276	5,53	5	2,92	21	9,72	24	5,77
uv22	189	3,79	4	2,34	9	4,17	23	5,53
uv23	60	1,20	2	1,17	8	3,70	7	1,68
uv24	184	3,69	-	-	8	3,70	28	6,73
uv25	29	0,58	-	-	-	-	4	0,96
uv26	162	3,25	13	7,60	6	2,78	20	4,81
uv27	205	4,11	8	4,68	11	5,09	22	5,29
uv28	26	0,52	-	-	2	0,93	1	0,24
<b>Total</b>	<b>4990</b>	<b>9,71</b>	<b>171</b>	<b>6,73</b>	<b>216</b>	<b>8,17</b>	<b>416</b>	<b>9,96</b>
ba	460	13,20	16	9,56	17	10,90	32	9,20
bb	41	1,18	5	2,67	7	4,49	2	0,57
bc	202	5,79	25	13,37	13	8,33	24	6,90
bd	30	0,86	5	2,67	1	0,64	9	2,59
be	130	3,73	5	2,67	9	5,77	33	9,48
bf	21	0,60	-	-	-	-	3	0,86
bh	49	1,41	1	0,53	2	1,28	3	0,86
bi	18	0,52	-	-	-	-	3	0,86
bi	22	0,63	1	0,53	2	1,28	3	0,86
bk	3	0,09	-	-	-	-	2	0,57
bl	28	0,80	3	1,60	4	2,56	6	1,72
bm	45	1,29	5	2,67	1	0,64	5	1,44
ca	117	3,36	10	5,35	2	1,28	4	1,15
cb	112	3,21	4	2,14	12	7,69	10	2,87
cc	359	10,30	40	21,39	16	10,26	57	16,38
cd	24	0,69	3	1,60	1	0,64	-	-
ce	318	9,12	10	5,35	9	5,77	27	7,76
cf	36	1,03	1	0,53	-	-	4	1,15
cg	11	0,32	1	0,53	2	1,28	3	0,86
ch	23	0,66	1	0,53	2	1,28	-	-
cj	28	0,80	-	-	-	-	1	0,29

[355]

Tableau II (suite)

Catégorie	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
6	0,60		5	0,50	7	0,49	2	0,26
47	4,70		39	3,92	27	1,90	29	3,76
63	6,29		42	4,23	52	3,66	32	4,15
35	3,50		46	4,63	54	3,80	43	5,58
64	6,39		49	4,93	127	8,94	65	8,43
7	0,70		12	1,21	15	1,06	10	1,30
37	3,70		26	2,62	28	1,97	20	2,59
45	4,50		30	3,02	35	2,46	18	2,33
86	8,59		53	5,33	76	5,35	43	5,58
79	7,89		54	5,43	69	4,86	24	3,11
27	2,70		35	3,52	64	4,50	27	3,50
11	1,10		15	1,51	10	0,70	7	0,91
28	2,80		26	2,62	61	4,29	33	4,28
7	0,70		5	0,50	10	0,70	3	0,39
11	1,10		32	3,22	47	3,31	33	4,28
38	3,80		37	3,72	42	2,96	47	6,10
10	1,00		4	0,40	4	0,28	5	0,65
<b>1001</b>	<b>11,65</b>		<b>994</b>	<b>10,59</b>	<b>1421</b>	<b>9,24</b>	<b>771</b>	<b>8,90</b>
57	11,45		85	13,34	150	15,23	103	15,26
6	1,20		4	0,63	10	1,02	7	1,04
25	5,02		32	5,02	47	4,77	36	5,33
5	1,00		3	0,47	3	0,30	4	0,59
23	4,62		18	2,83	30	3,05	12	1,78
2	0,40		3	0,47	8	0,81	5	0,74
3	0,60		11	1,73	16	1,62	13	1,93
5	1,00		4	0,63	-	-	6	0,89
4	0,80		3	0,47	4	0,41	5	0,74
-	-		-	-	-	-	1	0,15
3	0,60		3	0,47	7	0,71	2	0,30
8	1,61		9	1,41	10	1,02	7	1,04
16	3,21		27	4,24	32	3,25	26	3,85
11	2,21		20	3,14	28	2,84	27	4,00
43	8,63		39	6,12	90	9,14	74	10,96
2	0,40		6	0,94	10	1,02	2	0,30
64	12,85		42	6,59	88	8,93	78	11,56
13	2,61		8	1,26	4	0,41	6	0,89
-	-		1	0,16	4	0,41	-	-
5	1,00		10	1,57	3	0,30	2	0,30
7	1,41		8	1,26	9	0,91	3	0,44

[356]

**Tableau II (suite)**

Catégorie	Total		34-36		37-39		40-44	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
da	132	3,79	5	2,67	-	-	12	3,45
db	147	4,22	3	1,60	6	3,85	17	4,89
dc	51	1,46	-	-	6	3,85	8	2,30
dd	1	0,03	-	-	-	-	-	-
df	27	0,77	2	1,07	2	1,28	-	-
dh	248	7,11	14	7,49	9	5,77	19	5,46
di	17	0,49	-	-	1	0,64	1	0,29
dj	28	0,80	1	0,53	-	-	-	-
dk	47	1,35	1	0,53	1	0,64	3	0,86
dm	129	3,70	4	2,14	-	-	9	2,59
dn	61	1,75	2	1,07	5	3,21	10	2,87
ea	20	0,57	1	0,53	-	-	1	0,29
eb	56	1,61	2	1,07	3	1,92	3	0,86
ec	16	0,46	2	1,07	-	-	1	0,29
ed	9	0,26	-	-	-	-	1	0,29
ee	50	1,43	4	2,14	3	1,92	2	0,57
fa	50	1,43	3	1,60	1	0,64	8	2,30
fb	9	0,26	-	-	-	-	-	-
fc	12	0,34	-	-	2	1,28	-	-
ga	62	1,78	2	1,07	1	0,64	-	-
gb	72	2,07	2	1,07	10	6,41	9	2,59
ge	165	4,73	3	1,60	6	3,85	13	3,74
<b>Total</b>	<b>3486</b>	<b>6,78</b>	<b>187</b>	<b>7,36</b>	<b>156</b>	<b>5,90</b>	<b>348</b>	<b>8,33</b>
<b>Grand total</b>	<b>51385</b>	<b>100</b>	<b>2542</b>	<b>4,95</b>	<b>2643</b>	<b>5,14</b>	<b>4177</b>	<b>8,13</b>



[357]

**Tableau II (suite)**

Catégorie	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
	11	2,21	36	5,65	41	4,16	27	4,00
	17	3,41	24	3,77	49	4,97	31	4,59
	9	1,81	7	1,10	17	1,73	4	0,59
	1	0,20	-	-	-	-	-	-
	8	1,61	1	0,16	10	1,02	4	0,59
	38	7,63	67	10,52	69	7,01	32	4,74
	1	0,20	4	0,63	8	0,81	2	0,30
	5	1,00	8	1,26	9	0,91	5	0,74
	14	2,81	13	2,04	12	1,22	3	0,44
	13	2,61	24	3,77	44	4,47	35	5,19
	12	2,41	9	1,41	14	1,42	9	1,33
	3	0,60	5	0,78	5	0,51	5	0,74
	9	1,81	16	2,51	13	1,32	10	1,48
	1	0,20	3	0,47	3	0,30	6	0,99
	-	-	2	0,31	3	0,30	3	0,44
	6	1,20	7	1,10	16	1,62	12	1,78
	3	0,60	17	2,67	12	1,22	6	0,89
	1	0,20	5	0,78	2	0,20	1	0,15
	-	-	5	0,78	2	0,20	3	0,44
	13	2,61	11	1,73	25	2,54	10	1,48
	4	0,80	13	2,04	21	2,13	13	1,93
	27	5,42	24	3,77	57	5,79	35	5,19
	<b>498</b>	<b>5,79</b>	<b>637</b>	<b>6,79</b>	<b>985</b>	<b>6,41</b>	<b>675</b>	<b>7,79</b>
	<b>8595</b>	<b>16,73</b>	<b>9388</b>	<b>18,27</b>	<b>15378</b>	<b>29,93</b>	<b>8662</b>	<b>16,86</b>

[358]

**Tableau III**  
*La fréquence des catégories thématiques  
au total et par zone dans le discours du budget*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40 44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
ec0	2541	781	30,74	85	10,88	49	6,27	86	11,01
ecx1	868	311	35,83	73	23,47	26	8,36	18	5,79
ecx2	137	47	34,31	4	8,51	6	12,77	2	4,26
ec3	921	375	40,72	29	7,73	15	4,00	10	2,67
ec4	1244	456	36,66	52	11,40	24	5,26	6	1,32
ec5	144	45	31,25	10	22,22	3	6,67	2	4,44
ec6	454	138	30,40	19	13,77	23	16,67	11	7,97
ec7	595	168	28,24	17	10,12	13	7,74	11	6,55
ec8	3234	1050	32,47	54	5,14	50	4,76	180	17,14
ec9	7	-	-	-	-	-	-	-	-
ec10	15	8	53,33	-	-	-	-	1	12,50
ec11	98	40	40,82	1	2,50	2	5,00	-	-
ec12	462	140	30,30	5	3,57	3	2,14	8	5,71
ec13	969	256	26,42	53	20,70	16	6,25	36	14,06
ec14	217	49	22,58	8	16,33	4	8,16	2	4,08
ec15	60	20	33,33	7	35,00	10	50,00	-	-
ec16	5	2	40,00	-	-	2	100,00	-	-
ec17	1	1	100,00	-	-	-	-	-	-
ec18	178	79	44,38	-	-	-	-	-	-
ec19	96	52	54,17	-	-	-	-	-	1
ec20	1381	452	32,73	71	15,71	18	3,98	44	9,73
<b>Total</b>	<b>13627</b>	<b>4470</b>	<b>32,80</b>	<b>488</b>	<b>10,92</b>	<b>264</b>	<b>5,91</b>	<b>418</b>	<b>9,35</b>
et0	1536	417	27,15	27	6,47	13	3,12	24	5,76
etx1	3130	1531	48,91	68	4,44	114	7,45	154	10,06
etx2	3105	1222	39,36	36	2,95	33	2,70	46	3,76
et3	184	46	25,00	-	-	-	-	23	50,00
et4	604	160	26,49	10	6,25	4	2,50	7	4,38
et5	96	41	42,71	-	-	3	7,32	6	14,63
et6	771	372	48,25	9	2,42	14	3,76	6	1,61
et7	372	83	22,31	3	3,61	4	4,82	9	10,84
<b>Total</b>	<b>9798</b>	<b>3872</b>	<b>39,52</b>	<b>153</b>	<b>3,95</b>	<b>185</b>	<b>4,78</b>	<b>275</b>	<b>7,10</b>

[359]

**Tableau III (suite)**

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
	50	6,40	91	11,65	257	32,91	163	20,87
	45	14,47	51	16,40	64	20,58	34	10,93
	7	14,89	-	-	20	42,55	8	17,02
	13	3,47	95	25,33	147	39,20	66	17,60
	39	8,55	107	23,46	145	31,80	83	18,20
	2	4,44	9	20,00	14	31,11	5	11,11
	8	5,80	31	22,46	40	28,99	6	4,35
	14	8,33	25	14,88	50	29,76	38	22,62
	111	10,57	108	10,29	335	31,90	212	20,19
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	5	62,50	2	25,00
	13	32,50	17	42,50	6	15,00	1	2,50
	10	7,14	39	27,86	50	35,71	25	17,86
	30	11,72	20	7,81	48	18,75	53	20,70
	10	20,41	9	18,37	9	18,37	7	14,29
	1	5,00	-	-	2	10,00	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	1	100,00
	1	1,27	16	20,25	43	54,43	19	24,05
	1	1,92	3	5,77	8	15,38	39	75,00
	47	10,40	60	13,27	112	24,78	100	22,12
	402	8,99	681	15,23	1355	30,31	862	19,28
	90	21,58	63	15,11	118	28,30	82	19,66
	338	22,08	239	15,61	399	26,06	219	14,30
	224	18,33	237	19,39	426	34,86	220	18,00
	3	6,52	6	13,04	13	28,26	1	2,17
	39	24,38	43	26,88	30	18,75	27	16,88
	9	21,95	4	9,76	7	17,07	12	29,27
	81	21,77	103	27,69	109	29,30	50	13,44
	14	16,87	11	13,25	31	37,35	11	13,25
	798	20,61	706	18,23	1133	29,26	622	16,06

[360]

Tableau III (suite)

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40 44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
in0	633	148	23,38	6	4,05	4	2,70	7	4,73
inx1	431	245	56,84	2	0,82	19	7,76	13	5,31
inx2	1104	310	28,08	14	4,52	28	9,03	6	1,94
in3	186	47	25,27	5	10,64	9	19,15	4	8,51
in4	26	6	23,08	1	16,67	-	-	-	-
in5	85	32	37,65	8	25,00	1	-	3	9,38
							3,13		
in6	168	45	26,79	1	2,22	-	-	3	6,67
in7	112	32	28,57	4	12,50	-	-	-	-
in8	563	167	29,66	4	2,40	1	0,60	-	-
in9	392	107	27,30	5	4,67	-	-	6	5,61
in10	95	29	30,53	1	3,45	-	-	2	6,90
in11	81	24	29,63	2	8,33	-	-	-	-
<b>total</b>	<b>3876</b>	<b>1192</b>	<b>30,75</b>	<b>53</b>	<b>4,45</b>	<b>62</b>	<b>5,20</b>	<b>44</b>	<b>3,69</b>
us0	127	26	20,47	4	15,38	-	-	5	19,23
usx 1	587	196	33,39	22	11,22	13	6,63	7	3,57
usx2	717	267	37,24	7	2,62	4	1,50	10	3,75
us3	108	39	36,11	3	7,69	4	10,26	3	7,69
us4	225	58	25,78	3	5,17	13	22,41	3	5,17
us5	391	147	37,60	11	7,48	19	12,93	3	2,04
us6	253	78	30,83	-	-	-	-	1	1,28
us7	4836	1546	31,97	97	6,27	73	4,72	67	4,33
us8	6988	1595	22,82	77	4,83	82	5,14	142	8,90
us9	557	301	54,04	4	1,33	7	2,33	2	0,66
us10	314	141	44,90	5	3,55	7	4,96	7	4,96
us11	505	118	23,37	2	1,69	3	2,54	24	20,34
<b>total</b>	<b>15608</b>	<b>4512</b>	<b>28,91</b>	<b>235</b>	<b>5,21</b>	<b>225</b>	<b>4,99</b>	<b>274</b>	<b>6,07</b>
uvx1	429	132	30,77	7	5,30	2	1,52	3	2,27
uvx2	733	164	22,37	7	4,27	6	3,66	6	3,66
uvx3	43	10	23,26	-	-	-	-	1	10,00
uv4	140	32	22,86	2	6,25	1	3,13	4	12,50
uv5	78	21	26,92	1	4,76	-	-	2	9,52
uv6	42	13	30,95	-	-	-	-	4	30,77
uv7	87	24	27,59	-	-	-	-	2	8,33
uv8	150	50	33,33	4	8,00	1	2,00	4	8,00
uv9	52	11	21,15	1	9,09	1	9,09	1	9,09
uvIO	137	42	30,66	-	-	2	4,76	3	7,14
uv11	301	58	19,27	-	-	1	1,72	5	8,62
uv12	22	2	9,09	-	-	-	-	-	-

[361]

**Tableau III (suite)**

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
28	18,92	27	18,24	60	40,54	16	10,81	
86	35,10	67	27,35	42	17,14	16	6,53	
41	13,23	65	20,97	100	32,26	56	18,06	
4	8,51	6	12,77	3	6,38	16	34,04	
-	-	2	33,33	3	50,00	-	-	
5	15,63	9	28,13	5	15,63	1	3,13	
10	22,22	8	17,78	11	24,44	12	26,67	
9	28,13	6	18,75	10	31,25	3	9,38	
10	5,99	36	21,56	103	61,68	13	7,78	
12	11,21	28	26,17	36	33,64	20	18,69	
-	-	7	24,14	11	37,93	8	27,59	
2	8,33	13	54,17	6	25,00	1	4,17	
<i>207</i>	<i>17,37</i>	<i>274</i>	<i>22,99</i>	<i>390</i>	<i>32,72</i>	<i>162</i>	<i>13,59</i>	
4	15,38	3	11,54	5	19,23	5	19,23	
36	18,37	27	13,78	71	36,22	20	10,20	
58	21,72	65	24,34	100	37,45	23	8,61	
4	10,26	13	33,33	9	23,08	3	7,69	
9	15,52	9	15,52	11	18,97	10	17,24	
28	19,05	28	19,05	39	26,53	19	12,93	
36	46,15	12	15,38	26	33,33	3	3,85	
194	12,55	332	21,47	551	35,64	232	15,01	
200	12,54	280	17,55	545	34,17	269	16,87	
57	18,94	77	25,58	114	37,87	40	13,29	
19	13,48	27	19,15	43	30,50	33	23,40	
17	14,41	20	16,95	33	27,97	19	16,10	
<i>662</i>	<i>14,67</i>	<i>893</i>	<i>19,79</i>	<i>1547</i>	<i>34,29</i>	<i>676</i>	<i>14,98</i>	
26	19,70	21	15,91	49	37,12	24	18,18	
11	6,71	45	27,44	69	42,07	20	12,20	
3	30,00	1	10,00	5	50,00	-	-	
3	9,38	8	25,00	10	31,25	4	12,50	
4	19,05	8	38,10	6	28,57	-	-	
-	-	1	7,69	6	46,15	2	15,38	
5	20,83	4	16,67	10	41,67	3	12,50	
5	10,00	12	24,00	15	30,00	9	18,00	
3	27,27	1	9,09	4	36,36	-	-	
12	28,57	12	28,57	10	23,81	3	7,14	
8	13,79	12	20,69	26	44,83	6	10,34	
-	-	2	100,00	-	-	-	-	

[362]

Tableau III (suite)

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40 44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
uv13	163	27	16,56	-	-	-	-	4	14,81
uv14	205	47	22,93	-	-	-	-	-	-
uv15	239	40	16,74	9	22,50	2	5,00	2	5,00
uv16	374	73	19,52	7	9,59	3	4,11	10	13,70
uv17	61	12	19,67	-	-	3	25,00	-	-
uv18	130	29	22,31	2	6,90	2	6,90	1	3,45
uv19	151	20	13,25	2	10,00	2	10,00	-	-
uv20	322	64	19,88	2	3,13	3	4,69	6	9,38
uv21	276	71	25,72	1	1,41	2	2,82	6	8,45
uv22	189	37	19,58	1	2,70	2	5,41	3	8,11
uv23	60	8	13,33	1	12,50	-	-	3	37,50
uv24	184	48	26,09	-	-	-	-	10	20,83
uv25	29	7	24,14	-	-	-	-	3	42,86
uv26	162	35	21,60	3	8,57	2	5,71	5	14,29
uv27	205	46	22,44	2	4,35	4	8,70	4	8,70
uv28	26	3	11,54	-	-	-	-	-	--
<b>total</b>	<b>4990</b>	<b>1126</b>	<b>22,57</b>	<b>52</b>	<b>4,62</b>	<b>39</b>	<b>3,46</b>	<b>92</b>	<b>8,17</b>
ba	460	84	18,26	2	2,38	5	5,95	6	7,14
bb	41	11	26,83	2	18,18	2	18,18	-	-
bc	202	47	23,27	6	12,77	1	2,13	5	10,64
bd	30	7	23,33	-	-	1	14,29	2	28,57
be	130	13	10,00	-	-	-	-	5	38,46
bf	21	8	38,10	-	-	-	-	1	12,50
bh	49	6	12,24	-	-	-	-	-	-
bi	18	2	11,11	-	-	-	-	-	-
bj	22	2	9,09	1	50,00	-	-	-	-
bk	3	1	33,33	-	-	-	-	1	100,00
bl	28	7	25,00	2	28,57	-	-	3	42,86
bm	45	8	17,78	-	-	-	-	2	25,00
ca	117	22	18,80	2	9,09	-	-	1	4,55
cb	112	23	20,54	3	13,04	3	13,04	1	4,35
cc	359	100	27,86	11	11,00	4	4,00	18	18,00
cd	24	10	41,67	2	20,00	2	20,00	-	-
ce	318	59	18,55	2	3,39	3	5,08	7	11,86
cf	36	14	38,89	2	14,29	2	14,29	2	14,29
cg	11	4	36,36	-	-	-	-	2	50,00
ch	23	5	21,74	-	-	-	-	-	-
ci	28	4	14,29	-	-	-	-	-	-
da	132	25	18,94	1	4,00	-	-	3	12,00
db	147	30	20,41	2	6,67	2	6,67	6	20,00
dc	51	13	25,49	-	-	3	23,08	-	-

[363]

**Tableau III (suite)**

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
6	22,22	9	33,33	5	18,52	3	11,11	
17	36,17	12	25,53	8	17,02	10	21,28	
3	7,50	9	22,50	11	27,50	4	10,00	
10	13,70	12	16,44	25	34,25	6	8,22	
2	16,67	2	16,67	4	33,33	1	8,33	
9	31,03	7	24,14	5	17,24	3	10,34	
4	20,00	6	30,00	4	20,00	2	10,00	
17	26,56	6	9,38	21	32,81	9	14,06	
23	32,39	22	30,99	12	16,90	5	7,04	
7	18,92	5	13,51	17	45,95	2	5,41	
-	-	3	37,50	1	12,50	-	-	
10	20,83	3	6,25	17	35,42	8	16,67	
1	14,29	-	-	3	42,86	-	-	
2	5,71	5	14,29	12	34,29	6	17,14	
11	23,91	6	13,04	15	32,61	4	8,70	
1	33,33	1	33,33	-	-	1	33,33	
<i>203</i>	<i>18,03</i>	<i>235</i>	<i>20,87</i>	<i>370</i>	<i>32,86</i>	<i>135</i>	<i>11,99</i>	
15	17,86	13	15,48	29	34,52	14	16,67	
2	18,18	2	18,18	3	27,27	-	-	
4	8,51	8	17,02	12	25,53	11	23,40	
3	42,86	-	-	1	14,29	-	-	
-	-	2	15,38	5	38,46	1	7,69	
2	25,00	1	12,50	2	25,00	2	25,00	
1	16,67	-	-	3	50,00	2	33,33	
1	50,00	1	50,00	-	-	-	-	
-	-	-	-	1	50,00	-	-	
1	14,29	-	-	1	14,29	-	-	
-	-	3	37,50	1	12,50	2	25,00	
1	4,55	6	27,27	8	36,36	4	18,18	
-	-	4	17,39	4	17,39	8	34,78	
9	9,00	11	11,00	28	28,00	19	19,00	
1	10,00	1	10,00	4	40,00	-	-	
14	23,73	9	15,25	16	27,12	8	13,56	
5	35,71	2	14,29	-	-	1	7,14	
-	-	-	-	2	50,00	-	-	
1	20,00	3	60,00	1	20,00	-	-	
1	25,00	2	50,00	1	25,00	-	-	
1	4,00	6	24,00	12	48,00	2	8,00	
5	16,67	3	10,00	9	30,00	3	10,00	
2	15,38	2	15,38	4	30,77	2	15,38	

[364]

**Tableau III (suite)**

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40 44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
dd	1	-	-	-	-	-	-	-	-
df	27	3	11,11	-	-	-	-	-	-
dh	248	58	23,39	7	12,07	4	6,90	5	8,62
di	17	2	11,76	-	-	-	-	-	-
dj	28	7	25,00	-	-	-	-	-	-
dk	47	8	17,02	-	-	-	-	-	-
dm	129	33	25,58	1	3,03	-	-	2	6,06
dn	61	13	21,31	1	7,69	1	7,69	2	15,38
ea	20	6	30,00	1	16,67	-	-	-	-
eb	56	5	8,93	-	-	-	-	-	-
ec	16	6	37,50	1	16,67	-	-	-	-
ed	9	2	22,22	-	-	-	-	-	-
ee	50	14	28,00	-	-	2	14,29	-	-
fa	50	7	14,00	2	28,57	-	-	1	14,29
fb	9	2	22,22	-	-	-	-	-	-
fc	12	5	41,67	-	-	1	20,00	-	-
ga	62	16	25,81	3	18,75	-	-	-	-
gb	72	9	12,50	-	-	1	11,11	1	11,11
gc	165	36	21,82	1	2,78	1	2,78	6	16,67
<b>total</b>	<b>3486</b>	<b>737</b>	<b>21,14</b>	<b>55</b>	<b>7,46</b>	<b>38</b>	<b>5,16</b>	<b>82</b>	<b>11,13</b>
<b>grand tot.</b>	<b>51385</b>	<b>15909</b>	<b>30,96</b>	<b>1036</b>	<b>6,51</b>	<b>813</b>	<b>5,11</b>	<b>1185</b>	<b>7,45</b>



[365]

**Tableau III (suite)**

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	33,33	-	-	-	2	66,67	-	-
11	18,97	13	22,41	16	27,59	2	3,45	
-	-	-	-	1	50,00	1	50,00	
-	-	1	14,29	4	57,14	2	28,57	
2	25,00	2	25,00	3	37,50	1	12,50	
3	9,09	4	12,12	11	33,33	12	36,36	
2	15,38	2	15,38	5	38,46	-	-	
2	33,33	1	16,67	1	16,67	1	16,67	
-	-	3	60,00	1	20,00	1	20,00	
-	-	1	16,67	-	-	4	66,67	
-	-	-	-	1	50,00	1	50,00	
2	14,29	2	14,29	4	28,57	4	28,57	
-	-	2	28,57	1	14,29	1	14,29	
1	50,00	1	50,00	-	-	-	-	
-	-	1	20,00	2	40,00	1	20,00	
3	18,75	3	18,75	7	43,75	-	-	
-	-	3	33,33	3	33,33	1	11,11	
4	11,11	4	11,11	14	38,89	6	16,67	
<i>100</i>	<i>13,57</i>	<i>122</i>	<i>16,55</i>	<i>223</i>	<i>30,26</i>	<i>117</i>	<i>15,88</i>	
<b>2372</b>	<b>14,91</b>	<b>2911</b>	<b>18,30</b>	<b>5018</b>	<b>31,54</b>	<b>2574</b>	<b>16,18</b>	

[366]

**Tableau IV**  
*La fréquence des catégories déterminées au total et par zone  
dans le discours du budget*

[Retour à la table des matières](#)

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40 44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
e0	2541	1370	53,92	134	9,78	61	4,45	115	8,39
ecx1	868	174	20,05	42	24,14	11	6,32	9	5,17
ecx2	137	47	34,31	11	23,40	7	14,89	1	2,13
ec3	921	514	55,81	31	6,03	16	3,11	12	2,33
ec4	1244	388	31,19	26	6,70	18	4,64	3	0,77
ec5	144	36	25,00	12	33,33	2	5,56	-	-
ec6	454	167	36,78	14	8,38	36	21,56	6	3,59
ec7	595	196	32,94	7	3,57	21	10,71	8	4,08
ec8	3234	1632	50,46	78	4,78	77	4,72	296	18,14
ec9	7	1	14,29	-	-	-	-	-	-
ec10	15	2	13,33	1	50,00	-	-	1	50,00
ec11	98	34	34,69	-	-	2	5,88	-	-
ec12	462	174	37,66	4	2,30	10	5,75	5	2,87
ec13	969	381	39,32	62	16,27	31	8,14	47	12,34
ec14	217	84	38,71	3	3,57	13	15,48	7	8,33
ec15	60	8	13,33	3	37,50	4	50,00	-	-
ec16	5	1	20,00	-	-	-	-	-	-
ec17	1	1	100,00	-	-	-	-	-	-
ec18	178	36	20,22	-	-	-	-	1	2,78
ec19	96	33	34,38	-	-	-	-	1	3,03
ec20	1381	677	49,02	81	11,96	32	4,73	88	13,00
<b>total</b>	<b>13627</b>	<b>5956</b>	<b>43,71</b>	<b>509</b>	<b>8,55</b>	<b>341</b>	<b>5,73</b>	<b>600</b>	<b>10,07</b>
e0	1536	739	48,11	35	4,74	27	3,65	49	6,63
etx1	3130	1590	50,80	64	4,03	96	6,04	101	6,35
etx2	3105	809	26,05	17	2,10	24	2,97	34	4,20
et3	184	60	32,61	1	1,67	-	-	25	41,67
et4	604	325	53,81	11	3,38	26	8,00	13	4,00
et5	96	53	55,21	1	1,89	2	3,77	4	7,55
et6	771	259	33,59	5	1,93	12	4,63	9	3,47
et7	372	183	49,19	5	2,73	1	0,55	14	7,65
<b>total</b>	<b>9798</b>	<b>4018</b>	<b>41,01</b>	<b>139</b>	<b>3,46</b>	<b>188</b>	<b>4,68</b>	<b>249</b>	<b>6,20</b>

[367]

**Tableau IV (suite)**

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
	123	8,98	177	12,92	441	32,19	319	23,28
	14	8,05	39	22,41	40	22,99	19	10,92
	6	12,77	1	2,13	16	34,04	5	10,64
	40	7,78	147	28,60	176	34,24	92	17,90
	50	12,89	117	30,15	110	28,35	64	16,49
	3	8,33	3	8,33	13	36,11	3	8,33
	15	8,98	18	10,78	58	34,73	20	11,98
	18	9,18	36	18,37	57	29,08	49	25,00
	226	13,85	194	11,89	468	28,68	293	17,95
	-	-	-	-	-	-	1	100,00
	7	20,59	9	26,47	15	44,12	1	2,94
	15	8,62	45	25,86	56	32,18	39	22,41
	47	12,34	38	9,97	83	21,78	73	19,16
	16	19,05	13	15,48	24	28,57	8	9,52
	-	-	-	-	1	12,50	-	-
	-	-	-	-	-	-	1	100,00
	-	-	-	-	-	-	1	100,00
	2	5,56	9	25,00	15	41,67	9	25,00
	-	-	2	6,06	4	12,12	26	78,79
	117	17,28	71	10,49	148	21,86	140	20,68
	<b>699</b>	<b>11,74</b>	<b>919</b>	<b>15,43</b>	<b>1725</b>	<b>28,96</b>	<b>1163</b>	<b>19,53</b>
	137	18,54	139	18,81	200	27,06	152	20,57
	365	22,96	290	18,24	442	27,80	232	14,59
	135	16,69	155	19,16	303	37,45	141	17,43
	8	13,33	7	11,67	18	30,00	1	1,67
	75	23,08	74	22,77	74	22,77	52	16,00
	13	24,53	7	13,21	11	20,75	15	28,30
	62	23,94	67	25,87	73	28,19	31	11,97
	30	16,39	25	13,66	71	38,80	37	20,22
	<b>825</b>	<b>20,53</b>	<b>764</b>	<b>19,01</b>	<b>1192</b>	<b>29,67</b>	<b>661</b>	<b>16,45</b>

[368]

Tableau IV (suite)

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40 44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
in0	633	360	56,87	18	5,00	23	6,39	17	4,72
inx1	431	58	13,46	2	3,45	2	3,45	2	3,45
inx2	1104	422	38,22	9	2,13	43	10,19	4	0,95
in3	186	58	31,18	4	6,90	12	20,69	4	6,90
in4	26	12	46,15	-	-	1	8,33	1	8,33
in5	85	34	40,00	3	8,82	-	-	4	11,76
in6	168	71	42,26	2	2,82	6	8,45	2	2,82
in7	112	44	39,29	3	6,82	3	6,82	-	-
in8	563	262	46,54	5	1,91	3	1,15	2	0,76
in8	392	94	23,98	3	3,19	2	2,13	3	3,19
inI0	95	42	44,21	1	2,38	-	-	1	2,38
in11	81	28	34,57	1	3,57	-	-	-	-
<b>total</b>	<b>3876</b>	<b>1485</b>	<b>38,31</b>	<b>51</b>	<b>3,43</b>	<b>95</b>	<b>6,40</b>	<b>40</b>	<b>2,69</b>
us0	127	34	26,77	1	2,94	-	-	5	14,71
usx 1	587	238	40,55	17	7,14	10	4,20	10	4,20
usx2	717	242	33,75	5	2,07	6	2,48	7	2,89
us3	108	48	44,44	-	-	5	10,42	6	12,50
us4	225	89	39,56	1	1,12	6	6,74	5	5,62
us5	391	159	40,66	5	3,14	18	11,32	7	4,40
us6	253	92	36,36	-	-	-	-	-	-
us7	4836	964	19,93	51	5,29	50	5,19	44	4,56
us8	6988	2963	42,40	173	5,84	176	5,94	311	10,50
us9	557	129	23,16	3	2,33	3	2,33	4	3,10
us10	314	130	41,40	3	2,31	4	3,08	7	5,38
us11	505	247	48,91	7	2,83	4	1,62	38	15,38
<b>total</b>	<b>15608</b>	<b>5335</b>	<b>34,18</b>	<b>266</b>	<b>4,99</b>	<b>282</b>	<b>5,29</b>	<b>444</b>	<b>8,32</b>
uvx1	429	253	58,97	9	3,56	6	2,37	10	3,95
uvx2	733	413	56,34	7	1,69	25	6,05	13	3,15
uvx3	43	21	48,84	-	-	1	4,76	4	19,05
uv4	140	75	53,57	4	5,33	4	5,33	5	6,67
uv5	78	21	26,92	3	14,29	-	-	1	4,76
uv6	42	15	35,71	-	-	-	-	1	6,67
uv7	87	5	5,75	-	-	-	-	2	40,00
uv8	150	44	29,33	2	4,55	5	11,36	1	2,27
uv9	52	16	30,77	1	6,25	1	6,25	-	-
uv10	137	37	27,01	2	5,41	2	5,41	2	5,41
uv11	301	130	43,19	-	-	1	0,77	8	6,15
uv12	22	10	45,45	-	-	-	-	-	-

[369]

**Tableau IV (suite)**

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
63	17,50	61	16,94	122	33,89	56	15,56	
16	27,59	23	39,66	10	17,24	3	5,17	
85	20,14	72	17,06	126	29,86	83	19,67	
10	17,24	10	17,24	5	8,62	13	22,41	
3	25,00	3	25,00	4	33,33	-	-	
14	41,19	5	14,71	6	17,65	2	5,88	
18	25,35	10	14,08	21	29,58	12	16,90	
12	27,27	11	25,00	12	27,27	3	6,82	
23	8,78	56	21,37	130	49,62	43	16,41	
13	13,83	29	30,85	28	29,79	16	17,02	
-	-	7	16,67	23	54,76	10	23,81	
5	17,86	5	17,86	14	50,00	3	10,71	
<b>262</b>	<b>17,64</b>	<b>292</b>	<b>19,66</b>	<b>501</b>	<b>33,74</b>	<b>244</b>	<b>16,43</b>	
6	17,65	5	14,71	13	38,24	4	11,76	
68	28,57	32	13,45	75	31,51	26	10,92	
62	25,62	43	17,77	88	36,36	31	12,81	
7	14,58	11	22,92	16	33,33	3	6,25	
12	13,48	18	20,22	26	29,21	21	23,60	
28	17,61	27	16,98	50	31,45	24	15,09	
45	48,91	18	19,57	26	28,26	3	3,26	
115	11,93	236	24,48	348	36,10	120	12,45	
450	15,19	528	17,82	801	27,03	524	17,68	
35	27,13	26	20,16	46	35,66	12	9,30	
22	16,92	24	18,46	49	37,69	21	16,15	
41	16,60	36	14,57	73	29,55	48	19,43	
<b>891</b>	<b>16,70</b>	<b>1004</b>	<b>18,82</b>	<b>1611</b>	<b>30,20</b>	<b>837</b>	<b>15,69</b>	
60	23,72	47	18,58	84	33,20	37	14,62	
62	15,01	107	25,91	141	34,14	58	14,04	
2	9,52	4	19,05	7	33,33	3	14,29	
20	26,67	13	17,33	18	24,00	11	14,67	
5	23,81	9	42,86	3	14,29	-	-	
2	13,33	3	20,00	6	40,00	3	20,00	
1	20,00	1	20,00	1	20,00	-	-	
10	22,73	5	11,36	11	25,00	10	22,73	
2	12,50	6	37,50	6	37,50	-	-	
8	21,62	12	32,43	10	27,03	1	2,70	
30	23,08	34	26,15	38	29,23	19	14,62	
2	20,00	4	40,00	4	40,00	-	-	

[370]

Tableau IV (suite)

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40-44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
uv13	163	51	31,29	1	1,96	1	1,96	4	7,84
uv14	205	67	32,68	-	-	1	1,49	3	4,48
uv15	239	108	45,19	6	5,56	1	0,93	20	18,52
uv16	374	142	37,97	13	9,15	5	3,52	7	4,93
uv17	61	9	14,75	-	-	3	33,33	1	11,11
uv18	130	47	36,15	2	4,26	3	6,38	5	10,64
uv19	151	23	15,23	2	8,70	3	13,04	-	-
uv20	322	147	45,65	4	2,72	1	0,68	17	11,56
uv21	276	70	25,36	1	1,43	3	4,29	6	8,57
uv22	189	78	41,27	2	2,56	-	-	6	7,69
uv23	60	11	18,33	1	9,09	2	18,18	3	27,27
uv24	194	79	42,93	-	-	7	8,96	12	15,19
uv25	29	4	13,79	-	-	-	-	-	-
uv26	162	55	33,95	1	1,82	2	3,64	11	20,00
uv27	205	75	36,59	6	8,00	5	6,67	3	4,00
uv28	26	10	38,46	-	-	1	10,00	-	-
<b>total</b>	<b>4990</b>	<b>2016</b>	<b>40,40</b>	<b>67</b>	<b>3,32</b>	<b>83</b>	<b>4,12</b>	<b>145</b>	<b>7,19</b>
ba	460	160	34,78	5	3,13	8	5,00	7	4,38
bb	41	15	36,59	1	6,67	4	26,67	-	-
bc	202	62	30,69	8	12,90	1	1,61	8	12,90
bd	30	4	13,33	1	25,00	-	-	2	50,00
be	130	12	9,23	-	-	-	-	5	41,67
bf	21	4	19,05	-	-	-	-	-	-
bh	49	11	22,45	-	-	1	9,09	1	9,09
bi	18	1	5,56	-	-	-	-	-	-
bj	22	3	13,64	-	-	-	-	-	-
bk	3	2	66,67	-	-	-	-	1	50,00
bl	28	6	21,43	2	33,33	1	16,67	2	33,33
bm	45	11	24,44	2	18,18	-	-	1	9,09
ca	117	56	47,86	4	7,14	1	1,79	2	3,57
cb	112	39	34,82	2	5,13	3	7,69	3	7,69
ce	359	149	41,50	11	7,38	6	4,03	30	20,13
cd	24	10	41,67	-	-	1	10,00	-	-
ce	318	203	63,84	6	2,96	8	3,94	12	5,91
cf	36	18	50,00	1	5,56	2	11,11	3	16,67
cg	11	5	45,45	-	-	-	-	2	40,00
ch	23	13	56,52	2	15,38	-	-	-	-
ci	28	14	50,00	-	-	-	-	-	-
da	132	73	55,30	1	1,37	-	-	9	12,33
db	147	31	21,09	1	3,23	-	-	2	6,45

[371]

Tableau IV (suite)

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
16	31,37	19	37,25	4	7,84	6	11,76	
26	38,81	15	22,39	11	16,42	11	16,42	
16	14,81	20	18,52	22	20,37	23	21,30	
22	15,49	22	15,49	56	39,44	17	11,97	
1	11,11	2	22,22	2	22,22	-	-	
12	25,53	9	19,15	9	19,15	7	14,89	
1	4,35	13	56,52	3	13,04	1	4,35	
41	27,89	23	15,65	39	26,53	22	14,97	
20	28,57	15	21,43	18	25,71	7	10,00	
12	15,38	12	15,38	32	41,03	14	17,95	
1	9,09	2	18,18	1	9,09	1	9,09	
19	24,05	9	10,13	22	27,85	11	13,92	
-	-	1	25,00	2	50,00	1	25,00	
4	7,27	6	10,91	15	27,27	16	29,09	
13	17,33	15	20,00	15	20,00	18	24,00	
4	40,00	1	10,00	1	10,00	3	30,00	
<b>412</b>	<b>20,44</b>	<b>428</b>	<b>21,23</b>	<b>581</b>	<b>28,82</b>	<b>300</b>	<b>14,88</b>	
23	14,38	22	13,75	56	35,00	39	24,38	
-	-	1	6,67	4	26,67	5	33,33	
8	12,90	10	16,13	15	24,19	12	19,35	
-	-	-	-	-	-	1	25,00	
1	8,33	-	-	4	33,33	2	16,67	
1	25,00	-	-	1	25,00	2	50,00	
-	-	3	27,27	2	18,18	4	36,36	
-	-	1	100,00	-	-	-	-	
1	33,33	1	33,33	1	33,33	-	-	
-	-	-	-	-	-	1	50,00	
-	-	-	-	1	16,67	-	-	
2	18,18	3	27,27	2	18,18	1	9,09	
10	17,86	11	19,64	19	33,93	9	16,07	
4	10,26	4	10,26	13	33,33	10	25,64	
12	8,05	15	10,07	42	28,19	33	22,15	
-	-	4	40,00	5	50,00	-	-	
34	16,75	24	11,82	67	33,00	52	25,62	
5	27,78	1	5,56	-	-	6	33,33	
-	-	-	-	3	60,00	-	-	
1	7,69	6	46,15	2	15,38	2	15,38	
4	28,57	5	35,71	3	21,43	2	14,29	
3	4,11	22	30,14	28	38,36	10	13,70	
2	6,45	5	16,13	13	41,94	8	25,81	

[372]

**Tableau IV (suite)**

Catégorie	Nb total	Nb Thé.	% Thé.	34-36		37-39		40 44	
				Nb	%	Nb	%	Nb	%
de	51	26	50,98	-	-	3	11,54	5	19,23
dd	1	1	100,00	-	-	-	-	-	-
df	27	2	7,41	-	-	1	50,00	-	-
dh	248	84	33,87	5	5,95	2	2,38	11	13,10
di	17	5	29,41	-	-	-	-	-	-
dj	28	8	28,57	-	-	-	-	-	-
dk	47	10	21,28	1	10,00	-	-	-	-
dm	129	52	40,31	2	3,85	-	-	2	3,85
dn	61	18	29,51	-	-	3	16,67	1	5,56
ea	20	9	45,00	2	22,22	-	-	-	-
eb	56	16	28,57	1	6,25	-	-	-	-
ec	16	5	31,25	1	20,00	-	-	1	20,00
ed	9	2	22,22	-	-	-	-	-	-
ee	50	23	46,00	2	8,70	-	-	-	-
fa	50	11	22,00	-	-	-	-	-	-
fb	9	3	33,33	-	-	-	-	-	-
fc	12	4	33,33	-	-	1	25,00	-	-
ga	62	46	74,19	3	6,52	-	-	-	-
gb	72	23	31,94	-	-	1	4,35	4	17,39
ge	165	89	53,94	-	-	1	1,12	4	4,49
<i>total</i>	<i>3486</i>	<i>1339</i>	<i>38,41</i>	<i>64</i>	<i>4,78</i>	<i>48</i>	<i>3,58</i>	<i>118</i>	<i>8,81</i>
<b>Grand total</b>	<b>51385</b>	<b>20149</b>	<b>39,21</b>	<b>1096</b>	<b>5,44</b>	<b>1037</b>	<b>5,15</b>	<b>1596</b>	<b>7,92</b>



[373]

**Tableau IV (suite)**

	45-48		49-52		53-56		57-60	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
	5	19,23	4	15,38	8	30,77	1	3,85
	1	100,00	-	-	-	-	-	-
	1	50,00	-	-	-	-	-	-
	9	10,71	15	17,86	28	33,33	14	16,67
	1	20,00	2	40,00	1	20,00	1	20,00
	2	25,00	3	37,50	2	25,00	1	12,50
	1	10,00	6	60,00	1	10,00	1	10,00
	4	7,69	13	25,00	21	40,38	10	19,23
	1	5,56	2	11,11	6	33,33	5	27,78
	1	11,11	2	22,22	2	22,22	2	22,22
	3	18,75	4	25,00	3	18,75	5	31,25
	-	-	1	20,00	-	-	2	40,00
	-	-	-	-	2	100,00	-	-
	2	0,0869	3	13,04	9	39,13	7	30,43
	1	0,0909	6	54,55	3	27,27	1	9,09
	-	-	2	66,67	1	33,33	-	-
	-	-	1	25,00	-	-	2	50,00
	11	0,2391	8	17,39	18	39,13	6	13,04
	3	0,1304	4	17,39	7	30,43	4	17,39
	7	0,0786	13	14,61	45	50,56	19	21,35
	<i>164</i>	<i>0,1224</i>	<i>227</i>	<i>16,95</i>	<i>438</i>	<i>32,71</i>	<i>280</i>	<i>20,91</i>
	<b>3253</b>	<b>16,14</b>	<b>3634</b>	<b>18,04</b>	<b>6048</b>	<b>30,02</b>	<b>3485</b>	<b>17,30</b>

[374]

## Systeme de catégories et définitions

### *I. Famille des catégories économiques*

#### **I. Générales**

[Retour à la table des matières](#)

- Économie* (ec0) : Toute notion se référant (T.N.R.) à l'économie en général.
- Budget* (ec8) : T.N.R. à la comptabilité de l'État.
- Marché* (ec13) : Toute notion générale se référant (T.N.G.R.) à la circulation du capital et des marchandises à l'exception de la référence au commerce, au secteur commercial et au secteur financier.
- Finance* (ec20) : T.N.R. au secteur financier.

#### **II. Théoriques**

- Capitalisme* (ec9) : T.N.R. explicitement au capitalisme en tant que système socio-économique.
- Socialisme* (ec10) : T.N.R. explicitement au socialisme en tant que système socio-économique.
- Petite propriété* (ec16) : T.N.R. à toute activité économique de production n'impliquant pas un rapport salarial.
- Corporatisme* (ec17) : T.N.R. au corporatisme comme système socio-économique.

*Interventionnisme* (ec19) : T.N.R. à la création d'entreprise publique dans le domaine économique.

### III. Industrialisation

*Industrie* (ec3) : T.N.G.R. à la production industrielle ou T.N.R. aux branches industrielles, à l'exclusion de l'extraction des ressources et de l'agriculture.

*Science et technologie* (ec12) : T.N.R. spécifiquement à des pratiques scientifiques ou technologiques.

*Travail salarié* (ec14) : T.N.R. au travail rémunéré sous la forme salariale.

*Chômage* (ec15) : T.N.R. au chômage.

*Compagnie* (ec18) : Tout nom d'entreprise privée.

[375]

### IV. Développement régional

*Agriculture et colonisation* (ecx1) : T.N.R. à l'agriculture et à la colonisation du territoire.

*Pêcheries* (ecx2) : T.N.R. aux activités reliées à la pêche.

*Ressources naturelles* (ec4) : T.N.G.R. aux ressources naturelles ou T.N.R. explicitement à l'extraction des ressources.

*Commerces* (ec5) : T.N.R. de façon explicite au commerce et aux institutions afférentes.

*Transports et communications* (ec6) : T.N.R. aux transports et communications à l'exclusion de la voirie.

*Travaux publics* (ec7) : T.N.R. aux travaux publics incluant la voirie, ainsi qu'aux opérations techniques sur le territoire et à la construction.

*Coopératisme* (ec11) : T.N.R. aux mouvements et aux institutions coopératives.

## **2. Famille des catégories politiques**

### **I. Institutions politiques**

*État* (et0) : T.N.R. à l'État en général.

*Institutions politiques* (etx1) : T.N.R. aux structures de l'État et à leurs juridictions, à l'exclusion du cadre constitutionnel.

*Domaine constitutionnel* (etx2) : T.N.R. à la question constitutionnelle, au partage des pouvoirs et à la structure fédérale-provinciale.

### **II. Personnel étatique**

*Armée* (et3) : T.N.R. à l'année ou à la guerre.

*Personnel d'État* (et5) : T.N.R. au personnel d'État.

*Élus-représentants* (et6) : T.N.R. aux personnes investies d'une fonction de représentation.

### **III. Gestion des rapports sociaux**

*Droit* (et4) : T.N.R. au droit, à l'exclusion de l'administration de la justice.

*Pouvoir* (et7) : T.N.G.R. au pouvoir.

### 3. Famille des catégories institutionnelles

#### I. Institutions générales de l'État capitaliste

*Opinion publique* (inO) : T.N.R. aux institutions permettant la constitution d'une opinion publique.

[376]

*Partis politiques* (inx1) : T.N.R. aux formations politiques constituées

*Éducation* (inx2) : T.N.R. au système scolaire.

*Système judiciaire* (in4) : T.N.R. à l'administration de la justice, à l'exclusion de la notion générale de droit.

*Médias, arts, culture* (in8) : T.N.R. au domaine des médias, des arts, de la culture, des sports.

#### II. Interventionnisme

*Domaine social* (in9) : T.N.R. aux affaires sociales privées ou publiques.

*Relations de travail* (in5) : T.N.R. à la régulation des relations de travail et aux institutions s'y rapportant.

*Santé* (in9) : T.N.R. au domaine de la santé et aux institutions s'y rapportant.

*Logement* (inI0) : T.N.R. au domaine de l'habitation, à l'exclusion de la construction.

### III. Institutions traditionnelles

*Famille* (in6) : T.N.R. à l'institution de la famille.

*Église* (in7) : T.N.R. à l'institution religieuse, à l'exclusion du personnel religieux.

*Personnel religieux* (in11) : T.N.R. au personnel des institutions religieuses.

## 4. Famille des catégories de l'univers social

### I. Rapports sociaux

*Social* (us0) : T.N.R. à la représentation de l'univers social en général.

*Classes* (usx1) : T.N.R. à la représentation des classes sociales et à la place des agents dans la production économique.

*Communauté* (usx2) : T.N.R. aux acteurs en tant que communauté.

*Langue* (us6) : T.N.R. aux questions linguistiques.

*Conflits* (us11) : T.N.R. aux contradictions dans les rapports sociaux.

### II. Population

*Sexe* (us3) : T.N.R. au sexe des agents.

*Âge* (us4) : T.N.R. à l'âge des agents et aux groupes d'âge.

*Population* (us5) : T.N.R. à la population en général ou à l'aspect démographique.

### III. Espace-temps

*Espace* (us7) : T.N.R. aux noms des lieux ou à la caractérisation des espaces.

*Temporalité* (us8) : T.N.R. à la temporalité.

[377]

### IV. Personnification

*Personnages* (us9) : T.N.R. aux noms des agents sociaux. *Professions* (us 10) : T.N.R. à l'occupation professionnelle des agents sociaux.

## 5. Famille des catégories liées à la valorisation

### I. Traditionnelles

Religion (uv10)  
tradition (uv14)

### II. Bourgeoises

Progrès (uvx2)  
Propriété (uv9)  
Autonomie-liberté  
(uv11)  
Égalité (uv12)  
Justice (uv13)  
Rationalité (uv20)  
Individualisme (uv24)  
Nature-besoins (uv26)

Confort (uv28)

### III. Bourgeoises afférentes à l'État

Démocratie (uv5)  
Privé (uv7)  
Public (uv8)  
Légitimité (uv25)

### IV. Existentielles

Bonheur (uv 19)  
Amour (uv18)  
Espérance (uv23)

### V. Disciplinaires

Travail (uv6)  
Responsabilité (uv16)  
Fidélité (uv17)  
Dignité (uv21)  
Morale (uv22)  
Vertu (uv27)

### VI. Contrôle social

Ordre-hiérarchie (uvx1)  
Subversion (uv3)  
Collaboration (uv4)  
Stabilité (uv15)

## *6. Familles des catégories évaluatives*

### **I. Qualité des choses ou des actions**

Fondamental (ba)  
 Grave (bb)  
 Excessif (bd)  
 Possible (be)  
 Dangereux (bh)  
 Justifiable (bi)  
 Évident (bj)  
 Adaptable (bk)  
 Utile (bl)  
 Opportunité (bn)  
 Meilleur (bo)  
 Louable (bp)  
 Sûre (dd)  
 Beau (dh)  
 Mal (dn)  
 Protection (ca)  
 Abondant (cb)  
 Augmentation (cc)  
 Performance (cd)  
 Difficile (ce)  
 Succès (cf)  
 Appréciation (cg)  
 Réforme (ch)  
 Sollicitude (cj)  
 Facile (ck)

Particulier (cl)  
 Réduit (bc)  
 [378]

### **II. Qualité des per- sonnes**

Énergique (da)  
 Réaliste (db)  
 Pauvre (df)  
 Modéré (di)  
 Découvreur dj)  
 Courage (dk)  
 Fortune (dm)  
 Intelligent (do)  
 Véritable (dp)  
 Fallacieux (dq)  
 Concevable (dr)  
 Invraisemblable (ds)  
 Favorable (dt)  
 Défavorable (du)  
 Réputation (dw)  
 Fier (dv)  
 Bonne volonté (ec)  
 Bon sens (ed)  
 Objectivité (bf)  
 Compétent (bm)

### **III. État d'esprit**

Confiant (dc)  
 Émotion (ea)  
 Désir (eb)  
 Crainte (ee)  
 Violent (ef)  
 Regret (eg)  
 Conviction (eh)  
 Plaisir (ei)  
 Souffrance (ej)

### **IV. Situation**

Paix (fa)  
 Fraternel (fb)  
 Célébration (fc)  
 Malheur (fd)  
 Destin (fe)  
 Gloire (ff)  
 Honte (fg)

### **V. Théorie-pratique**

Théorie (ga)  
 Pratique (gb)  
 Organisation (ge)

**FIN**